



«Le C2D, un partenariat au service du développement»

# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES C2D 2014



**Contrat de Désendettement et de Développement  
(C2D)**

**RAPPORT ANNUEL  
D'ACTIVITES C2D  
2014**

**Edition : Secrétariat Technique du C2D**

**ST-C2D**

**Janvier 2015**



**SOMMAIRE**

|                                                                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>CONTEXTE.....</b>                                                                                                           | <b>5</b>   |
| <b>INTRODUCTION .....</b>                                                                                                      | <b>7</b>   |
| <b>SECTION A- DONNEES GENERALES .....</b>                                                                                      | <b>11</b>  |
| I- CADRE INSTITUTIONNEL.....                                                                                                   | 13         |
| II- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS .....                                                                                   | 14         |
| <b>SECTION B- ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE .....</b>                                                                             | <b>29</b>  |
| 1. SITUATION GLOBALE.....                                                                                                      | 31         |
| 2. SITUATION SECTORIELLE .....                                                                                                 | 31         |
| <b>SECTION C- ETAT D'EXECUTION FINANCIERE .....</b>                                                                            | <b>39</b>  |
| I- REMBOURSEMENT / REVERSEMENT .....                                                                                           | 41         |
| II- ENGAGEMENTS : SITUATION DES CONVENTIONS SIGNEES AU 31<br>DECEMBRE 2014 .....                                               | 42         |
| III- DECAISSEMENTS .....                                                                                                       | 43         |
| IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS .....                                                                                            | 47         |
| <b>SECTION D- DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS : CONCLUSIONS DE LA REVUE<br/>SECTORIELLE .....</b>                               | <b>53</b>  |
| I- PARTICIPANTS .....                                                                                                          | 55         |
| II- DEROULEMENT DES TRAVAUX .....                                                                                              | 55         |
| III- DIFFICULTES RELEVES .....                                                                                                 | 55         |
| IV- RECOMMANDATIONS .....                                                                                                      | 58         |
| V- SUIVI DES CONCLUSIONS DE LA REVUE SECTORIELLE .....                                                                         | 62         |
| <b>CONCLUSION .....</b>                                                                                                        | <b>63</b>  |
| <b>ANNEXES .....</b>                                                                                                           | <b>65</b>  |
| ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE DE LA REVUE SECTORIELLE 2014 DU C2D.....                                                        | 67         |
| ANNEXE 2 : PRESENTATIONS SUR LES ETATS D'AVANCEMENT DES PROJETS Y COMPRIS LES MINUTES DES<br>ECHANGES QUI LES ONT SUIVIES..... | 75         |
| <b>TABLE DES MATIERES.....</b>                                                                                                 | <b>547</b> |

## Contexte

La Côte d'Ivoire, après avoir obtenu le point de décision en 2009, a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (Initiative PPTE) le 26 juin 2012. La réalisation de ce résultat a nécessité la mise en œuvre d'importantes mesures par le Gouvernement, visant essentiellement la stabilité du cadre macroéconomique et des finances publiques, l'assainissement des secteurs clés de l'économie, l'amélioration de la gouvernance, de l'environnement des affaires et de la compétitivité de l'économie, la bonne gouvernance des secteurs du café-cacao, de l'énergie et la modernisation de l'administration publique.

L'atteinte du point d'achèvement a permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un allègement substantiel de sa dette extérieure d'un montant de 4 090 milliards de F CFA sur un stock de 6 373,9 milliards de F CFA aussi bien de la part des organismes multilatéraux de financement, notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, que de la part des créanciers du Club de Paris.

Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) est un volet spécifique de l'annulation de la dette extérieure vis-à-vis de la France. **Le C2D est un mécanisme d'annulation des créances d'Aide Publique au Développement (APD) à travers un refinancement par subventions, des échéances de la dette remboursée par la Côte d'Ivoire.**

Dans ce cadre, l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Etat français ont signé le 24 juillet 2012, à Paris, un accord bilatéral d'annulation de la dette ivoirienne auprès du Club de Paris. La signature de cet accord constitue l'une des retombées majeures de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. En effet, elle a consacré une remise de dette sèche à la Côte d'Ivoire, d'un montant de **600 milliards de FCFA** et un don de **1.900 milliards de FCFA**, pour le financement des projets de développement et de réduction de la pauvreté.

Le premier C2D franco-ivoirien a été signé le 1<sup>er</sup> décembre 2012 à Abidjan, pour un montant de 413,25 milliards de francs CFA sur la période 2012-2015. Un avenant à ce contrat a été signé, à Abidjan, le 30 Octobre 2014. Le 3 décembre 2014, un deuxième C2D qui porte sur la période 2014 à 2020, a été signé à Paris pour un montant de 738 milliards FCFA. Ainsi, un montant total de **1 151, 25 Milliards de francs CFA** sera affecté au financement des projets de développement et de réduction de la pauvreté.

Pour la mise en œuvre du C2D, des organes de pilotage et de gestion ont été créées. Il s'agit :



- du Comité d'Orientation et de Suivi du C2D (COS-C2D), présidé par SEM le Premier Ministre ;
- du Comité Technique Bilatéral (CTB-C2D), présidé par Monsieur le Directeur de Cabinet du Premier Ministre ;
- et du Secrétariat Technique du C2D.

La mise en œuvre des projets est de la responsabilité des ministères techniques en charge des secteurs concernés, qui en assurent la maîtrise d'ouvrage.

Le Secrétariat Technique du C2D, structure permanente placée auprès du Premier Ministre, est l'organe de coordination national du C2D. Il a pour mission, entre autres, de produire les rapports d'activités annuels du C2D à l'attention du Comité Technique Bilatéral Comité et du d'Orientation et de Suivi du C2D.

Le présent rapport annuel s'inscrit dans ce cadre.

## Introduction

Le but essentiel du rapport d'activités est de retracer toutes les actions majeures ayant été mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des projets sur une période donnée.

Le rapport des activités présente, en ce sens, certaines spécificités.

### 1. Les activités menées

Les missions d'instruction de projet ont permis la signature de 14 conventions d'affectation portant sur la totalité des 413,25 milliards de francs CFA du 1<sup>er</sup> C2D. Les projets sont donc en phase d'exécution, à l'exception du projet Justice dont la levée des conditions de premier versement est en cours et du Projet CORENA des Forêts Classées pour lesquels des discussions se poursuivent concernant le mode opératoire.

Concernant le 2<sup>ème</sup> C2D, les premières missions d'instruction de l'AFD ont démarré et se poursuivront en 2015.

La revue à mi-parcours du 1<sup>er</sup> C2D, tenue en mai 2014 a permis d'une part, de dresser un bilan des réalisations et des contraintes et, d'autre part, de formuler un certain nombre de diligences pour améliorer les conditions de mise en œuvre. Aussi, est – il question, dans ce rapport annuel de :

- (i) recenser les différentes activités menées,
- (ii) analyser les résultats comparativement aux prévisions,
- (iii) préconiser des mesures de réorientations ou de recentrages,
- (iv) anticiper sur d'éventuels difficultés et (v) de renforcer les acquis.

En outre, dans un contexte de démarrage du 2<sup>ème</sup> C2D, en parallèle avec le premier, l'examen de l'état d'exécution des activités devrait permettre d'aider à l'identification des projets du 2<sup>ème</sup> C2D. Il s'agira de relever des actions complémentaires à financer pour une meilleure conduite des projets ou pour prévenir d'éventuelles difficultés.

### 2. La période couverte par le rapport

L'année 2013 a été couverte par trois (03) rapports d'activités :

- **Un premier rapport** a été produit à la faveur du séminaire de réflexion sur le C2D qui s'est tenu du 24 au 26 juin 2013 à Abidjan. Il couvrait la période allant des premières missions d'instruction de projet, en septembre 2011, à juin 2013.
- **Le deuxième rapport d'activités** a été élaboré dans le cadre de la première réunion du Comité d'Orientation et de Suivi du C2D (COS-C2D) qui s'est tenue le mardi 1er octobre 2013, sous la présidence de SEM le Premier Ministre. Ce rapport, dit semestriel N°1, constituait le support de



travail de la réunion et devait rendre compte, entre autres, de l'aboutissement des diligences issues du séminaire de réflexion sur le C2D qui ont été entérinées par les décisions du COS-C2D.

Le rapport annuel 2014 couvre donc, en plus de l'année 2014, le dernier trimestre 2013.

### 3. Perspectives

Ce rapport est élaboré à l'entame de 2015 qui est théoriquement la dernière année que couvre le 1<sup>er</sup> C2D. En outre, 2015 représente l'année de démarrage effectif du 2<sup>ème</sup> C2D, qui a été signé le 03 décembre 2014 pour la période 2014-2020.

Les attentes pour cette année sont donc nombreuses. Il est dès lors nécessaire que ce rapport donne une claire lisibilité de l'état de mise en œuvre des projets, surtout des échéances d'achèvement.

### 4. Ossature

Ainsi que décrite, la portée du présent rapport a amené le ST-C2D à proposer aux entités de gestion opérationnelle des projets, un cadre de son élaboration, qui a permis de traiter les aspects suivants :

- **l'état d'exécution technique et financière** qui renseigne sur le niveau d'avancement de l'exécution des projets et rappelle les activités majeures entreprises ;
- **l'analyse des décaissements** qui fait ressortir les éléments qui a permis d'atteindre les objectifs fixés au cours de l'exercice budgétaire précédent ;
- **les difficultés** qui ont entravé la bonne exécution des opérations de mise en œuvre de projets et la proposition de mesures correctives y relatives ;
- enfin, **les perspectives** en termes de résultats concrets à attendre en 2015.

Des ateliers de revue sectorielle ont été organisés par le ST-C2D du 12 au 15 janvier 2015, en vue de faire les bilans des activités menées et confronter les bilans à des discussions entre tous les acteurs d'un même secteur. Des cadres de rapport, traitant de toutes les questions ci-dessus citées, ont été transmis aux acteurs opérationnels des projets à cet effet.

Ainsi, le rapport annuel 2014 s'échafaude comme suit :

- a) les données générales sur les projets ;
- b) l'état d'exécution technique ;
- c) l'état d'exécution financière qui comprend aussi une analyse comparée des décaissements et des prévisions faites à la revue à mi-parcours, en Mai 2014 ;
- d) les difficultés et les recommandations de solutions ;
- e) les perspectives en termes de résultats à atteindre en 2015.

Les exposés faits par les unités opérationnelles lors de la revue sectorielle sont annexés au rapport. Ces exposés donnent une lecture plus détaillée de l'état d'avancement. Les minutes des échanges qui ont suivi les exposés et qui ont permis des contributions ou des éclaircissements, sont aussi jointes.



## Section A

---

# DONNEES GENERALES

## I- CADRE INSTITUTIONNEL

| DATE                          | ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 juillet 2012               | Accord Bilatéral d'annulation de la dette extérieure ivoirienne auprès du Club de Paris pour une remise de dette sèche d'un montant de <b>656 milliards de FCFA</b> et un don d'un montant de <b>1.900 milliards de FCFA</b> au titre du C2D signé entre la France et la Côte d'Ivoire |
| 13 août 2012                  | Décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité d'Orientat[i]on et de Suivi du C2D, « COS-C2D »                                                                                                                                                        |
| 14 août 2012                  | Arrêté portant attributions, organisation et fonctionnement du Comité Technique Bilatéral du C2D « CTB-C2D »                                                                                                                                                                           |
| 14 août 2012                  | Arrêté n°268/PM/CAB portant attributions, organisation et fonctionnement du Secrétariat Technique du C2D, « ST-C2D », et de l'Accord Cadre subséquent                                                                                                                                  |
| 1 <sup>er</sup> décembre 2012 | Premier Contrat de Désendettement Développement (C2D)                                                                                                                                                                                                                                  |
| 1 <sup>er</sup> décembre 2012 | Conventions d'affectation (« études et pilotage » et « aide budgétaire ») d'un montant cumulé de <b>22,5 milliards FCFA</b>                                                                                                                                                            |
| 1 <sup>er</sup> décembre 2012 | Accord Cadre entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'AFD                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1 <sup>er</sup> décembre 2012 | Convention de Compte entre l'Etat de Côte d'Ivoire, la BCEAO et l'AFD                                                                                                                                                                                                                  |
| 22 avril 2013                 | Convention d'élaboration du manuel de procédures de gestion administrative, comptable et financière du C2D                                                                                                                                                                             |
| 04 septembre 2013             | Décret N°625-2013 du 04 septembre 2013, portant procédures et modalités d'exécution des dépenses des projets finances sur ressources du contrat de désendettement et de développement                                                                                                  |
| 12 septembre 2013             | Arrêté 527/MPMEF/DGBF/DMP du 12 septembre 2013 instituant la cellule de la DMP dédiée aux activités du C2D                                                                                                                                                                             |
| 22 octobre 2013               | Arrêté N°366/PM/CAB du 22 octobre 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des Unités de Coordination de Projets du C2D (UCP-C2D)                                                                                                                           |
| 03 décembre 2013              | Arrêté N°802/PM/CAB du 03 décembre 2013 portant fixation des indemnités et des salaires des membres des UCP-C2D                                                                                                                                                                        |
| 30 octobre 2014               | Avenant au 1 <sup>er</sup> Contrat de Désendettement Développement (C2D)                                                                                                                                                                                                               |
| 03 décembre 2014              | Deuxième Contrat de Désendettement Développement (C2D)                                                                                                                                                                                                                                 |
| 19 décembre 2014              | Accord Cadre entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'AFD                                                                                                                                                                                                                                    |
| 19 décembre 2014              | Convention de Compte entre l'Etat de Côte d'Ivoire, la BCEAO et l'AFD                                                                                                                                                                                                                  |



## II- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS

## A- FICHE GENERALE DU C2D

A- FICHE GÉNÉRALE DU C2D

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                         |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| IDENTIFICATION<br>1 <sup>er</sup> Contrat de<br>Désendettement et de<br>Développement (C2D<br>2012-2015)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | DATE SIGNATURE<br>1 <sup>er</sup> Décembre 2012                         |                 |
| MONTANT<br><br>413 252 910 000 FCFA<br>Quatre cent treize milliards<br>deux cent cinquante-deux<br>millions neuf cent dix milles<br>francs CFA                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | SECTEURS DE<br>CONCENTRATION                                            | MONTANTS        |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Education, Formation, Emploi</i>                                     | 61 004 001 000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Santé (y compris Ebola)</i>                                          | 50 300 000 216  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Agriculture, Développement<br/>Rurale et Biodiversité</i>            | 51 830 109 785  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Développement Urbain, Eau et<br/>Assainissement</i>                  | 56 507 351 481  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Infrastructure de Transport</i>                                      | 100 099 038 200 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Justice</i>                                                          | 15 087 011 000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Reserve (aide budgétaire<br/>ciblée)</i>                             | 49 497 694 618  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Aide budgétaire globale</i>                                          | 16 398 925 000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <i>Dispositif de suivi, pilotage et<br/>préparation du prochain C2D</i> | 12 528 778 700  |
| DATE DEMARRAGE<br>1 <sup>er</sup> Décembre 2012                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | DATE FIN<br>31 Décembre 2015                                            |                 |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>• Comité d'Orientation et de Suivi du C2D (COS-C2D)</li><li>• Comité Technique Bilatéral du C2D (CTB-C2D)</li><li>• Secrétariat Technique du C2D (ST-C2D), Cocody Boulevard Latrille, Palm Club, Open Space N°3</li><li>• Exécution/Maîtrises d'ouvrage:<br/>Ministères techniques, Unités de Coordination de Projet du C2D (UCP-C2D), Cellules de Suivi des Projets du C2D (CSP-C2D)</li></ul> |                                                                         |                 |
| BENEFICIAIRES<br>Populations ivoiriennes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                         |                 |

**B- EDUCATION – FORMATION - EMPLOI****1) Education-Formation (DEFI I)****a) Formation de base**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                       |                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br>Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des jeunes (DEFI) / Enseignement Fondamental                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1201 01 X signée le 20 septembre 2013 |                    |
| MONTANT<br><br>16 789 875 372 FCFA<br>Seize milliards sept cent quatre-vingt-neuf millions huit cent soixante-quinze mille trois cent soixante-douze francs CFA<br><br><i>Nota : Ce montant ne comprend pas le montant de 1 214 832 364 FCFA de charges de fonctionnement de l'UCP</i>                                                                                                                                                                                     | COMPOSANTES                                                           |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Désignation                                                           | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Appui à la réforme et gestion RH                                      | 1,13               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Réforme des CAFOP                                                     | 1,9                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Construction 116 classes primaires                                    | 6,5                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Construction 40 collèges de proximité                                 | 6,8                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Mise en œuvre de la composante                                        | 0,46               |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>13 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>30 juin 2019                           |                    |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique</li><li>Organe d'exécution : UCP EF, 01 BP 2141 Abidjan 01, Tél : 22 41 87 26 Cocody 2 Plateaux, Quartier Polyclinique, Rue K20, Ilot 08 Lot 1338 (Non loin de la Fondation Servir)</li><li>Coordonnateur :Mr CAMARA Bakary (07 62 50 32)</li><li>Point focal ministère : KONE Raoul, Directeur de Cabinet Adjoint</li></ul> |                                                                       |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département) <ul style="list-style-type: none"><li>47 Collèges de proximité et 116 écoles : :Bondoukou, Bouna, Boundiali, Ferkessédougou, Korhogo, Touba et Odienné</li><li>Réhabilitation CAFOP : Man et Katiola</li><li>Acquisition de matériel didactique et équipement en TICE :les CAFOP dans 14 villes</li></ul>                                                                                                        |                                                                       |                    |



## b) Formation professionnelle

by Formation professionnelle

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                               |                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| IDENTIFICATION<br>Développement de<br>l'Education, la Formation et<br>l'Insertion des jeunes (DEFI) /<br>Formation Professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1201 01 X signée le 20 septembre 2013         |                       |
| MONTANT<br><br>11 714 080 106 FCFA<br>Onze milliards sept cent<br>quatorze millions quatre – vingt<br>mille cent six francs CFA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | COMPOSANTES                                                                   |                       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Désignation                                                                   | Montant<br>(Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Rénovation 3 filières en<br>partenariat avec les branches<br>professionnelles | 11,16                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Appui institutionnel à la réforme                                             | 0,5                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Appui à la mise en œuvre du<br>projet                                         | 0,05                  |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>13 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>30 juin 2019                                   |                       |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                               |                       |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la formation Professionnelle</b></li><li>Organe d'exécution : <b>UCP EF</b>, 01 BP 2141 Abidjan 01, Tél : 22 41 87 26<br/>Cocody 2 Plateaux, Quartier Polyclinique, Rue K20, Ilot 08 Lot 1338 (Non loin de la Fondation Servir)</li><li>Coordonnateur : <b>Mr CAMARA Bakary</b> 07 62 50 32</li><li>Point focal ministère : <b>GBATO MANIGA</b>, Directeur Général de la Formation Professionnelle</li></ul> |                                                                               |                       |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES<br>Lycées Professionnels de <b>DAOUKRO</b> et de <b>YOPOUGON</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                               |                       |

## c) Enseignement supérieur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                         |                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br>Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des jeunes (DEFI) / Enseignement Supérieur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | CONVENTION D'AFFECTION<br>CCI 1201 01 X signée le 20 septembre 2013                                     |                    |
| MONTANT<br><br>21 085 081 808 FCFA<br>Vingt un milliards quatre-vingt-cinq millions quatre-vingt-un mille huit cent huit CFA<br><br><i>Nota : Ce montant ne comprend pas le montant de 1 214 832 364 FCFA de charges de fonctionnement de l'UCP</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                          | COMPOSANTES                                                                                             |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Désignation                                                                                             | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Appui à la Modernisation et à la Réforme des Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire – AMRUGE-CI | 6,6                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Rénovation Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB)                              | 14,4               |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>13 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>30 juin 2019                                                             |                    |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b></li><li>Organe d'exécution : <b>UCP EF</b>, 01 BP 2141 Abidjan 01, Tél : 22 41 87 26 Cocody 2 Plateaux, Quartier Polyclinique, Rue K20, Ilot 08 Lot 1338 (Non loin de la Fondation Servir)</li><li>Coordonnateur : <b>Mr CAMARA Bakary</b> 07 62 50 32</li><li>Point focal ministère : <b>N'Guessan KOUAME</b>, Chef du Service de Décentralisation des Universités (SDU)</li></ul> |                                                                                                         |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département) <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>5 universités (Abidjan, Daloa, Korhogo, Bouaké)</b></li><li>- <b>2 grandes écoles (ENS Abidjan et INPHB Yakro)</b></li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                         |                    |



## 2) Emploi (DEFI II)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                       |                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br>Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des jeunes (DEFI) II / Emploi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1201 02 Y signée le 20 septembre 2013 |                    |
| MONTANT<br><br>10 200 131 350 FCFA<br>Dix milliards deux cent millions cent trente un mille trois cent cinquante francs CFA                                                                                                                                                                                                                                                                                              | COMPOSANTES                                                           |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Désignation                                                           | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Renforcer l'employabilité                                             | 4,7                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Entreprenariat des jeunes                                             | 3,8                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Appui institutionnel et gestion                                       | 1,7                |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>09 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>30 juin 2018                           |                    |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la formation Professionnelle</li><li>Organe d'exécution : UCP Emploi, Cocody II plateaux, derrière BMW, 22 41 11 84</li><li>Coordonnateur : Mr BAMBA Adama03 37 83 59</li><li>Point focal ministère : DANHO Ange Pierre Désiré, Directeur Général de l'Emploi</li></ul> |                                                                       |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)<br>Toute l'étendue du territoire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                       |                    |

**C- SANTE****1) Renforcement du système de santé (PRSS)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                             |                                                                   |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--|
| IDENTIFICATION<br>Projet de Renforcement du système de santé (PRSS)                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                             | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI1366 01 K signée 20 septembre 2013 |  |
| MONTANT<br><br>40 799 999 978 FCFA<br><br>Quarante milliards sept cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-dix francs CFA                                                                                                                                     | COMPOSANTES                                                                                                                 |                                                                   |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Désignation                                                                                                                 | Montant (Mds FCFA)                                                |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Développement des Ressources Humaines Paramédicales                                                                         | 8,2                                                               |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Renforcement de la Disponibilité en médicaments essentiels                                                                  | 7                                                                 |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Amélioration de la qualité et l'accessibilité des services de santé maternelle et infantile (offre de soins) y compris ECHO | 17,6                                                              |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Appui Institutionnel                                                                                                        | 5,3                                                               |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Fonctionnement UCP                                                                                                          | 1,3                                                               |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Communication                                                                                                               | 0,08                                                              |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Audit                                                                                                                       | 0,4                                                               |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Divers et Imprévus                                                                                                          | 0,8                                                               |  |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>16 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                             | DATE CLOTURE CONVENTION<br>19 septembre 2018                      |  |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida</li><li>Organe d'exécution : UCP C2D SANTE, Plateau, immeuble Saint Augustin (Face Hôtel Ibis), 6<sup>ème</sup> étage</li><li>Coordonnateur : Dr KONE Mamadou, 07884312</li></ul> |                                                                                                                             |                                                                   |  |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)<br>Abidjan, Tiassalé, San Pedro et les régions du Bafing, du Cavally-Guémon, du Folon, du Gboklé, du Kabadougou, de la Nawa et du Tonpki.                                                                                                               |                                                                                                                             |                                                                   |  |



## 2) Planification familiale

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  |                                                                          |                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| IDENTIFICATION<br>Projet d'Intensification de la<br>politique de Planification familiale<br>(PIPPF)                                                                                                                                                                                                                   |  | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1202 01 Y signée le 20 SEPTEMBRE<br>2013 |                       |
| MONTANT<br><br>5 000 000 091 FCFA<br>Cinq milliards quatre-vingt-onze<br>francs CFA                                                                                                                                                                                                                                   |  | COMPOSANTES                                                              |                       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  | Désignation                                                              | Montant<br>(Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  | DC DU PNSR/PF                                                            | 0,6                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  | AIBEF                                                                    | 2,1                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  | AIMAS                                                                    | 1,7                   |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>24 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                           |  | DATE CLOTURE CONVENTION<br>19 septembre 2018                             |                       |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |  |                                                                          |                       |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida</b></li><li>Organe d'exécution : <b>UCP C2D SANTE</b> Plateau, immeuble Saint Augustin<br/>(Face Hôtel Ibis), 6<sup>ème</sup> étage</li><li>Coordonnateur : <b>Dr KONE Mamadou</b> 07884312</li></ul> |  |                                                                          |                       |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES<br>TOUTE LA CÔTE D'IVOIRE                                                                                                                                                                                                                                                           |  |                                                                          |                       |

## 3) Préparation contre le virus Ebola

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                      |                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br>Programme de Préparation et de Réponse contre l'Epidémie de la maladie à virus Ebola (PPRE)                                                                                                                                                                                                      | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1478 01 P signée le 19 DECEMBRE 2014 |                    |
| MONTANT<br><br>6 050 000 147 FCFA<br>Six milliards cinquante millions cent quarante-sept francs CFA<br><br><u>Nota</u> : Le montant du Projet est constitué de 4,5 Mds FCFA portés par la convention d'affectation et 1,55 Md FCFA provenant du reliquat non consommé de l'appui budgétaire 2013.                  | COMPOSANTES                                                          |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Désignation                                                          | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | ECHO                                                                 | 1,67               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | NPSP                                                                 | 1,40               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | IPCI                                                                 | 1,55               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | INHP                                                                 | 1,43               |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>19 décembre 2014                                                                                                                                                                                                                                                                    | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>30 juin 2017                          |                    |
| ORGANES DE GESTION<br><ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida</li><li>Organe d'exécution : UCP C2D SANTE Plateau, immeuble Saint Augustin (Face Hôtel Ibis), 6<sup>ème</sup> étage</li><li>Coordonnateur : Dr KONE Mamadou 07884312</li></ul> |                                                                      |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES<br>TOUTE LA CÔTE D'IVOIRE                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                      |                    |



## D- AGRICULTURE – DEVELOPPEMENT RURAL – BIODIVERSITE

## 1) Appui à la relance des filières agricoles (PARFACI I)

| IDENTIFICATION<br>Projet d'Appui à la Relance des<br>Filières Agricoles de Côte<br>d'Ivoire (PARFACI)                                                                                                                                                                                                                                                                                     | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1368 01 M signée le 22 novembre 2013 |                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| <p>MONTANT</p> <p><b>41 030 110 350 FCFA</b><br/>Quarante un milliards trente<br/>millions cent dix mille trois cent<br/>cinquante francs CFA</p>                                                                                                                                                                                                                                         | COMPOSANTES                                                          |                               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Désignation</i>                                                   | <i>Montant<br/>(Mds FCFA)</i> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>PARFACI I</b>                                                     | 16,98                         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Appui à la loi sur le foncier rural</i>                           | 7,55                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Appui aux filières vivrières</i>                                  | 6,80                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>dont Filières végétales (légumes,<br/>maïs, soja)</i>             | 4,85                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>dont Filières animales (porcine et<br/>piscicole)</i>             | 1,95                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Appui institutionnel</i>                                          | 1,35                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>UCP PARFACI</i>                                                   | 1,28                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>C2D PSAC</b>                                                      | 17,84                         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Réhabilitation des pistes<br/>agricoles</i>                       | 8,54                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Appui à la filière coton</i>                                      | 8,55                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>UCP PSAC</i>                                                      | 0,72                          |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><i>Phase de préparation et de<br/>levée des conditions de<br/>premier versement</i>                                                                                                                                                                                                                                                                            | DATE CLOTURE CONVENTION<br>30 juin 2019                              |                               |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                      |                               |
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Maître d'ouvrage : <b>Ministère de l'Agriculture</b></li><li>• Organe d'exécution : <b>UCP-PARFACI, Cocody Riviera Bonoumin, Cité BAD, Villa N°1561</b></li><li>• Coordonnateur UCP : <b>BINI Kouassi Kouman, 22 43 50 17 / 57 10 09 19</b></li><li>• Point focal ministère : <b>Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture</b></li></ul> |                                                                      |                               |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Régions) :<br><b>Agnéby-Tiassa, Bafing, Bagoué, Bélier, Gbèkè, Hambol, Iffou Loh-Djiboua, Nawa, N'Zi, Poro, Sud-Comoé et Tchologo</b>                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |                               |

## 2) Programme de Soutien au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire (PSAC)

Le C2D contribue à hauteur de **17,84 milliards FCFA** au financement du PSAC, comme indiqué dans le tableau précédent. Ce tableau-ci détaille les autres contributions du projet, le coût global étant d'environ **74milliards FCFA** (150,8 millions de dollars) :

| COMPOSANTES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  |  | Cacao                                                                                                               | Hévéa | Palmier à huile | Coton | anacarde | Coordination | Total |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------|-------|----------|--------------|-------|
| Accès aux marchés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |  | 8,05                                                                                                                | 2,32  | 4,67            | 6,51  | 5,53     | -            | 27,08 |
| Productivité et transformation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |  |  | 2,93                                                                                                                | 3,28  | 3,13            | 21,35 | 2,66     | -            | 33,36 |
| Développement institutionnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  |  | 1,92                                                                                                                | 0,34  | 0,78            | 2,20  | 1,10     | -            | 6,35  |
| Total                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  |  | 12,90                                                                                                               | 5,94  | 8,58            | 30,06 | 9,29     | 7,08         | 73,85 |
| Dont :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |  |  |                                                                                                                     |       |                 |       |          |              |       |
| - IDA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  |  | 4,90                                                                                                                | 3,23  | 4,60            | 3,43  | 4,41     | 3,92         | 24,49 |
| - C2D                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  |  | 1,88                                                                                                                | 0,94  | 0,95            | 11,38 | 1,98     | 0,71         | 17,84 |
| - Conseil du Café Cacao                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |  |  | 5,26                                                                                                                | -     | -               | -     | -        | 2,45         | 7,71  |
| - Interprofessions et bénéficiaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |  | 0,87                                                                                                                | 1,77  | 3,03            | 15,25 | 2,90     | -            | 23,82 |
| Les bénéficiaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |  | les acteurs des chaines de valeurs des filières du cacao, de l'hévéa, du palmier à huile, du coton et de l'anacarde |       |                 |       |          |              |       |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF : à déterminer                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |  |  | DATE CLOTURE CONVENTION : 30 juin 2019                                                                              |       |                 |       |          |              |       |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |  |  |                                                                                                                     |       |                 |       |          |              |       |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère de l'Agriculture</li><li>Organe d'exécution : UCP-PSAC, Cocody Angré 7<sup>ème</sup> tranche, Quartier face Citelcom</li><li>Coordonnateur UCP : Amari Raphael AGNEROH, 07 83 87 84</li><li>Point focal ministère : Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture</li></ul> |  |  |                                                                                                                     |       |                 |       |          |              |       |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Régions) :<br>Sud-Ouest (boucle du Cacao), Sud-Est (palmier à huile), Centre et Nord (coton et anacarde)                                                                                                                                                                                                         |  |  |                                                                                                                     |       |                 |       |          |              |       |



### 3) Conservation des ressources naturelles (CORENA)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                        | CONVENTION D'AFFECTATION                  |                    |
| Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA)                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                        | CCI 1369 01 N signée le 20 septembre 2013 |                    |
| MONTANT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 10 799 999 435 FCFA<br>Dix milliards sept cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent trente-cinq francs CFA | COMPOSANTES                               |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Désignation                               | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | MINESUDD                                  | 5,7                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Stratégie REDD+                           | 1                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Appui aux Parcs et Réserves               | 3                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Surveillance Spatiale                     | 1                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Appui institutionnel                      | 0,7                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | MINEF                                     | 5,15               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Appui Aménagement Forestier               | 4,8                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                        | Appui institutionnel                      | 0,35               |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | DATE CLOTURE CONVENTION                                                                                                                                |                                           |                    |
| 20 sept. 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 30 juin 2018                                                                                                                                           |                                           |                    |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| MINESUDD                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable</li><li>Organe d'exécution : CSP_MINESUDD, Plateau Cité Administrative Tour D 10<sup>ème</sup> étage, 20 22 07 01</li><li>Responsable CSP: Mr KOUADIO Akou Parfait 05 66 49 07</li></ul> |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| MINEF                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère des Eaux et Forêts</li><li>Organe d'exécution : CSP_MINEF, Plateau Cité Administrative Tour D 19<sup>ème</sup> étage, 20 22 30 27</li><li>Responsable CSP: Mr AMIAN Kouassi, 05 23 43 73</li></ul>                                                               |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                        |                                           |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Parc National d'Azagny</li><li>Parc National de la Comoé</li><li>Parc National du mont Sangbé</li><li>90 forêts classées</li></ul>                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                        |                                           |                    |



## E- DEVELOPPEMENT URBAIN – EAU – ASSAINISSEMENT

## 1) Eau – Assainissement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                   |                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br>Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1367 01 L signée le 22 novembre 2013                              |                    |
| <p>MONTANT</p> <p><b>56 507 351 481 FCFA</b></p> <p>Cinquante-six milliards cinq cent sept millions trois cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-un francs CFA</p> <p><i>Nota : le montant initial de 46,51 Mds FCFA a été augmenté de 10 Mds FCFA par un avenant signé le 19 décembre 2014.</i></p> <p><i>Le montant global du projet de 70,06Mds FCFA est financé sur les deux C2D.</i></p>                                                        | COMPOSANTES                                                                                       |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Désignation                                                                                       | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>Eau potable</b>                                                                                |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Programme d'urgence Abidjan & Montagnes                                                           | 27,7               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Champ captant Songon                                                                              | 20                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Programme d'urgence Quartier SIPIM Saint Viateur                                                  | 3,9                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Branchements sociaux                                                                              | 4,5                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Renforcements de capacités, fonctionnement de Cellules de Suivi de Projets et audits              | 2                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Apurement créances SODECI                                                                         | 10                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>Assainissement</b>                                                                             |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Schéma directeur d'assainissement et de drainage d'Abidjan avec un SIG pour le District d'Abidjan | 1,6                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Modification de la Tour d'équilibre de Port- Bouët                                                | 0,36               |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>19 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | DATE CLOTURE CONVENTION<br>31 août 2019                                                           |                    |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                   |                    |
| <b>Eau potable</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                   |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère des Infrastructures Economiques</b></li><li>Organes d'exécutions : <b>Cellule de Suivi des Projets MIE</b>: Tour D, 8<sup>ème</sup> étage 20 34 72 60<br/><b>Ageroute</b> : M. Traoré Brahim 20 25 10 29 - 07 05 59 54<br/><b>PRICI</b> : M. Pierre Dimba 22 40 90 90 - 05 30 68 58</li><li>Responsable CSP : <b>Mme Karitia Coulibaly, 05 00 00 33 - 07 07 61 50</b></li></ul>          |                                                                                                   |                    |
| <b>Assainissement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                   |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme</b></li><li>Organes d'exécutions : <b>Cellule de Suivi des Projets Assainissement</b> Tour D, 12<sup>ème</sup> étage 20 22 83 49<br/><b>ONAD</b> M.Ahou Konan 22 40 41 90 - 07 92 10 52</li><li>Responsable CSP : <b>M. Coulibaly Seydou, Directeur de l'Assainissement et du Drainage, 07 41 74 32</b></li></ul> |                                                                                                   |                    |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                   |                    |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Eau : <b>Districts d'Abidjan et des Montagnes</b></li><li>Assainissement : <b>Districts d'Abidjan</b></li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                   |                    |

## 2) Ressources en eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                             |                                                                      |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--|
| IDENTIFICATION<br>Programme d'appui au secteur de<br>de l'eau et de l'assainissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                             | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1367 01 L signée le 22 novembre 2013 |  |
| MONTANT<br>406 377 979 FCFA<br>Quatre cent six millions trois cent<br>soixante-dix-sept mille neuf cent<br>soixante-dix-neuf francs CFA<br><br>Les études sont financées sur<br>CCI 1349 (Etudes et Pilotage)                                                                                                                                                                                                          | COMPOSANTES                                                                 |                                                                      |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Désignation                                                                 | Montant<br>(Mds FCFA)                                                |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Etude d'évaluation des<br>réserves en eau de la lagune<br>Aghien            | 0,12                                                                 |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Etude relative à la protection<br>du bassin versant de la<br>lagune Aghien. | 0,11                                                                 |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Etude de la qualité de l'eau<br>de la lagune Aghien                         | 0,18                                                                 |  |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>Phase de préparation de projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | DATE CLOTURE CONVENTION<br>Avril 2015                                       |                                                                      |  |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                             |                                                                      |  |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère des Eaux et Forêts</li><li>Organe d'exécution : Direction des Ressources en Eau / Comité scientifique</li><li>Point focal ministère : Dr N'GUESSAN Bi Tozan Michel, Directeur des Ressources en Eau, 05 78 04 45 - 22 43 14 48</li><li>Assistant du Point Focal : ZOKO Baoua Siméon, Chef de Service à la Direction des Ressources en Eau</li></ul> |                                                                             |                                                                      |  |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)<br>District d'Abidjan                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                             |                                                                      |  |



## 3) Infrastructures de transport

## Infrastructures routières et voiries urbaines d'Abidjan

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                          |                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| IDENTIFICATION<br>Programme d'appui au<br>secteur routier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | CONVENTION D'AFFECTATION<br>CCI 1374 01 J signée le 22 novembre 2013                                     |                       |
| MONTANT<br><br>100 099 038 200 FCFA<br>Cent milliards quatre-vingt-dix-<br>neuf millions trente-huit<br>millions deux cent francs CFA                                                                                                                                                                                                                                                                              | COMPOSANTES                                                                                              |                       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Désignation                                                                                              | Montant<br>(Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 1 : Sauvegarde du réseau (800 km)                                                                  | 13,1                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 2.1 : Consolidation et renforcement du<br>réseau / Réseau revêtu                                   | 42,6                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 2.2 : Consolidation et renforcement du<br>réseau / Pistes de la Nawa (361 km)                      | 10,8                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 3 : Construction d'ouvrages d'art                                                                  | 8,7                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 4 : Voiries urbaines d'Abidjan                                                                     | 9,3                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Volet 5 : Renforcement de capacités,<br>rémunération de maîtrise d'ouvrage<br>déléguée et cellule PRI-CI | 2,4                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Maîtrise d'œuvre (études, contrôle des<br>travaux), audits                                               | 6,6                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Imprévus                                                                                                 | 6,6                   |
| DATE DEMARRAGE<br>EFFECTIF<br>19 décembre 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | DATE CLOTURE CONVENTION<br>31 août 2019                                                                  |                       |
| ORGANES DE GESTION<br>Eau potable                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                          |                       |
| <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : Ministère des Infrastructures Economiques</li><li>Organes d'exécutions : Cellule de Suivi des Projets MIE: Tour D, 8<sup>ème</sup> étage 20 34 72 60<br/>Ageroute : M. Traoré Brahim 20 25 10 29 - 07 05 59 54<br/>PRICI : M. Pierre Dimba 22 40 90 90 - 05 30 68 58</li><li>Responsable CSP : Mme Karitia Coulibaly, 05 00 00 33 - 07 07 61 50</li></ul> |                                                                                                          |                       |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                          |                       |
| Volet 1 : San Pedro–Tabou / Yabayo– Issia -Guessabo / Agnibilekro–Tanda–Bondoukou /<br>Bongouanou–Dimbokro–Toumodi / Benahouin–Arrah–Bongouanou / Daoukro–Kotobi /<br>Autoroute (pk 108) –Tiassalé/ Divo / Divo–Gagnoa –Yabayo                                                                                                                                                                                     |                                                                                                          |                       |
| Volet 2.1 : Yamoussoukro, Bouaké, Katiola, Ferké, Ouangolo, Adzopé, Akoupé, pont<br>Comoé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                          |                       |
| Volet 2.2 : Soubré, Guéyo                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                          |                       |
| Volet 3 : Béoumi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                          |                       |
| Volet 4 : Abobo, Yopougon                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                          |                       |



## F- JUSTICE

|                                                                                                                                                       |                                                                                 |                                         |                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------|
| IDENTIFICATION                                                                                                                                        |                                                                                 | CONVENTION D'AFFECTATION                |                   |
| Contribution au renforcement du système judiciaire, à la formation, à la promotion des droits de l'homme et à la protection des personnes vulnérables |                                                                                 | CCI 1380 01 F signée le 17 juillet 2014 |                   |
| MONTANT<br><br>15 087 011 000 FCFA<br>Quinze milliards quatre-vingt-sept mille onze mille francs FCFA                                                 | COMPOSANTES                                                                     |                                         |                   |
|                                                                                                                                                       | Désignation                                                                     |                                         | Montant (MdsFCFA) |
|                                                                                                                                                       | 1. Construction de nouvelles infrastructures                                    |                                         | 8,25              |
|                                                                                                                                                       | Cour d'Appel de Korhogo                                                         |                                         | 1,70              |
|                                                                                                                                                       | Cour d'Appel de Daloa                                                           |                                         | 1,70              |
|                                                                                                                                                       | Tribunal de Première Instance de Port Bouët                                     |                                         | 2,50              |
|                                                                                                                                                       | Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Guiglo                                 |                                         | 1,50              |
|                                                                                                                                                       | Maison d'Arrêt et de Correction de Port Bouët                                   |                                         | 1,50              |
|                                                                                                                                                       | 5 Infirmeries dans des MAC                                                      |                                         | 0,10              |
|                                                                                                                                                       | Main d'œuvre                                                                    |                                         | 0,75              |
|                                                                                                                                                       | 2. Formation et Renforcement des capacités                                      |                                         | 4,10              |
|                                                                                                                                                       | Reconstruction de l'INFJ                                                        |                                         | 2,50              |
|                                                                                                                                                       | Formation initiale et continue                                                  |                                         | 1,00              |
|                                                                                                                                                       | Assistance Technique                                                            |                                         | 0,60              |
|                                                                                                                                                       | 3. Droit de l'Homme et protection des personnes vulnérables                     |                                         | 1,00              |
|                                                                                                                                                       | Promotion et protection des droits de l'homme                                   |                                         | 0,75              |
|                                                                                                                                                       | Construction d'un Centre de Transit et de Service Educatif auprès des Tribunaux |                                         | 0,25              |
|                                                                                                                                                       | 4. Environnement des affaires                                                   |                                         | 0,50              |
|                                                                                                                                                       | 5. Fonctionnement de la CSP                                                     |                                         | 1,00              |
|                                                                                                                                                       | 6. Imprévus                                                                     |                                         | 0,15              |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>17 Juillet 2014                                                                                                            |                                                                                 | DATE CLOTURE CONVENTION<br>30 Juin 2020 |                   |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                    |                                                                                 |                                         |                   |
| • Maître d'ouvrage : Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques                                                         |                                                                                 |                                         |                   |
| • Organe d'exécution : CSP-Justice, INFJ (MOD volet formation), Organisations de la Société Civile (droits de l'homme)                                |                                                                                 |                                         |                   |
| • Point focal ministère : Mme Konan Juliette BONI, Responsable de la Cellule d'Exécution du Projet                                                    |                                                                                 |                                         |                   |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES                                                                                                                     |                                                                                 |                                         |                   |
| Abidjan, Daloa, Korhogo, Guiglo et 10 départements pour le volet « promotion des droits de l'homme »                                                  |                                                                                 |                                         |                   |

## Section B

---

### ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

## 1. SITUATION GLOBALE

- **Près de 60 missions** d'instruction effectuées sur le 1er C2D ;
- **14 conventions** d'affectations signées (montant de **413,25 Mds FCFA**), soit **100% d'engagement** du montant total du 1er C2D ;
- **13 projets** sur 15 ont effectivement démarré ;
- **2 projets** (Conservation des Ressources Naturelles – CORENA, Composante Appui Aménagement Forestier) et Justice attendent de lever les conditions suspensives au 1<sup>er</sup> versement ;
- **3 projets** ont été réaffectés sur le 2<sup>ème</sup> C2D : Développement Urbain, Développement des communes, PARFACI II.

Au terme de la revue sectorielle organisée dans le cadre de l'élaboration du présent rapport, il est à relever que, hormis les projets Développement Urbain (Etude de faisabilité du Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan) et CORENA (volet forêts classées) dont les modalités de mise en route sont en cours de finalisation, tous les autres projets du 1<sup>er</sup> C2D sont à la phase d'exécution des opérations de terrain. Globalement, leur mise en œuvre se déroule de façon satisfaisante, en dépit de quelques problèmes identifiés.

## 2. SITUATION SECTORIELLE

### 2.1- Education de base

- **Construction de 116 écoles communautaires** : Processus de recrutement des ONG, pour la construction, en phase terminale.
- **Collèges de proximité** : Recrutement des bureaux de contrôle et des entreprises de construction en cours. Concernant la formation des enseignants des collèges, le concours n'est pas encore lancé.
- **Acquisition des Manuels pour élèves** : Tapuscrits en cours de finalisation.
- **Mise en œuvre de l'applicatif CODIPOST** : Site WEB créé. Acquisition des équipements informatiques en cours.



## 2.2- Formation professionnelle

### a) *Rénovation de 3 filières de formation en partenariat avec les branches professionnelles*

Le portrait des métiers ciblés a été réalisé (15 en BTP, 03 en IAA et 02 en MI)

Le contrat avec le cabinet d'architecte a été signé

### b) *Appui institutionnel*

L'opérateur français France Expertise Internationale (FEI) a été recruté pour faciliter la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle.

Les différents schémas des activités de la réforme élaborés

La cartographie des métiers est validée pour 13 branches délimitées et les personnes ressources sont identifiées par branche

## 2.3- Enseignement Supérieur

### 2.3.1- INP-HB

**Matériel et équipements (Opération coup de poing) :**

- **Acquisition de matériels :** Livraison des acquis en cours.
- **Réhabilitation des infrastructures de l'INP-HB :** Passation des marchés en cours.
- **Rénovation de l'ESA et de l'ESI :** Passation des marchés en cours.

### 2.3.2- Universités Publiques

**Démarrage des formations LMD : mise en œuvre AUF.**

- Des formations des personnels administratifs et techniques effectués.
- Un portail internet d'information sur la réforme LMD a été réalisé et sera sur le site internet du MESRS et de l'AUF
- 50.000 plaquettes d'information sur le système LMD ont été produites

**Renforcement des capacités informatiques des établissements publics d'enseignement supérieur :** DAO pour l'acquisition d'ordinateurs pour les enseignants envoyé, en février 2014, à l'AFD qui attend la finalisation de la budgétisation du volet pour valider ces DAO et s'assurer de leur cohérence avec le reste des activités.

**Renforcement des capacités documentaires :** Passation de marché en cours.

Formation des enseignants chercheurs et recherche : **Production d'un plan d'action pour l'accompagnement et la valorisation de la recherche.**

**Recherche et innovation** : 44 dossiers, jugés recevables sur les 53 dossiers reçus après appel à projets. 10 projets de recherche retenus (dotation maximale : 85 millions de francs CFA/projet).

#### **Mobilité :**

- Master : **5 bourses attribuées** et la mise en route des candidats vers les établissements d'accueil a commencé au cours du mois de septembre 2014.
- Doctorat : **40 bourses attribuées** (35 pour des établissements français et 5 pour des établissements de la sous-région).
- Perfectionnement des enseignants : Les dossiers de l'appel à candidatures sont en cours d'analyse.

## **2.4- Emploi**

### ***a) Renforcement de l'employabilité des jeunes***

- Travaux à Hautes Intensités de Mains d'Œuvre (THIMO)
  - Renforcement de capacités de la PFS sur les procédures d'exécution.
  - Campagne d'information et de communication des autorités et des populations ciblées.
  - Acquisition des équipements au profit des jeunes.
  - Mise en activité et prise en charge (prime, assurance, vaccination) de 2 048 jeunes.
  - Passation des marchés aux ONGs en cours.
- Chantiers école dans le BTP : Passation des marchés aux ONGs en cours.
- Mise en stage en entreprise
  - 133 jeunes en stage dans 32 entreprises au 30/11/2014.
  - Suivi technique régulier des stages par l'AGEPE
- Apprentissage : Dossier d'Appel à Projets en cours de préparation
- Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement – SCAED : Etudes préparatoires en cours

### ***b) Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi***

- Aide à la création d'activités génératrices de revenus (AGR) avec l'AGEPE
  - Information et sensibilisation dans les zones d'intervention.
  - Recrutement des cabinets en vue de la sélection des plans d'affaires, la formation, l'installation et le suivi encadrement des bénéficiaires en cours.



- 1 500 plans d'affaires reçus avec un potentiel d'emploi de 13 880 personnes pour un montant prévisionnel de 2 617 751 880 FCFA.
- Mode opératoire validé par l'AFD
- Aide à la création d'activités génératrices de revenus (AGR) avec la PFS
  - Contractualisation avec l'ANADER pour l'encadrement de jeunes en cours.
  - 247 plans d'affaires présélectionnés avec un potentiel d'emploi de 5 930 personnes et un montant prévisionnel de 1 559 117 000 FCFA.
  - Document du mode opératoire des AGR en cours d'élaboration.
- Aide à la création d'activités génératrices de revenus (AGR) avec les ONG : Passation des marchés en cours.
- Aide à la création des micros et petites entreprises (MPE) avec les ONG : Passation des marchés en cours.

### c) Appui institutionnel

- Renforcement des capacités : acquisition d'équipements pour les agences d'exécution.
- Prise en charge de la rémunération du personnel PFS-CI et PFS-Locales.
- Appui aux activités de la Politique Nationale de l'Emploi.

## 2.5- Santé

### 2.5.1- PIPPF

*Projet d'Intensification de la Politique de Planification Familiale*  
**a) Programme National de la Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale (PNSR PF) :**

- Acquisition de Matériels informatiques faite.
- Passation de marchés pour l'acquisition des véhicules et l'aménagement des bureaux de la DC PNSR en cours.
- Recrutement du maître d'œuvre pour les travaux de réhabilitation/construction du siège de la DC PNSR achevé.



**b) AIBEF :**

- Acquisition de Matériels informatiques faite.
- Passation de marchés pour l'acquisition des véhicules et études pour la réhabilitation des locaux des antennes en cours.

**c) AIMAS**

Réhabilitation des locaux des nouvelles antennes locales et recrutement des ONGs partenaires réalisés.

**2.5.2- PRSS***Projet de Renforcement du Système Sanitaire*

- **Développement des Ressources Humaines paramédicales**
  - **Construction/réhabilitation des infrastructures :** Passation des marchés de maîtrise d'œuvre en cours (Analyse des offres techniques).
  - **Réforme Pédagogique :** Recrutement d'un bureau d'étude international pour l'appui technique d'accompagnement dans la mise en place de la formation et la recherche en sciences infirmières, biotechnologique et technique suivant le système LMD achevé (Démarrage de la mission le 03 février 2015).
- **Disponibilité en médicaments essentiels :** 7 milliards FCFA transférés à la NPSP
- **Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de santé maternelle et infantile**
  - 11,82 milliards FCFA transférés à ECHO
  - 796 millions FCFA transférés à l'Association Hôpital Saint Jean-Baptiste pour les travaux du pôle mère-enfant de l'hôpital St Jean Bosco en cours.
  - Travaux de réhabilitation de 2 CHR (San-Pedro et Guiglo) et de 4 HG (Anyama, Soubré, Duekoué, Danané) : Passation des marchés de maîtrise d'œuvre en cours (Analyse des offres techniques).
- **Appui institutionnel**
  - Retard dans la mise en œuvre de la composante 4 concernant les études, les formations et les missions d'assistance technique (contractualisation avec FEI en discussion, besoins de reformulation des interventions)

### 2.5.3- PPRE

*Programme de préparation et de réponse contre l'épidémie de la maladie à virus EBOLA*

**Transferts de fonds** aux structures de mise en œuvre effectués: ECHO (1 Mds FCFA), NPSP (1,4 Mds FCFA), IPCI (1,55 Md FCFA) et INHP (1,43 Mds FCFA gérés par l'UCP SANTE).

## 2.6- Agriculture

### 2.6.1- PARFACI I

*Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire 1<sup>ère</sup> tranche*

- **Mise en œuvre de la loi foncière** : rapport de l'étude d'impact social va et 31 Directeurs régionaux et Départementaux de l'agriculture formés.
- **Appui aux filières vivrières** :
  - Mise en place de 3,3 ha de parcelle de semence de base de maraichers qui permettront de mettre à la disposition des producteurs 384 kg de semences commerciales qui serviront à emblaver 388 ha de maraichers.
  - Mise en place de 3 ha de parcelle de semence de base de soja qui permettront de mettre à la disposition des producteurs 5 tonnes de semences commerciales qui serviront à emblaver 80 ha de soja.
  - Mise en place de 52 ha de parcelles de production de maraichers.
  - Mise en place de 278 ha de culture intensive de maïs (maïs grain)
  - Distribution de 95 kits de production de maraichers.
  - Formation de 52 producteurs semenciers, encadreurs et contrôleurs semenciers sur les techniques de production et de conservation de semences légumières de type africain et de soja.
  - Formation de 90 pisciculteurs sur la densité et l'alimentation du tilapia en grossissement.
  - Validation des études diagnostiques des filières maïs, soja et maraichers..

### 2.6.2- PSAC

*Programme de Soutien au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire*

- **Relance de la filière coton** : Etudes techniques et environnementales de pistes en cours pour 358 km (zone cotonnière) et finalisées pour 355 Km (zone de l'Anacarde).



- **Réhabilitation et entretien des pistes agricoles :**
  - Démarrage des travaux de de réhabilitation de 153 Km de piste en décembre 2014.
  - Etudes techniques et environnementales achevées pour les 235 km de pistes.

## 2.7- CORENA (Environnement / Biodiversité)

- **Préservation des Parcs et réserves :** Réhabilitation et équipement de bureaux des Directions de Zones.
- **REDD+ et SST :** sensibilisation et d'information du secteur privé agricole sur la REDD+ et réalisation de l'étude SST.
- **Appui institutionnel :** Réalisation du manuel de gestion du projet en cours.

## 2.8- Assainissement

- Travaux de la cheminée d'équilibre de Port-Bouët exécutés à hauteur de 95%.
- Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage : contrat d'étude finalisé en cours d'approbation.

## 2.9- Eau Potable

- Programme d'urgence du district d'Abidjan : 67% des travaux exécutés.
- Programme d'urgence du district des Montagnes : 87% des travaux exécutés
- Champ captant de Songon : 20 % des travaux exécutés
- Champ captant de St Viateur: 4,8 % des travaux exécutés

## 2.10- Routes

- Sauvegarde du réseau (travaux de PAT) : 47 % des travaux exécutés.
- Renforcement de la route Ferké-Ouangolo : Phase de mobilisation de l'entreprise.
- Renforcement de la route de l'Est : travaux en phase préparatoire de démarrage.
- Réhabilitation des pistes de la Nawa : 15% des travaux exécutés.
- Construction du Pont de Béoumi : travaux exécutés à 48%.
- Voiries urbaines :
  - Voie Kennedy-Clouetcha (2,4 km) – Abobo : travaux exécutés à 90%.
  - Aménagement et bitumage (Abobo, Yopougon) : marché en cours d'approbation.



- Voies existantes à réhabiliter (Points à Temps) : phases préparatoires.

## 2.11- Développement des communes

- Les études de formulation achevées et financées sur fonds d'études C2D N°CC1349.

## 2.12- Ressources en Eau

### *Etudes sur la lagune Aghien*

- Protection du bassin versant de la lagune Aghien : Missions de démarrage et d'identification des zones humides
- Evaluation des réserves en eau de la lagune Aghien : démarrage prévu en février 2015
- Qualité de la Lagune Aghien : à mi-parcours de son exécution.

## 2.13- Justice et Etat de Droit

- Mise en place de l'UCP Justice en cours.
- Elaboration du PAA et du PPM en cours.
- Etude d'établissement de la situation de référence des indicateurs du Plan d'Action de la Politique Sectorielle de la Justice en cours

## Section C

---

### ETAT D'EXECUTION FINANCIERE

## I- REMBOURSEMENT / REVERSEMENT

| DATES ECHÉANCES | REMBOURSEMENTS PAR LA COTE D'IVOIRE |                     |        | REVERSEMENT BCEAO PAR LA FRANCE |                   |
|-----------------|-------------------------------------|---------------------|--------|---------------------------------|-------------------|
|                 | MONTANTS PREVISIONS                 | MONTANTS REMBOURSES | TAUX   | MONTANTS REVERSES               | Taux <sup>1</sup> |
| 2012            | 19 678 710 000                      | 19 678 710 000      | 100%   | 19 678 710 000                  | 100%              |
| 01/12/2012      | 19 678 710 000                      | 19 678 710 000      | 100%   | 19 678 710 000                  | 100%              |
| 2013            | 98 393 550 000                      | 98 393 550 000      | 100%   | 98 393 550 012                  | 100%              |
| 30/04/2013      | 49 196 775 000                      | 49 196 775 000      | 100%   | 49 196 775 006                  | 100%              |
| 30/10/2013      | 49 196 775 000                      | 49 196 775 000      | 100%   | 49 196 775 006                  | 100%              |
| 2014            | 147 590 325 000                     | 147 590 325 000     | 100%   | 147 590 325 000                 | 100%              |
| 30/04/2014      | 73 795 162 500                      | 73 795 162 500      | 0,00%  | 73 795 162 500                  |                   |
| 30/10/2014      | 73 795 162 500                      | 73 795 162 500      | 0,00%  | 73 795 162 500                  |                   |
| 2015            | 147 590 325 000                     | -                   | 0,00%  | -                               |                   |
| 30/04/2015      | 73 795 162 500                      |                     | 0,00%  |                                 |                   |
| 30/10/2015      | 73 795 162 500                      |                     | 0,00%  |                                 |                   |
| TOTAL           | 413 252 910 000                     | 265 662 585 000     | 64,29% | 265 662 585 012                 | 64,29%            |

<sup>1</sup> Montants reversés par rapport aux montants remboursés



## II- ENGAGEMENTS : SITUATION DES CONVENTIONS SIGNEES AU 31 DECEMBRE 2014

| SECTEUR                                             | INTITULE                                                                                                   | N° CCI    | DATE<br>SIGNATURE | MAITRE<br>D'OUVRAGE              | MONTANT<br>FCFA | MONTANT<br>EUROS |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------|----------------------------------|-----------------|------------------|
| 1. Education -<br>Formation -<br>Emploi             | Développement de l'Education, la Formation et l'insertion des Jeunes (DEFI-Jeunes)/<br>Education-Formation | 1201 01 X | 20/09/2013        | • MENET<br>• MESRS<br>• MEMEASFP | 50 803 869 650  | 77 450 000       |
|                                                     | Emploi (DEFI-Jeunes II)                                                                                    | 1201 02 Y | 20/09/2013        | • MEMEASFP                       | 10 200 131 350  | 15 550 000       |
|                                                     | Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)                                                          | 1366 01 K | 20/09/2013        |                                  | 40 799 999 978  | 62 199 199       |
| 2. Santé                                            | Projet d'intensification de la Politique de Planification Familiale (P.P.F.F)                              | 1202 01 Y | 20/09/2013        | • MSLS                           | 5 000 000 091   | 7 622 451        |
|                                                     | Programme de Préparation et de Réponse contre l'Epidémie de la maladie à virus EBOLA                       | 1478 01 P | 30/10/2014        |                                  | 4 500 000 147   | 6 860 206        |
|                                                     | Projet d'Accélération de la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI I)                    | 1368 01 M | 22/11/2013        | • MINAGRI                        | 41 030 110 350  | 62 550 000       |
| 3. Agriculture, développement rural et biodiversité | Conservation des Ressources Naturelles (CORENA)                                                            | 1369 01 N | 20/09/2013        | • MINESUDD<br>• MINEF            | 10 799 999 435  | 16 464 493       |
| 4. Développement urbain                             | Eau et Assainissement                                                                                      | 1367 01 L | 22/11/2013        | • MIE/MCLAU                      | 46 507 351 300  | 70 900 000       |
|                                                     | Avenant Eau                                                                                                | 1367 03 N | 19/12/2014        | • MIE                            | 10 000 000 181  | 15 244 902       |
| 5. Infrastructures de transport                     | Routes interurbaines, voies et pistes rurales                                                              | 1374 01 J | 22/11/2013        | • MIE                            | 100 099 038 200 | 152 600 000      |
| 6. Justice                                          | Renforcement du système judiciaire et pénitentiaire et de la protection des droits de l'homme en CI        | 1380 01 F | 17/07/2014        | • MJDHLP                         | 15 087 011 000  | 23 000 000       |
| 7. Etudes et pilotage                               | Etudes et pilotage                                                                                         | 1349 01 L | 01/12/2012        | • Primature                      | 12 528 778 700  | 19 100 000       |
|                                                     | Appui budgétaire ciblé 2012                                                                                | 1381 01 G | 01/12/2012        |                                  | 16 398 925 000  | 25 000 000       |
| 8. Autres budgets                                   | Appui budgétaire ciblé 2013                                                                                | 1437 01 J | 22/11/2013        | • MPMEF                          | 15 742 968 000  | 24 000 000       |
|                                                     | Appui budgétaire ciblé 2014                                                                                | 1488 01 R | 19/12/2014        |                                  | 33 754 726 618  | 51 458 749       |
| TOTAL ENGAGEMENTS                                   |                                                                                                            |           |                   |                                  | 413 252 910 000 | 630 000 000      |

### III- DECAISSEMENTS

#### A- DECAISSEMENT DE NIVEAU 1

##### MOBILISATION DES RESSOURCES DEPUIS LE COMPTE C2D A LA BCEAO

Il s'agit des mouvements de fonds effectués depuis le compte C2D logé à la BCEAO destinés à la mise en œuvre de projets ou au règlement de divers arriérés de l'Etat de Côte d'Ivoire.

#### 1) Financement de projets

##### a) Approvisionnement des comptes projets

| SECTEUR                                                         | PROJET                                                                                                   | MONTANT              |
|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>Education -<br/>Formation - Emploi</b>                       | Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des Jeunes (DEFI-Jeunes) / Emploi <sup>2</sup> | 3 000 000 000        |
|                                                                 | DEFI-Jeunes / Education-Formation                                                                        | 6 500 000 000        |
| <b>Santé</b>                                                    | Renforcement du Système de Santé (PRSS)                                                                  | 2 500 000 000        |
|                                                                 | Intensification de la Politique de Planification Familiale (PIPFF)                                       | 2 600 000 000        |
|                                                                 | Préparation et Réponse contre l'Epidémie de la maladie à virus Ebola (PPRE)                              | 1 428 934 199        |
| <b>Agriculture –<br/>Développement Rural –<br/>Biodiversité</b> | Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI)                            | 4 800 000 000        |
|                                                                 | Programme de Soutien au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire (PSAC)                                         | 6 750 000 000        |
|                                                                 | Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA)                                                | 2 500 000 000        |
| <b>1. Développement urbain</b>                                  | Eau Potable                                                                                              | 30 440 000 000       |
|                                                                 | Assainissement                                                                                           | 535 000 000          |
| <b>2. Infrastructures de transport</b>                          | Routes interurbaines, voiries et pistes rurales                                                          | 38 572 000 000       |
| <b>3. Etudes et pilotage</b>                                    | Etudes et pilotage                                                                                       | 3 050 000 000        |
| <b>TOTAL</b>                                                    |                                                                                                          | <b>102 593 419 9</b> |

<sup>2</sup> Confié au PEJEDEC : Projet emploi Jeune Et Développement des Compétences, financé par la Banque Mondiale



**b) Transferts de fonds aux structures partenaires d'exécution de projets**

| SECTEUR | PROJET                                                                      | PARTENAIRE        | MONTANT        |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|
| Santé   | Renforcement du Système de Santé (PRSS)                                     | ECHO <sup>3</sup> | 11 800 000 000 |
|         |                                                                             | NPSP <sup>4</sup> | 7 000 000 000  |
|         | S/T PRSS                                                                    |                   | 18 800 000 000 |
|         | Préparation et Réponse contre l'Epidémie de la maladie à virus Ebola (PPRE) | ECHO              | 1 670 000 000  |
|         |                                                                             | NPSP              | 1 400 000 000  |
|         |                                                                             | IPCI              | 1 548 934 199  |
|         | S/T PPRE                                                                    |                   | 4 618 939 199  |
|         | TOTAL                                                                       |                   | 23 418 944 199 |

**2) Règlements d'arriérés de l'Etat**

Il s'agit des mouvements effectués depuis le compte C2D logé à la BCEAO pour l'apurement de divers arriérés de l'Etat. Ces opérations se sont effectuées à partir de conventions d'affectations spécifiques pour l'appui budgétaire ou dans le cadre du financement des projets C2D.

**a) Appuis Budgétaires**

| SECTEUR                | Montant FCFA   |
|------------------------|----------------|
| Appui Budgétaires 2012 | 16 398 925 000 |
| Appui Budgétaires 2013 | 14 194 033 801 |
| Appui Budgétaires 2014 | 25 581 498 112 |
| TOTAL                  | 56 174 456 913 |

Des décaissements relatifs à l'Appui Budgétaire 2014, d'un montant de **7 295 170 295 FCFA** ont été effectués dans le mois de Janvier 2015. Ce qui porte à **63 470 627 208 FCFA**, le montant décaissé au titre des appuis budgétaires.

**b) Autres règlements d'arriérés**

| SECTEUR                                          | PROJET                             | MONTANT        |
|--------------------------------------------------|------------------------------------|----------------|
| Agriculture – Développement Rural – Biodiversité | Subvention aux égreneurs coton     | 6 200 000 000  |
| Eau Potable                                      | Apurement arriérés dus à la SODECI | 5 896 429 112  |
| TOTAL                                            |                                    | 12 096 429 112 |

<sup>3</sup> ECHO (Agence Humanitaire de la Commission de l'Union Européenne) est en charge de l'exécution partielle de la composante 4 du PRSS

<sup>4</sup> Fonds transférés à la Nouvelle PSP pour l'acquisition du premier stock de médicaments.



## 3) Récapitulatif des décaissements de Niveau 1

| SECTEUR                                                                         | MONTANT<br>(FCFA)      | %              |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------|
| <b>Financement des projets</b>                                                  | 126 094 878 398        | 64,88%         |
| <i>a. Approvisionnement des comptes projets</i>                                 | 102 675 934 199        | 52,83%         |
| <i>b. Transferts de fonds aux structures partenaires d'exécution de projets</i> | 23 418 944 199         | 12,05%         |
|                                                                                 |                        |                |
| <b>Règlements d'arriérés de l'Etat</b>                                          | 68 270 886 025         | 35,12%         |
| <i>a. Appuis Budgétaires</i>                                                    | 56 174 456 913         | 28,90%         |
| <i>b. Autres règlements d'arriérés</i>                                          | 12 096 429 112         | 6,22%          |
| <b>TOTAL DECAISSEMENT NIVEAU 1 AU 31<br/>DECEMBRE 2014</b>                      | <b>194 365 764 423</b> | <b>100,00%</b> |

Ainsi, **194,37 Mds FCFA**, soit **73,16%** des ressources disponibles du C2D, notamment **265,66 Mds FCFA**, ont été mobilisés au 31 Décembre 2014. Les décaissements complémentaires, effectués en janvier 2015 comme relevé plus haut, portent ce montant à **201,66 Mds FCFA**, soit **75,91%** des ressources disponibles du C2D.

**B- DECAISSEMENT DE NIVEAU 2 :**

Il s'agit des dépenses d'exécution de projets au profit des bénéficiaires finaux pour les règlements de prestations diverses, à partir des comptes projets domiciliés à l'ACCD ou du compte C2D logé à la BCEAO.

**1) Dépenses de projets**

| SECTEUR                                                    | PROJET                                                                                      | NIVEAU 2     |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>1. Education - Formation - Emploi</b>                   | DEFI-Jeunes I / Education-Formation                                                         | 1 728 075 1  |
|                                                            | DEFI-Jeunes II / Emploi                                                                     | 1 774 000 3  |
| <b>2. Santé</b>                                            | Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)                                           | 19 732 452 4 |
|                                                            | Projet d'Intensification de la Politique de Planification Familiale (PIPFF)                 | 1 234 844 0  |
|                                                            | Programme de Préparation et de Réponse contre l'Epidémie de la maladie à virus Ebola (PPRE) | 4 618 939 1  |
| <b>3. Agriculture – Développement Rural – Biodiversité</b> | Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles (PARFACI) <sup>5</sup>                   | 2 181 819 5  |
|                                                            | Programme de Soutien au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire (PSAC)                            | 144 836 1    |
|                                                            | CORENA                                                                                      | 34 234 3     |
| <b>4. Développement urbain</b>                             | Eau Potable <sup>6</sup>                                                                    | 22 587 241 3 |
|                                                            | Assainissement                                                                              | 53 212 7     |
| <b>5. Infrastructures de transport</b>                     | Routes interurbaines, voiries et pistes rurales                                             | 18 251 190 9 |
| <b>6. Justice</b>                                          | Justice                                                                                     |              |
| <b>7. Etudes et pilotage</b>                               | Etudes et pilotage                                                                          | 1 830 265 3  |
| <b>TOTAL</b>                                               |                                                                                             | 74 71 111 4  |

<sup>5</sup> Non compris le règlement des arriérés dus aux égreneurs cotons, considéré comme un appui budgétaire

<sup>6</sup> Non compris le règlement des arriérés dus à la SODECI, considéré comme un appui budgétaire

## 2) Récapitulatif des décaissements niveau 2

| SECTEUR                                                      | MONTANT<br>(FCFA)      | %              |
|--------------------------------------------------------------|------------------------|----------------|
| Financement des projets                                      | 74 171 111 498         | 52,07%         |
| Appuis Budgétaires et autres règlements d'arriérés de l'Etat | 68 270 886 025         | 47,93%         |
| <b>TOTAL DECAISSEMENT NIVEAU 1 AU 31 DECEMBRE 2014</b>       | <b>142 441 997 523</b> | <b>100,00%</b> |

**142,44 Mds FCFA**, soit 73,29% des ressources mobilisées depuis le compte C2D à la BCEAO, notamment **194,37 Mds FCFA**, ont été injectés directement dans l'économie nationale au 31 Décembre 2014.

Les décaissements de Janvier 2015 portent ce montant à **149,74 Mds FCFA**, soit 74,25% des ressources mobilisées, payés aux bénéficiaires finaux.

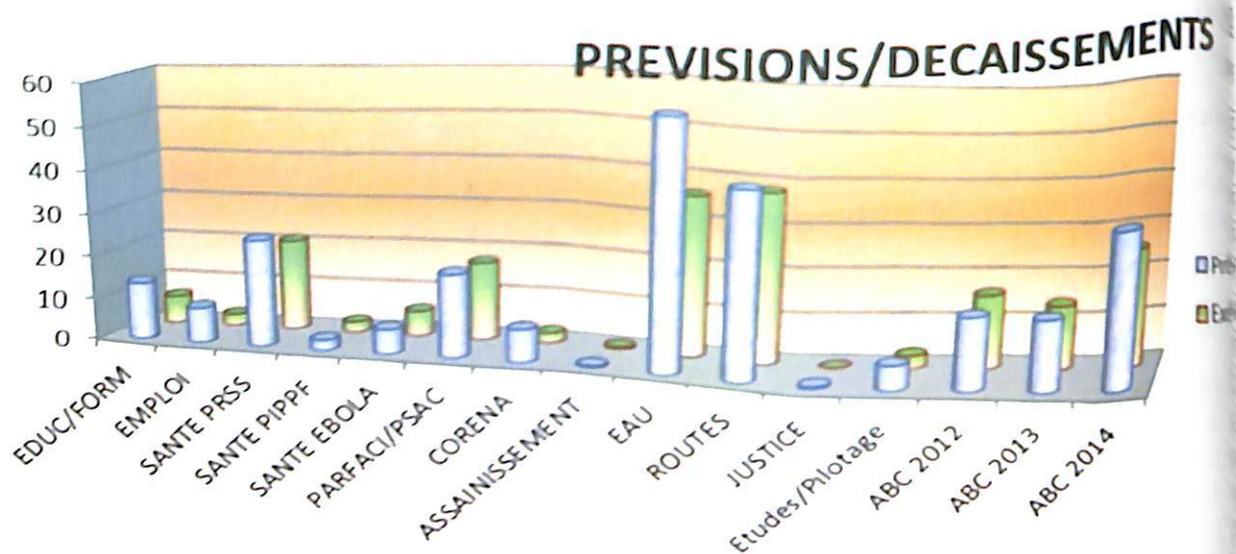
## IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS

## A- DECAISSEMENT DE NIVEAU 1

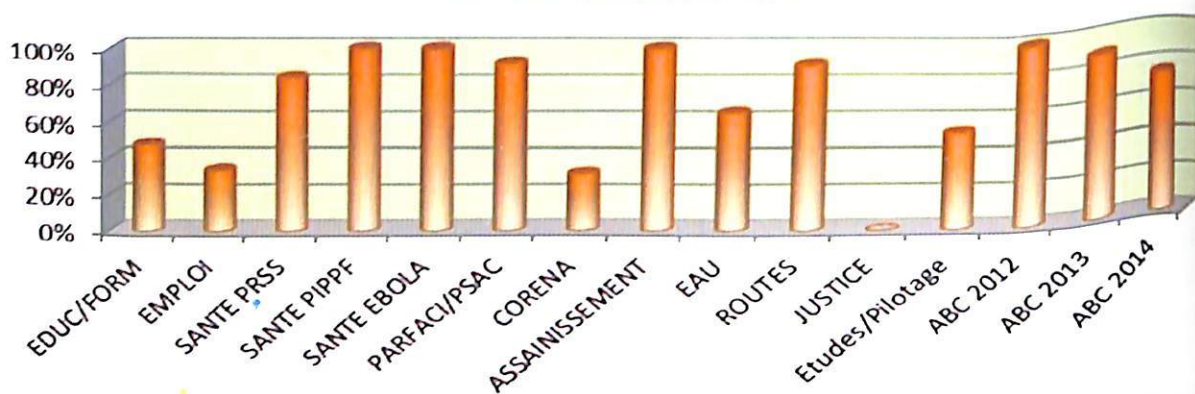
Etat des décaissements

| PROJET/MAITRE D'OUVRAGE        | Prévisions    | Décaissements | Taux d'exécution |
|--------------------------------|---------------|---------------|------------------|
| Education / Formation          | 13,72         | 6,50          | 47,38%           |
| Insertion                      | 9             | 3,00          | 33,33%           |
| PRSS                           | 25,36         | 21,30         | 83,99%           |
| PIPPF                          | 2,6           | 2,60          | 100%             |
| PPRE                           | 6,05          | 6,05          | 100%             |
| PARFACI 1/PSAC                 | 19,32         | 17,75         | 91,87%           |
| CORENA                         | 7,87          | 2,50          | 31,77%           |
| Eau Potable                    | 56            | 36,34         | 64,89%           |
| Assainissement                 | 0,54          | 0,54          | 100%             |
| Routes                         | 42,40         | 38,57         | 90,97%           |
| Justice                        | 0,61          | 0,00          | 0%               |
| Etudes & Pilotage              | 5,67          | 3,05          | 53,79%           |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2012 | 16,40         | 16,40         | 100%             |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2013 | 15,74         | 14,19         | 90,18%           |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2014 | 33,75         | 25,58         | 75,80%           |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>255,02</b> | <b>194,37</b> | <b>76,21%</b>    |



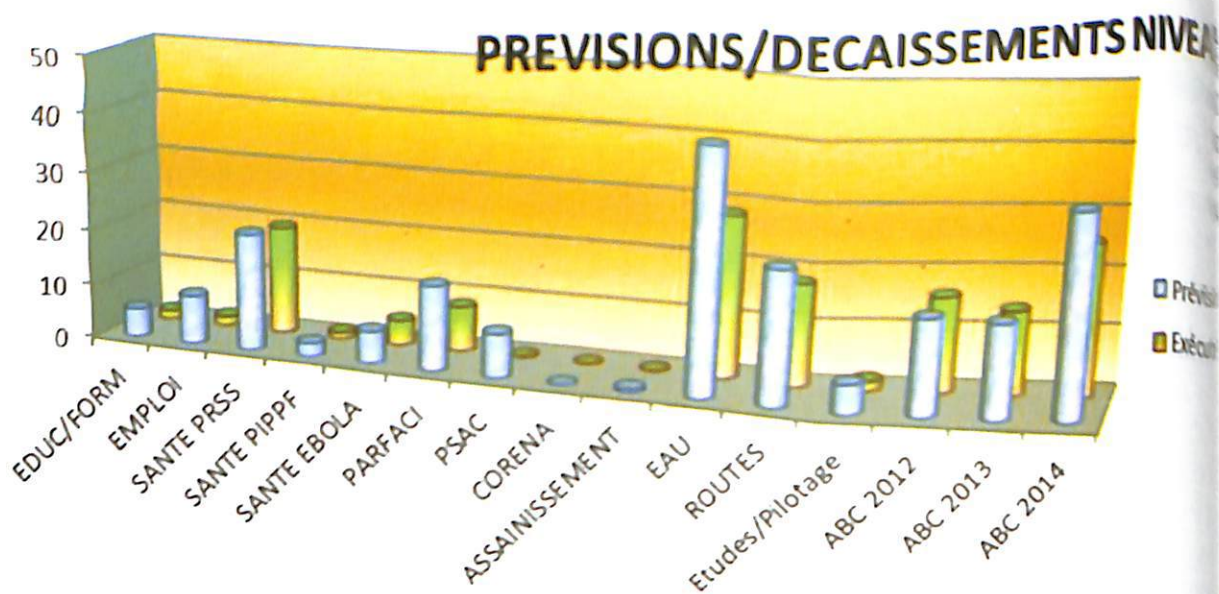


### TAUX D'EXECUTION

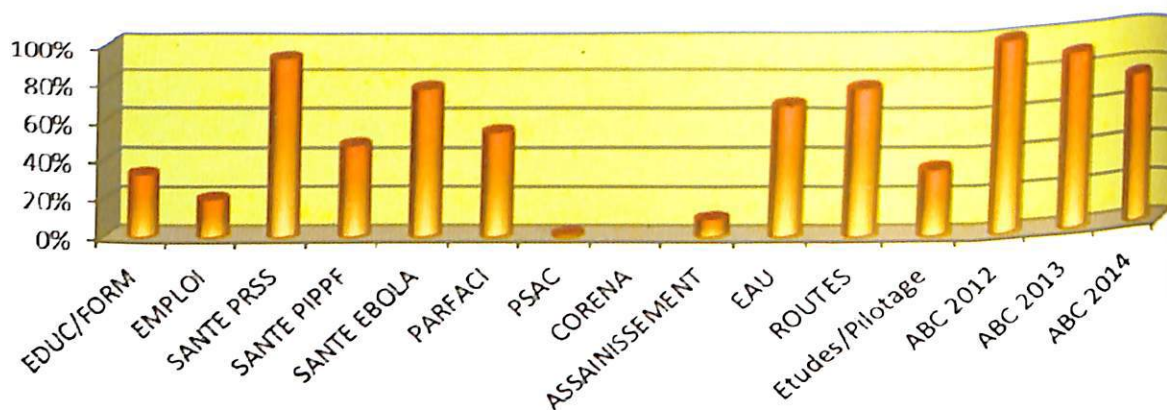


**B- DECAISSEMENT DE NIVEAU 2****Etat des décaissements**

| <b>PROJET/MAITRE D'OUVRAGE</b> | <b>Prévisions</b> | <b>Décaissements</b> | <b>Taux d'exécution</b> |
|--------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------------|
| Education / Formation          | 5,27              | 1,73                 | 32,79%                  |
| Insertion                      | 9,00              | 1,77                 | 19,71%                  |
| PRSS                           | 21,32             | 19,73                | 92,57%                  |
| PIPPF                          | 2,60              | 1,23                 | 47,49%                  |
| PPRE                           | 6,05              | 4,62                 | 76,35%                  |
| PARFACI 1 (Projet)             | 15,43             | 8,38                 | 54,34%                  |
| PSAC                           | 7,94              | 0,14                 | 1,82%                   |
| CORENA                         | -                 | 0,03                 | -                       |
| Eau Potable                    | 42,11             | 28,49                | 67,65%                  |
| Assainissement                 | 0,54              | 0,05                 | 9,85%                   |
| Routes                         | 23,78             | 18,25                | 76,75%                  |
| Etudes & Pilotage              | 5,25              | 1,83                 | 34,89%                  |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2012 | 16,40             | 16,40                | 100%                    |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2013 | 15,74             | 14,19                | 90,15%                  |
| Appuis Budgétaires Ciblés 2014 | 33,75             | 25,58                | 75,79%                  |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>205,18</b>     | <b>142,42</b>        | <b>69,41%</b>           |



### TAUX D'EXECUTION NIVEAU 2





## C- COMMENTAIRES

Les chiffres qui ont servi de base d'appréciation des décaissements ont été révisés à la mi-mai 2014, à la faveur de la revue à Mi-Parcours du C2D.

Cependant, quelques recadrages ont été faits sur les prévisions proposées par l'AFD (prévision de décaissements de niveau 1, pour tenir compte de l'évolution de mise en œuvre du projet.

Ainsi :

- La convention d'affectation du programme de réponse à la maladie à virus Ebola (PPRE) a été signée après que ces estimations aient été faites. L'instruction du projet prévoyant de faire tous les décaissements en 2014, la totalité du financement, soit 6 Mds FCFA, a été inscrite dans la colonne des prévisions.
- Les prévisions de décaissement à fin décembre 2014 pour le Projet EAU POTABLE, initialement de 46,51 Mds FCFA ont été rehaussées de 10 Mds FCFA. En effet, ce décaissement supplémentaire était le motif majeur qui a présidé à l'initiation de l'avenant à la convention d'affectation qui a été signée en octobre 2014.
- Enfin, l'appui budgétaire 2014 n'était pas envisagé en mai 2014. Cependant, les discussions au cours de l'instruction indiquaient que la totalité de l'appui devait être décaissée en 2014, compte tenu de l'urgence des besoins de l'Etat.

Ces prévisions se voulant objectives au regard de l'environnement de mise en œuvre des différents projets, la présente lecture comparée exécution/prévision permet de recenser les éléments qui ont pu entraver le bon déroulement des opérations.

### Education / Formation

- Retard observé dans la construction des collèges et écoles primaires. En effet, certains sites pour les écoles et les collèges, identifiés en janvier 2014, ont été aussi ciblés par le PPU qui a lancé un appel d'offres pour des travaux en mars 2014. Il a donc fallu recommencer le processus d'identification et de validation de nouveaux sites.
- Retard observé dans l'équipement des CAFOP en TICE. En effet, les activités du C2D-EF sont coordonnées avec celles du PUAEB qui doit réhabiliter et construire 8 nouveaux CAFOP. La livraison des équipements dépend donc de la réception des nouveaux bâtiments.
- L'installation du logiciel Cocktail nécessitait la mise en place de l'interconnexion entre les établissements de l'enseignement supérieur. Or cette condition n'est pas satisfaite. Dans ces conditions, il a été décidé de reporter l'installation de Cocktail et de réorienter les ressources affectées à cet effet.

**PSAC**

- Longs délais de passation de marchés et le temps non maîtrisé pour validation et l'approbation des contrats pour permettre le virement des fonds vers les comptes des filières qui assurent l'exécution des travaux de réhabilitation et d'entretien des pistes agricoles ;
- Etudes sur le Fonds d'Equipement Coton (FEC) non concluantes. Cette étude devait permettre un décaissement de plus de 2 Mds FCFA pour l'achat de bœufs dans le cadre de la relance de la culture attelée.

**Eau Potable**

- Faible demande d'approvisionnement de compte sollicitée, en raison des retards observés dans le processus d'établissement des attachements et décomptes.
- Absence d'une bonne planification de paiement au niveau des maîtres d'ouvrage délégués.
- Difficultés de démarrage des travaux ayant entraîné le prolongement des délais de paiements.

**Assainissement**

- Retard dans la mise en route du projet.
- Lenteurs administratives dans le traitement des dossiers.
- Non maîtrise des procédures au démarrage du projet par les acteurs.
- Lenteur dans la finalisation et la transmission des décomptes.

**Routes**

- Délais longs dans le processus de passation des marchés (traitement lent des dossiers de passation par les MOD).

**Appuis budgétaires**

- Le montant de 1,55 Md FCFA non décaissé dans le cadre de l'appui budgétaire 2013 a été transféré au financement du PPRE.
- Les décaissements de l'appui budgétaire 2014 ont été finalisés en janvier 2015. Il a fallu moins de 3 mois, depuis la requête de financement adressée par SEM le Premier Ministre, pour le décaissement de la totalité du montant de la Convention d'affectation.

**D- CONCLUSION**

Les prévisions ont été exécutées à hauteur de 78,33% pour le niveau 1 et 69,41% pour le niveau 2. Ce dernier taux a atteint 73% en Janvier 2015. Cela représente une bonne performance globalement.

Les perspectives de décaissements sont intéressantes. En effet, les obstacles qui ont pu gêner l'atteinte des objectifs de décaissements prévus ont été, pour la plupart, levés.

## Section D

---

### **DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS : Conclusions de la revue sectorielle**



Dans le cadre de l'élaboration du présent rapport annuel d'activité 2014 du C2D, le Secrétariat Technique du C2D (ST-C2D) a initié et organisé des revues sectorielles des projets du 1er C2D, du 12 au 15 janvier 2015 à l'hôtel Palm Club de Cocody.

L'objectif général de ces revues était de faire, d'une part, un bilan des activités menées avec une emphase particulière sur les difficultés rencontrées et les propositions y relatives faites par les acteurs opérationnels et, d'autre part, des projections pour l'année 2015.

Aussi, avons – nous estimé qu'il serait indiqué que les conclusions de ces quatre (4) jours de travaux constituent le chapitre des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des différents projets.

## **I- PARTICIPANTS**

Les revues des projets du 1<sup>er</sup> C2D ont enregistré la participation d'environ 150 personnes issues de plusieurs structures ivoiriennes, notamment, la Présidence de la République, le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, les Ministères Techniques assurant la maîtrise d'ouvrage des projets du C2D, la Direction du Budget de l'Etat, la Direction des Marchés Publics, la Direction du Contrôle Financier, l'Agence Comptable Centrale du Trésor, les Unités de Coordination et autres Cellules de Suivi des Projets du C2D (UCP-C2D, CSP-C2D) et les agences d'exécution de l'Etat auxquelles sont confiées la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets du 1<sup>er</sup> C2D.

La partie française était représentée par l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire et l'Agence Française de Développement (AFD).

## **II- DEROULEMENT DES TRAVAUX**

Présidées par les Conseillers à la Présidence de la République et les Directeurs de Cabinet de certains ministères transversaux (Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement ; Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ; Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances), quinze (15) séances techniques se sont tenues au cours desquelles les ministères techniques ont présenté l'état d'avancement des projets du 1<sup>er</sup> C2D relevant de leurs compétences. Ces exposés ont été suivis d'échanges constructifs et approfondis avec la délégation française et l'ensemble des participants.

## **III- DIFFICULTES RELEVÉES**

Plusieurs points d'ordres transversal et sectoriel ont été relevés et discutés, au cours des différentes séances techniques.

### 1) Points d'attention transversales

- Longs délais des délibérations des Commissions d'Ouverture et de Jugement des Offres (COJO), de finalisation et de transmission des PV et rapports ;
- Délais de passation des marchés trop longs (délais moyens de 6 mois pour un objectif de 88 jours) ;
- Lenteur dans le traitement, la transmission des décomptes et autres dossiers par les agences d'exécution, du fait de l'absence ou de l'insuffisance de personnel dédié au C2D ;
- Insuffisances relevées dans les résultats des prestations de certaines agences d'exécution de l'Etat assurant la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets du C2D ;
- Modifications par la DMP de certaines clauses types de la convention type de partenariat validée par les parties, dans le cadre de la contractualisation avec les partenaires, en aval du processus de contractualisation ;
- Requête du Contrôle Financier d'avoir des factures normalisées pour les entreprises étrangères ;
- Mise en œuvre, parfois, difficile des projets en cofinancement, du fait d'incompatibilités entre les procédures des bailleurs impliqués ;
- Non délivrance de chèques non barrés par la banque du Trésor.

### 2) Points d'attention sectoriels

- **Education/Formation**
  - Retard dans le recrutement interne des instituteurs ordinaires ;
  - Blocage dans la mise à disposition des manuels scolaires : les agents du MENET ayant rédigé les manuels demandent un montant de 60 millions FCFA avant de remettre ces manuels au MENET ;
  - Blocage dans la construction des 116 écoles, du fait des problèmes dans la contractualisation avec les ONG, malgré la mise en place d'une convention type de partenariat.
- **Enseignement Supérieur**
  - Proposition par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) d'une réorientation d'une partie de la composante « enseignement supérieur » consacrée à l'implémentation du logiciel COCKTAIL : du fait des difficultés sur ce dossier, liées au problème de l'absence d'accès internet au sein des Universités et de l'intra-connexion en leur sein, le MESRS propose de réorienter le financement disponible vers d'autres activités ;
  - Retard dans l'approbation de la convention ESI/ECL.



- **Emploi**

- Epuisement de la ligne budgétaire allouée à la rémunération de la PFS CI et des PFS Locales ;
- Retard dans la contractualisation avec les ONG par rapport au calendrier du projet.

- **Santé**

- Réaffectation du terrain dédié à la construction des locaux de la DC PNSR/PF, à une ambassade étrangère ;
- Cadrage inadapté des activités de la composante 4 du Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS) ;
- Retard dans les travaux de réhabilitation et de construction de l'INFAS ;
- Lenteur dans l'exécution des dépenses urgentes relatives au programme de riposte au virus Ebola.

- **Agriculture**

- Absence d'organisation et de compétences idoines au niveau des filières pour assurer leurs missions d'agences d'exécution.

- **CORENA**

- Retard dans la nomination de trois régisseurs pour les comptes des Directions de zone de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) à Abidjan, Man et Bouna.

- **Routes et voiries urbaines**

- Insécurité sur certains sites de projets (pont de Béoumi, route de l'est) ;
- Recherche de financement pour la part Etat restant pour la construction du pont de Béoumi.

- **Eau potable**

- Non-respect par la SODECI, des délais d'exécution des programmes d'urgence des districts d'Abidjan et des Montagnes ;
- Dotation budgétaire 2015 insuffisante, pour les indemnités des populations du projet de Songon.

- **Ressources en eau**

- Absence d'appui institutionnel à la Direction des Ressources en Eau (difficultés de fonctionnement pour absence d'équipements et de frais de fonctionnement) ;

- **Assainissement**

- Faiblesse des décaissements, en dépit du taux élevé des travaux exécutés, notamment, pour le projet de la tour d'équilibre de Port-Bouët (Refus de la SODECI de prendre en



- compte les observations du maître d'ouvrage délégué sur les attachements) ;
- Lenteur de la DAF du Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, dans la transmission des dossiers du C2D à la DMP ;
- Retard dans l'exécution des travaux par la SODECI.
- **Justice - Etat de droit**
  - Suspension par l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) de l'avis à manifestation d'intérêt sur les infrastructures ;
  - Levée des conditions suspensives.
- **Appui budgétaire**
  - Défaut de crédits budgétaires, pour certains projets (pont de Jacqueville).

## IV- RECOMMANDATIONS

### 1) Recommandations transversales

- Préciser, dans le Plan de Passation de Marchés (PPM), la complexité des opérations à passer, en vue de tenir compte des délais réalistes pendant les phases de passations (UCP-C2D, CSP-C2D, DMP) ;
- Organiser des réunions ou des ateliers résidentiels, pour les travaux des Commissions d'Ouverture et de Jugement des Offres (COJO), en vue de contribuer à l'amélioration des délais de passation de marchés (UCP-C2D, CSP-C2D, DMP, AFD) ;
- Pour un suivi régulier de l'état d'avancement des études et projets, transmettre systématiquement les rapports provisoires aux parties impliquées, sans attendre leur validation définitive (UCP-C2D, CSP-C2D) ;
- Transmettre les résultats consensuels de la COJO, même non visés, à l'AFD, pour engager le processus d'ANO (UCP-C2D, CSP-C2D) ;
- Définir les seuils et modalités d'ANO lors de la préparation des Plans de Passation des Marchés (UCP-C2D, CSP-C2D, AFD) ;
- Pour le traitement rapide des dossiers par les agences d'exécution de l'Etat assurant la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets du C2D, mettre en place ou renforcer les équipes dédiées au C2D (maîtres d'ouvrage délégués, maîtres d'œuvre) ;
- Renforcer les capacités des structures de gestion des projets et de la passation de marchés (DMP/ST-C2D ; délai : mars 2015)
- Pour un meilleur accès des PME et expertises locales aux marchés du C2D, les pistes suivantes doivent être envisagées :
  - Faire des allotissements qui leur permettent de participer aux consultations, conformément au Code de Marchés Publics ;

- Encourager les PME locales à se constituer en consortium ;
- Inviter les entreprises étrangères à sous-traiter, si possible, une partie de leurs prestations aux PME locales ;  
(DMP/ST-C2D/AFD : à mettre en application, immédiatement, dans les différents marchés en cours et à venir)
- Préciser la fiscalité applicable pour les entreprises non représentées sur le territoire national ; (CS Féh Kessé/DG des Impôts ; ST-C2D pour suivi ; délai : 30 janvier 2015) ;
- Approfondir les réflexions sur le régime fiscal applicable aux ONG et les modalités de contractualisation avec les cabinets internationaux, pour les besoins d'assistance technique à court et long termes (Primature, pour décision de haut niveau à prendre sur l'exonération ou non des ONG, dans le cadre du C2D ; délai : 30 janvier 2015) ;
- Approfondir les réflexions sur l'émission de factures normalisées par les entreprises étrangères (Direction Générale des Impôts/Direction du Contrôle Financier ; délai : 06 février 2015)
- Dans le cadre des passations de marchés, mener une réflexion relative à la gestion des ressources des situations d'urgence, telles que la question de l'épidémie à virus Ebola (DMP/ST-C2D/AFD) ;
- Encourager les financements parallèles ou complémentaires, pour la mise en œuvre des projets du C2D (Toutes les parties) ;
- Partager les conclusions de ces revues sectorielles avec les autres bailleurs intervenant dans la mise en œuvre des projets du C2D (Toutes les parties).

## 2) Recommandations sectorielles

### • Education/Formation

- Lancer le recrutement interne des instituteurs ordinaires (ST-C2D/Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique (MENET), pour engager les discussions avec le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ; délai : 30 janvier 2015) ;
- Rechercher les fonds (60 millions FCFA), pour la remise des manuels scolaires au MENET (ST-C2D/MENET ; délai : 06 février 2015) ;
- Dans le cadre de la contractualisation avec les ONG, privilégier les négociations directes sur la base des cahiers de charge, plutôt que l'appel à projets (MENET/DMP, pour application) ;
- Appliquer les contrats types de partenariat pour la contractualisation (DMP, pour application).



- **Enseignement Supérieur**
  - Réaffectation des fonds disponibles sur le C2D-EF : financement de salle multimédias et de laboratoire langues (UCP-EF ; délai : fin février 2015) ;
  - Approuver la convention ESI/ECL, pour permettre le démarrage des activités le 23 février 2015 (Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget (MPMB); délai : 30 janvier 2015).
- **Emploi**
  - Rechercher le financement complémentaire des structures (PFS CI, PFS L), sur le budget de l'Etat (Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle/ST-C2D/AFD) ;
  - Accélérer les négociations avec les ONG (UCPE).
- **Santé**
  - Faire un suivi rapproché relatif à la question de la réaffectation du terrain dédié à la construction des locaux de la D PNSR/PF, à une ambassade étrangère (Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (MSLS), pour transmission immédiate au ST-C2D de la copie du courrier adressé au Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, en vue d'un suivi en parallèle) ;
  - Recadrer les activités de la composante 4 du Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS) (MSLS/AFD/ST-C2D/UCP-Santé, pour une réunion avant le 15 février 2015) ;
  - Trouver une solution intermédiaire pour l'INFAS, pour permettre la continuité de son fonctionnement (MSLS/UCP-Santé).
- **Agriculture**
  - Renforcer les capacités des filières par le recrutement de spécialistes techniques, des dotations en matériel et renforcer leurs compétences par des formations (UCP-PSAC, via l'appui institutionnel).
- **CORENA**
  - Prendre les dispositions pour la nomination des régisseurs (Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances (MPMEF)/ST-C2D ; délai : 30 janvier 2015).
- **Routes et voiries urbaines**
  - Actualiser les quantités prévues aux différents marchés, en vue de prévoir, si nécessaire, des avenants aux différents marchés (maîtres d'ouvrage délégués, maîtres d'œuvre) ;
  - Prendre des mesures urgentes, pour assurer ou renforcer la sécurité des biens et des personnes sur les sites des projets (Ministère des Infrastructures Economiques(MIE)



*Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MEMIS)/Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense (MPRD)) ;*

- Mobiliser les ressources sur l'appui budgétaire/réserve du 2<sup>ème</sup> C2D (CTB-C2D, pour décision) ;
- Le lancement par anticipation de certains dossiers d'appels d'offres des projets du 2<sup>ème</sup> C2D (exemples : pont de Bettié, signalisation d'Abidjan) devra se faire avec l'accord des parties en présence (*Toutes les parties*).

#### • Eau potable

- Saisir le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget (MPMB), pour la mobilisation de ressources additionnelles, en vue des indemnisations des populations du projet Songon (*MIE/MPMB ; délai : 30 janvier 2015*) ;
- Appliquer les dispositions prévues dans les marchés (pénalités de retard, courriers de mise en demeure), en cas de non-respect par la SODECI, des délais d'exécution des projets. Envisager un changement du maître d'ouvrage délégué (*ST-C2D, pour note au PM et courrier, adressé à la SODECI, à la signature du PM ; délai : 30 janvier 2015*).

#### • Ressources en eau

- Inscrire, en termes d'activités, l'appui institutionnel à la Direction des Ressources en Eau, dans le 2<sup>ème</sup> C2D.

#### • Assainissement

- Interpeller la SODECI sur l'urgence de la validation et la transmission des attachements des travaux de la tour d'équilibre de Port-Bouët, en vue d'accélérer les décaissements (*ST-C2D, pour note au PM et courrier, adressé à la SODECI, à la signature du PM ; délai : 30 janvier 2015*) ;
- Interpeller la DAF du ministère, en vue d'une transmission rapide à la DMP des dossiers de marchés du C2D. Connecter la CSP-Assainissement au SIGMAP, pour accélérer les projets (*Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU)/DMP*) ;
- Organiser une séance de travail, pour lever les blocages (*MCLAU/CSP/ONAD/SODECI ; délai : 30 janvier 2015*).

#### • Justice - Etat de droit

- Organiser une réunion, le 21 janvier 2015, pour lever la suspension de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la maîtrise d'œuvre des infrastructures (*Présidence de la République/Cabinet du Ministère de la Justice, des Droits de*

*l'Homme et des Libertés Publiques (MJDHLP)/ST  
C2D/DMP/ANRMP) ;*

- Concernant la condition suspensive relative à la mise en place de l'UCP, étudier la possibilité de la nomination d'un coordonnateur intérimaire, à la place du coordonnateur permanent (AFD).

- **Appui budgétaire**

- Anticiper l'appui budgétaire 2015 (*Toutes les parties*) ;
- Mobiliser des crédits budgétaires supplémentaires, pour certains projets (pont de Jacqueville) (*Ministère des Infrastructures Economiques/Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget*).

## **V- SUIVI DES CONCLUSIONS DE LA REVUE SECTORIELLE**

Le CTB-C2D est chargé du suivi de la mise en œuvre des présentes conclusions.



## Conclusion

**75,19 % des remboursements effectués** par la Côte d'Ivoire et reversés **sur le compte C2D de la BCEAO** ont été mobilisés de ce compte et mis à la disposition des structures de mise en œuvre des projets.

**74,48% des ressources décaissées du compte C2D de la BCEAO**, ont été effectivement injectés dans l'économie nationale par le biais des prestataires ayant participé à l'exécution des opérations des projets.

Ces chiffres sont très encourageants. En effet, le 1<sup>er</sup> C2D ayant été signé en décembre 2012, ces chiffres sont ceux d'un projet d'une telle envergure après 24 mois d'exécution.

Les efforts des maîtres d'ouvrages, et de tous les acteurs de mise en œuvre du C2D sont donc à souligner et à encourager.

Les taux d'exécution de décaissements pour le niveau 1 et 2, **par rapport aux objectifs fixés en Mai 2014**, sont plutôt satisfaisants. Les difficultés qui ont empêché de meilleurs résultats et qui relèvent généralement de lenteurs administratives, de faible réactivité des agences techniques, maîtres d'œuvre ou maître d'ouvrages délégués et de divergences de vues entre l'AFD et l'Administration (cas des projets CORENA et PAQRA) ont été traitées. Cela permet un certain optimisme quant aux conditions de mise en œuvre des projets au cours de l'année 2015 et postérieures.

Le Secrétariat Technique du C2D entreprendra, en collaboration avec l'Agence Française de Développement, dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2015, deux (02) chantiers majeurs : la révision des cadres de suivi/évaluation des projets, maintenant qu'ils sont véritablement lancés et les projections sur les années 2015 et 2016.

## ANNEXES

---



## Annexe 1 : Termes de référence de la revue sectorielle 2014 du C2D

---

## SOMMAIRE

---

### **I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

### **II- OBJECTIFS**

- 1) Objectif Général
- 2) Objectifs spécifiques

### **III- RESULTATS ATTENDUS**

### **IV- ORGANISATION PRATIQUE**

- 1) Rapports préliminaires
- 2) Revues sectorielles
- 3) Séance plénière
- 4) Finalisation du rapport annuel

### **V- PARTICIPANTS**

### **VI- PROGRAMME**

- 1) Date et lieu
- 2) Calendrier

## I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le premier Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) français ivoirien a été signé le 1<sup>er</sup> décembre 2012 pour un montant de **413,25 milliards FCFA** sur la période 2012-2015. Il concerne 6 secteurs de concentration et 16 secteurs transversaux. Seize (16) conventions d'affectation ont été signées permettant l'engagement de la totalité de l'enveloppe du 1<sup>er</sup> C2D. Un second C2D, qui démarre en 2014 pour s'achever en 2020 et d'un montant de **738 milliards FCFA**, a été signé entre la France et la Côte d'Ivoire le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

A ce jour, tous les projets du 1<sup>er</sup> C2D sont à la phase d'exécution des opérations de terrain.

Concernant le 2<sup>ème</sup> C2D, les premières missions d'instruction de l'AFD ont démarré et se poursuivront le long du premier semestre 2015.

La revue à mi-parcours du 1<sup>er</sup> C2D, tenue en mai 2014, a permis de dresser un bilan des réalisations et des contraintes, et, d'amorcer la préparation du 2<sup>ème</sup> C2D. Il est donc question, pour le rapport annuel 2014, (i) de recenser les différentes activités menées, (ii) d'analyser les résultats comparativement aux prévisions, (iii) de préconiser des mesures de réorientations ou de recentrages, (iv) d'anticiper sur d'éventuels difficultés et (v) de renforcer les acquis.

Par ailleurs, dans le contexte de démarrage du 2<sup>ème</sup> C2D en parallèle avec le premier, l'examen de l'état d'exécution des activités devrait permettre d'aider à l'identification des projets du 2<sup>ème</sup> C2D, notamment, pour ce qui est des actions complémentaires à financer pour une meilleure conduite des projets ou pour prévenir d'éventuelles difficultés.

## II- OBJECTIFS

### 1) Objectif Général

L'objectif général de ces travaux est de faire, d'une part, un bilan des activités menées et, d'autre part, des projections pour l'année 2015.

### 2) Objectifs spécifiques

Plus particulièrement, il s'agit, par secteur, de :

- passer en revue la mise en œuvre des activités effectuées au cours de l'année 2014 et des années antérieures ;
- permettre à tous les acteurs de s'approprier les objectifs de leurs projets respectifs ;



- faire un diagnostic de l'état d'avancement des projets du 1<sup>er</sup> C2D ;
- mettre en relief les éventuels écarts par rapport aux attentes ;
- actualiser les prévisions de décaissement 2015 ;
- Anticiper les difficultés éventuelles, et faire des propositions en vue de les surmonter ou d'en atténuer les effets
- examiner les conditions des instructions des projets du 2<sup>ème</sup> C2D ;
- expliquer aux différents acteurs le principe du chevauchement des deux C2D ainsi que ses impacts sur les prévisions budgétaires.

### III- RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus sont les suivants :

- un rapport annuel des activités du 1<sup>er</sup> C2D est disponible ;
- les acteurs du C2D sont mieux informés des enjeux et de l'état d'avancement des projets ;
- les difficultés et contraintes de la mise en œuvre des projets sont relevées et analysées ;
- les leçons sont tirées des problèmes rencontrés et des recommandations sont faites ;
- des prévisions de décaissement en 2015 sont faites sur la base des paramètres actualisés ;
- un programme de visites des réalisations en cours est établi par secteur ;
- les conditions d'instruction des projets du 2<sup>ème</sup> C2D sont fixées, d'accord parties ;
- les conditions techniques et budgétaires de mise en œuvre superposée des deux C2D sont comprises de tous.

### IV- ORGANISATION PRATIQUE

Les travaux se dérouleront en quatre (4) phases :

#### 1) Rapports préliminaires

Un cadre de rapport a été transmis à chaque Unité de Coordination ou Cellule de Suivi de projets, pour élaborer les rapports préliminaires qui feront l'objet d'exposés et d'échanges.

Ces documents devront être reçus au ST-C2D, au moins quatre (4) jours avant les séances d'échanges, pour la consolidation et l'édition des supports de travail.

## 2) Revues sectorielles

Ces revues se dérouleront sur quatre (4) jours. Elles consisteront à discuter du contenu des rapports préliminaires produits par les ministères techniques.

Les Directeurs de Cabinet des ministères techniques conduiront des délégations des maîtres d'ouvrage qu'ils représentent. Les Coordonnateurs des UCP et les Responsables des CSP feront les exposés sur les rapports préliminaires. Les auditoires seront composés des maîtres d'ouvrages, des maîtres d'ouvrage délégués, des maîtres d'œuvre, des Contrôleurs Financiers, des Agents Comptables, des structures techniques transversales (Direction des Marchés Publics, Direction du Budget de l'Etat, Agence Comptable Centrale du Trésor, Secrétariat Technique du C2D, Agence Française de Développement) et des Conseillers de la Présidence de la République en charge des secteurs concernés.

## 3) Séance plénière

Une plénière se tiendra, en présence des membres du CTB-C2D, en vue d'échanger sur les conclusions majeures des travaux présentées par le ST-C2D.

## 4) Finalisation du rapport annuel

A l'issue du processus, le rapport annuel final pourra être édité.

## **V- PARTICIPANTS**

Prendront part à ces travaux :

- le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement,
- les Conseillers de la Présidence de la République,
- les Directeurs de Cabinet des Ministères Techniques,
- la Direction du Budget de l'Etat,
- la Direction des Marchés Publics,
- l'Agence Comptable Centrale du Trésor,
- les Points focaux des structures techniques des ministères techniques
- les Coordonnateurs d'UCP et Responsables des CSP (Exposants),
- le Personnel clé des UCP/CSP (RSE, RAF, SPM, Expert – Secteur),
- les Contrôleurs Financiers et Agents Comptables auprès des projets,
- les Points Focaux des Maîtres d'Ouvrages délégués/Agences d'exécution/Maîtres d'œuvres/ONG,
- le ST-C2D



La partie française sera représentée par l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire et l'Agence Française de Développement (AFD).

## VI- PROGRAMME

### 1) Date et lieu

Les réunions se tiendront dans la **salle Riviera de l'Hôtel Palm Club, du 12 au 15 janvier 2015**, pour les revues sectorielles, et le 23 janvier 2015 pour la séance plénière en CTB-C2D.

### 2) Calendrier

| HORAIRES                              | ACTIVITES                                                                                                                                                                                          | INTERVENANTS                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Jour 1 : lundi 12 janvier 2015</b> |                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                  |
| 10h00-12h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des Jeunes (DEFI-Jeunes I)/ Education-Formation</li> </ul>                                        | <b>Présentateur :</b> Coordonnateur UCP EF<br><b>Modérateur :</b> M. FLINDE (Conseiller Spécial PR)<br><b>Rapporteur :</b> RSE UCP EF                            |
| 12h00-13h00                           | <b>Pause-déjeuner</b>                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                  |
| 13h30-15h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Emploi(DEFI-Jeunes II)</li> </ul>                                                                                                                           | <b>Présentateur :</b> Coordonnateur UCP E<br><b>Modérateur :</b> M. SALOME (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur :</b> RSE UCP E                                      |
| 15h00-17h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de CI (PARFACI I)</li> <li>Projet d'Appui au Secteur de l'Agriculture de Côte d'Ivoire (PSAC)</li> </ul> | <b>Présentateur :</b> Coordonnateurs UCP PARFACI et UCP PSAC<br><b>Modérateur :</b> M. FOFANA (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur :</b> RSE UCP PARFACI et UCP PSAC |
| 17h00-19h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation des résultats</li> </ul>                                                                                                                      | <b>ST-C2D, AFD, RSE UCP EF, RSE UCP E, RSE UCP PARFACI et RSE PSAC</b>                                                                                           |
| <b>Jour 2 : mardi 13 janvier 2015</b> |                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                  |
| 10h00 - 12h00                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet de Renf. du Système de Santé (PRSS)</li> <li>Projet d'Intensification de la Politique de Planification Familiale (PIPF)</li> </ul>                   | <b>Présentateur :</b> Coordonnateur UCP Santé<br><b>Modérateur :</b> M. DELMOTTE (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur :</b> RSE UCP Santé                            |
| 12h00-13h00                           | <b>Pause-déjeuner</b>                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                  |
| 13h30-15h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Eau et Assainissement : Ressources en Eau</li> </ul>                                                                                                        | <b>Présentateur :</b> Directeur des Ressources en Eau<br><b>Modérateur :</b> M. KOUAME Lacina (DC MEMPD)<br><b>Rapporteur :</b> Assistant Point Focal            |
| 15h00-16h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINESSUD)</li> </ul>                                                                                         | <b>Présentateur :</b> Responsable CSP CORENA MINESSUD<br><b>Modérateur :</b> M. FOFANA (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur :</b> Point focal CORENA-MINESSUD        |
| 16h00-17h00                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINEF)</li> </ul>                                                                                            | <b>Présentateur :</b> Responsable CSP CORENA MINEF<br><b>Modérateur :</b> M. FOFANA (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur :</b> Point focal CORENA-MINEF              |
| 17h00-19h00                           | Consolidation des résultats                                                                                                                                                                        | <b>ST-C2D, AFD, RSE UCP Santé, Assistant Point Focal DRE, Points focaux CORENA</b>                                                                               |



| HORAIRES                          | ACTIVITES                                                                                                                                       | INTERVENANTS                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jour 3 : mercredi 14 janvier 2015 |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                |
| 09h00-12h00                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Eau et Assainissement</li> <li>Eau Potable</li> <li>Routes interurbaines et voiries urbaines</li> </ul>  | <b>Présentateur</b> : Responsable CSP MIE<br><b>Modérateur</b> : M. Sidy CISSE (DCA MPM Budget)<br><b>Rapporteur</b> : Pôles au CSP MIE / Eau et Route         |
| 12h00-13h00                       | <b>Pause-déjeuner</b>                                                                                                                           |                                                                                                                                                                |
| 13h30-15h00                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Eau et Assainissement</li> <li>Assainissement</li> </ul>                                                 | <b>Présentateur</b> : Resp. CSP Assainissement<br><b>Modérateur</b> : M. THIAM (Conseiller Spécial PR)<br><b>Rapporteur</b> : Assistant Resp. CSP Ass.         |
| 15h00-16h00                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement Urbain : Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA)</li> </ul>      | <b>Présentateur</b> : Point Focal MCLAU<br><b>Modérateur</b> : M. THIAM (Conseiller Spécial PR)<br><b>Rapporteur</b> : Assistant Point Focal MCLAU             |
| 16h00-18h00                       | Consolidation des résultats                                                                                                                     | ST-C2D, AFD, Pôles au CSP MIE / Eau et Route<br>Assistant Resp. CSP Ass., Assistant Point Focal MCLAU                                                          |
| Jour 4 : jeudi 15 janvier 2015    |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                |
| 09h00-10h30                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement du système judiciaire et pénitentiaire et de la protection des droits de l'homme</li> </ul> | <b>Présentateur</b> : Coordonnateur PI UCP Justice<br><b>Modérateur</b> : M. TCHERE (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur</b> : Point Focal MJDHLP                  |
| 11h00 - 12h30                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement des Communes</li> </ul>                                                                    | <b>Présentateur</b> : Point Focal MEMIS<br><b>Modérateur</b> : M. TCHERE (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur</b> : Assistant Point Focal MEMIS                    |
| 12h30-13h30                       | <b>Pause-déjeuner</b>                                                                                                                           |                                                                                                                                                                |
| 13h30-15h00                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes et pilotage du C2D</li> </ul>                                                                     | <b>Présentateur</b> : Coordonnatrice ST-C2D<br><b>Modérateur</b> : M. SALOME (Conseiller PR)<br><b>Rapporteur</b> : SPM ST-C2D                                 |
| 15h00-16h30                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Passation des marchés et fiscalité</li> </ul>                                                            | <b>Présentateur</b> : Resp. Cellule C2D de la DMP<br><b>Modérateur</b> : M. COULIBALY Adama (Dir Cab MPMEF)<br><b>Rapporteur</b> : Assistant Resp. Cellule DMP |
| 16h30-17h30                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuis budgétaires</li> </ul>                                                                            | <b>Présentateur</b> : ACCT<br><b>Modérateur</b> : M. COULIBALY Adama (Dir Cab MPMEF)<br><b>Rapporteur</b> : Point focal C2D de l'ACCT                          |
| 17h30-19h30                       | Consolidation des résultats                                                                                                                     | ST-C2D, AFD, Point Focal MJDHLP, Assistant Point Focal MEMIS, Point focal C2D de l'ACCT, Assistant Resp. Cellule DMP, SPM ST-C2D                               |

## SEANCE PLENIERE EN CTB-C2D

**Date** : Vendredi 23 janvier 2015

**Heure proposée** : 09h00-12h00

**Suivie de cocktail**

## Annexe 2 :

## Présentations sur les états d'avancement des projets Y compris les minutes des échanges qui les ont suivies.

|     |                                                                                                                                            |     |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1-  | Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion -----<br>des Jeunes (DEFI-Jeunes I)/Education-Formation                          | 77  |
| 2-  | Emploi (DEFI-Jeunes II)-----                                                                                                               | 105 |
| 3-  | Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de CI -----<br>(PARFACI I)                                                              | 171 |
| 4-  | Projet d'Appui au Secteur de l'Agriculture de Côte d'Ivoire-----<br>(PSAC)                                                                 | 197 |
| 5-  | Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)-----<br>& Projet d'Intensification de la Politique de Planification<br>Familiale (PIPFF) | 225 |
| 6-  | Eau Potable -----                                                                                                                          | 255 |
| 7-  | Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINEF)-----                                                                                 | 273 |
| 8-  | Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINESUDD) -----                                                                             | 299 |
| 9-  | Ressources en Eau -----                                                                                                                    | 335 |
| 10- | Routes interurbaines et voiries urbaines -----                                                                                             | 349 |
| 11- | Assainissement -----                                                                                                                       | 371 |
| 12- | Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés -----<br>d'Abidjan (PAQRA)                                                                 | 401 |
| 13- | Renforcement du système judiciaire et pénitentiaire -----<br>et de la protection des droits de l'homme                                     | 425 |
| 14- | Développement des Communes -----                                                                                                           | 459 |
| 15- | Etudes et pilotage du C2D -----                                                                                                            | 471 |
| 16- | Passation des marchés et fiscalité -----                                                                                                   | 499 |
| 17- | Appuis budgétaires -----                                                                                                                   | 535 |

# **- 1 -**

## **Développement de l'Education, la Formation et l'Insertion des Jeunes (DEFI-Jeunes I)/Education-Formation**





# Projet C2D-Education Formation

## PREPARATION DU RAPPORT ANNUEL 2014 DU C2D

# Plan de présentation

## ☐ Introduction

### ☐ Rappels

### ☐ Principes

## ☐ Etat d'exécution du projet au 31/12/14

### ☐ Composante 1 – Education de base

### ☐ Composante 2 – Enseignement technique et formation professionnelle

### ☐ Composante 3 – Enseignement supérieur

## ☐ Analyse de l'état d'exécution

### ☐ Taux de décaissement et d'engagement

### ☐ Plan de passation de marchés

## ☐ Diligences

## Rappel sur le projet C2D-EF

- Composante 1 / Enseignement de base 25,6 M€ - 16,8 milliards FCFA -
- Composante 2 / ETFP - 17,9 M€ - 11,7 milliards FCFA
- Composante 3 / Enseignement supérieur - 32,1 M€ - 21,04 milliards FCFA
- Composante transversale / Gestion du projet et Assistance à maîtrise d'ouvrage - 1,8 M€ - 1,2 milliards FCFA

Signature de la convention le 20 septembre 2013



# Principes

- Efficacité de l'aide
  - Soutien à la politique sectorielle (PAMT)
  - Appui coordonné avec les autres PTF notamment le Partenariat Mondial pour l'éducation (PME)
    - Mise en commun des procédures et des locaux (Task Force)
- Appui des populations marginalisées notamment en milieu rural
- Renforcement des capacités nationales et travail avec les communautés
- Appui à l'adéquation du système éducation-formation avec les besoins socio-économiques

# Composante éducation de base

| Activités                                              | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                      | Difficultés rencontrées/Observations                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Construction et équipement de 16 écoles primaires      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Validation de la liste de 11 ONG nationales et internationales par l'AFD ;</li> <li>Cahier des charges et Convention type validés par l'AFD et la DMR</li> <li>Processus de recrutement des ONG en phase terminale.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Validation des sites</li> <li>Désaccord DMP/AFD sur conventions de partenariat avec les ONG</li> <li>Facturation de la TVA par les ONG</li> </ul>                                |
| Construction et équipement de 40 collèges de proximité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plans types des collèges établis et validés.</li> <li>Dossier d'appel d'offres finalisé ;</li> <li>Recrutement des bureaux de contrôle et des entreprises de construction en cours.</li> </ul>                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Validation des sites</li> <li>4 lots infructueux pour les bureaux de contrôles</li> <li>Diplômes falsifiés pour certains soumissionnaires entreprises de construction</li> </ul> |
| Acquisition des Manuels pour élèves                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Non exécuté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Tapuscrits en cours de finalisation</li> </ul>                                                                                                                                   |

# Composante éducation de base

| Activités                                              | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                        | Difficultés rencontrées/ Observations |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Réhabilitation 2 CAFOP                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Attribution du bureau d'études en cours</li> </ul>                                                                                                                                                                                                               |                                       |
| Equipement des CAFOP en matériel didactique et en TICE | <ul style="list-style-type: none"> <li>Non exécuté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                           |                                       |
| Mise en œuvre de l'applicatif CODIPOST                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>la Création d'un site WEB, du déploiement de l'applicatif CODIPOST, les formations des administrateurs et la première mission de suivi internes ont été réalisés;</li> <li>l'acquisition et la livraison des équipements informatiques est en cours ;</li> </ul> |                                       |
| Formation du personnel administratif du MENET          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Un consultant international a été recruté et commence sa mission en janvier 2015</li> </ul>                                                                                                                                                                      |                                       |
| Véhicules pour les antennes pédagogiques               | <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat signé ; livraison en janvier</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                  |                                       |



## Exécution financière de la Composante 1 au 31/12/2014

### Engagements / Décaissements Composante 1 en 2014

| Activités                                        | Montant (K FCFA) Budget Total (a) | Montant (K FCFA) Budget 2013/2014 (b) | Montant engagé (K FCFA) En 2013/2014 (c) | Montant Décaissé (K FCFA) En 2013/2014 (d) | Taux d'engagement (%) (c/a) | Taux de décaissement (%) (d/b) |
|--------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| Construction et équipement des écoles            | 6 495 942                         | 1 855 983                             | 0                                        | 0                                          | 0                           | 0                              |
| Collèges de proximités                           | 6 843 542                         | 3 881 891                             | 97 564                                   | 0                                          | 1,4                         | 0                              |
| Réforme des CAFOP                                | 1 861 044                         | 1 090 451                             | 0                                        | 0                                          | 0                           | 0                              |
| Appui institutionnel à la réforme                | 1 128 703                         | 878 477                               | 312 749                                  | 113 017                                    | 27,7                        | 13                             |
| Mise en œuvre de la composante Education de base | 460 000                           | 340 000                               | 797                                      | 797                                        | 0,2                         | 0,2                            |
| TOTAL                                            | 16 789 231                        | 8 083 535                             | 411 110                                  | 113 814                                    | 2,4                         | 1,4                            |

# Composante enseignement technique et formation professionnelle

| Activités                                                                            | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Difficultés rencontrées/Observations                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Rénovation 3 filières de formation en partenariat avec les branches professionnelles | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Contrats signés avec SPERE en juin 2014 pour la filière BTP et juillet 2014 CODIFOR pour les filières IAA et maintenance industrielle</li> <li>■ Le portait des métiers ciblés a été réalisé (15 en BTP, 03 en IAA et 02 en MI) et validé par les instances de la réforme en décembre 2014</li> <li>■ Une première liste des équipements a été réalisée et présentée aux instances de la réforme en décembre 2014</li> <li>■ Les référentiels de formations pour 20 diplômes ont été envoyés à la DGFP pour validation ;</li> <li>■ Le contrat avec le cabinet d'architecte Dilolo a été signé</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Délais d'approbation des contrats</li> <li>■ Dimensionnement des Lycées à réévaluer en fonction des résultats des analyses des situations de travail</li> </ul> |



# Composante enseignement technique et formation professionnelle

| Activités                                 | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Difficultés rencontrées/Observations                                                                                         |
|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Appui institutionnel à la réforme         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'opérateur français France Expertise Internationale (FEI) a été recruté</li> <li>• Schéma d'évaluation et de certification élaboré</li> <li>• Schéma d'implantation des curricula APC élaboré</li> <li>• Schéma formation par alternance élaboré</li> <li>• Schémas de gouvernance en partenariat et en autonomie élaborés</li> <li>• 13 branches délimitées et personnes ressources identifiées par branche</li> <li>• Des comités sont définis pour chaque branche</li> <li>• La cartographie des métiers est validée pour les 13 branches</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ensemble des résultats doivent être soumis aux instances de la réforme</li> </ul> |
| Recrutement d'un cabinet de communication | Non exécuté                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Attente ANO AFD                                                                                                              |



# Exécution financière de la Composante 2 au 31/12/2014

## Engagements / Décaissements Composante 2 en 2014

| Activités                                                                           | Montant<br>(KFCFA)<br>Budget<br>Total<br>(a) | Montant<br>(KFCFA)<br>Budget<br>2013/2014<br>(b) | Montant<br>engagé<br>(KFCFA)<br>En<br>2013/2014<br>(c) | Montant<br>Décaissé<br>(KFCFA)<br>En<br>2013/2014<br>(d) | Taux<br>d'engagement<br>(%)<br>En 2013/2014<br>(c/a) | Taux de<br>décaissement<br>(%)<br>En 2013/2014<br>(d/b) |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Rénovation 3<br>filiales en<br>partenariat avec<br>les branches<br>professionnelles | 11 194 531                                   | 2 864 774                                        | 1 383 918                                              | 7 846                                                    | 12,4                                                 | 0,2                                                     |
| Appui<br>Institutionnel a la<br>reform                                              | 471 502                                      | 341 622                                          | 424 073                                                | 175 698                                                  | 89,9                                                 | 51,4                                                    |
| Appui à la mise en<br>œuvre du projet                                               | 49 197                                       | 16 399                                           | 0                                                      | 0                                                        | 0                                                    | 0                                                       |
| TOTAL                                                                               | 11 715 230                                   | 3 222 795                                        | 1 807 991                                              | 183 544                                                  | 15,4                                                 | 5,7                                                     |

## Composante enseignement supérieur

| Activités                                                                                                                | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Difficultés rencontrées/Observations                                                                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Réhabilitation d'urgence des bâtiments de l'INP-HB et acquisition d'équipements (opération coup de poing)</p>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les marchés d'acquisition d'équipements pédagogiques et de matériel roulant ont été attribués et sont en cours de livraison ;</li> <li>Concernant la réhabilitation des infrastructures de l'INP-HB :               <ul style="list-style-type: none"> <li>L'appel d'offres relatif aux travaux d'étanchéité des bâtiments a été lancé en décembre 2014 ;</li> <li>La demande de proposition pour la maîtrise d'œuvre a été envoyée aux cabinets d'études retenus sur la liste restreinte en décembre 2014</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Impossibilité de réaliser des lettres de crédits comme prévus dans le DAO type ;</li> </ul> |
| <p>Partenariats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ESA / SUPAGRO</li> <li>ESI / ECOLE CENTRALE LYON</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Convention ESA/SUPAGRO approuvée en décembre 2014 ;</li> <li>Convention ESI/ECL en cours d'approbation</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                    |
| Appui à la mise en œuvre de la stratégie                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat en cours d'approbation</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                    |



# Composante enseignement supérieur

| Activités                                                                                                    | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Difficultés rencontrées/observation |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| <p>AMRUGE : lot 1 : Ingénierie de Formation et pédagogie.<br/>Intervention AUF (Réforme des Universités)</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ 2 ateliers de formation des personnels administratifs et techniques des bibliothèques sur la gestion bibliothécaire à travers le logiciel PMB effectués</li> <li>■ Atelier de sensibilisation et d'information sur la mise en œuvre des activités du volet I effectué le 26 mai 2014</li> <li>■ 3 ateliers pour la mise en œuvre d'une formation du personnel des universités aux méthodes de préparation et de réalisation d'un audit interne ou auto-évaluation et à la démarche qualité effectués :</li> <li>■ Atelier de production des maquettes au format LMD pour le domaine de formation Sciences Agronomique : Yamoussoukro du 29 septembre au 4 octobre 2014.</li> <li>■ un portail internet d'information sur la réforme LMD a été réalisé. Il sera sur le site,</li> </ul> | <p>■ RAS</p>                        |



# Composante enseignement supérieur

| Activités                                                                                                  | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                              | Difficultés rencontrées/Observations                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>AMRUGE lot 2 : Renforcement des capacités informatiques des universités et grandes écoles publiques</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Un DAO pour l'acquisition d'ordinateurs pour les enseignants a été envoyé à l'AFD en février 2014 ;</li> <li>■ L'AFD attend la finalisation de la budgétisation de volet pour valider ces DAO et s'assurer de leur cohérence avec le reste des activités.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'interconnexion entre les universités n'est pas opérationnelle ce qui ne permet pas l'installation de l'appliquetif de gestion intégrée Cocktail.</li> </ul> |
| <p>AMRUGE lot 3 : Renforcement des capacités documentaires des bibliothèques en liaison avec le LMD</p>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Acquisition d'ouvrage ; notification du contrat est en cours.</li> </ul>                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Le processus d'attribution a été suspendu suite à un recours d'un soumissionnaire</li> </ul>                                                                  |

# Composante enseignement supérieur

| Activités                                                                                                                | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Difficultés rencontrées/ Observations |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <p>AMRUGE lot 4 : Renforcement des capacités de recherche et des ressources humaines : volet recherche et innovation</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un atelier portant sur l'identification des besoins et de planification pour l'accompagnement de la recherche, l'innovation, la valorisation économique et l'expertise scientifique s'est tenu à Abidjan les 13 et 14 mars 2014. Cet atelier a permis de produire un plan d'action pour l'accompagnement et la valorisation de la recherche</li> <li>• Un appel à projets de recherche a été lancé en mars. 10 projets de recherche sont retenus</li> </ul> |                                       |



# Composante enseignement supérieur

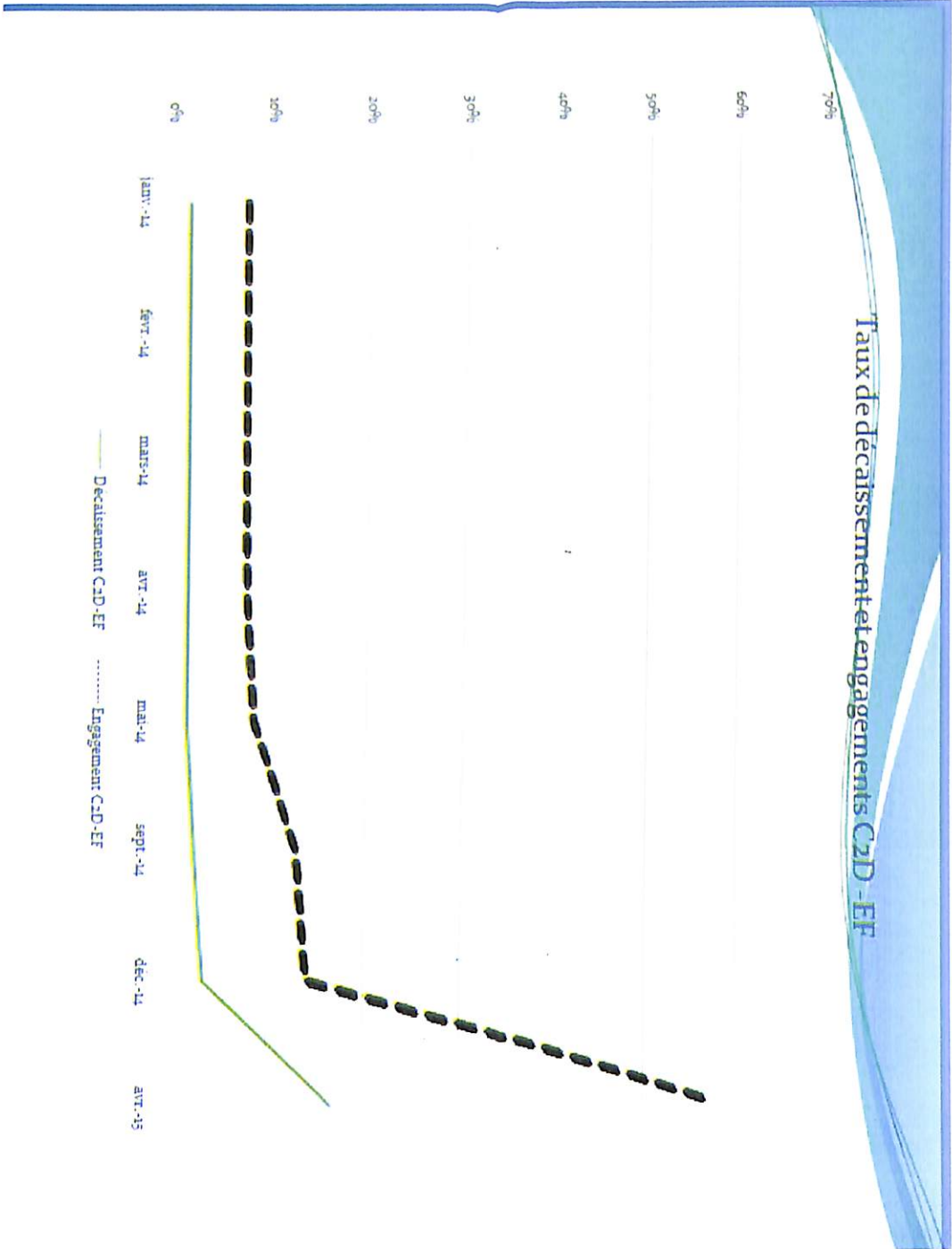
| Activités                                                                                                 | Etats des réalisations 2013-2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Difficultés rencontrées/Observations |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <p>AMRUGE Lot 1 : Renforcement des capacités de recherche et des ressources humaines : volet mobilité</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Master : Réunion du jury de sélection mars 2014, 5 bénéficiaires retenus pour le domaine « sciences de la santé » et 11 pour le domaine « sciences et technologies ». La mise en route des candidats vers les établissements d'accueil a commencé au cours du mois de septembre 2014</li> <li>Doctorat : Réunion du jury franco-ivoirien de sélection juillet 2014, 35 bourses attribuées pour des établissements français et 5 pour des établissements de la sous-région ;</li> <li>Bourses perfectionnement des enseignants : Un appel à candidatures a été lancé le 26 juin 2014 et prorogé au 15 septembre 2014. Les dossiers sont en cours d'analyse</li> </ul> |                                      |



## Exécution financière de la Composante 3 au 31/12/2014

### Engagements / Décaissements Composante 3 en 2014

| Activités                                                          | Montant<br>(K FCEA)<br>Budget<br>Total<br>(a) | Montant<br>(K FCEA)<br>Budget<br>2013/2014<br>(b) | Montant<br>engagé<br>(K FCEA)<br>En<br>2013/2014<br>(c) | Montant<br>Décaissé<br>(K FCEA)<br>En<br>2013/2014<br>(d) | Taux<br>d'engagement<br>(%)<br>En 2013/2014<br>(c/a) | Taux de<br>décaissement<br>(%)<br>En 2013/2014<br>(d/b) |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| INP/HB : Réhabilitation d'urgence                                  | 9 252 929                                     | 5 126 304                                         | 681 658                                                 | 357 254                                                   | 7,3                                                  | 7,0                                                     |
| Partenariats ESA/ESI                                               | 4 820 628                                     | 3 781 431                                         | 0                                                       | 0                                                         | 0                                                    | 0                                                       |
| Appui à la mise en œuvre du projet                                 | 373 714                                       | 94 119                                            | 0                                                       | 0                                                         | 0                                                    | 0                                                       |
| Total INP/HB                                                       | 14 447 271                                    | 9 001 854                                         | 681 658                                                 | 357 254                                                   | 4,7                                                  | 4,0                                                     |
| Ingénierie de formation et pédagogique                             | 751 723                                       | 601 377                                           | 751 723                                                 | 300 689                                                   | 100                                                  | 50                                                      |
| Renforcement des capacités informatiques                           | 2 182 075                                     | 1 938 452                                         | 0                                                       | 0                                                         | 0                                                    | 0                                                       |
| Renforcement des capacités documentaires                           | 655 957                                       | 655 957                                           | 0                                                       | 0                                                         | 0                                                    | 0                                                       |
| Renforcement des capacités de recherche et des ressources humaines | 3 048 472                                     | 1 518 356                                         | 3 038 392                                               | 607 186                                                   | 99,7                                                 | 40                                                      |
| Total AMRUGE                                                       | 6 638 227                                     | 4 714 143                                         | 3 790 115                                               | 907 875                                                   | 57,1                                                 | 19,2                                                    |
| TOTAL MESRS                                                        | 21 085 498                                    | 13 715 997                                        | 4 471 773                                               | 1 265 129                                                 | 21,2                                                 | 9,2                                                     |



## Mise en œuvre du Plan de Passation de Marchés

| Composantes | Total marchés prévus | Total marchés engagés |
|-------------|----------------------|-----------------------|
| MENET       | 63                   | 13                    |
| MEMEASFP    | 16                   | 4                     |
| MESRS       | 27                   | 12                    |
| INPHB       | 20                   | 7                     |
| AMRUGE      | 7                    | 5                     |
| UCPEF       | 38                   | 38                    |
| Total       | 144                  | 67                    |



# Points à traiter 1/2

## ❑ Education de base

- Finalisation des négociations avec les ONG
- Obtenir un accord sur les modèles de conventions avec les ONG
- Attribution marchés aux entreprises de construction des collèges

## ➤ Commande équipements CAFOP et collèges

- Attribution marché pour cabinet d'étude CAFOP

## ❑ Formation professionnelle

- Validation du dimensionnement des locaux BTP et validation des plans de masse
- Validation de la liste des équipements

## Points à traiter 2/2

### □ AMRUGE

- Lancer le DAO pour l'acquisition des ordinateurs pour les enseignants
- Relancer un appel d'offres pour compléter la commande de livres

### □ INPHB

- Attribution des contrats pour le deuxième appel d'offres de l'opération coup de poing
- Attribution contrat appel d'offres étanchéité
- Attribution contrat MOE

## Problèmes à régler

- ☐ Enlever du contrat type fournitures la lettre de crédit ;
- ☐ Clarifier le mécanisme de facturation de la TVA par les entreprises étrangères et les ONG ;
- ☐ Arrêter une décision quant à la nécessité pour une entreprise étrangère d'établir une facture normalisée
- ☐ Accélérer le processus d'approbation des marchés (revoir les seuils d'approbation) ;



**COMPTE RENDU DE SEANCE/DETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D****Secteur : EDUCATION - FORMATION****Exposant : COORDONNATEUR UCP-EF****Rapporteur : COORDONNATEUR ADJOINT UCP-EF****Date et heure : 11h – 15h****Les points d'attention**

| N° | Question                                           | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Comment expliquer le retard sur le dossier des ONG | <p>ST-C2D</p> <p>L'identification des sites pour les écoles et les collèges étaient validée en janvier 2014. Cependant, suite au lancement de l'appel d'offres PPU ne mars 2014, des sites C2D ont été utilisés par le PPU. Il a donc été nécessaire de relancer le processus de sélection des sites.</p> <p>Les premiers cahiers des charges ont été envoyés aux ONG en mai 2014. L'analyse des offres techniques et financières s'est déroulée en septembre 2014. Dans la mesure où les offres financières étaient supérieures aux enveloppes disponibles, des négociations ont débuté. Les négociations sont terminées pour 8 lots. En novembre des discussions ont débuté avec la DMP pour mettre en place la première convention de partenariat avec l'ONG EPT. Comme convenu lors de la dernière mission de l'AFD et conformément au Décret C2D et à la convention d'affectation du projet, le même mode opératoire pour le projet Education-Formation doit être identique à celui validé pour le projet C2D Emploi : les conventions n'étant pas des marchés, elles ne devaient pas être approuvées par le Ministre du Budget ; par ailleurs, elles devaient respecter le format des conventions types de partenariat validées par la partie ivoirienne et l'AFD.</p> <p>Sur cette base, l'UCP-EF a préparé une convention pour le lot mis en œuvre par EPT. Après plusieurs échanges, la DMP n'a pas accepté d'utiliser le modèle de conventions de partenariat types et a demandé à ce que le montant de la TVA soit ajouté sur la première du marché et rappelant que les ONG ne sont pas exonérées TVA.</p> <p>L'AFD a indiqué que la convention type de partenariat a été élaborée avec l'intervention d'un cabinet juridique national et validée par l'ensemble des parties ; sa remise en question nécessiterait une nouvelle intervention d'une expertise et la mise en attente des signatures de l'ensemble des conventions de partenariat.</p> <p>L'AFD a également rappelé le temps passé dans le processus de négociations techniques et surtout financières : malgré la convention d'affectation (qui prévoyait une consultation directe des ONG retenues après AMI), l'existence d'un cahier des charges précis, et d'un budget estimatif pour la construction des classes, la DMP a demandé à ce que les ONG de la liste restreinte soient consultées sur la base d'appel à projets. Les ONG ont donc adressé des propositions techniques et financières à l'UCPEF, qui ont dû faire l'objet de longues négociations pour entrer dans le cadrage technique et financier du projet (~6 mois). Une négociation directe avec les ONG, comme retenue dans la</p> |

| N° | Question                                                 | Question posée par | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    |                                                          |                    | <p>convention d'affectation du projet, aurait permis d'éviter cela pour un même résultat final (les ONG doivent dans tous les cas se conformer au cahier des charges et au budget estimatif). C'est une leçon dont il faudra tenir compte pour le deuxième C2D.</p> <p>Conclusion : il a été décidé d'utiliser le modèle de convention de partenariat actuel.</p> <p>Concernant la prise en compte de la TVA, il a été rappelé qu'effectivement qu'il a toujours été entendu que les ONG seront soumises à la TVA (à moins qu'elle dispose d'une exonération) ; à ce titre, les budgets préparés par les ONG sont TTC. Par contre, les ONG n'étant pas équipées pour collecter la TVA, elles ne la factureront pas.</p> <p>Conclusion : les ONG paient la TVA à leurs sous-traitants (sauf exonération) mais ne facturent pas la TVA à l'UCP-EF. Ce point devra être confirmé jeudi lors d'échanges spécifiques à la TVA concernant également les entreprises étrangères.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 2  | Quels sont les points de blocage concernant les collèges | ST-C2D             | <p>Deux appels d'offres ont été lancés : le recrutement des bureaux de contrôle et celui des entreprises de travaux ; concernant le recrutement des bureaux de contrôles, 4 lots sur 13 sont infructueux. L'UCP-EF a donc sollicité la DMP pour lancer une nouvelle consultation directe auprès des bureaux d'études (BE) retenues pour les autres lots, qui se trouvent dans la région de Bondoukou, et pour lesquels un seul BE avait proposé une offre lors du premier AO. La DMP a refusé et a proposé à l'UCP-EF de lancer une consultation restreinte auprès de ces BE. L'UCP-EF a envoyé une demande formelle à la DMP. La DMP a indiqué qu'elle demandait à ce que le BNEDT soit ajouté à la liste restreinte. L'AFD a rappelé que, en vue d'éviter tout conflit d'intérêts, les directives de l'AFD en matière de passation <i>des marchés, précisent notamment que seuls des établissements publics en mesure d'établir leur autonomie juridique et financière peuvent participer à un processus de concurrence. Il a alors été précédemment établi que le BNEDT n'entrait pas dans cette catégorie. Aussi, le BNEDT ne pouvait être intégré à cette liste restreinte.</i></p> <p>Conclusion : dès que la liste restreinte sera arrêtée, l'UCP-EF relancera une consultation restreinte qui nécessitera seulement 15 jours de publication. Dans ces conditions, il est prévu que les travaux concernant les 13 collèges de ces 4 lots ne pourront pas débiter avant le mois de mai 2015.</p> |
| 3  | Où en est le recrutement des enseignants ?               | ST C2D             | <p>Le concours externe a été lancé et les enseignants sont en cours de formation. Par contre, le recrutement interne d'instituteurs ordinaires n'a pas été encore lancé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |



| N° | Question                                                             | Question posée par | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----|----------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4  | Processus de production des manuels                                  | ST C2D             | Les tapuscrits ont été produits ; pour qu'ils soient disponibles, les rédacteurs, des inspecteurs, doivent être intéressés pour leur travail à hauteur de 60 millions FCFA.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 5  | Quel est le calendrier de livraison des deux CAFOP ?                 | ST C2D             | L'attribution du bureau d'études qui sera en charge des études et du suivi des travaux est en cours de finalisation, l'AFD a donné son ANO sur le PV d'évaluation technique. Les résultats de l'évaluation financière doivent être transmis à l'AFD. Le contrat devrait être signé à la fin du mois de janvier ; l'étude devrait être finalisée en juin et le DAO travaux lancé en septembre pour un début des travaux à la fin de l'année 2015.                                                                                                                                                                                                                           |
| 6  | Quand est-ce que les équipements seront livrés en faveur des CAFOP ? |                    | Les activités du C2D-EF sont coordonnées avec celles du PUAEB (Banque mondiale). En effet, le PUAEB doit réhabiliter et construire 8 nouveaux CAFOP. La livraison des équipements dépend donc de la réception des nouveaux bâtiments. Par ailleurs, les référentiels de compétences doivent être révisés ; les équipements devront être cohérents avec ces nouveaux référentiels. Dans ces conditions, il a été indiqué que les livraisons d'équipements se feront en plusieurs phases ; la première phase aura lieu en septembre 2015 pour 8 CAFOP.                                                                                                                       |
| 7  | Chronogramme de l'ouverture des centres sectoriels                   |                    | Le directeur de cabinet du MEMEASFP a précisé que les travaux de construction des trois centres sectoriels vont débuter au 31 août 2015.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 8  | Quel est le statut du recrutement d'un cabinet de communication      |                    | Une première version de TDR a été envoyée à l'AFD. Des discussions sont en cours entre l'AFD et la DGFP pour élargir la portée des TDR à l'ensemble de la réforme de la formation professionnelle et pas seulement aux activités du C2D.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 9  | Démarrage des activités des partenariats ESA et ESI                  |                    | La convention ESI-Ecole Centrale de Lyon est en cours d'approbation. Il convient d'accélérer le processus pour effectuer un règlement d'ici la fin du mois de janvier et permettre le démarrage des activités lors d'un atelier programmé le 23/02. Le Coordonnateur de l'UCP-EF a rappelé qu'il existait une autre difficulté liée à la requête par le Contrôleur Financier de l'émission d'une facture normalisée y compris pour les entreprises étrangères ; ce qui complique considérablement le processus. Les entreprises devant écrire à la direction des Impôts pour prouver qu'elles ne disposent pas de représentation locale. Ce point doit être discuté jeudi. |



| N° | Question                                                                                   | Question posée par | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 10 | Quel est l'état d'avancement du recrutement de l'appui à la Direction Générale de l'INP-HB |                    | <p>Le contrat a été signé avec FEI et transmis à la DMP pour approbation. Ce dernier a été refusé par la DMP car il manquait la déclaration d'intégrité.</p> <p>L'AFD a rappelé que la DMP avait validé le projet de contrat en décembre qui ne comprenait pas de déclaration d'intégrité. Par ailleurs, il a été rappelé que les contrats utilisés avec FEI reprenaient directement dans les attentes de l'AFD. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire d'annexer la déclaration d'intégrité et le contrat peut être approuvé en l'état.</p> |
| 11 | Mise en place du logiciel COCKTAIL                                                         |                    | <p>L'installation du logiciel Cocktail nécessitait la mise en place de l'interconnexion entre les établissements de l'enseignement supérieur. Or cette condition n'est pas en vigueur. Dans ces conditions, il a été décidé de reporter l'installation de Cocktail. Les fonds disponibles sur le C2D-EF seront réaffectés au financement de salle multimédias et de laboratoire de langues. La budgétisation de cette action devrait être finalisée au premier trimestre 2015.</p>                                                                 |

**- 2 -**

**Emploi (DEFI-Jeunes II)**



République de Côte

d'Ivoire

Union - Discipline -  
Travail



Le C2D, un partenariat au service du développement



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Etat d'exécution du Projet C2D – Emploi au 31 Décembre 2014



Lundi 12 Janvier 2015, Hôtel Palm Club



# PLAN DE PRESENTATION

UCPE : Programme C2D Emploi Jeunes

- ♦ Rappel des Objectifs et Dates Clés
- ♦ Bilan Technique et Financier par Composante
- ♦ Bilan de la Gestion Financière
- ♦ Bilan de la Passation des Marchés
- ♦ Défis et Contraintes
- ♦ Perspectives

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Rappel des Objectifs et Dates Clés du Projet

# Objectifs de la présentation

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- Présenter les grandes réalisations du Projet C2D Emploi-jeunes, par composante
- Présenter le bilan financier du Projet C2D Emploi jeunes
- Indiquer les principales perspectives pour l'amélioration de la mise en œuvre



## Rappel

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- **Objectifs : Soutenir et amplifier des dispositifs existants d'accompagnement de 18 498 jeunes vers l'emploi**
- **Financement : 15 550 000 EUR ou 10 200 000 000 FCFA**
- **Trois (3) Composantes :**
  - **Composante 1 : Renforcement de l'employabilité des jeunes**
  - **Composante 2 : Développement de l'entreprenariat des demandeurs d'emplois**
  - **Composante 3 : Appui institutionnel à la mise en œuvre de la PNE et au fonctionnement de l'UCPE**
- **Durée du PAA : 18 mois**

## Rappel

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### ■ DATES CLÉS :

- Signature de la convention d'affectation du Projet Emploi) : 20 Septembre 2013
- Approbation par l'AFD, du Plan de Passation des Marchés initial : 18 Novembre 2013
- Approbation par l'AFD, du Plan d'action annuel : 18 Novembre 2013

## Rappel

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### ■ DATES CLÉS :

- Signature des conventions avec les agences d'exécution (AGEPE et PFS-CI) : **Décembre 2013**
- Formation des agences d'exécution sur les procédures : Février 2014
- **Démarrage des activités au profit des bénéficiaires** (stages) : Février 2014
- Remise du 1<sup>er</sup> lot de matériel aux agences d'exécution : Août 2014



## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Bilan technique et financier par Composante

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Principales réalisations

## Composante 1 :

### RENFORCEMENT DE

### L'EMPLOYABILITE DES JEUNES

# Composante<sup>1</sup>

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- Objectifs Composante 1
  - Insérer **4 096 jeunes** dans des travaux d'utilité publique à haute intensité en main d'œuvre (voirie, assainissement, salubrité) ;
  - Intégrer 627 jeunes dans des chantiers écoles dans le BTP ;
  - Intégrer 675 jeunes dans les entreprises (placement en stage) ;
  - Placer 250 jeunes en apprentissage dans les secteurs artisanal et agricole
  - Développer un projet pilote de service civique d'aide à l'emploi pour 250 jeunes en difficulté sociale
- Coût = 4 667 500 000 FCFA
- Acteurs de mise en œuvre : PFS, AGEPE, SCAED, ONG



# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## S/Composante 1 - THIMO

### ■ Réalisations PFS CI

- atelier de renforcement de capacités des équipes locales de la PFS sur le procédures d'exécution en Février 2014
- campagne d'information et de communication des autorités et des populations sur le projet dans les 27 localités ciblées de Mars à Avril 2014
- Acquisition des équipements (kits individuels, équipements collectifs) au profit des jeunes
- **Sélection, mise en activité et prise en charge** (prime, assurance, vaccination) **de 2 048 jeunes bénéficiaires** pour : débroussaillage, désensablement et balayage de chaussées ; entretien d'espaces verts, etc.



# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## THIMO

- Réalisations ONG
- Niveau de Contractualisation:
  - 1 Lot Attribué à l'ONG DEAMCOVIE pour l'insertion de 548 jeunes dans les THIMO.
  - Deux (2) lots déclarés infructueux après la passation des marchés.

# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## THIMO

- Réalisations ONG (Suite 1)
  - Difficultés rencontrées:
    - **Longueur des discussions avec l'ONG** identifiée pour le lot 1, du fait de Propositions pas assez claires et pas assez détaillées,
    - Les offres des ONG pour 2 Lots ont été jugées insuffisantes.



# Principales réalisations



UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes

## THIMO

### ■ Réalisations ONG (Suite 2)

#### - Perspectives:

- Pour le lot Attribué, : **Démarrage en Février 2015** des activités de DEAMCOVIE pour 548 Jeunes
- Répartition des cibles restantes entre la PFS CI (1 000 jeunes) et les Mairies volontaires (500 jeunes) :

**Démarrage des activités en Mars 2015**

## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 2: CHANTIERS ECOLE DANS LES BTP

- Réalisations ONG
- Niveau de Contractualisation:
  - 2 Lots attribués à l'ONG ACTION ENTREPRISE (le District d'Abidjan, la région du Cavally et celle du Haut-Sassandra.
  - Discussions en cours sur le plan d'action du lot 1
  - Pour le lot 2, L'ONG est en quête de chantiers de construction devant accueillir les jeunes

# Principales réalisations

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 2: CHANTIERS ECOLE DANS LES BTP (Suite 1)

#### - Difficultés rencontrées:

- Retard dans la signature de la convention entre l'ONG et son partenaire pour la mise à disposition du chantier uniquement pour le lot 1
  - Pas d'accord de partenariat signé actuellement pour le lot 2
  - Mauvaise compréhension par l'ONG de la notion d'insertion (découverte lors des séances de négociation). D'où la nécessité de corriger la proposition
  - inéligibilité de certaines dépenses et manque de détail de certaines rubriques dans le budget transmis
- Perspectives: Démarrage des activités au 1er trimestre 2015 pour 627 bénéficiaires



## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 3: MISE EN STAGE EN ENTREPRISE

#### ■ Réalisations AGEPE

- Prospection en entreprise et validation des offres de stages
- Inscription des jeunes et un processus de sélection axé sur la transparence et l'implication des entreprises elles-mêmes aux différentes étapes
- Mise en stage formalisée : signature de contrats de stage avec les jeunes et les entreprises d'accueil.

# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## S/Composante 3: MISE EN STAGE EN ENTREPRISE

### ■ Réalisations AGEPE

- Au 30/11/2014, **133 jeunes** en stage dans **32 entreprises** : Finance – Compta, Chimie industrielle, Communication, Gestion comme **notaire**, Informatique, mécanique, etc.
- Suivi technique régulier et documentation des stages par les Conseillers en Emploi AGEPE



# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## S/Composante 4: APPRENTISSAGE

### ■ Réalisations ONG

#### - Niveau d'Exécution:

- Mode opératoire et Note technique méthodologique  
Elaborés

- Dossier d'Appel à Projets en cours de préparation

#### - Difficultés rencontrées:

Absence d'une approche méthodologique existante au  
niveau national;

- Perspectives: Démarrage des activités au 3<sup>ème</sup> trimestre  
2015



## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### **S/Composante 5: Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement - SCAED**

- Actions en cours pour créer et renforcer le dispositif réglementaire et fonctionnel du SCAED :
  - Projet d'arrêté interministériel portant fixation des salaires et indemnités du personnel,
  - Arrêté portant création d'une régie d'avance au SCAED par le MEF,
- Atelier de planification stratégique du SCAED en Novembre 2014

## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 5: SCAED (Suite)

- Mise en œuvre des études préparatoires :
  - Étude sur l'insertion professionnelle: En attente de la version corrigée du rapport final ;
  - Étude sur l'ingénierie de la formation: En attente de la version corrigée du rapport provisoire ;
  - Étude d'évaluation des travaux de réhabilitation et d'équipement du CPME de Bimbresso : Contrat en cours de signature ;
  - Etude d'évaluation des travaux d'aménagement, de construction et d'équipement du Centre de Treichville : Contrat en attente d'ANO de l'AFD.

# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## SCAED (Suite)

- Définition du mode d'intervention et mobilisation des parties prenantes au SCAED :
  - Elaboration du document de stratégie de recrutement des bénéficiaires ;
  - Rencontres techniques avec tous les partenaires étatiques, pour harmoniser les champs d'intervention dans le cadre des formations ;
  - Rencontre avec tous les centres sociaux du District d'Abidjan en Juin 2014 et rencontre avec les ONG et associations intervenant dans le domaine de l'insertion des jeunes en difficulté en Juillet 2014.



# Bilan physique Composante 1

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Au 31 Décembre 2014

| Indicateurs                                               | Valeur cible | Valeur réalisée au 31 Août 2014 | % réalisation | Observations                              |
|-----------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------|-------------------------------------------|
| Jeunes insérés dans les THIMO                             | 4 096        | 2 048                           | 50%           | Résultats PFS. Sélection des ONG en Cours |
| Jeunes insérés dans les chantiers écoles                  | 627          | .                               | .             | Sélection des ONG en Cours*               |
| Jeunes placés en stage en entreprise                      | 675          | 133                             | 20%           | Résultat AGEPE                            |
| Jeunes placés en apprentissage                            | 250          | .                               | .             | Sélection des ONG en Cours*               |
| Jeunes bénéficiaires du service civique d'aide à l'emploi | 250          | .                               | .             | Centre du SCAED pas encore fonctionnel    |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>5 898</b> | <b>2 181</b>                    | <b>37%</b>    |                                           |

# Bilan financier Composante 1

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Au 31 Décembre 2014

| Composantes / Activité de projet                                                                                                        | Montant prévu (FCFA) | Montant consommé (FCFA) au 31/12/2014 | Taux de consommation |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------|----------------------|
| A- PFS: Développer les actions Cash For Work                                                                                            | 1 072 652 860        | 914 294 789                           | 85,24%               |
| B- ONG et structures: Développer les actions Cash For Work                                                                              | 1 100 000 000        | 0                                     | 0,00%                |
| C- ONG et Structures privées: mettre en œuvre les chantiers écoles                                                                      | 362 000 000          | 0                                     | 0,00%                |
| D- AGEPE: Mettre en œuvre des actions d'aide à l'intégration dans l'entreprise                                                          | 694 001 330          | 198 620 910                           | 28,62%               |
| E- ONG et Structures privées: Développer l'apprentissage dans les secteurs non structurés et agricoles (ASENSA)                         | 202 500 000          | 0                                     | 0,00%                |
| F- OSCAED: Insérer socialement et professionnellement des jeunes sans diplômes et sans titres professionnels en voie de marginalisation | 1 200 000 000        | 6 188 076                             | 0,52%                |
| G- Fonds de réserve (PFS et AGEPE)                                                                                                      | 36 345 810           | 0                                     | 0,00%                |
| <b>TOTAL – Renforcement de l'employabilité des jeunes</b>                                                                               | <b>4 667 500 000</b> | <b>1 119 103 775</b>                  | <b>23,98%</b>        |

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Principales réalisations

## Composante 2 :

DEVELOPPEMENT DE  
L'ENTREPRENARIAT DES  
DEMANDEURS D'EMPLOI



## Composante 2

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- **Objectifs Composante 2**
  - Développer l'auto-emploi de 4 600 jeunes par la création d'AGR dans les filières agro-pastorales
  - Appuyer la création de micro et petites entreprises (MPE) pour 8 000 jeunes dans le secteur informel
- **Coût = 3 800 000 000 FCFA**
- **Acteurs de mise en œuvre : PFS, AGEPE, ONG**

# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## S/Composante 1: AIDE À LA CRÉATION D'AGR :

### ▪ Réalisations AGEPE

- Missions d'information et de sensibilisation des autorités locales et des populations dans les zones d'intervention : Environ 14 000 personnes touchées.
- Elaboration du mode opératoire des AGR validé par l'AFD.
- Recrutement des cabinets en vue de la sélection des plans d'affaires, la formation, l'installation et le suivi encadrement des bénéficiaires : processus de finalisation de la liste restreinte en cours
- Collecte des plans d'affaires : 1 500 plans d'affaires reçus avec un potentiel d'emploi de 13 885 personnes pour un montant prévisionnel de 2 617 751 893 FCFA.
- **Démarrage des activités planifiées pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 pour 1 000 jeunes**

## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 1: AIDE À LA CRÉATION D'AGR (Suite) :

#### ■ Réalisations PFS CI

- Processus de contractualisation avec l'ANADER pour l'encadrement des jeunes bénéficiaires : Offre technique et financière en cours de discussion avec l'ANADER ;
- Sélection des plans d'affaire à financer : 247 plans d'affaires présélectionnés par les PFS-Locales avec un potentiel d'emploi de 5 930 personnes et un montant prévisionnel de 1 559 117 074 FCFA
- Document du mode opératoire des AGR est en cours d'élaboration.
- Démarrage des activités planifiées pour le 1er trimestre 2015 pour 1 000 jeunes



## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 1: AIDE À LA CRÉATION D'AGR (suite):

#### ■ Réalisations ONG

- Niveau de recrutement des ONG:
  - Le consortium d'ONG IRC-IECD-ACTED a été désigné comme attributaire du lot 1 (région de la Mé),
  - Le Consortium IRC-IECD a été désigné attributaire du lot 3 (régions du Gkêkè, et de l'Ifiou).
  - Discussions et négociations en cours pour la finalisation des propositions techniques et financières des ONG attributaires du lot

# Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## S/Composante 1: AIDE À LA CRÉATION D'AGR (Suite) :

### ▪ Réalisations ONG

#### - Difficultés rencontrées:

Blocage des négociations avec les ONG au sujet du montant minimum à affecter à l'installation des jeunes:

- En accord avec l'AFD, nous proposons 250 000 F après avoir proposé 350 000 F sur 500 000 F du montant affecté par Jeune.
- Les ONG proposent 132 500.

#### - Perspectives:

- Poursuite des discussions avec les consortiums, avec possibilité de relancer avec des conditions particulières.
- **Démarrage des activités au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 pour 2 600 jeunes**

## Principales réalisations

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### S/Composante 2: AIDE À LA CRÉATION DES MPE:

#### ▪ Réalisations ONG

#### – Niveau de recrutement des ONG :

##### – 4 ONG sont Retenues.

- Lot 1: IECD (2 500) et MESAD (2 500) : en attente des Plan d'action budgétisé

- Lot 2: IECD (1 500) : en attente des Plan d'action budgétisé
- Lot 3: ODAFEM (1 500) : convention finalisée à transmettre à l'AFD

#### – Démarrage des activités au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 pour 8 000 Jeunes.



# Bilan financier Composante 2

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Au 31 Décembre 2014

| Composantes / Activité de projet                                                               | Montant prévu (FCFA) | Montant consommé (FCFA) au 31/12/2014 | Taux de consommation |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------|----------------------|
| <b>A-AGPE: Aider à la création d'Activités Génératrices de Revenus</b>                         | 600 000 000          | 198 800 000                           | 33,13%               |
| <b>B- PFS: Aider à la création d'Activités Génératrices de Revenus</b>                         | 600 000 000          | 0                                     | 0,00%                |
| <b>C- ONG et structures privées: Aider à la création d'Activités Génératrices de Revenus</b>   | 1 400 000 000        | 0                                     | 0,00%                |
| <b>D- ONG et structures privées: Aider à la création de micro et petites entreprises (MPE)</b> | 1 200 000 000        | 0                                     | 0,00%                |
| <b>TOTAL – Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi</b>                      | 3 800 000 000        | 198 800 000                           | 5,23%                |

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Principales réalisations

## Composante 3 :

### APPUVIMENT INSTITUTIONNEL

## Composante 3

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- **Objectifs Composante 3**
  - Renforcer les capacités des agences d'exécution
  - Apporter un appui au ministère en charge de l'emploi pour le **Pilotage de la politique nationale de l'emploi**
  - Appuyer l'UCPE pour la Gestion du projet, le Suivi-évaluation du programme Emploi et l'Information du public sur les dispositifs d'aide à l'emploi
- **Montant = 1 732 500 000 FCFA**
- **Acteurs de mise en œuvre : Agences d'exécution, MEMEASFP, UCPE**



## Bilan physique Composante 3

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



#### ■ Renforcement des capacités

- **Remise de matériels**, des équipements et fournitures prévus au titre de l'appui institutionnel et/ou destinés à la mise en œuvre des activités : cérémonie de remise du matériel aux agences d'exécution organisée en Août 2014.



- **Prise en charge de la rémunération** du personnel PFS-CI et PFS Locales ;
- **Formation des agences d'exécution** sur les procédures du projet : Février 2014;



## Bilan physique Composante 3

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- Appui aux activités de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) :
  - Séminaire de validation du plan d'action stratégique de la Direction Générale de l'Emploi en Mars 2014
  - Voyage du MEMEASFP pour participer au salon de la formation continue et du parcours professionnel en Mars 2014
  - Réunions mensuelles (2) du comité emploi en Mars et Juin 2014
  - Atelier d'évaluation du plan d'action 2013 et de validation du plan 2014 de la DGE en Juillet 2014
  - Atelier de la plate forme collaborative en Juillet 2014
  - Formation de 9 agents de la DGE en Septembre 2014

## Bilan physique Composante 3

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- **Coordination, gestion, Suivi – Evaluation :**
  - Etude dispositif AGR : Rapport final disponible. Restitution prochaine
  - Supervision des activités sur le terrain
  - Réunion de suivi
  - Exécution du Plan de passation des marchés (PPM)
  - Recrutement Assistant **en gestion financière**
  - Mise en œuvre du plan de communication
  - Dépenses de fonctionnement du projet



# Bilan financier Composantes 3

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



**Au 31 Décembre 2014**

| Composantes / Activité de projet                                                                         | Montant prévu (FCFA) | Montant consommé (FCFA) au 31/12/2014 | Taux de consommation |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------|----------------------|
| <b>A. Appui Institutionnel</b>                                                                           | 906 033 336          | 366 126 001                           | 40,41%               |
| A-1 DGE et Cabinet du MEMEASFP: Renforcement des capacités et appui à la politique nationale de l'emploi | 570 235 832          | 116 432 764                           | 20,42%               |
| A-2 AGEPE et PFS: renforcement des capacités                                                             | 335 797 504          | 249 693 237                           | 74,36%               |
| B. UCPE: Coordination, gestion, Suivi - Evaluation                                                       | 458 055 314          | 81 200 376                            | 17,69%               |
| C. UCPE Fonds de réserve                                                                                 | 368 411 350          | 0                                     | 0,00%                |
| <b>TOTAL - Renforcement des Capacités Institutionnelles et Coordination opérationnelle</b>               | 1 732 500 000        | 447 326 377                           | 25,81%               |

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



# Bilan de la Gestion financière

## Situation financière du projet

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Montant de la Convention d'Affectation C2D-Emploi :  
15 550 000 EUR environ 10 200 000 000 FCFA

Répartition du financement par Composante :

- Composante I – Renforcement de l'employabilité des jeunes : 4 667 500 000 FCFA
- Composante II - Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emplois : 3 800 000 000 FCFA
- Composante III – Appui Institutionnel : 1 732 500 000 FCFA



# Bilan financier au 31/12/2014

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### • TAUX DE DECAISSEMENT (Niveau 1) :

3 000 000 000 FCFA sur 10 200 000 000 FCFA = 29.41%

En attente de 2<sup>ème</sup> décaissement de 2 700 000 000 FCFA

### • DEPENSES (FCFA) CUMULEES PAR COMPOSANTE

|                                                             |                    |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|
| - Composante I : Renforcement de l'employabilité des jeunes | 1 119 103 775      |
| - Composante II : Développement de l'entrepreneuriat        | 198 800 000        |
| - Composante III : Appui Institutionnel                     | <u>447 326 377</u> |
| - TOTAL                                                     | 1 765 230 152      |

### • TAUX DE CONSOMMATION DES RESSOURCES :

1 765 230 152 FCFA sur 3 000 000 000 FCFA = 59 %

# Bilan financier au 31/12/2014

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### • TAUX DE CONSOMMATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR COMPOSANTE : Niveau 2

| Composantes / Activité de projet                                                                    | Montant prévu        | Montant consommé     | Taux de consommation |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Composante I - Renforcement de l'employabilité des jeunes</b>                                    | <b>4 667 500 000</b> | <b>1 119 103 775</b> | <b>23,98%</b>        |
| <b>Composante II - Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi</b>                   | <b>3 800 000 000</b> | <b>198 800 000</b>   | <b>5,23%</b>         |
| <b>Composante III - Renforcement des Capacités Institutionnelles et Coordination opérationnelle</b> | <b>1 732 500 000</b> | <b>447 326 377</b>   | <b>25,82%</b>        |

# Contraintes au niveau financier

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## Au niveau Budgétaire:

- Crédits Budgétaires insuffisants;
- Crédits notifiés et mandats 2014 (2 700 000 000) non décaissés;
- Urgence à disposer des fonds, au vu du démarrage imminent des activités des ONG

## Au niveau des paiements:

- Indisponibilité de chèques Non Barrés au niveau de la Banque du Trésor





## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes

# Bilan de la Passation des marchés

# Bilan d'exécution du PPM

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



| Marchés           | Nombre | %      | Montant<br>(En FCFA) | %      | Observations                                                                                                                                               |
|-------------------|--------|--------|----------------------|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Prévus            | 61     | 100%   | 1 843 359 420        | 100%   | Non compris les 3 conventions                                                                                                                              |
| Déclenchés        | 24     | 39,34% | 989 733 832          | 53,69% |                                                                                                                                                            |
| Signés            | 14     | 22,95% | 403 511 037          | 21,89% |                                                                                                                                                            |
| Non<br>déclenchés | 37     | 60,65% | 853 625 588          | 46,31% | <p>Sur les 37 marchés non déclenchés, l'on dénombre 22 marchés prévus pour le SCAED et le Centre de Bimbrasso, soit 59,46% des marchés non déclenchés.</p> |

## Bilan d'exécution du PPM

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- 54% du montant des marchés prévus dans le PPM (non compris les conventions) ont été déclenchés ;
- 58% du montant des marchés déclenchés ont été signés ;
- 46% du montant des marchés prévus dans le PPM n'ont pas été déclenchés :
  - Sur les 37 marchés non déclenchés, 22 marchés sont destinés au SCAED et au Centre de Bimbresso, soit 59% du nombre de marchés non déclenchés.



## Commentaires sur le bilan d'exécution du PPM

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



- **N.B.**: Tous les marchés non déclenchés se justifient par la non transmission des termes de référence ou des spécifications techniques par les **bénéficiaires/utilisateurs**.

Aucun marché ne peut être déclenché tant que les termes de référence ou les spécifications techniques ne sont pas transmis aux Spécialistes en Passation des Marchés.



## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes

# Défis et contraintes

## Défis et Contraintes

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Défis et contraintes communs à tous les appels à projets pour le recrutement des ONG

- **Prolongation des délais demandés** par les ONG pour soumettre leur proposition après l'appel à projet (ex: AGR et MPE : 1 mois de prolongation)
- **Propositions des ONG pas assez détaillées** et pas assez précises sur certains aspects (méthode de sélection des jeunes, rôle de chaque acteur, méthodologie, coût etc.)
- **Insuffisances de certains postes** indispensables à la réussite de la mission (volume horaire de formation, encadrement, suivi etc.)
- **Plusieurs séances de négociation et d'échange** pour avoir une proposition claire et détaillée (ex: chantier école: 4 rencontres, THIMO: rencontres)
- **Long délai des ONG pour transmettre les propositions corrigées** selon les observations faites par la commission, par l'AFD ou après les rencontres de négociation (minimum trois semaines)



## Défis et Contraintes

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



| DOMAINE                                                                      | DEFIS / CONTRAINTES                                                    | PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>COMPOSANTE 1 : RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITE DES JEUNES</b>             |                                                                        |                                                                                                                                                                    |
| Mise en THIMO par les ONG                                                    | 2 Lots infructueux                                                     | Répartition des cibles à atteindre entre la PFS – CI (1000) et les Mairies (500)                                                                                   |
| Mise en stage dans les entreprises par l'AGEPE                               | Retard dans la validation des offres de stage                          | Formation des Conseillers en Emploi AGEPE sur la collecte d'offres répondant aux objectifs et aux besoins du projet ; et favorisant l'insertion durable des jeunes |
| Mise en Apprentissage dans les secteurs non structurés et agricoles (ASENSA) | Absence d'un mode opératoire d'intervention ayant retardé le processus | Mode opératoire déjà élaboré                                                                                                                                       |

# Défis et Contraintes

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



| DOMAINE                                                                          | DEFIS / CONTRAINTES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>COMPOSANTE 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAL DES DEMANDEURS D'EMPLOI</b> | <p>Longueur du processus de négociation avec les structures de suivi-encadrement (ONG et ANADER)</p> <p>Cas de fraudes sur certaines attestations de bonne exécution (Cabinets)</p> <p>Lot 2 infructueux (Sélection ONG AGR)</p> <p>Blocage des négociations avec les ONG sur le montant minimum de 250 000 F CFA à affecter à l'installation des jeunes.</p> | <p>Poursuite des discussions avec les structures d'encadrement et les ONG;</p> <p>Envisager l'extension des activités AGEPE et PFS compte tenu du potentiel d'AGR et d'emplois existants</p> |
| <p>Aider à la création d'Activités Génératrices de Revenus :</p>                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                              |



# Défis et Contraintes

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



| DOMAINE                                                                                  | DEFIS/CONTRAINTES                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Composante 3 : APPUI INSTITUTIONNEL A LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI</b>          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Renforcement des capacités de la PFS CI                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Epuisement de la ligne budgétaire</b> affectée à la prise en charge du personnel de la PFS CI et des PFS L</li> </ul>                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Discussions (AFD, PFS-CI et UCPE) sur l'opportunité de la poursuite de la prise en charge des rémunérations PFS CI et PFS L dans le cadre du PTAB 2015, <b>en précisant la source</b></li> </ul>                                                                                                                                                |
| Activités de coordination, gestion et Suivi - Evaluation du projet C2D-Emploi par l'UCPE | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Retard dans la transmission des rapports d'activités</b> par les agences d'exécution</li> <li>- <b>Retard dans la transmission des TDR et des spécifications techniques</b> des marchés par les agences. Cela induit un retard dans la passation des marchés</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser un atelier bilan avec les agences d'exécution pour faire le bilan de l'exécution du plan 2013 - 2014</li> <li>- Organiser une session de formation de mise à niveau sur les procédures du projet</li> <li>- Permettre à l'UCPE de donner les ANO pour certains types d'activités dans les conditions à discuter avec l'AFD</li> </ul> |





## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes

# Perspectives

# Perspectives

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## Composante 1

### ■ Activités THIMO

- Extension des activités de la PFS CI au profit de **1 000 jeunes** au 2ème trimestre 2015;
  - Démarrage d'un nouveau processus avec les Mairies au profit de **500 jeunes** au 2ème trimestre 2015;
  - Démarrage des interventions de l'ONG DEAMCOVIE au profit de **548 jeunes** au 1er trimestre 2015
- ### ■ Chantiers écoles
- Finalisation et approbation du plan d'action de l'ONG ACTION ENTREPRISE et démarrage effectif des activités au 1er trimestre 2015 pour **627 jeunes**.
- ### ■ Stages en entreprise
- Poursuite de la prospection, la collecte et la mise en stage auprès des entreprises de **542 nouveaux jeunes**

# Perspectives

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### Composante 1 (suite)

- **Apprentissage**
  - Approbation du Dossier d'Appel à Projets par l'AFD
  - Sélection des ONG au 1<sup>er</sup> Trimestre;
  - Démarrage effectif des activités au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 pour **250** jeunes
- **SCAED**
  - Finalisation des études préparatoires et de la réhabilitation des centres de formation;
  - Démarrage de la formation de **250** jeunes vulnérables au 2<sup>ème</sup> semestre 2015



# Perspectives

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



## Composante 2

### ■ Création d'Activités Génératrices de Revenus

- Finalisation des discussions et contractualisation avec les structures de suivi et d'encadrement (Cabinets et ANADER):
- Démarrage des activités AGR de la PFS CI au 1er trimestre 2015 au profit de **1 000 jeunes**;
- Démarrage des activités AGR de l'AGEPE au début du 2<sup>ème</sup> trimestre au profit de **1 000 jeunes**  
NCHP - Programme C2D Emploi Jeunes
- Démarrage des interventions AGR des ONG au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 au profit de **2 600 jeunes**



## Perspectives

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### Composante 2 (Suite)

- **Création de Micro et Petites Entreprises (MPE)**
  - Finalisation et approbation des plans d'actions des ONG MESAD, ODAFEM et IECD;
  - Démarrage effectif des activités au 1er trimestre 2015 pour 8 000 bénéficiaires

# Perspectives

## UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



### Composante 3

- **Appui à la PNE et renforcement des capacités des agences d'exécution**
  - Poursuite de l'Appui à la PNE; Comité emploi; Cartographie;
  - Poursuite du renforcement des capacités de l'AGEPE et de la PFS CI en 2015 ( **Rémunérations de la PFS-CI et de des PFS-L à discuter avec l'AFD**);
  - Poursuite du renforcement des capacités : Livraison des véhicules
  - Prise en compte des besoins complémentaires de renforcement des capacités après avis de l'AFD



## Perspectives

### UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



#### Composante 3 (Suite)

- **Coordination, gestion, suivi – évaluation**
  - Finalisation du PTAB 2015 et approbation par l'AFD;
  - Organisation d'un atelier bilan de la mise en œuvre du plan 2013 – 2014;
  - Organisation d'une mission conjointe de supervision des activités sur le terrain : UCPE, AFD et ST C2D.
- Poursuite des activités coordination, gestion, communication et Suivi – Evaluation du projet C2D-Emploi par l'UCPE dans le cadre du PTAB 2015

UCPE - Programme C2D Emploi Jeunes



Merci pour votre  
Attention

## Rapport de la revue du secteur emploi

- Date : 12 Janvier 2015
- Début : 15h50 / Fin : 16h55
- Présidence : Ministre Albert Flindé
- Présentateur : M. BAMBA Adama, Coordonnateur UCPE
- Rapporteur : BARRY Ismahel Abdou, CSE UCPE – Emploi
- Questions et discussions

| N° | Questions / Observations                                                                                                                                                                                                                                                     | Relevées par   | Réponse apportée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Mauvaise compréhension de la notion d'insertion par les ONG. Les structures opérationnelles sont censées être plus forte que l'UCPE. Si elles ne comprennent pas la notion d'insertion, cela constitue un risque concernant leur capacité à offrir des services de qualité ? | Didier Kouakou | Cela ne concerne pas toutes les ONG mais une ONG en particulier. Notamment le cas des chantiers écoles où le processus d'insertion se faisait après la période de fin d'activité. Mais cela a été réglé après les discussions avec l'ONG<br>Cela ne concerne pas les ONG de façon générale puisqu'elles ont été retenues après un appel d'offre national. Donc leurs capacités de mise en œuvre de manière générale ne sont pas mises en cause                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 2  | Défaut d'approche projet national. Quelle incidence sur le projet ?                                                                                                                                                                                                          | Didier Kouakou | Lors des discussions pendant la préparation du 1 <sup>er</sup> plan d'action 2013 – 2014, différentes approches ont été retenues pour les AGR au niveau de la structure de mise en œuvre et de l'encadrement :<br>Au niveau de la structure de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre par des ONG</li> <li>- Mise en œuvre par des structures publiques</li> </ul> Au niveau du dispositif d'encadrement <ul style="list-style-type: none"> <li>- Encadrement par les cabinets</li> <li>- Encadrement par l'ANADER</li> </ul> Cela a été discuté lors de la préparation du 1 <sup>er</sup> plan d'action 2013 – 2014. Cela permettra de mesurer l'impact réel de chaque stratégie avec des comparateurs |



| N° | Questions / Observations                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Relevées par              | Réponse apportée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3  | Question des chèques non barrés. A discuter dans la session de Jeudi. L'ACCT devrait pouvoir fonctionner comme une banque commerciale pour ne pas empêcher le projet de travailler                                                                                                                                        | Didier KOUAKOU            | <ul style="list-style-type: none"> <li>A discuter à la séance de Jeudi avec le MEF</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 4  | Question sur les ONG : Pourquoi les ONG ne comprennent pas leur mission                                                                                                                                                                                                                                                   | Ministre<br>Albert Flindé | Idem que 1 <sup>ère</sup> question de M. Kouakou. Voir réponse à la question n°1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 5  | ANADER : Expérience non satisfaisante avec l'ANADER dans la réalisation de l'étude diagnostique et opérationnelle de la filière légume du projet C2D-Agriculture. Peut-on revenir sur le cas ANADER comme choix de structure d'encadrement comme tenu de l'exemple de collaboration avec eux dans le projet Agriculture ? | Didier KOUAKOU            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Il faut apprécier le cas d'ANADER spécifiquement selon le travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au niveau du suivi – encadrement l'ANADER est la structure incontournable au niveau opérationnel</li> <li>- Tout dépend du cahier des charges qui est en cours de discussion avec l'ANADER. Le cahier des charges dans le cadre du projet Emploi sera bien précis et fera l'objet d'un suivi particulier pour éviter des problèmes dans la mise en œuvre et pour que l'ANADER joue pleinement son rôle. Tout dépend du rôle confié à l'ANADER</li> <li>- L'ANADER qui a une bonne couverture a niveau national concernant l'Agro-pastorale peut être un partenaire dans le rôle de Suivi – Encadrement de proximité. Cependant s'il est avéré que l'ANADER pose problème, on pourra en discuter</li> <li>- L'UCPE est en discussion avec l'ANADER pour une vision claire de son rôle dans le cadre du projet</li> </ul> </li> </ul> |
| 6  | A quoi correspondent les chiffres énoncés, 500 000, 1 32 000 et 250 000.                                                                                                                                                                                                                                                  |                           | Cela concerne la répartition du budget entre les fonds directement affectés pour les bénéficiaires des AGR (charges directes) et les fonds de gestion des projets (charges indirectes)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 7  | Question de l'épuisement de la ligne budgétaire allouée à la rémunération de la PFS CI et la PFS L                                                                                                                                                                                                                        |                           | <p>Les fonds du 1<sup>er</sup> plan sont directement alloués à des activités précises. Solution proposée par l'UCPE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le financement par le MEF</li> <li>- Assurer le financement par l'AFD (nouveau financement)</li> <li>- Assurer le financement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

| N° | Questions / Observations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Relevées par          | Réponse apportée                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8  | <p>Perspectives du travail avec les ONG sur plusieurs dispositifs Education et Emploi. Avec 2 approches différentes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Education : Liste restreinte + s appels à propositions ciblés (1 lot = 1 ONG)</li> <li>• Emploi : Liste restreinte + Appels à projets sur la liste restreinte</li> </ul> <p><u>Résultats</u> : Peu de propositions pour le projet Emploi. L'appel à projets n'est peut-être pas la meilleure approche de contractualisation avec les ONG. Appels à projet = longueur du processus et pas de gain en efficacité. Il faut voir dans quelle mesure on ne peut pas aller dans des négociations directes avec des ONG sur la base de cahier de charges comme cela a été fait, en partie, pour le secteur éducation.</p> | AFD : E.<br>ROUMEGOUS | <p>Point à discuter lors de la réunion avec le Ministère des finances</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Problème important d'autant plus qu'on attend des résultats</li> <li>• Aspect à discuter avec l'AFD pour adopter une approche efficace</li> </ul> |

**- 3 -**

**Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de CI  
(PARFACI I)**



# REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

Ministère de l'Agriculture

PROJET D'APPUI A LA RELANCE DES FILIERES AGRICOLES  
DE COTE D'IVOIRE  
(PARFACI)

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2014

Présentée par **BINI KOUASS KOUAMAN**  
Coordonnateur du PARFACI

# PLAN DE LA PRESENTATION

- I. CONTEXTE ET OBJECTIFS**
- II. ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE**
- III. SITUATION FINANCIERE**
- IV. POINTS CRITIQUES**
- V. PROJETS C2D II**
- VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

## CONTEXTE ET OBJECTIFS

- Convention d'affectation du PARFACI signé le 22 novembre 2013

■ **OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT :**  
Dynamiser le secteur agricole en Côte d'Ivoire, améliorer le revenu des producteurs et de lutter efficacement contre la pauvreté en milieu rural

- **Objectifs spécifiques du PARFACI**

- ▶ Appuyer la mise en œuvre de la loi relative au domaine foncier rural
- ▶ Améliorer la production vivrière (maïs, soja, maraichers)
- ▶ Appuyer le développement durable de la porciculture et de la pisciculture
- ▶ Appuyer la structuration des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA)
- ▶ Renforcer les capacités de pilotage du Ministère de l'Agriculture



## CONTEXTE ET OBJECTIFS

### ■ COMPOSANTES DU PARFACI phase I

- Composante 1 : Appui à la mise en œuvre de la loi sur le domaine foncier rural
- Composante 2: Appui aux filières vivrières
- Composante 3: Appui institutionnel
- ZONE D'INTERVENTION DU PROJET (19 REGIONS)

NAWA, SANWI, LOH-DJIBOUA, IFFOU, N'ZI, BELIER, AGNEBY-TIASSA, PORO, TCHOLOGO, BAGOUÉ, HAMBOL, GBEKE, BAFING, GONTOUNGO, TONKPI, MARAHOUE, LAGUNES, HAUT-SASSANDRA, GOH

## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

| CONDITIONS SUSPENSIVES                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES A REALISER                                  | ACTIVITES REALISEES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Lever les conditions suspensives de premier versement | <ul style="list-style-type: none"><li>• Conditions levées et premier versement de 4,8 milliards de FCFA sur le compte projet intervenu le 13 mai 2014</li><li>• Recrutement des cadres de l'UCP qui ont pris service depuis le 20 novembre 2014 (Coordonnateur, RAF, Expert Filière, Expert Foncier, RSE, Comptable)</li><li>• Recrutement en cours de l'Expert en infrastructures</li></ul> |

# ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

## Composante 1 « Appui au foncier rural »

| ACTIVITES PREVUES                                                                   | ACTIVITES REALISEES | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réaliser l'étude d'impact social de la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural | étude réalisée      | Organiser l'atelier de présentation des études sur le foncier rural (29-30/01/15) réalisées par :<br>le PARFACI (étude d'impact social du volet foncier rural),<br>la FAO,<br>la Banque mondiale,<br>le Comité de relecture des procédures définies par la loi relative au domaine foncier rural |



J86.

# ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

## Composante I « Appui au foncier rural »

| ACTIVITES PREVUES                                                                  | ACTIVITES REALISEES                                              | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Former les acteurs de la mise en œuvre de la loi relative au domaine foncier rural | 31Directeurs régionaux et Départementaux de l'agriculture formés | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Former:               <ul style="list-style-type: none"> <li>-30 Préfets et Secrétaires Généraux</li> <li>- 83 Sous-Préfets,</li> <li>- 45commissaires enquêteurs,</li> <li>- 28 agents fonciers,</li> <li>- 30 agents des médias</li> <li>- 700 membres des comités villageois de gestion foncière) au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015</li> </ul> </li> <li>• Délimiter les territoires de 350 villages</li> </ul> |

# ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

## Composante 2 « Appui aux filières vivrières »

| ACTIVITES PREVUES                              | ACTIVITES REALISEES                                                       | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produire de la semence de base (légumes, soja) | - 384 kg de semence de base produits pour ensemencer 388 ha de maraichers | Faire la production de légumes de masse sur 388 ha<br>Réaliser les aménagements des périmètres maraichers et soja sur 750 ha<br>Produire des semences certifiées de légumes et de soja<br>Faire la production de masse de maraichers, maïs et soja |

## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

### Composante 2 « Appui aux filières vivrières »

| ACTIVITES PREVUES      | ACTIVITES REALISEES                                                                                   | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                      |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produire 800 T de maïs | Distribution de 95 kits de production de maraichers pour 46 groupements et 49 producteurs individuels | Renforcer le système d'information sur les marchés                                                                                                                     |
|                        | Acquisition de facteurs de production pour la mise en place de 400 ha de culture intensive de maïs    | Animer des plateformes de commercialisation des produits vivriers et étendre le dispositif des bureaux de vente des producteurs aux régions du PORO, GONTUGOU, BELLIER |



# ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

| Composante 2 « Appui aux filières vivrières »                              |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES PREVUES                                                          | ACTIVITES REALISEES                                                                                                                 | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                                                        |
| Mettre en place un fonds de garanti pour les acteurs de la filière porcine | Approbation en cours du Marché de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un fonds de garanti pour la filière porcine approuvé | Réaliser une étude de faisabilité de la mise en place d'un fonds de garanti<br>Réaliser une étude sur la compétitivité de la filière porcine<br>Mettre en place un comité de gestion du fonds de garanti |

## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

| Composante 2 « Appui aux filières vivrières »                           |                                                                                    |                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES PREVUES                                                       | ACTIVITES REALISEES                                                                | PROCHAINES ETAPES                                                                                                 |
| Appuyer l'installation de nouveaux points de vente de la viande de porc | Approbation du marché de l'étude sur la réhabilitation des points de vente du porc | Réaliser l'étude sur la réhabilitation des points de ventes du porc<br>Réhabiliter et équiper les points de vente |

## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

| Composante 2 « Appui aux filières vivrières »                            |                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES PREVUES                                                        | ACTIVITES REALISEES                                                                                           | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                    |
| Mettre en place une cellule de suivi technico-économique de l'INTERPORCI | Convention INTERPORCI/FIRCA signée<br>Appel à candidature lancé pour le recrutement de l'équipe de la cellule | Apporter un appui en équipement aux organisations de base et à l'INTERPORCI<br><br>Recruter l'équipe de la cellule<br>Former les acteurs de la filière<br>Organiser des voyages d'études et d'échanges d'expériences |



## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

### Composante 2 « Appui aux filières vivrières »

| ACTIVITES<br>PREVUES                                                                 | ACTIVITES<br>REALISEES   | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produire et diffuser 8 millions d'alevins mâles de Tilapia dans les zones piscicoles | Contrat CNRA/FIRCA signé | Conduire des études sur l'augmentation du taux de survie post-larves du silure et du <u>mâchoiron</u> <br><br>Editer et diffuser des fiches techniques sur les systèmes d'alevinage (tilapia, silure <u>mâchoiron</u> )<br><br>Mettre en place des systèmes intégrés riz piscicultures |

# ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

## Composante 2 « Appui aux filières vivrières »

| ACTIVITES<br>PREVUES                             | ACTIVITES<br>REALISEES                                                          | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Appuyer l'installation de nouveaux pisciculteurs | Contrat ANAQUACI/FIRCA signé<br><br>Identification de 84 nouveaux pisciculteurs | Mettre au point des formules alimentaires adaptées par zone agro-écologique<br><br>Vulgariser les formules alimentaires mis au point<br><br>Former les acteurs de la filière piscicole<br><br>Organiser des voyages d'études et d'échanges d'expériences |

## ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE

| Composante 3 « Appui institutionnel »                     |                        |                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES<br>PREVUES                                      | ACTIVITES<br>REALISEES | PROCHAINES ÉTAPES                                                               |
| Réhabiliter et équiper<br>18 DRA/DDA                      |                        | Élaborer les dossiers d'appel<br>d'offres pour la réhabilitation des<br>DRA/DDA |
| Renforcer les<br>capacités des agents<br>du MINAGRI/MIRAH |                        | Faire l'audit des ressources<br>humaines du MINAGRI<br>Former les agents        |



## SITUATION FINANCIERE

| DECAISSEMENT PREMIER NIVEAU |                        |                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ACTIVITES<br>PREVUES        | ACTIVITES<br>REALISEES | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                 |
|                             |                        | <p>Élaborer les dossiers d'appel d'offres pour la réhabilitation des DRA/DDA</p> <p>Faire l'audit des ressources humaines du MINAGRI</p> <p>Former les agents</p> |

## SITUATION FINANCIERE

| PROJET/<br>MAITRE D'OUVRAGE     | Prévisions           | Exécuté              | Taux d'exécution | Commentaires |
|---------------------------------|----------------------|----------------------|------------------|--------------|
| Alimentation Compte<br>Projet   | 9 205 805 784        | 4 800 000 000        | 52,14 %          |              |
| Règlement direct<br>d'opérateur |                      |                      |                  |              |
|                                 |                      |                      |                  |              |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>9 205 805 784</b> | <b>4 800 000 000</b> | <b>52,14%</b>    |              |

## SITUATION FINANCIERE

| PROJET/<br>MAITRE D'OUVRAGE             | Prévisions    | Exécuté       | Taux<br>d'exécution | Commentaires                       |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------------|------------------------------------|
| Appui à la mise œuvre<br>de la foncière | 2 381 435 784 | 8 723 636     | 0,37%               |                                    |
| Appui aux filières<br>vivrières         | 5 493 971 000 | 2 040 000 000 | 37,13%              |                                    |
| Appui institutionnel                    | 713 899 000   | 0             | 0%                  | Marché<br>d'équipement<br>en cours |
| UCP C2D-PARFACI                         | 616 500 000   | 122 832 032   | 19,92%              |                                    |
| TOTAL                                   | 9 205 805 784 | 2 171 555 668 | 23,59%              |                                    |



## ETAT DE MISE EN OEUVRE

### ■ Décaissements

- ▶ Le taux de décaissement par rapport au budget 2014 du projet est de 23,59%.
- ▶ Le taux de décaissement par rapport au coût global du projet est de 12,92%.

## ETAT DE MISE EN OEUVRE

### ■ Décaissements

- ▶ Le taux de décaissement par rapport au budget 2014 du projet est de 23,59%.
- ▶ Le taux de décaissement par rapport au coût global du projet est de 12,92%.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- Le PARFACI est en phase d'opérationnalisation
  - ▶ Les activités de toutes les composantes sont en cours d'exécution
  - ▶ 54,8 % du montant de 2014 ont été décaissé (1er niveau) : 4,8 Mds F CFA
  - ▶ On note que 2 171 555 668 ont été décaissé soit 23,59% du budget 2014 et 12,59% du cout global du projet
  - ▶ L'année 2014 a été principalement consacrée à la mise en place du dispositif d'exécution du projet,
  - ▶ Avec l'opérationnalisation de l'UCP, l'année 2015 marquera l'accélération efficace de la mise en œuvre des différentes activités des composantes.
- Il est prévu un niveau de décaissement de 72% du coût du projet fin 2015.



MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION

# **COMPTE RENDU DE SEANCE DETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D**

**Secteur :** AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL - PARFACI

**Exposant :** BINI KOUASSI KOUMAN Coordonnateur UCP

**Rapporteur :** N'DRI KOUADIO

PIERRE.....RSE.....

**Date et heure :** 12/01/15 à 17h15 mn.....

## **Les points d'attention**

| N° | Questions                                          | Question posée par              | Réponse retenue après échanges                                                                                                     |
|----|----------------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Conditions suspensives                             | AFD                             | Le recrutement du personnel clé ne fait pas partie des conditions suspensives                                                      |
| 2  | Retard dans la passation des marchés               | DMP<br>AFD                      | Présenter des DAO et marchés mieux élaborés à la DMP<br>Accélérer le traitement diligent des marchés par la DMP                    |
| 3  | Retard dans la mise en place de l'UCP              | Directeur de Cabinet du MINAGRI | Privilégier le recrutement de personnel dédié au projet contre la mise en place d'un personnel intérimaire pour les projets futurs |
| 4  | Chronogramme de visites des réalisations du projet | Conseiller du PR                | Proposer un chronogramme de visite des réalisations du projet au ST-C2D au plus tard le 23 janvier 2015                            |
| 5  | Justificatif des 72% de décaissement à fin 2015    | Conseiller du PR                | Activités à réaliser à l'échéance fin juin 2015 : voir rapport annuel 2014 détaillé.                                               |



## **Projet d'Appui au Secteur de l'Agriculture de Côte d'Ivoire (PSAC)**





## PROJET D'APPUI AU SECTEUR AGRICOLE EN CÔTE D'IVOIRE (PSAC)

# Rapport annuel d'activités 2014



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE



Le C2D, un partenariat au  
service du développement



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Janvier 2015

**AGNAROH A. Raphael,**  
Coordonnateur du PSAC

# Plan



- 1. PRÉSENTATION DU PROJET**
- 2. RÉALISATIONS 2014**
- 3. ANALYSE DES DÉCAISSEMENTS**
- 4. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES**
- 5. PERSPECTIVES**
  - 1. Réalisation prévues**
  - 2. Décaissements prévus**

# INFORMATIONS SUR LE PROJET

|                                                                                     |                                                                                         |                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|  | <b>Dénomination du projet</b>                                                           | <b>PSAC</b>                                        |
|    | <b>Montant du financement</b>                                                           | 18,20 milliards F CFA                              |
|    | <b>Signature de l'accord de prêt</b><br>(« Don 8750-0-CI », et le « Crédit Cr5297-CI ») | 22 Novembre 2013                                   |
|    | <b>Date de mise en vigueur</b>                                                          | 05 Mai 2014                                        |
|    | <b>Date de clôture convention</b>                                                       | 31 Août 2019                                       |
|    | <b>Filière soutenues par le projet</b>                                                  | Cacao, Hévéa, Palmier à huile, Coton et Anacarde   |
|    | <b>Coordonnateur du projet</b>                                                          | M. Agneroh A. Raphaël<br>agnero100@yahoo.fr        |
|    | <b>Point focal ministère</b>                                                            | M. Coulibaly Siaka, Directeur de Cabinet (MINAGRI) |



# INFORMATIONS SUR LE PROJET

**ODP : Amélioration de l'accès des petits exploitants aux technologies et aux marchés, et Amélioration de la gouvernance des chaînes de valeur sélectionnées**

| Intitulé de la composante                                                                                                                 | Financement du C2D en Millions de F CFA |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Composante 1 :</b> Promotion du partenariat public-privé pour un développement durable du cacao dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire  | 1,915                                   |
| <b>Composante 2 :</b> Soutien à l'extension des petites exploitations d'hévéa et de palmier à huile dans le sud-est de la Côte d'Ivoire   | 1,930                                   |
| <b>Composante 3 :</b> Soutien à la filière coton et promotion de la transformation du cajou dans le centre et le nord de la Côte d'Ivoire | 13,630                                  |
| <b>Composante 4 :</b> Mise en œuvre du projet et soutien à la coordination de la filière                                                  | 0,725                                   |





# Etat d'exécution du projet

# Etat d'exécution du projet

## ○ Composante 1 : Filière cacao

### Description des actions prévues

- 240 km de pistes à réhabiliter et entretenir ,

### Etat d'exécution technique

- Etudes techniques et environnementales en cours pour les 240 km

Décaissements effectués : 0 F CFA

## ○ Composante 2 : Filières Hévéa et Palmier à Huile

### Description des actions prévues

- 153 km de pistes à réhabiliter et entretenir au titre du programme 2013,
- 235 km de pistes à réhabiliter et entretenir au titre du programme 2014;

### Etat d'exécution technique

- Démarrage des travaux de de réhabilitation de 153 km de piste en décembre
  - Etudes techniques et environnementales achevées pour les 235 km
- Décaissements effectués : 0 F CFA





# Etat d'exécution du projet



## ○ Composante 3 ; Filières Coton et Anacarde

### Description des actions prévues

- 358 km de pistes à réhabiliter dans le bassin cotonnier
- 355 Km de piste à réhabiliter dans la zone de production de l'Anacarde
- 80 000 producteurs sont formés eux BPA
- 5 000 bœufs et équipements de culture attelée ont été acquis et remis aux bénéficiaires
- 5000 pièges mouches Tsé-Tsé ont été mis en place
- Textes de l'INTERCOTON sont conforme à l'ordonnance N° 473-2011 du 21 décembre sur les interprofessions

### Etat d'exécution technique

- Etudes techniques et environnementales en cours pour 358 km de pistes dans la zone cotonnière
- Etudes techniques et environnementales finalisées pour 355 Km dans la zone de l'Anacarde (Gbêkê et Hambol, Gontougo))
- 121 383 producteurs de coton bénéficient de l'encadrement
- Texte de l'INTERCOTON conforme à l'ordonnance 473-2011 du 21 décembre 2011 et à l'acte uniforme de l'OHADA

## ○ Décaissements effectués : 0 F CFA

# Etat d'exécution du projet

## ○ Composante 4 : Coordination du projet

### Description des actions prévues

- Achever le recrutement du personnel cadre et d'appui du projet ainsi que l'affectation des points focaux
- Equiper le siège du Projet et doter l'UCP et la cellule technique du Projet en moyens logistiques, en équipements informatiques et fournitures de bureau
- Organiser les ateliers techniques et l'atelier de lancement du Projet
- Renforcer les capacités des Agences d'Exécution du Projet (AEP)
- Appuyer la mise en œuvre des activités des Agences d'Exécution
- Faciliter la mise en place de comité d'orientation et de pilotage du projet

### Etat d'exécution technique

- Unité de Coordination du Projet mise en place et fonctionnelle
- Coordination technique et suivi régulier des activités des filières (AEP)
- Plusieurs ateliers et sessions de formation organisées au bénéfice des AEP

- Processus en cours pour la création et la mise en place du comité de pilotage

**Décalssements effectués : 143 518 330 F CFA**





## SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014



| Désignation                     | Montant en FCFA    |
|---------------------------------|--------------------|
| <b>Engagements</b>              |                    |
| Convention CCI N°               | Montant convention |
| <b>Décaissement de niveau 1</b> |                    |
| Compte projet                   | 6 750 000 000      |
| Opérateur 1                     | 0                  |
| Opérateur 2                     | 0                  |
| Opérateur 3                     | 0                  |
| <b>Décaissement de niveau 2</b> |                    |
| Composante 1                    | 0                  |
| Composante 2                    | 0                  |
| Composante 3                    | 0                  |
| Composante 4                    | 143 518 330        |
| Global projet                   | 143 518 330        |
| Compte Projet                   | 6 606 481 670      |
| <b>Solde</b>                    |                    |





# ANALYSE DES DÉCAISSEMENTS

## DÉCAISSEMENT DE NIVEAU 1 EN FCFA



| PROJET/<br>MAITRE<br>D'OUVRAGE     | Prévisions    | Exécuté       | Taux<br>d'exécution | Commentaires                                                                                        |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Alimentation<br>Compte Projet      | 8 750 000 000 | 6 750 000 000 | 77,14%              | Un montant de 6,75 milliard a été mobilisé sur 8,75 milliards de notifications budgétaires cumulées |
| Règlement<br>direct<br>d'opérateur | 0             | 0             | 0 %                 | Aucune ressource n'a été transférée aux Agences d'Exécution                                         |
| TOTAL                              | 8 750 000 000 | 6 750 000 000 | 77,14%              |                                                                                                     |

## DÉCAISSEMENT DE NIVEAU 2 EN FCFA



| PROJET/<br>MAÎTRE<br>D'OUVRAGE | Prévisions    | Exécuté     | Taux<br>d'exécution | Commentaires                                                                              |
|--------------------------------|---------------|-------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| Composante 1                   | 700 000 000   | 0           | 0%                  | Les activités n'ont pas démarré (les manuels FIA et FILMR étaient en cours de validation) |
| Composante 2                   | 2 440 000 000 | 0           | 0%                  | Les activités n'ont pas démarré                                                           |
| Composante 3                   | 4 501 000 000 | 0           | 0%                  | Les activités n'ont pas démarré                                                           |
| Composante 4                   | 300 000 000   | 143 518 330 | 0%                  | Des paiements ont été effectués pour le fonctionnement de l'UC-PSAC                       |
| TOTAL                          | 7 941 000 000 | 143 518 330 | 1,8%                |                                                                                           |



# DIFFICULTÉS RENCONTRÉES



## ○ Composante 1 : Filière cacao

- La validation tardive des manuels d'exécution FIA et FIMR du Conseil du Café-Cacao, pourtant considérée comme conditions suspensives pour l'exécution des ressources de cette composante

## ○ Composante 2 : Filières Hévéa et Palmier à Huile

- Retard dans la mise à disposition des fonds causées par des Perturbations du rythme des décaissements, dues aux rejets successifs de dossiers dans le circuit d'approbation

## ○ Composante 3 : Filières Coton et Anacarde

- Non démarrage du volet appui à la traction animale, car assujéti aux conclusions de l'étude de faisabilité pour la mise en place du fonds d'investissement et d'équipement de la filière coton
- Identification des pistes à réhabiliter au titre de la filière anacarde dans les régions du Gbèké et du Hambol et non dans le Gontougo (principale zone de de production)

## PROPOSITION DE MESURES CORRECTIVES



### Composante 1 : Filière cacao

- Un Atelier a permis d'intégrer les observations des PTFs et les Manuels ont été validés en Décembre 2014

### Composante 2 : Filières Hévéa et Palmier à Huile

- Le processus de mise à disposition des ressources des bailleurs revue et accéléré

### Composante 3 : Filières Coton et Anacarde

- Coordination des activités de réalisation de l'étude et Rapport disponible/ Adoption d'une approche d'intervention visant à booster les activités
- Identification de 22 km de pistes dans le Gontougo. Etudes techniques détaillées et études environnementales et sociales achevées



# PERSPECTIVES



## Composante 1 : Promotion du partenariat public-privé pour le développement durable du cacao dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire

| Sous-composantes                                  | Activités                                                                                                                               | Budgets (F CFA) |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Amélioration de l'accès des planteurs aux marchés | Réhabiliter et entretenir 240 les routes et pistes de desserte agricole au titre du programme 2014 et 100 Km au titre du programme 2015 | 1 831 488 365   |

## Composante 2 : Soutien à l'extension et au renouvellement des plantations villageoises de palmier à huile et d'hévéa dans le sud-est

| Sous-composantes  | Activités                                                                                                               | Budgets F CFA |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Accès aux marchés | Réhabiliter et entretenir les routes et pistes de desserte agricole 235 du programme 2014 et 201,9 Km du programme 2015 | 1 862 154 943 |

### Composante 3 : Soutien à la filière coton et promotion de la transformation de l'anacarde dans le centre et le nord de la Côte d'Ivoire/ Volet Coton

| Sous composantes                         | Activités                                                                                                                                                  | Budgets F CFA |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Accès au Marché                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabiliter et entretenir les 358 Km du programme 2014 et 182 Km du programme 2015 dans la zone du coton</li> </ul> | 2 712 313 347 |
|                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabiliter et entretenir 369,5 Km de routes et pistes de desserte agricole dans la zone de l'anacarde</li> </ul>   | 1 904 830 932 |
| Amélioration de la productivité du coton | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le nouveau système de Conseil Agricole</li> </ul>                                                           | 4 880 580 250 |
|                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la relance de culture attelée</li> </ul>                                                                    |               |
| Appui institutionnel de la filière coton | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la structuration et la professionnalisation des OPA</li> </ul>                                              | 553 186 350   |
|                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir une assistance technique d'appui à la structuration de l'interprofession cotonnière</li> </ul>              |               |

## Composantes 4 : Mise en œuvre du Projet et soutien à la coordination du PNIA

| Sous-Composantes                       | Activités                                                                                                                                            | Budgets F CFA |
|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Gestion administrative                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la coordination et la gestion technique du Projet</li> </ul>                                          | 602 600 000   |
| Suivi – Evaluation                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place le dispositif et les outils pour assurer le suivi régulier des activités du Projet</li> </ul> |               |
| Appui au Secrétariat technique du PNIA | <ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le secrétariat technique du PNIA</li> </ul>                                                           |               |



# DÉCAISSEMENT PRÉVUS (échéance Juin 2015)

## Décaissement de niveau 1

| PROJET/<br>MAÎTRE D'OUVRAGE     | Prévisions    | Exécuté | Taux d'exécution | Commentaires                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------|---------------|---------|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Alimentation Compte<br>Projet   | 7 600 000 000 |         |                  | Le budget total de l'année 2015 est de 14 347 154 187 F CFA incluant le budget non exécuté de l'année 2014, soit 7 797 481 670 F CFA donc seul le GAP de 7 600 000 000 F CFA sera demandé |
| Règlement direct<br>d'opérateur | 0             | 0       | 0 %              |                                                                                                                                                                                           |
| TOTAL                           | 7 600 000 000 | 0       | 0%               |                                                                                                                                                                                           |

## Décaissement de niveau 2

| PROJET/<br>MAÎTRE D'OUVRAGE | Prévisions    | Exécuté | Taux d'exécution | Commentaires                                                                                         |
|-----------------------------|---------------|---------|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Composante 1                | 1 850 000 000 | 0       | 0%               | Les manuels FIA et FIMR ont été validés. Les activités pourront démarrées et exécutées avec célérité |
| Composante 2                | 2 440 000 000 | 0       | 0%               | Les activités pourront démarré et exécutées avec célérité                                            |
| Composante 3                | 4 501 000 000 | 0       | 0%               | Les activités pourront démarré et exécutées avec célérité                                            |
| Composante 4                | 160 000 000   |         | 0%               | Des paiements ont été effectués pour le fonctionnement de l'UC-PSAC                                  |
| TOTAL                       | 8 951 000 000 |         | 0%               |                                                                                                      |

# DÉCAISSEMENT PRÉVUS (échéance Décembre 2015)

## Décaissement de niveau 2

| PROJET/<br>MAITRE<br>D'OUVRAGE | Prévisions           | Exécuté | Taux<br>d'exécution | Commentaires |
|--------------------------------|----------------------|---------|---------------------|--------------|
| Composante 1                   | 0                    | 0       | 0%                  |              |
| Composante 2                   | 0                    | 0       | 0%                  |              |
| Composante 3                   | 5 550 000 000        | 0       | 0%                  |              |
| Composante 4                   | 442 600 000          |         | 0%                  |              |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>5 992 600 000</b> |         | <b>0%</b>           |              |



# TABLEAU DE BORD



## Composante 1 : Promotion du partenariat public-privé pour le développement durable du cacao dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire

| SOUS COMPOSANTES                                  | ACTIVITES                                                           | CHRONOGRAMME 2015 |     |     |     | Responsables                           | Partenaires                        |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------|-----|-----|-----|----------------------------------------|------------------------------------|
|                                                   |                                                                     | T 1               | T 2 | T 3 | T 4 |                                        |                                    |
| Amélioration de l'accès des planteurs aux marchés | Réhabiliter et entretenir les routes et pistes de desserte agricole | X                 | X   |     | X   | AGEROUTE/cabinet s/Prestataires privés |                                    |
|                                                   | Co-financer des infrastructures économiques au bénéfice des OPA     | X                 | X   | X   | X   | Conseil Café-cacao/Prestataires privés | Coopératives/Opérateurs du secteur |

## Composante 2 : Soutien à l'extension et au renouvellement des plantations villageoises de palmier à huile et d'hévéa dans le sud-est

| SOUS COMPOSANTES  | ACTIVITES                                                           | CHRONOGRAMME 2015 |     |     |     | Responsables                                                 | Partenaires |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------|-----|-----|-----|--------------------------------------------------------------|-------------|
|                   |                                                                     | T 1               | T 2 | T 3 | T 4 |                                                              |             |
| Accès aux marchés | Réhabiliter et entretenir les routes et pistes de desserte agricole | X                 | X   | X   | X   | AGEROUTE/AIPH/APROMAC/Cabine ts d'études/prestataires privés |             |

### Composante 3 : Soutien à la filière coton et promotion de la transformation de la noix de cajou dans le centre et le nord de la Côte d'Ivoire

| SOUS COMPOSANTES                | ACTIVITES                                                                                         | CHRONOGRAMME 2015 |    |    |    | Responsables                                                                         | Partenaires                |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----|----|----|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
|                                 |                                                                                                   | T1                | T2 | T3 | T4 |                                                                                      |                            |
| Accès au Marché                 | Réhabiliter et entretenir les routes et pistes de desserte agricole                               | X                 | X  | X  | X  | AGEROUTE/<br>INTERCOTON                                                              |                            |
|                                 | Améliorer l'accès des producteurs d'Anacarde à l'information sur les marchés et les prix          | X                 | X  | X  | X  | AGEROUTE/CCA<br>CCA/SFI/Opérateurs Privés                                            |                            |
|                                 | Appuyer le nouveau système de Conseil Agricole                                                    | X                 | X  | X  | X  | INTERCOTON/ANADER                                                                    |                            |
|                                 | Appuyer la relance de culture atelier                                                             | X                 | X  | X  | X  | INTERCOTON/Opérateurs privés<br>INTERCOTON/opérateurs privés                         |                            |
| Amélioration de la productivité | Appuyer la recherche agricole pour la production et la diffusion du matériel végétal sélectionné  |                   | X  | X  |    | CCA/Bénéficiaires/opérateurs privés<br>CCA/bénéficiaires<br>CCA/ANADER/Bénéficiaires | CNRA<br>FIRCA              |
|                                 | Mettre en place un cadre incitatif pour le développement de la transformation de la noix de cajou | X                 | X  | X  | X  | CCA/SFI/Opérateurs privés<br>CCA/opérateurs Privés                                   | MIM<br>Bureau vétérinaires |
|                                 | Appuyer la structuration et la professionnalisation des OPA                                       | X                 | X  | X  |    | CCA/opérateurs privés<br>INTERCOTON/bénéficiaires                                    | DOPA<br>DOPA               |
|                                 | Fournir une assistance technique d'appui à la structuration de l'interprofession                  | X                 | X  | X  |    | CCA/Bénéficiaires                                                                    | SFI                        |
| Appui institutionnel            |                                                                                                   |                   |    |    |    |                                                                                      |                            |







**COMPTE RENDU DE SEANCE DETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D****Secteur : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL-PSAC****Exposant : AGNERO Raphaël, Coordonnateur du PSAC****Rapporteur : KONAN Fabrice, Responsable du Suivi-évaluation****Date et heure : 18H40 – 19h34****Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                                                                                                                               | Question posée par    | Réponse retenue après échanges |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| 1  | Précision : Le PSAC est un projet ambitieux de par son montage institutionnel qui s'appuie sur les bénéficiaires (cofinancement des filières et des bailleurs)                                                                         | AFD                   | Constat observé                |
| 2  | Du temps a été mis avant le démarrage des travaux des pistes rurales du fait de la finalisation de la convention avec l'AGEROUTE (Maître d'Ouvrage Délégué) et la saison des pluies. Prendre en compte les délais d'exécution des DAO. | Coordonnatrice ST-C2D | Constat observé                |

|   |                                                                                                                                                                                                         |                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | Les réhabilitations se feront –elle immédiatement après les études ?<br>Qu'en est – il des délais de passation des marchés ?<br>Les délais de réalisation des travaux 'avant juin) sont-ils réalistes ? | Coordonnatrice<br>ST-C2D | <ul style="list-style-type: none"> <li>Après les études, les DAO seront montés et la consultation des entreprises lancée.</li> <li>Les allotissements seront élaborés en tenant compte de la durée de la saison des pluies et du calendrier agricole des filières soutenues par le projet.</li> <li>L'UCP devra produire un retro-planning qui a pour objectif d'achever les travaux de routes avant juin 2015.</li> </ul> |
| 4 | Les filières en tant que Agence d'exécution ne disposent pas d'organisation interne et de compétences suffisantes pour bien conduire les projets.                                                       | Directeur de cabinet     | Le document d'évaluation du projet a relevé ce point et a prévu renforcer les capacités des filières par le recrutement de spécialistes techniques, des dotations en matériel, de renforcement des compétences par des formations.                                                                                                                                                                                         |
| 5 | Evier le cofinancement et favoriser le financement complémentaire (financement sur des domaines précis)                                                                                                 | Directeur de cabinet     | Contribution admise par l'AFD. Voir plus bas.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 6 | A quel niveau les problèmes d'incompatibilités entre les procédures Banque Mondiale et procédure AFD                                                                                                    | Conseiller du Président  | L'AFD estime avoir fait des efforts en concédant le lead des ANO à la Banque Mondiale. Il convient d'observer, sur 2 ans au moins, si le dispositif fonctionne bien.                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 7 | Partager les avis et conclusions avec la Banque Mondiale                                                                                                                                                |                          | Contribution retenue                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 8 | Précision sur le cofinancement                                                                                                                                                                          | AFD                      | Pas de cofinancement entre les bailleurs, mais le financement est parallèle. Le cofinancement est appliqué au niveau des filières.                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**- 5 -**

**Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS) & Projet  
d'Intensification de la Politique de Planification Familiale (PIPFF)**

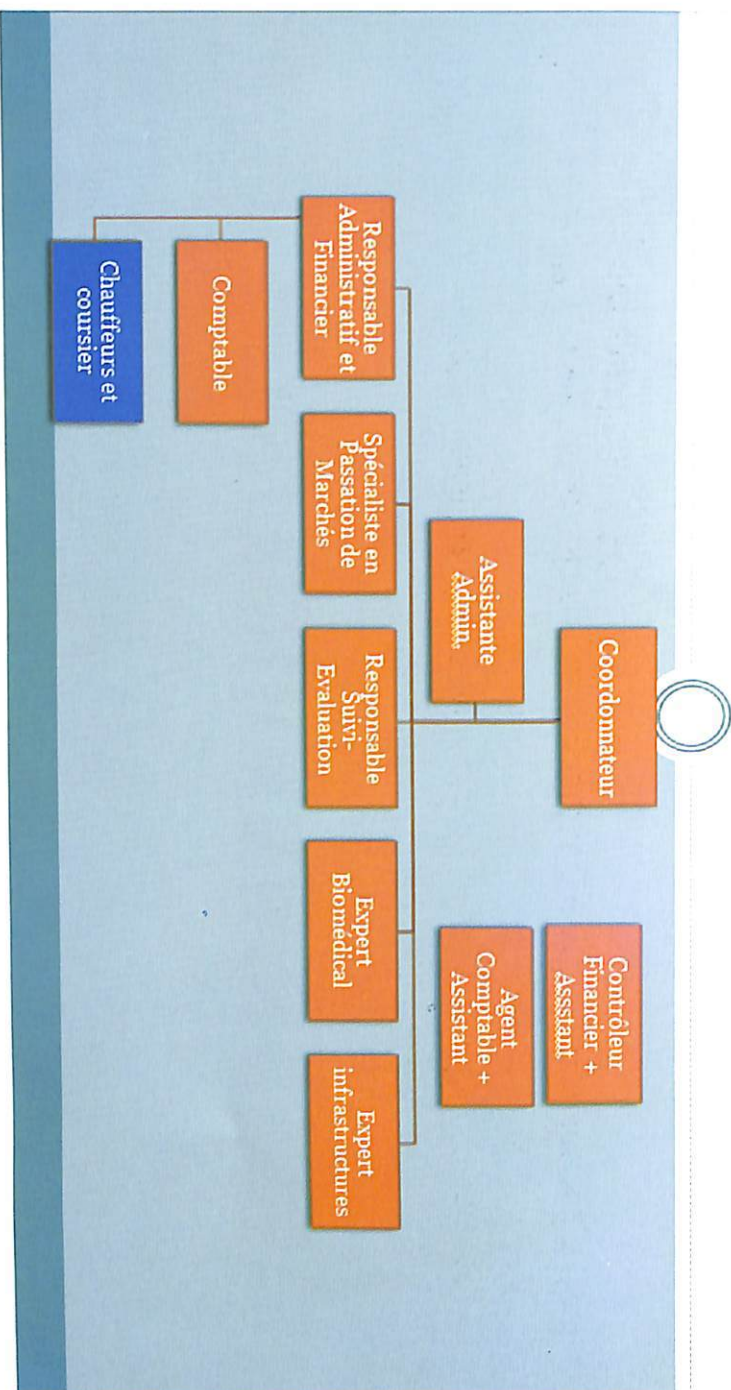




# RAPPORT ANNUEL 2014 UCP SANTE



**Présenté par Dr Koné Mamadou**  
**Coordonnateur de l'UCP**  
**SANTE**



## ETAT D'AVANCEMENT PIPFF

### DC PNSR PF

- Dotation en véhicules de type 4\*4: AO lancés, Ouverture des offres prévue le 12/01/2015.
- Acquisition de kits informatiques, de vidéo projecteur et de photocopieuse: Livraison faite et paiement en cours (9 814 229 FCFA)
- Sélection d'un cabinet d'étude pour le suivi des travaux de réhabilitation/extension du siège de la DC PNSR/PF: Contrat signé le 24/11/2014 (17 700 000 FCFA)
- Ruineur d'affectation par la SOGEPPIE du site devant abriter les locaux de la DC PNSR/PF à une ambassade étrangère



# ETAT D'AVANCEMENT PIPFF

## DC PNSR PF

- Reproduction des documents de gestion et de suivi des activités de PF : **AO lancé, analyse des offres transmises à l'AFD pour ANO**
- Production, reproduction et diffusion des supports de communication : **Marché attribué le 06/01/2015**

## ETAT D'AVANCEMENT PIPPF

### AIBEF

- Réhabilitation des locaux des antennes: Plans de construction des antennes de Korhogo et Man et la réhabilitation de l'antenne de Bouaké en cours d'élaboration à l'UCP
- Location effective de quatre cliniques (Bondoukou, Duekoué, San pedro et Yamoussoukro)
- Recrutement et formation du personnel dédié au PIPPF effective depuis le 31 décembre 2014.
- Acquisition de matériel informatique et matériel roulants: AO pour les 7 véhicules en cours, Matériel informatique acquis.



# ETAT D'AVANCEMENT PIPFF

## AIMAS

- Réhabilitation des locaux des nouvelles antennes régionales de Korhogo et de San Pedro. Contrats de bail signé. Ouverture de l'antenne de San Pedro en Novembre en présence du Directeur Pays de l'AFD. Ouverture de l'antenne de Korhogo prévue en Janvier 2015.
- Recrutement et formation du personnel dédié au PIPFF.
- AO pour acquisition des véhicules en cours. Mobiliers de bureau et motos acquis et livrés aux antennes.
- Evaluation organisationnelle et financière. Sélection de 10 ONG partenaires.
- Entame du processus de production des supports de communication



## ETAT D'AVANCEMENT PRSS

### Composante 1: Développement des Ressources

#### Humaines paramédicales

- Recrutement d'un bureau d'étude international pour appui à l'INFAS: Négociation terminée, Contrat approuvé, en attente de la garantie bancaire et de la facture pour l'avance de démarrage.
- AMI pour la maîtrise d'œuvre de la construction de l'INFAS d'Aboisso et pour la réhabilitation des INFAS de Bouaké et de Korhogo achevée: Analyse des propositions en cours, résultat fin janvier.

## ETAT D'AVANCEMENT PRSS



- Composante 2: Disponibilité en médicaments essentiels
- Appui à l'achat du stock de démarrage (7 milliards FCFA)
  - Virement de 7 milliards FCFA sur le compte de la NPSP effectué et 1,4 milliard dans le cadre du PPRE. Suivi de l'exécution du budget



## ETAT D'AVANCEMENT PRSS

### Composante 3: Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de SMI

- Sous composante transfert ECHO en cours d'exécution (Rapport d'avancement transmis au MPMEF). Montant du contrat de partenariat ECHO : 11 817 709 000 FCFA
- Travaux de réhabilitation de 2 CHR (San-Pedro et Guiglo) et de 4 HG (Anyama, Soubre, Duekoué, Danané) : Analyse des propositions en cours, résultat fin janvier.
- Subvention pour le Contrat de partenariat entre le MSLS et l'Association Hôpital Saint Jean-Baptiste payée (796 331 798 FCFA). Travaux du pôle mère-enfant en cours.



## ETAT D'AVANCEMENT PRSS

### Composante 4: Appui institutionnel

- Retard dans le démarrage effectif de la mise en œuvre de la composante 4
- Echange le 05/01/2015 avec toutes les directions et services concernés pour accélérer la mise en œuvre de la composante
- Décision à prendre en liaison avec le ST-C2D sur la contractualisation avec FEI
- Décision à prendre sur les modalités de contractualisation avec les cabinets internationaux pour les besoins d'assistance technique court terme et long terme.

## ETAT D'AVANCEMENT PRSS

### Gestion du projet

- Installation de l'UCP-C2D Santé (location du local, aménagement et équipement)
- Souscription à une assurance pour les locaux
- Recrutement du Coordonnateur et du Responsable suivi évaluation finalisé. Prise de service effective.
- Recrutement de la secrétaire et du coursier est en cours
- Acquisition de matériels roulants
- Processus en cours pour l'acquisition des matériels roulants.



## ETAT D'AVANCEMENT PPRE

### Composante 1: Transfert/ECHO

- Appui à la prévention de l'extension de l'épidémie à fièvre Ébola. (Activité en cours d'exécution). **Subvention payée** (1,67 Mds)

### Composante 2: Transfert/NPSP

- Appui à la prévention de l'extension de l'épidémie à fièvre Ébola. (Activité en cours d'exécution). **Subvention payée** (1,4 Mds)

### Composante 3: Transfert/IPCI

- Appui à la prévention de l'extension de l'épidémie à fièvre Ébola. (Activité en cours d'exécution). **Subvention payée** (1,55 Mds)



## ETAT D'AVANCEMENT PPRE

### Composante 4: Transfert/UCP (INHP)

- Compte projet PPRE approvisionné (1,428 Mds)
- Plan d'activité annuel et Plan de passation des marchés transmis à la DMP. Divers DAO en cours d'élaboration.
- Début des formations le 12/01/2015

# ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER

## PIPPF

| SECTEURS/PROJETS/PROGRAMMES | Montant projet |                    | Décaissement niveau II en Mds FCFA |          |                    |  |
|-----------------------------|----------------|--------------------|------------------------------------|----------|--------------------|--|
|                             | Mds CFA        | Jusqu'à avril 2014 | Mai 2014 à Dec. 2015               | 30/04/15 | 1/05/15 à 31/12/15 |  |
| SANTÉ                       | 5,0            | 1,2                | 3,8                                | 1,2      | 2,6                |  |
| PIPPF                       | 4,49           | 1,20               | 3,30                               | 1,11     | 2,19               |  |
| C1 - DC PNSR                | 0,63           | 0,00               | 0,63                               | 0,35     | 0,28               |  |
| C2 - AIBEF                  | 2,13           | 0,70               | 1,43                               | 0,48     | 0,95               |  |
| C3 - AIMAS                  | 1,74           | 0,50               | 1,24                               | 0,28     | 0,96               |  |
| UCP                         | 0,02           | 0,00               | 0,02                               | 0,020    | 0,00               |  |
| Communication               | 0,04           | 0,00               | 0,04                               | 0,02     | 0,02               |  |
| Audit                       | 0,04           | 0,00               | 0,04                               | 0,02     | 0,02               |  |
| Divers et Imprévus          | 0,40           | 0,00               | 0,40                               | 0,00     | 0,40               |  |

# ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER

## PRSS

| SECTEURS/PROJETS/PROGRAMMES                                               | Montant<br>projet | Décaissement niveau II en Mds FCEA |                            |                        |                       |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------------------------|----------------------------|------------------------|-----------------------|
|                                                                           | Mds FCEA          | Jusqu'à<br>avril 2014              | Mai 2014<br>à Dec.<br>2015 | 30/04/14 à<br>30/04/15 | 1/05/15 à<br>31/12/15 |
| PRSS                                                                      | 40,8              | 18,82                              | 21,96                      | 2,90                   | 19,06                 |
| PRSS (MSLS)                                                               | 38,12             | 18,82                              | 19,30                      | 2,55                   | 16,75                 |
| C1 - Développement des Ressources<br>Humaines Paramédicales               | 8,21              | 0,00                               | 8,21                       | 0,44                   | 7,77                  |
| C2 - Renforcement de la disponibilité en<br>médicaments essentiels        | 7,00              | 7,00                               | 0,00                       | 0,00                   | 0,00                  |
| C3 - Amélioration de la qualité et<br>l'accessibilité des services de SMI | 17,61             | 11,82                              | 5,79                       | 1,18                   | 4,61                  |
| C4 - Appui Institutionnel                                                 | 5,30              | 0,00                               | 5,30                       | 0,93                   | 4,37                  |
| Gestion du projet (PRSS)                                                  | 1,54              | 0,00                               | 1,54                       | 0,32                   | 1,22                  |
| Communication                                                             | 0,08              | 0,00                               | 0,08                       | 0,00                   | 0,08                  |
| Audit                                                                     | 0,41              | 0,00                               | 0,41                       | 0,03                   | 0,38                  |
| Divers et Imprévus                                                        | 0,82              | 0,00                               | 0,64                       | 0,18                   | 0,64                  |



# ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER

## PPRE

Montant  
projet

Décaissement niveau II en Mds FCFA

### SECTEURS/PROJETS/PROGRAMMES

Mds CFA Jusqu'à Mai 2014 30/04/14 1/05/15 à Jan à Dec  
avril 2014 à Dec à 31/12/15 2015

### SANTE

|                                             |      |      |      |      |      |      |
|---------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| PPRE CCI 1478 / PPRE CCI 1437               | 6,05 | 0,00 | 1,43 | 0,90 | 0,53 | 0,00 |
| C1 - Transfert ECHO (Décaissement niveau I) | 1,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C2 - Transfert NPSP (Décaissement niveau I) | 1,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C3 - Transfert IPCI (Décaissement niveau I) | 1,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C4 - Transfert UCP (INHP)                   | 1,43 | 0,00 | 1,43 | 0,90 | 0,53 | 0,00 |

## DIFFICULTES

- Rumeur d'affectation par la SOGEPIC du site devant abriter les locaux de la DC PNSR/PF à une ambassade étrangère
- Retard global d'exécution dû au changement intervenu dans la direction exécutive de l'AIBEF (Recrutement du nouveau DE et du DAF effectué)
- Retard global d'exécution dû à la lenteur d'exécution des marchés
- Retard dans le démarrage effectif de la mise en œuvre de la composante 4



## PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Courrier de Recours en contestation émis par Mme la Ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida
- Accélération des phases d'approbation des rapports d'analyse et de signature des contrats
- Echange avec toutes les directions et services concernés pour accélérer la mise en œuvre de la composante 4
- Décision à prendre en liaison avec le ST-C2D sur la contractualisation avec FEI
- Décision à prendre sur les modalités de contractualisation avec les cabinets internationaux pour les besoins d'assistance technique court terme et long terme.



## PERSPECTIVES PIPFF

### DCPNSR/PF

- Doter la DCPNSR/PF en véhicules
- Réaliser les études pour les travaux de réhabilitation/extension du siège de la DC PNSR/PF. Réhabiliter et équiper les locaux.

### AIBEF

- Acquérir une clinique mobile, un camion podium, un camion de livraison, un véhicule 4\*4 et du matériel biomédical

### AIMAS

- Ouverture officielle de l'antenne de Korhogo
- Poursuite des activités programmatiques en collaboration avec les ONG partenaires

## PERSPECTIVES PRSS

- Finaliser le recrutement des bureaux d'étude pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de l'INFAS d'Aboisso (Assouba) et pour la réhabilitation des INFAS de Bouaké et de Korhogo
- Finaliser le recrutement des bureaux d'études, de suivi et de contrôle des travaux de réhabilitation des HG (Anyama, Soubré et Duékoué) et des CHR de San-Pedro et Guiglo
- Effectuer les différentes études, suivis et contrôle des travaux
- Lancer les AO pour les travaux de réhabilitation et les AO pour les équipements biomédicaux et les mobiliers
- Attribuer les marchés et débiter leurs exécutions
- Mettre en œuvre toutes les activités de la composante 4





# CONCLUSION







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# MERCI POUR VOTRE ATTENTION

## Rapport de la revue du secteur santé

- Date : 13/01/2015
- Début : 10h00
- Fin : 13h30
- Présidence : Mme Diaté (Coordonnatrice du ST-C2D)
- Présentateur : Dr Koné Mamadou (Coordonnateur)
- Rapporteur : Bonnisso Germain (Responsable Suivi Evaluation)

- Questions et discussions

| N° | QUESTIONS / OBSERVATIONS                                                                                                                                       | RELEVÉES PAR          | REPONSE APPORTÉE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Quel est le principal point de blocage pour la construction des locaux de la DC PNSR/PF                                                                        | Coordonnateur UCP     | Le terrain initial semble avoir été réaffecté à une ambassade étrangère. Un courrier de recours en contestation a été émis par Mme la Ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida. Transmettre une copie du courrier au ST-C2D et faire le suivi.                                                                                                |
| 2  | Le retard accusé dans la mise en œuvre des activités du PIPPF a-t-il été évalué ? Quelle incidence ce retard peut avoir sur la mise en œuvre globale du projet | RSE ST-C2D            | La DC PNSR/PF doit effectuer une analyse des retards et leur incidence sur la mise en œuvre du projet. Une rencontre de coordination aura lieu le 19/01/2015 pour discuter des retards<br>La DC PNSR/PF n'a pas suffisamment joué son rôle de coordination des acteurs du PIPPF. Des rencontres bimensuelles de coordination sont planifiées pour 2015. |
| 3  | Pourquoi l'AIMAS a connu un retard dans le début de ses activités                                                                                              | Coordonnatrice ST-C2D | AIMAS dès l'entame de ses activités devait mettre en place des procédures puis procéder aux différents recrutements et au déploiement des équipes.<br>Le plan d'action actuelle permet de rattraper les 04 mois de retard. Au moins 80% des activités planifiées seront réalisées en 2015.                                                              |

| N° | QUESTIONS / OBSERVATIONS                                                                                                                                               | RELEVÉES PAR                     | REPONSE APPORTÉE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4  | Au niveau de la Composante 4 du Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS), quels sont les principaux points de blocage et quelles sont les solutions proposées | DGS,<br>Coordonnatrice du ST-C2D | <p>La composante 4 a été défini il y'a deux ans et à l'heure actuelle pour une meilleure atteinte des résultats il est impératif de prendre en compte certaines données telles que la Couverture Maladie Universelle et la création des deux nouvelles directions au MSLs.</p> <p>Le manuel de procédure n'était pas suffisamment connu de l'UCP sur certaines dépenses liées aux formations telles que les frais de transports et les formalités administratives.</p> <p>Une séance de travail a eu lieu le 05/01/2015 avec toutes les directions et services concernés pour accélérer la mise en œuvre de la composante.</p> <p>Une décision est à prendre en liaison avec le ST-C2D sur la contractualisation avec FEI</p> <p>Une décision est à prendre sur les modalités de contractualisation avec les cabinets internationaux pour les besoins d'assistance technique court terme et long terme.</p> <p>L'AFD est à la disposition de l'UCP pour discuter des points de blocage de la composante 4</p> <p>Une séance de travail doit avoir lieu en début de semaine prochaine et elle réunira l'AFD, l'UCP Santé, le ST-C2D et toutes les directions du MSLs concernées par la composante 4 du PRSS.</p> |
| 5  | Pourquoi l'assistance technique à l'INFAS a connu un retard ?                                                                                                          | DG INFAS                         | <p>Le retard est dû au mode de passation de marché notamment l'appel d'offre international qui prend beaucoup de temps.</p> <p>Par ailleurs, le cabinet retenu a tardé à transmettre à l'UCP la garantie bancaire et la facture pour l'avance de démarrage. L'UCP a reçu la garantie bancaire le 12/01/2015.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 4  | Vu le retard accusé au niveau de l'INFAS, existe-t-il un chronogramme mise à jour pour la composante 1 du PRSS                                                         | RSE ST-C2D                       | <p>Une séance de travail doit avoir lieu entre le point focal INFAS, le RSE ST-C2D et l'UCP Santé pour procéder à l'élaboration du chronogramme.</p> <p>Les analyses des propositions pour les études de réhabilitation sont terminées. La mise en œuvre du projet connaîtra une accélération.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



| N° | QUESTIONS / OBSERVATIONS                                                                                                                                              | RELEVÉES<br>PAR         | REPONSE APPORTÉE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | Quelles sont les difficultés au niveau de la passation des marchés observées à la NPSP comme indiquée dans le rapport ?                                               |                         | <p>Le retard au niveau de la passation des marchés est dû à deux causes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La procédure des AO internationaux qui prend beaucoup de temps</li> <li>-La réticence des fournisseurs à cause des dettes antérieures contractées par la PSP. La confiance est rétablie avec la plupart des fournisseurs car 90% d'entre eux ont été réglés dans les délais.</li> </ul> |
| 5  | Qu'est ce qui explique le retard dans la livraison des ARV                                                                                                            | RSE ST-C2D              | <p>Les notifications techniques et financières pour les ARV sont parvenues en retard et le Conseil d'Administration de la NPSP n'autorise plus de la création de passif sans budget clair.</p>                                                                                                                                                                                                                |
| 6  | Subvention d'achat allouée aux « Non recouvrable » (MAC-orphelinats-pouponnières) surestimé                                                                           |                         | <p>La NPSP devra organiser une réunion avec la DAF du MSL, le ST-C2D, la NPSP et les MAC-orphelinats-pouponnières pour discuter de l'appui budgétaire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 7  | Quelles sont les difficultés majeures à relever au niveau de la composante gérée par ECHO ? Peut-on avoir une garantie sur la transmission des rapports d'activités ? | Coordinatrice du ST-C2D | <p>Pas de difficulté majeure.</p> <p>Des garanties ont été prises afin d'assurer la transmission des rapports semestriels dans les délais au MPMEF et à l'UCP Santé.</p> <p>Une rencontre mensuelle avec toutes les ONG pour le suivi des activités et pour assurer la transmission des rapports dans les délais.</p>                                                                                         |
| 8  | Quelles sont les raisons du retard dans la mise en œuvre du Programme de Préparation et de Réponse contre l'épidémie de la maladie à virus Ebola (PPRE)               | RSE ST-C2D              | <p>Le plan de passation de marché et le plan annuel d'activité seront validés à la fin de cette semaine du 13/01/2015.</p> <p>Les procédures de passation de marchés actuelles ne tiennent pas suffisamment compte des situations d'urgence telle que la question de l'épidémie à virus Ebola. Une réflexion est à mener relativement à la gestion des ressources des situations d'urgence.</p>               |

**- 6 -**

**Eau potable**

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT** **RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

**Contrat de Désendettement et de Développement**

**Etat d'avancement au 31 décembre 2014**

**Eau Potable**



## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **INTRODUCTION**

La ville d'Abidjan est confrontée à un important déficit de production d'eau potable, évalué à plus de 200 000 m<sup>3</sup>/jour.

L'objectif principal de ce financement C2D est de renforcer la production d'eau potable pour l'amélioration des conditions de vie des populations urbaines, en particulier, les populations à faibles revenus.

**PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**  
**RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

**ETAT**  
**D'AVANCEMENT**  
**PHYSIQUE**

## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

### Composante 1: PROGRAMME D'URGENCE ( 27,7 Mds F CFA)

#### Du District d'Abidjan (39 000 m3/j)

- ❖ Etat d'avancement :
  - Taux d'exécution physique: 67%;
  - Taux de décaissement : 54% (Avance de démarrage, décomptes n° 1, 2, et 3)

#### Du District des Montagnes (6 240 m3/j)

- Taux d'exécution physique: 87%;
- Taux de décaissement: 82% (Avance de démarrage, décomptes n° 1, 2, et 3)

#### Prestation MOD/MO ONEP

- Convention n° 1 Taux de décaissement: 100%
- Convention n° 2 Taux de décaissement: 0%

#### ❖ Difficultés rencontrées:

- Démarrage tardif des travaux;
- Retard de commande et livraison de matériels d'équipement par la SODECI;
- Modification de la nature des travaux (avenant n° 1);
- Retard dans l'établissement des décomptes



## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

### Composante 2: PROJET DE RENFORCEMENT DE LA VILLE D'ABIDJAN A PARTIR DU CHAMP CAPTANT DE SONGON ( 27,88 Mds ; 43 000 m<sup>3</sup>/j)

#### Etat d'avancement :

- Taux d'exécution physique: 20%;
- Taux de décaissement: 18%

- Réalisation de six forages: Travaux achevés
- Fourniture et Pose des canalisations: Taux d'exécution: 43%; taux de de décaissement: 30% (Avance de démarrage, décompte n°1 et 2).
- Pour les 6 autres composantes, le processus de finalisation des DAO(s) et de passation de marché est en cours:
  - Construction de la station de traitement 2100m<sup>3</sup>/h, Génie civil bâches de 5000m<sup>3</sup> chacune;
  - Réalisation de 9 forages à grand diamètre et de 3 piézomètres;
  - Alimentation électrique;
  - Equipement de 15 Forages;
  - Equipement salle de reprise et deux (2) bâches de 5000m<sup>3</sup>;
  - Réalisation piste d'accès.
- ❖ **Prestation MOD/MO\_ SODECI (500 millions f cfa.)**
  - Convention approuvée depuis le 30 septembre 2014, Aucune demande de paiement adressée
- ❖ **Difficultés rencontrées:**
  - Retard dans la rédaction des DAO(s) par la SODECI
  - Retard dans l'établissement des décomptes
  - Blocage des travaux en vue (Problème d'indemnisation des populations)

## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

*Composante 3: PROJET DE RENFORCEMENT DE LA VILLE D'ABIDJAN A PARTIR  
DU CHAMP CAPTANT SIPIM RIVIERA (6,03 Mds; 16 000 m<sup>3</sup>/j)*

- ❖ Etat d'avancement
  - Réalisation de deux nouveaux forages: Travaux de foration achevés, essais de pompage en cours
  - Taux d'exécution physique: 63%;
  - Taux de décaissement: 30% (Avance de démarrage).

Pour les 2 autres composantes, le processus de passation de marché est en cours:

- Construction de la station de traitement;
- Fourniture et pose des conduites;
- ❖ Prestation MOD/ONEP
  - Coût : 84 millions f.cfa, Taux de décaissement 30% (avance de démarrage)
- ❖ Prestation MO/BETICI
  - Coût : 240 millions f.cfa. Taux de décaissement 36% (décomptes 1 et 2)

### Difficultés rencontrées:

- Problème de la disponibilité de la ressource en eau → En attente des résultats des essais de pompage en cours et de l'étude hydrogéologique d'Artelia.

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### *Composante 4: BRANCHEMENTS SOCIAUX*

**Etat d'avancement :** Financement de 4,5 milliards f cfa (30 000 branchements) dont 3 Milliards f cfa sur le C2D et 1,5 Mds (10 300 branchements) ; Don de la Corée (KOICA),

Le financement des 3 Mds vient d'être acquis (Avenant n°1 au 1<sup>er</sup> C2D)



## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### *Composante 5: RENFORCEMENT DES CAPACITES*

Description des tâches: Cette composantes couvre les prestations suivantes:

- la campagne de communication et médiatisation ;
- l'enquête qualitative et baromètre quantitatif
- l'étude sur l'optimisation des communications d'eau de l'Etat ;
- le fonctionnement de la Cellule de Suivi des Projets C2D ;
- le renforcement des capacités du personnel de la Cellule de Suivi des Projets C2D /MIE et de l'ONEP
- les prestations du Cabinet d'Assistance à la Cellule de Suivi des Projets C2D-MIE (Cabinet FEI)

**Etat d'avancement :** les prestations sont en cours d'exécution conformément au planning.

# PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

| COMPOSANTES                                                                                                                      | Taux d'exécution % physique | Difficultés                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Composante 1a: Programme d'Urgence du District d'Abidjan</i>                                                                  | 67%                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Démarrage tardif des travaux;</li> <li>Retard de commande et livraison de matériels d'équipement par la SODECI;</li> <li>Modification de la nature des travaux ( avenant n°1);</li> <li>Retard dans l'établissement des décomptes</li> </ul> |
| <i>Composante 1b: Programme d'Urgence du District des Montagnes</i>                                                              | 87%                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Retard dans la rédaction des DAO(s) par la SODECI</li> <li>Retard dans l'établissement des décomptes</li> <li>Blocage des travaux en vue (Problème d'indemnisation des populations)</li> </ul>                                               |
| <i>Composante 2: Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir du champ captant de Songon</i>     | 20%                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Problème de la disponibilité de la ressource en eau</li> </ul>                                                                                                                                                                               |
| <i>Composante 3: Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir du champ captant de st Viateur</i> | 4,8%                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <i>Composante 4: Branchements Sociaux</i>                                                                                        | 0%                          | Travaux non démarré                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <i>Composante 5: Renforcement de capacités</i>                                                                                   | 37%                         | Travaux en cours conformément au planning                                                                                                                                                                                                                                           |

**PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**  
**RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

**ETAT DES  
DECAISSEMENTS**



## RECAPITULATIF ETAT DE DECAISSEMENT

| COMPONENTES                                                                                                                      | PREVISION<br>DE<br>DECAISSE<br>MENT 2014<br>(Mds f cfa) | PAIEMENTS<br>EFFECTUES Mds f cfa                                                                         | TAUX DE<br>DECAISSEMENT (%) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| <i>Composante 1: Programme d'Urgence</i>                                                                                         | 27,7                                                    | 17 Mds (Avance de démarrage, décompte n°1, 2 et 3)<br>*(2,6 Mds en cours de paiement)                    | 61,37%                      |
| <i>Composante 2: Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir du champ captant de Songon</i>     | 10                                                      | 5,5 Mds Avance de démarrage, décompte n°1 et 2)<br>*(3,6 Mds en cours de paiement chez l'Agent Comptable | 56%                         |
| <i>Composante 3: Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir du champ captant de st Viateur</i> | 3,9                                                     | 0,164 Mds (Avance de démarrage MOD et décompte n°1 et 2 MO)                                              | 4,11%                       |
| <i>Composante 4: Branchements Sociaux</i>                                                                                        | 0                                                       | Travaux non démarrés                                                                                     |                             |
| <i>Composante 5: Renforcement de capacités</i>                                                                                   | 0,51                                                    | 0,11 Mds<br>(Fonctionnement Budget CSP, et Prestation divers)                                            | 21,57%                      |
| <b>Total</b>                                                                                                                     | <b>42,11</b>                                            | <b>22,77</b>                                                                                             | <b>54,08%</b>               |

Nb le taux de décaissement passera de 54% à 68% d'ici au 20 janvier 2015

## RECAPITULATIF ETAT DE PAIEMENT

# PREVISIONS DE DECAISSEMENTS

## PREVISIONS DE DECAISSEMENT (Jan - Déc 2015)

| COMPOSANTES                                                                                                                                 | MONTANT<br>DU<br>MARCHÉ<br>Mds | ETAT DES<br>DECAISSE<br>MENTS<br>Mds AU 31<br>DEC 2014 | 1 <sup>er</sup><br>Semestre<br>2015<br>Mds | 2 <sup>ème</sup><br>semestre<br>2015<br>Mds | DATE<br>PREVISION<br>NELLE DE<br>FIN DES<br>TRAVAUX |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| <i>Composante 1: Programmes<br/>d'Urgence</i>                                                                                               | 27,7                           | 17                                                     | 10,7                                       | -                                           | Mars 2015                                           |
| <i>Composante 2: Renforcement de<br/>l'alimentation en eau potable de la<br/>ville d'Abidjan à partir du champ<br/>captant de Songon</i>    | 27,88                          | 5,5                                                    | 13,5                                       | 8,8                                         | Septembre<br>2015                                   |
| <i>Composante 3: Renforcement de<br/>l'alimentation en eau potable de la<br/>ville d'Abidjan à partir du champ<br/>captant de st Vateur</i> | 6,03                           | 0,164                                                  | 4,8                                        | 1,07                                        | Juillet 2015                                        |
| <i>Composante 4: Branchements<br/>Sociaux</i>                                                                                               | 4,5                            | 0                                                      | 1,5 (Koïca)                                | 3                                           | Décembre<br>2015                                    |
| <i>Composante 5: Renforcement des<br/>capacités</i>                                                                                         | 1,18                           | 0,11                                                   | 0,5                                        | 0,57                                        | Décembre<br>2015                                    |
| <b>Total</b>                                                                                                                                | <b>67,29</b>                   | <b>22,77</b>                                           | <b>29,5</b>                                | <b>13,44</b>                                | 100% de<br>décaissement                             |

NB: Les montants des travaux des composantes 2 et 3 ne seront définitifs qu'au terme du processus de passation des marchés,



## CONCLUSIONS

### *D'énormes difficultés*

- ❖ *Lenteurs au niveau de la passation des marchés:*
  - *Rédaction des DAO(s) par les MOD(s);*
  - *Analyse des offres et d'établissement des PV;*
  - *Rédaction des marchés;*
  - *Approbation des marchés.*
- ❖ *Au niveau de l'exécution des travaux:*
  - *Démarrage tardif des travaux (études techniques pas finalisées)*
  - *Retard de commande et de livraison de matériels d'équipement par la SODECI;*
  - *Modification de la nature des travaux (avenant n°1);*

*Pour un meilleur suivi des travaux, nous recommandons la mise en place de cellules destinées exclusivement aux travaux C2D au sein des MOD(s).*

## COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D

**Secteur :** EAU POTABLE

**Exposant :** Mme COULIBALY Karitia, Responsable de Cellule de Suivi des Projets C2D MIE

**Rapporteur :** DIAGONE BI Irié Landry, Chargé de Programme Eau

**Date et heure :** de 9 h à 12 heures

### Les points d'attention

| N° | Question                                                                                                                                                                                     | Question posée par                                                                                          | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | <b>Projet de SONGON</b><br>Y'a-t-il une dotation budgétaire 2015 prévue pour les indemnités des populations ?                                                                                | M. SIDY Cissé,<br>Dir Cab Adjoint<br>MPMB                                                                   | Une dotation budgétaire de 1 milliard a été prévue pour couvrir toutes les charges du Ministère des Infrastructures Economiques aux indemnités.<br>Or, pour le projet de Songon, le budget d'indemnité est évalué à 1,2 milliards.<br>Il est donc nécessaire que l'Etat mobilise très rapidement des ressources additionnelles pour permettre la libération des emprises et ne pas retarder l'avancement des projets.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 2  | Par rapport au planning prévisionnel, il existe d'importants retards dans les décaissements. Qu'est-il prévu pour y remédier ?                                                               | M. Pannetier<br>Olivier,<br>Directeur<br>Adjoint de<br>l'AFD<br><br>Mme Djatti,<br>Coordonnatrice<br>ST-C2D | Pour limiter les retards, les mesures suivantes sont prévues :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>✓ appliquer des pénalités de retard, conformément aux dispositions des marchés ;</li> <li>✓ transmettre des courriers de mise en demeure aux entreprises dont les retards d'exécution des travaux sont injustifiés ;</li> <li>✓ proposition d'organisation de séminaire pour l'analyse et jugement des appels d'offres ;</li> <li>✓ transmission plus rapide des PV d'analyse des offres par les COJO ;</li> <li>✓ échanges réguliers entre la CSP du MIE, les MOD, la DMP et l'AFD ;</li> <li>✓ mise en place de cellules dédiées au C2D au niveau des MOD.</li> <li>✓ Par ailleurs, le ST-C2D envisage un courrier à la SODECI concernant les retards observés sur le champ captant de Songon et les programmes d'urgence.</li> </ul> |
| 3  | Le paiement par l'Etat de ses consommations d'eau étant un engagement particulier de la convention du 1 <sup>er</sup> C2D eau, quelle est la situation du paiement des factures par l'Etat ? | M. Pannetier<br>Olivier,<br>Directeur<br>Adjoint de<br>l'AFD                                                | Selon le Ministère chargé du Budget, l'Etat paye régulièrement, depuis 2 ans, les factures de consommations d'eau des structures publiques. Cependant, des arriérés existent et des dispositions sont en cours pour l'épuration de la dette de l'Etat.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 4  | Pour les Programmes                                                                                                                                                                          | M. DIDIER<br>Kouakou,                                                                                       | Les travaux n'étant pas achevés au terme du délai contractuel (fin 2014), notamment au niveau de la                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| N° | Question                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Question posée par                               | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | d'urgence d'Abidjan et des Montagnes, les travaux n'étant pas encore achevés, ne faudrait-il pas prévoir un prolongement du contrat de l'ONEP assurant le Contrôle des travaux ?                                                                                                               | Responsable Suivi et Evaluation ST-C2D           | mise en exploitation des stations SANIFUTUR, l'autorisation a été accordée par le MPMB, le 31/12/2014, pour prolonger le contrat de Maîtrise d'Ouvrage Délégée et de contrôle de l'ONEP. Un avenant à la convention MOD de l'ONEP doit être établi et transmis pour validation à la DMP et l'AFD.                                                                                                              |
| 5  | Quelle est l'avancement du programme de branchements sociaux ?                                                                                                                                                                                                                                 | M. Pannetier Olivier, Directeur Adjoint de l'AFD | Aucun décaissement n'a été effectué au titre de l'année 2014, car en attente de la mise en exploitation de nouvelles productions (Niangon II, Bonoua I, Abidjan Nord-Est, Songon) Néanmoins, le programme peut démarrer, sur financement KOICA, dans la commune de Yopougon où la station de Niangon II est opérationnelle. Une réflexion sur les critères d'éligibilité aux branchements sociaux est à mener. |
| 6  | Par anticipation au 2 <sup>ème</sup> C2D eau, le MIE envisage le lancement d'un appel d'offres travaux (réseau à Abobo) et un contrat en gré à gré pour les études dans le cadre du projet de renforcement du réseau d'Abidjan (cofinancement C2D/BEI). Quelles sont les procédures à suivre ? | M. Pannetier Olivier, Directeur Adjoint de l'AFD | Le principe des appels d'offres par anticipation devra connaître l'accord des parties en présence. Le MIE doit se rapprocher du ST-C2D sur ce sujet.                                                                                                                                                                                                                                                           |

### **CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES**

- Le 1er C2D avance globalement bien, en dépit des retards accusés sur le programme prévisionnel de fin des travaux.
- Suite aux retards dans l'exécution des travaux, des pénalités sont à appliquer avec transmission de mises en demeure.
- Des cellules exclusivement dédiées au C2D doivent être mises en place au sein des Maîtres d'Ouvrage Délégées (ONEP et SODECI).



**- 7 -**

**Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINEF)**

## SOMMAIRE

---

### **I- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS**

### **II- TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ETAT D'EXECUTION**

### **III- ETAT D'EXECUTION DU PROJET**

A- Etat d'exécution technique

B- Situation financière au 31 décembre 2014

### **IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS**

A- Décaissement de niveau 1

B- Décaissement de niveau 2

C- Conclusion

### **V- DIFFICULTES RENCONTREES**

A- Description

B- Proposition de mesures correctives

### **VI- PERSPECTIVES**

A- Echéance Juin 2015

B- Echéance Décembre 2015

### **VII- CONCLUSION GENERALE**

### **ANNEXE**

## I- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>IDENTIFICATION :</b><br><b>PROJET CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES (CORENA)</b><br><b>Renforcement des capacités du Ministère des Eaux et Forêts pour la gestion de 90 forêts classées</b><br><b>Appui Institutionnel du MINEF</b>                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>CONVENTION D'AFFECTATION</b><br><b>N° CCI 1369 01N signée le 20</b><br><b>Septembre 2013</b> |
| <b>MONTANT :</b><br><b>Sept cent cinquante mille francs CFA</b><br><b>750 000 FCFA</b>                                                                                                                                                                                                                                  | COMPOSANTES (plan de financement actuel)                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Désignation</b>                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>Montant (10<sup>6</sup> FCFA)</b>                                                            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 1-Audit stratégique de la SODEFOR                                                                                                                                                                                                                                                   | 81,26                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 2-Audit des conventions de partenariat de la SODEFOR                                                                                                                                                                                                                                | 51,02                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 3-Etats généraux de la forêt, de la faune, des Ressources en eau ( 5 études thématiques, forum des états généraux)                                                                                                                                                                  | 214,07                                                                                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 4-Elaboration de la loi relative à la gestion de la faune et de la chasse                                                                                                                                                                                                           | 17,5                                                                                            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 5-Etude relative à la fiscalité forestière                                                                                                                                                                                                                                          | 26                                                                                              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 6-Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune                                                                                                                                                                                | 27,04                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 7-Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF(Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionale, fourniture informatique et de bureau) | 160                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 8-Renforcement des capacités opérationnelles de 144 agents du MINEF en comptabilité publique et en planification de projets                                                                                                                                                         | 32,04                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 8-Renforcement des capacités opérationnelles des agents du MINEF en comptabilité publique et en planification de projets                                                                                                                                                            | 35, 29                                                                                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 9-Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau)                                                                                                                       | 87,55                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 10-Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant, autres fournitures)                                                                                                                                                                  | 29                                                                                              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 11-Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                                                                                                                                                                                    | 21,22                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>750</b>                                                                                      |
| DATE DEMARRAGE : <b>Septembre 2013</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                     | DATE CLOTURE CONVENTION : <b>Décembre 2015</b>                                                  |
| <b>ORGANES DE GESTION</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maître d'ouvrage : <b>Ministère des Eaux et Forêts</b></li> <li>Organe d'exécution : <b>CSP</b></li> <li><b>Chef de la Composante Appui Institutionnelle : ME KOUAME Martial</b></li> <li>Point focal ministère : <b>Col. KOUASSI AMIAN</b></li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                 |
| <b>ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Abidjan, Abengourou, Bouaké, Bondoukou, Korhogo, Man, Yamoussoukro</b></li> </ul>                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                 |



## II- TABLEAU SYNOPSIS DE L'ETAT D'EXECUTION

| MINISTERE DES EAUX ET FORETS             |                                                                                                                                                                                                                                       |                                            |                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTES                              | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                     |                                            | DIFFICULTES                                                                                                                                                                                                                      | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                                                                                                                                           | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                         |
|                                          | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                             | FINANCIER                                  |                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                           |
| <b>1-Audit stratégique de la SODEFOR</b> | -Organisation d'un appel à manifestation d'intérêts ;<br>-Obtentions des ANOs de l'AFD pour la diffusion des résultats des AMI et du lancement de l'appel d'offres<br>-Elaboration et lancement des DAO auprès des 7 cabinets retenus | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 | Les conditions suspensives concernant l'appui institutionnel n'ont été levées qu'en Novembre 2014.<br>Les incertitudes liées à cet état de fait n'ont donc pas permis de respecter le calendrier d'exécution pour les activités. | Avec la levée des conditions suspensives, la mise en œuvre des activités sera accélérée afin que le calendrier d'exécution soit respecté.<br>Au 31 Décembre 2015, l'ensemble des activités pourra ainsi être exécuté. | - Dépouillement des offres et sélection du cabinet;<br>- réalisation de l'audit stratégique<br>-Validation du document d'audit<br>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues |

| MINISTERE DES EAUX ET FORETS                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                            |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTES                                                      | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                            | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMELIORATION | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                  | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                             | FINANCIER                                  |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2-Audit des conventions de partenariat de la SODEFOR             | -Organisation d'un appel à manifestation d'intérêts ;<br>-Obtentions des ANOs de l'AFD pour la diffusion des résultats des AML et du lancement de l'appel d'offres<br>-Elaboration et lancement des DAO auprès des 5 cabinets retenus                                                                 | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 | Idem        | Idem                        | - Dépouillement des offres et sélection du cabinet;<br>- réalisation de l'audit des conventions de partenariat de la SODEFOR<br>-Validation du document d'audit<br>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues                                                                                                                                                                                   |
| 3-Etats généraux de la forêt, de la faune, des Ressources en eau | -Organisation d'un appel à manifestation d'intérêts pour 5 études thématiques ;<br>-Obtentions des ANOs de l'AFD pour la diffusion des résultats des AML et du lancement de l'appel d'offres concernant chaque étude thématique ;<br>-Elaboration et lancement des DAO auprès des 14 cabinets retenus | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 | Idem        | Idem                        | - Dépouillement des offres et sélection des 5 cabinets;<br>- réalisation des 5 études thématiques<br>-Validation des 5 documents des études thématiques<br>-Organisation du forum des états généraux<br>- Lancement de la consultation restreinte<br>-Dépouillement des offres et sélection du cabinet;<br>- Elaboration et validation des textes<br>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues |
| 4-Elaboration de la loi sur la gestion de la faune               | -Elaboration des termes de référence et du dossier de consultation restreinte ;<br>-Obtention de l'ANO de l'AFD pour le lancement du dossier de consultation restreinte                                                                                                                               | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 | Idem        | Idem                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| MINISTERE DES EAUX ET FORETS                                                                                |                                                                                                                                                                         |                                            |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTES                                                                                                 | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                       |                                            | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMELIORATION | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                              |
|                                                                                                             | TECHNIQUE                                                                                                                                                               | FINANCIER                                  |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>5-Etude sur la fiscalité forestière</b>                                                                  | -Elaboration des termes de référence et du dossier de consultation restreinte ;<br>-Obtention de l'ANO de l'AFD pour le lancement du dossier de consultation restreinte | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 | Idem        | Idem                        | -Lancement de la consultation restreinte;<br>- Choix du cabinet<br>-Elaboration et validation du document ;<br>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues                                                         |
| <b>6-Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune</b> | -Elaboration des termes de référence pour le recrutement d'un cabinet ;<br>-Inventaire des textes possibles en vue de la préparation du travail du cabinet à recruter.  | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014 |             |                             | -Lancement de la consultation restreinte;<br>- Choix du cabinet et signature du marché<br>-Elaboration et validation des textes d'application sur le code forestier<br>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues |



| MINISTERE DES EAUX ET FORETS                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                   |             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTES                                                                                                                                                                                                                               | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                   | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | FINANCIER                                         |             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>7-Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF(Développement et application informatique, matériel interconnexion des Directions régionale)</p> | <p>-Elaboration des DAOs relatifs au développement de l'application, de l'acquisition du matériel informatique ;<br/>-Elaboration de la convention avec la SNDI pour l'interconnexion des Directions régionales du MINEF ;<br/>-Obtention des ANOs de l'AFD pour les DAOs et la Convention avec la SNDI</p> | <p>Aucun engagement financier au 31 déc. 2014</p> | Idem        | Idem                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                   |             | <p>Développement application informatique<br/>-Lancement de l'appel d'offre ;<br/>-Choix du cabinet<br/>-Développement de l'application ;<br/>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues<br/>Acquisition du matériel informatique ;<br/>-Lancement de l'appel d'offre ;<br/>-Choix du cabinet<br/>-Développement de l'application ;<br/>-Exécution du marché conformément aux échéances prévues.<br/><u>Convention avec la SNDI pour la réalisation de l'interconnexion des DR</u><br/>- Signature du document de conventions par le Ministre des Eaux et Forêts et le Ministre chargé du budget.<br/>- Exécution de la Convention conformément aux échéances</p> |

## MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS

| COMPOSANTES                                                                                                                                                   | ÉTAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                       |                                                               | DIFFICULTÉS | PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION | PROCHAINES ÉTAPES                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                               | TECHNIQUE                                                                                                                                               | FINANCIER                                                     |             |                             |                                                                                                                                                                  |
| 8-Formation en comptabilité publique de 144 agents du MINEF et Formation en planification de projet de 30 Agent du MINEF                                      | -Termes de référence en cours de rédaction                                                                                                              | Aucun engagement financier au 31 déc. 2014                    | Idem        | Idem                        | -Elaboration et lancement du dossier de consultation restreinte<br>-Sélection du cabinet de formation<br>-Réalisation de la formation<br>- Exécution des marchés |
| 9-Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau) | Véhicules : L'ANO de l'AFD a été obtenu ; la demande de cotation est déposée chez les concessionnaires<br>Autres équipements : La livraison a été faite | 13 050 000 FCFA engagés                                       | Idem        | Idem                        | Véhicules :<br>-Choix des concessionnaires<br>-Livraison des véhicules ;<br>-Exécution des marchés                                                               |
| 10-Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant)                                                                | 09 mois d'indemnités ont été payés                                                                                                                      | 3 612 903 FCFA engagés                                        | Idem        | Idem                        | Réalisation du fonctionnement courant de la CSP                                                                                                                  |
| 11-Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi- Audit-frais financiers)                                                             | L'atelier de lancement a été réalisé                                                                                                                    | Les frais ont été engagés sur fonds d'étude non remboursables | Idem        | Idem                        | Réaliser les activités de suivi-évaluation selon les échéances prévues.                                                                                          |

### III- ETAT D'EXECUTION DU PROJET

#### A- Etat d'exécution technique

#### INTRODUCTION/CONTEXTE

La composante CORENA/MINEF/APPUI INSTITUTIONNEL comme toutes les autres composantes du projet CORENA ont souffert de la levée tardive des conditions suspensives pour les décaissements. En effet, l'ensemble des activités de cette composante avait démarré au début de l'année 2014 avec beaucoup d'entrain. Mais les incertitudes qui ont pesé sur le projet a mis en veilleuse les dossiers engagés. Avec la levée de ces mesures suspensives pour la présente composante, le traitement des dossiers a repris avec vigueur et plusieurs études qui sont déjà engagées pourront connaître leur aboutissement avant la fin du mois de juin 2015.

| COMPOSANTES                                               | Description des Actions prévues                                                                                                  | Montant (en Millions FCFA) | Etat d'exécution technique                                                                                                                                           | Décaissement effectué (en Millions FCFA) | Activités prévues en 2015                      | résultats attendus                                      | Décaissements prévus en 2015 (en Millions FCFA) | Date prévisionnelle d'achèvement de la composante |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Composante 1 :<br/>Audit stratégique de la SODEFOR</b> | *Organisation d'un appel d'offres international pour le choix d'un cabinet.<br>*Réalisation de l'audit stratégique de la SODEFOR | 81,262                     | *Un Appel à Manifestation d'intérêt a été lancé et a abouti à l'élaboration d'une short liste de 7 cabinets<br>*Un DAO a été élaboré et lancé auprès des 7 cabinets. | 0                                        | -Choix d'un cabinet<br>-Réalisation de l'audit | Le rapport d'audit est disponible avant le 30 juin 2015 | 81,262                                          | 31 Mai 2015                                       |



|                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |         |                                                                                                                                                                        |   |                                                                                                               |                                                                                                                             |          |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|
| <b>Composante 2</b><br><b>Audit des</b><br><b>conventions de</b><br><b>partenariat de la</b><br><b>SODEFOR</b>                                  | *Organisation d'un appel d'offres international pour le choix d'un cabinet.<br>*Réalisation de l'audit des conventions de partenariat de la SODEFOR                                                                                                                                                     | 51, 020 | *Un Appel à Manifestation d'intérêt a été lancé et a abouti à l'élaboration d'une short liste de 5 cabinets<br>*Un DAO a été élaboré et lancé auprès des 5 cabinets.   | 0 | *Sélection d'un cabinet<br>*Réalisation de l'audit                                                            | Le rapport d'audit est disponible avant le 30 Avril 2015                                                                    | 51,020   | 30 Avril 2015 |
| <b>Composante 3-</b><br><b>Etats généraux de la forêt, de la faune, des Ressources en eau ( 5 études thématiques, forum des états généraux)</b> | *Organisation d'un appel d'offre international pour la sélection de 5 cabinets en vue d'élaborer les 5 études thématiques préalables aux états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau.<br>*Organiser le forum des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau. | 214,5   | *Un Appel à Manifestation d'intérêt a été lancé et a abouti à l'élaboration d'une short liste de 14 cabinets<br>*Un DAO a été élaboré et lancé auprès des 14 cabinets. | 0 | *Sélection des 05 cabinets en vue d'élaborer les rapports de 5 études thématiques.<br>*Réalisation de l'audit | *Les 5 rapports d'étude sont disponibles avant le 31 2014<br>*Le forum des états généraux est organisé avant le 31 Mai 2015 | 214, 065 | 31 Mai 2015   |

|                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                               |      |                                                                                 |   |                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                             |        |                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------|
| <b>Composante 4-<br/>Elaboration de la loi relative à la gestion de la faune et de la chasse</b>                            | <p>*Elaborer un projet de loi relatif à la gestion de la faune et à l'exercice de la chasse</p> <p>*Proposer un projet de loi au Gouvernement pour adoption avant sa présentation à l'Assemblée nationale pour être votée</p> | 17,5 | *Un dossier de consultation restreinte a été élaboré et a obtenu l'ANO de l'AFD | 0 | <p>*Lancement de la consultation restreinte en vue de sélectionner un cabinet</p> <p>*Elaboration et validation du projet de loi</p> <p>*Proposition du projet de loi au gouvernement</p>         | *Un projet de code relatif à la gestion de la faune est disponible avant le 31 Mars 2015.                                                                                   | 17,5   | 30 Avril 2015                          |
| <b>Composante 5-<br/>Etude sur la fiscalité forestière</b>                                                                  | <p>*Organisation d'une consultation restreinte pour la sélection d'un cabinet ;</p> <p>Réalisation de l'étude relative à la fiscalité forestière</p>                                                                          | 26   | *Un dossier de consultation restreinte a été élaboré et a obtenu l'ANO de l'AFD | 0 | <p>*Lancement de la consultation restreinte en vue de sélectionner un cabinet</p> <p>*Elaboration et validation du projet de loi</p>                                                              | Le document de l'étude est disponible avant le 30 Avril 2015                                                                                                                | 26     | 30 Avril 2015                          |
| <b>Composante 6-<br/>Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune</b> | <p>*Elaboration des décrets, arrêtés et autres textes réglementaires suggérés par le code forestier et la loi relative à la gestion de la faune</p>                                                                           | 15   | *Elaboration des termes de référence de la prestation                           | 0 | <p>*Organiser la consultation restreinte pour la sélection d'un consultant</p> <p>*Elaborer l'ensemble des textes d'application Du code forestier et de la loi relative à la loi sur la faune</p> | <p>*Les décrets et arrêtés du code forestiers sont produits avant le 31 Mars 2015</p> <p>*Les décrets et arrêtés du code forestiers sont produits avant le 30 Août 2015</p> | 27,039 | 31 Mars 2015<br>Et<br>31 Décembre 2015 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |       |                                                                                                                                                                                                                                     |   |                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                     |       |                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Composante 7 :</b><br>Conception et mise en œuvre d'un Système Informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF(Développement Informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionale et fournitures informatiques) | *Concevoir une application informatique pour la gestion et le suivi-évaluation des programmes et projets<br>*Acquérir du matériel informatique pour la mise en œuvre de l'application informatique<br>*Réaliser les travaux d'interconnexion de 6 Directions régionales avec les Directions centrales du MINEF | 160   | *Les DAOs ont été élaborés respectivement pour le choix d'un cabinet en vue de développer l'application et l'acquisition du matériel informatique ;<br>*Signature de la convention avec la SNDI pour l'interconnexion de 6 DR MINEF | 0 | *Lancement des appels d'offres relatifs à l'application informatique et à l'acquisition du matériel<br>*Sélection respectivement du cabinet pour le développement de l'application informatique et du fournisseur pour l'acquisition du matériel informatique | *Des tableaux de bord sont élaborés et partagés avec les acteurs pour le suivi et l'évaluation des programmes et projets avant le 30 septembre 2015 | 160   | Application informatique :<br>30 Avril 2015<br>Interconnexion :<br>n : 30 Avril 2015<br>Matériel informatique :<br>31 Mars 2015 |
| <b>Composante 08</b><br>Renforcement des capacités opérationnelles des agents du MINEF en Comptabilité publique et en planification de projets                                                                                                                                        | *Formation en comptabilité publique de 144 agents du MINEF et<br>*Formation en planification de projet de 30 Agents du MINEF                                                                                                                                                                                   | 35,29 | Les termes de référence sont en cours de rédaction                                                                                                                                                                                  | 0 | *Organisation de 02 consultations restreintes pour la sélection de 02 cabinets de formation<br>*Réalisation des formations                                                                                                                                    | Les formations sont réalisées avant le 30 juin 2015                                                                                                 | 35,29 | 30 juin 2015                                                                                                                    |



|                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                          |            |                                                                                                                                                                |               |                                                                                                                            |                                                                  |                                                                                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Composante 09 :</b><br>Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau) | Equiper du la cellule de suivi du projet en véhicules, mobilier et matériel de bureau                                                                                                    | 84,55      | * Le mobilier, le matériel informatique et certaines fournitures ont été acquis<br>* La demande de cotation des véhicules a été transmise aux concessionnaires | 13,050        | * Choix des concessionnaires de véhicules<br>* Acquisition de fourniture selon les nouveaux besoins                        | Les conditions de travail de l'équipe de projet sont améliorées. | *28 Février 2015 pour les véhicules<br>*31 Décembre 2015 pour les autres fournitures |
| <b>Composante 10</b><br>Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, indemnités, carburant, autres fournitures)                                               | Assurer le fonctionnement continu de la CSP en améliorant les conditions de travail                                                                                                      | 54,54      | Une première tranche des indemnités a été payée par le fonds d'études du ST/C2D                                                                                | 3,613         | Assurer l'entretien continu et le fonctionnement du matériel acquis pour le compte du projet                               | La CSP assure la réalisation efficace des activités du projet    | 31 Décembre 2015                                                                     |
| <b>Composante 11-</b><br>Suivi – évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                                                                | * Réaliser les missions de suivi des activités du volet Appui Institutionnel et de la SODEFOR<br>* Réaliser l'audit annuel du projet<br>* Assurer la prise en charge des faits de compte | 21,22      | * L'atelier de lancement du projet a été organisé en Mai 2015<br>* Un comité de pilotage a été organisé<br>* Les rapports périodiques ont été produits         | 0             | * Réalisation des missions de suivi<br>* Organisation de 3 comités de pilotage ;<br>* Production de 4 rapports d'activités | Les résultats attendus du projet sont évalués périodiquement     | 31 Décembre 2015                                                                     |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                          | <b>750</b> |                                                                                                                                                                | <b>16,663</b> |                                                                                                                            | <b>733, 338</b>                                                  |                                                                                      |

## B- Situation financière au 31 décembre 2014

| Désignation              |                          | Montant (en FCFA)         |
|--------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Engagements              | <i>Convention CCI N°</i> | <i>Montant convention</i> |
| Décaissement de niveau 1 | <i>Compte projet</i>     | 750 000 000               |
|                          | <i>avance du ST/C2D</i>  | 3 612 903                 |
| Solde                    | <i>Global projet</i>     | 746 387 097               |
|                          | <i>Compte Projet</i>     | 750 000 000               |

## IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS

## A- Décaissement de niveau 1

| PROJET/<br>MAITRE<br>D'OUVRAGE              | Prévisions  | Exécuté     | Taux<br>d'exécution | Commentaires                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------|-------------|-------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Alimentation<br/>Compte Projet</i>       | 750 000 000 | 750 000 000 | 100%                | Le compte MINEF/APPUI<br>INSTITUTIONNEL a été<br>alimenté de 750 000 000<br>FCFA<br>en Novembre 2015 dès la<br>levée de la condition<br>suspensive |
| <i>Règlement<br/>direct<br/>d'opérateur</i> | 750 000 000 | 0           | 0%                  |                                                                                                                                                    |
|                                             |             |             |                     |                                                                                                                                                    |
| <b>TOTAL</b>                                |             | 750 000 000 |                     |                                                                                                                                                    |

## B- Décaissement de niveau 2

| PROJET/<br>MAITRE D'OUVRAGE                                                                                | Prévisions | Exécuté | Taux<br>d'exécution | Commentaires |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------|---------------------|--------------|
| <b>1-Audit stratégique de la<br/>SODEFOR</b>                                                               | 81,26085   | 0       | 0%                  |              |
| <b>2-Audit des conventions de<br/>partenariat de la SODEFOR</b>                                            | 51.020     | 0       | 0%                  |              |
| <b>3-Etats généraux de la forêt, de<br/>la faune, des Ressources en<br/>eau</b>                            | 214,065    | 0       | 0%                  |              |
| <b>4-Elaboration de la loi sur la<br/>gestion de la faune</b>                                              | 17,5       | 0       | 0%                  |              |
| <b>5-Etude sur la fiscalité<br/>forestière</b>                                                             | 26         | 0       | 0%                  |              |
| <b>6-Elaboration des textes<br/>d'application du code forestier<br/>et la loi relative à la gestion de</b> | 27,039     | 0       | 0%                  |              |

| PROJET/<br>MAITRE D'OUVRAGE                                                                                                                                                                                                                   | Prévisions         | Exécuté         | Taux<br>d'exécution | Commentaires                                                                                                                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>la faune</i>                                                                                                                                                                                                                               |                    |                 |                     |                                                                                                                             |
| 7-Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF(Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionale) | 160                | 0               | 0%                  |                                                                                                                             |
| 8-Formation en comptabilité publique de 144 agents du MINEF<br>et<br>Formation en planification de projet de 30 Agent du MINEF                                                                                                                | 32, 036            | 0               | 0%                  |                                                                                                                             |
| 9-Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau)                                                                                 | 87,550             | 13,05           | 14,90%              | Engagé mais no encore payé                                                                                                  |
| 10-Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant)                                                                                                                                                | 29                 | 3.613           | 12,45%              | Avance du ST/C2D                                                                                                            |
| 11-Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                                                                                                                                              | 21,22              |                 | 0%                  |                                                                                                                             |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                                                  | <b>750 000 000</b> | <b>16 , 663</b> | <b>2,2 %</b>        | <b>La consommation budgétaire est insignifiante du fait de la levée tardive des conditions suspensives de décaissement.</b> |

### C- Conclusion

Comme indiqué plus haut, la levée tardive des conditions suspensives liées au projet n'a pas permis de réaliser jusqu'à leur terme les prévisions du PAA 2014.

Toutefois, les activités majeures ont connu pendant le temps d'attente de cette levée de conditions suspensives des avancées notables dans la préparation de leur mise ne œuvre.

La réalisation de plus de 90 % des prévisions du PAA 2015 est donc largement entamée.

La plupart des activités pourront donc prendre fin au 30 Juin 2015.



## V- DIFFICULTES RENCONTREES

### A- Description

Les conclusions de l'étude d'impact social qui constituent la principale condition suspensive des décaissements du projet CORENA n'ont pas été, de l'avis de l'AFD, satisfaisantes.

En conséquence, les Ministres dont les Départements (Eaux et Forêts et MINESUDD) sont en charge du projet CORENA ont signé des engagements qui se sont substitués dans le fonds à l'étude d'impact social.

Cette disposition n'ayant pas, non plus, pu être exécutée les conditions suspensives sont restées en vigueur jusqu'à la signature en Novembre 2014 de la lettre avenant N°1 à la convention d'affectation.

Cette lettre Avenant a levé les conditions suspensives de 5 composantes sur les 6 que compte le projet CORENA.

Les activités du projet CORENA/MINEF/Appui Institutionnel ont donc pu se réaliser dans la sérénité à partir de cette date.

Par ailleurs, il faut noter que la CSP Appui Institutionnel du MINEF n'a pas encore pu bénéficier d'un cadre de travail adéquat.

### *B- Proposition de mesures correctives*

Nous avons bon espoir que les conditions suspensives de la 6ème composante (composante SODEFOR) pourront être levées après la définition du cadre de politique de la réinstallation des populations infiltrées en forêt classées.

Le Ministère des Eaux et Forêts devra s'employer à trouver des locaux décents à la CSP afin d'accroître son efficacité.

## VI- PERSPECTIVES

### A- Echéance Juin 2015

#### • Réalisations prévues

| N° | COMPOSANTES                                                                                                                                                                                                                                   | ACTIVITES                                                                                                                                            | Jan | Fév | Mars | Avril | Mai | Juin |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|------|-------|-----|------|
| 1  | Audit stratégique de la SODEFOR                                                                                                                                                                                                               | Lancement de l'Appel d'offres                                                                                                                        | X   |     |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Exécution de l'audit                                                                                                                                 |     | X   | X    | X     |     |      |
| 2  | Audit des conventions de partenariat                                                                                                                                                                                                          | Lancement de l'Appel d'offres                                                                                                                        | X   |     |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Exécution de l'audit                                                                                                                                 |     | X   | X    |       |     |      |
| 3  | Organisation des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau                                                                                                                                                             | Choix des 5 cabinets                                                                                                                                 |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation des 5 études thématiques                                                                                                                 |     | X   | X    | X     |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Organisation du forum des états généraux                                                                                                             |     |     |      | X     | X   |      |
| 4  | Elaboration de la loi sur la gestion de la faune                                                                                                                                                                                              | Lancement de la consultation restreinte                                                                                                              |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation de l'étude                                                                                                                               |     |     | X    | X     |     |      |
| 5  | Etude sur la fiscalité forestière                                                                                                                                                                                                             | Lancement de la consultation restreinte                                                                                                              |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation de l'étude                                                                                                                               |     |     | X    | X     |     |      |
| 6  | Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune                                                                                                                                            | Lancement de la consultation restreinte                                                                                                              |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation de l'étude                                                                                                                               |     |     | X    | X     |     |      |
| 7  | Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF (Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionales) | Lancement de l'Appel d'offres relatif au développement de l'application                                                                              |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du cabinet                                                                                                                                     |     |     | X    |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Développement de l'application                                                                                                                       |     |     | X    | X     |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Lancement de l'Appel d'offres relatif à l'acquisition du matériel informatique                                                                       |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Choix du fournisseur                                                                                                                                 |     |     | X    |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Livraison du matériel informatique                                                                                                                   |     |     |      | X     |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Signature de la convention avec la SNDI                                                                                                              |     |     |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation des travaux d'interconnexion de 6 DR du MINEF et de la SODEFOR                                                                           |     |     |      |       |     |      |
| 8  | Formation de 144 agents du MINEF en comptabilité publiques et Formation en planification de projet de 30 Agents du MINEF                                                                                                                      | Organisation de consultation restreinte pour le recrutement de 2 cabinets de formation respectivement en comptabilité et en planification de projets |     | X   |      |       |     |      |
|    |                                                                                                                                                                                                                                               | Réalisation des formations                                                                                                                           |     |     | X    | X     |     |      |
| 9  | Equiperment de la cellule de suivi du projet (en Véhicules,                                                                                                                                                                                   | Choix des concessionnaires à l'issue du dépouillement des demandes de cotation                                                                       | X   |     |      |       |     |      |

|    |                                                                                                                 |                                                                  |   |   |   |   |   |   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
|    | mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau)                | Livraison des véhicules                                          |   | X |   |   |   |   |
| 10 | Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant, autres fournitures) | Assurer l'entretien du matériel et des équipements acquis        | X | X | X | X | X | X |
| 11 | Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                   | Réaliser les missions de suivi pour la bonne exécution du projet |   | X |   | X |   | X |

• **Décaissements prévus**

| COMPOSANTES                                                                                                                                                                                                                                   | ECHEANCE Juin 2015 |        |        |         |         |    |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------|--------|---------|---------|----|---------|
|                                                                                                                                                                                                                                               | (en Millions FCFA) |        |        |         |         |    |         |
|                                                                                                                                                                                                                                               | J                  | F      | M      | A       | M       | J  | TOTAL   |
| 1-Audit stratégique de la SODEFOR                                                                                                                                                                                                             |                    | 24,38  | 8,12   | 32,5044 | 16,2566 |    | 81,261  |
| 2-Audit des conventions de partenariat de la SODEFOR                                                                                                                                                                                          |                    | 15,306 | 15,306 | 20,408  |         |    | 51,02   |
| 3-Etats généraux de la forêt, de la faune, des Ressources en eau                                                                                                                                                                              |                    | 50,165 | 78,5   | 31,4    | 54      |    | 214,065 |
| 4-Elaboration de la loi sur la gestion de la faune                                                                                                                                                                                            |                    | 5,25   | 12,25  |         |         |    | 17,5    |
| 5-Etude sur la fiscalité forestière                                                                                                                                                                                                           |                    | 7,8    | 18,2   |         |         |    | 26      |
| 6-Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune                                                                                                                                          |                    | 6,3    | 14,7   |         |         |    | 21      |
| 7-Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF(Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionale) |                    |        | 48     | 48      | 32      | 32 | 160     |



|                                                                                                                                                                |                 |                 |                 |                 |                |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|---------------|
| 8-Formation en comptabilité publique de 144 agents du MINEF                                                                                                    | 6,5241          | 10,8735         | 4,374           |                 |                | 21,7716       |
| 9-Formation en planification de projet de 30 Agent du MINEF                                                                                                    |                 | 3,087           | 3,087           | 4,116           |                | 10,29         |
| 10-Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau) | 21,6            | 50,4            |                 |                 |                | 72            |
| 11-Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant)                                                                 |                 | 5,4932          | 5,4932          | 5,4932          | 10,9864        | 27,466        |
| 12-Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                                                               | 3,3             |                 | 3,3             |                 | 4,7            | 11,3          |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                   | <b>140,6251</b> | <b>264,9297</b> | <b>148,5666</b> | <b>111,8658</b> | <b>47,6864</b> | <b>713,67</b> |

## B- Echéance Décembre 2015

### • Réalisations prévues

| N° | COMPOSANTES                                                                                        | ACTIVITES                                                               | Juil | Août | Sept | Oct | Nov | Déc |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------|------|------|-----|-----|-----|
| 1  | Audit stratégique de la SODEFOR                                                                    | Lancement de l'Appel d'offres                                           |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Choix du cabinet                                                        |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Exécution de l'audit                                                    |      |      |      |     |     |     |
| 2  | Audit des conventions de partenariat                                                               | Lancement de l'Appel d'offres                                           |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Choix du cabinet                                                        |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Exécution de l'audit                                                    |      |      |      |     |     |     |
| 3  | Organisation des états généraux de la forêt, de la faune et des ressources en eau                  | Choix des 5 cabinets                                                    |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Réalisation des 5 études thématiques                                    |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Organisation du forum des états généraux                                |      |      |      |     |     |     |
| 4  | Elaboration de la loi sur la gestion de la faune                                                   | Lancement de la consultation restreinte                                 |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Choix du cabinet                                                        |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Réalisation de l'étude                                                  |      |      |      |     |     |     |
| 5  | Etude sur la fiscalité forestière                                                                  | Lancement de la consultation restreinte                                 |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Choix du cabinet                                                        |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Réalisation de l'étude                                                  |      |      |      |     |     |     |
| 6  | Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune | Lancement de la consultation restreinte                                 |      | X    | X    | X   |     |     |
|    |                                                                                                    | Choix du cabinet                                                        |      |      |      |     |     |     |
|    |                                                                                                    | Réalisation de l'étude                                                  |      |      |      |     |     |     |
| 7  | Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion                                    | Lancement de l'Appel d'offres relatif au développement de l'application |      |      |      |     |     |     |

|    |                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                      |   |   |   |   |   |   |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
|    | et de suivi évaluation des Programmes et Projets (SIGSEPP) du MINEF (Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionales) | Choix du cabinet                                                                                                                                     |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Développement de l'application                                                                                                                       |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Lancement de l'Appel d'offres relatif à l'acquisition du matériel informatique                                                                       |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Choix du fournisseur                                                                                                                                 |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Livraison du matériel informatique                                                                                                                   |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Signature de la convention avec la SNDI                                                                                                              |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Réalisation des travaux d'interconnexion de 6 DR du MINEF                                                                                            | X | X | X | X |   |   |
| 8  | Formation de 144 agents du MINEF en comptabilité publiques et Formation en planification de projet de 30 Agents du MINEF                                                      | Organisation de consultation restreinte pour le recrutement de 2 cabinets de formation respectivement en comptabilité et en planification de projets |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Réalisation des formations                                                                                                                           |   |   |   |   |   |   |
| 9  | Equiperment de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau)                  | Choix des concessionnaires à l'issue du dépouillement des demande de cotation                                                                        |   |   |   |   |   |   |
|    |                                                                                                                                                                               | Livraison des 4 véhicules                                                                                                                            |   |   |   |   |   |   |
| 10 | Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant, autres fournitures)                                                               | Assurer l'entretien du matériel et des équipements acquis                                                                                            | X | X | X | X | X | X |
| 11 | Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, missions de suivi-Audit-frais financiers)                                                                                 | Réaliser les missions de suivi                                                                                                                       |   | X |   | X |   | X |

### • Décaissements prévus

| COMPOSANTES                                                                                          | ECHEANCE Décembre 2015<br>(en Millions FCFA) |   |     |   |   |   | TOTAL<br>(en Millions FCFA) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---|-----|---|---|---|-----------------------------|
|                                                                                                      | J                                            | A | S   | O | N | D |                             |
| 1-Audit stratégique de la SODEFOR                                                                    |                                              |   |     |   |   |   | 0                           |
| 2-Audit des conventions de partenariat de la SODEFOR                                                 |                                              |   |     |   |   |   | 0                           |
| 3-Etats généraux de la forêt, de la faune, des Ressources en eau                                     |                                              |   |     |   |   |   | 0                           |
| 4-Elaboration de la loi sur la gestion de la faune                                                   |                                              |   |     |   |   |   | 0                           |
| 5-Etude sur la fiscalité forestière                                                                  |                                              |   |     |   |   |   | 0                           |
| 6-Elaboration des textes d'application du code forestier et la loi relative à la gestion de la faune |                                              | 3 | 3,4 |   |   |   | 6,4                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                |              |               |              |              |              |              |               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| 7-Conception et mise en œuvre d'un Système informatisé de gestion et de suivi évaluation des Programmes et Projets ( SIGSEPP) du MINEF(Développement application informatique, matériel informatique, interconnexion des Directions régionale) |              |               |              |              |              |              | 0             |
| 8-Formation en comptabilité publique de 144 agents du MINEF                                                                                                                                                                                    |              |               |              |              |              |              | 0             |
| 9-Formation en planification de projet de 30 Agent du MINEF                                                                                                                                                                                    |              |               |              |              |              |              | 0             |
| 10-Equipement de la cellule de suivi du projet (en Véhicules, mobilier de bureau, matériel informatique et de bureau, en fourniture informatique et de bureau)                                                                                 |              | 4             |              | 3,49         |              |              | 7,49          |
| 11-Fonctionnement de la cellule de suivi du projet (Entretien véhicule, Indemnités, carburant)                                                                                                                                                 | 1,333        | 1,333         | 1,333        | 1,333        | 1,333        | 1,333        | 7,998         |
| 12-Suivi - évaluation du projet (atelier de lancement, mission de suivi, frais financier)                                                                                                                                                      | 2,4          | 2,4           | 2,4          | 2,4          | 2,42         | 2,42         | 14,44         |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                                                   | <b>3,733</b> | <b>10,733</b> | <b>7,133</b> | <b>7,223</b> | <b>3,753</b> | <b>3,753</b> | <b>36,328</b> |

## VII- CONCLUSION GENERALE

Avec la disponibilité des ressources, il est envisageable de conduire les activités à leur terme avant la fin de Décembre 2015.

L'urgence demeure cependant l'organisation des états généraux de la forêt, de la faune et de ressources en eau avant la fin du mois de Mai 2015.

Les consultations pour le choix des cabinets étant déjà lancé en vue de la réalisation des études thématiques , l'on est en droit d'espérer que ce délai pourra être tenu.

Avec le présent programme 2015, le renforcement institutionnel du MINEF et le renforcement des capacités des agents qui sont les principaux objectifs du projet pourront ainsi être atteints.

## ANNEXE



# **COMPTE RENDU DE SEANCEDETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DES PROJETS DU C2D**

**Secteur :** AGRICULTURE/ BIODIVERSITE

**Projet ou programme :** CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES (CORENA) volet MINEF

**Exposant :** ME KOUAME MARTIAL ET MADAME DICOH HAYA

**Rapporteur :** KOUASSI AMIAN

**Date et heure :** Mardi 13 Janvier 2015 de 17h00 à 19h15.

## **Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                                                                                                      | Question posée par     | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Les échéances indiquées au calendrier des activités de la composante Appui Institutionnel au MINEF peuvent-elles être respectées en ce qui concerne les Etats généraux de la forêt et des ressources en eau ? | Madame Reboud de l'AfD | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ces échéances ont été inscrites sur la base du calendrier du Comité Scientifique des Etats généraux et des délais possibles d'exécution des 5 études thématiques.</li> <li>- Toutefois, le chronogramme du PAA 2015 du MINEF validé en interne sera transmis à l'AFD.</li> <li>- Les projets à inscrire au second C2D seront discutés la semaine prochaine avec la Mission AfD.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 2  | Comment explique-t-on l'augmentation substantielle du budget pour l'élaboration des textes d'application du code forestier et de la loi sur la faune ?                                                        | Madame Reboud de l'AfD | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le code forestier a été adopté par l'Assemblée nationale et promulgué par le Président de la République de Côte d'Ivoire ; ce n'est pas encore le cas pour la loi relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse qui est au stade de proposition d'idées.</li> <li>- Le Cabinet du MINEF a instruit tous ses services à l'effet d'un inventaire exhaustif de tous les textes réglementaires d'application du code forestier du 14 juillet 2014. Sur cette base, le budget initial de 15 millions de FCFA affecté à l'élaboration et la validation des textes prévus pour le code forestier et le cde de a faune ne suffira pas. L'estimation budgétaire pour l'élaboration et la validation des textes prévus pour le code forestier prioritaires est de 20 millions.</li> </ul> |

| N° | Question                                                                                                                                                                                                              | Question posée par             | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3  | Vu le retard actuel, la SODEFOR peut-elle élaborer à la date du 1 <sup>er</sup> mars 2015 un document acceptable de politique de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées ?   | Madame la Coordinatrice du C2D | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La question de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées est un sujet qui doit être traité patiemment et de façon méthodique afin de permettre à l'Etat de Côte d'Ivoire de régler de façon définitive la dégradation continue et inquiétante de ses massifs forestiers.</li> <li>- Compte tenu des étapes et du volume de travail à réaliser par l'équipe nationale de rédaction, ce délai sera certainement rallongé. Toutefois, il est bon de mettre tous les atouts du côté ivoirien pour engager le travail sous la supervision du Secrétariat Technique du C2D.</li> <li>- Afin de permettre aux autorités ivoiriennes (Conseiller du Président de la République chargé de l'Environnement, Secrétariat Technique du C2D, Cabinet du MINEF, SODEFOR) d'être au même niveau de compréhension du contenu du document de cadre de politique de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées, l'agence d'Abidjan de l'AfD s'est engagée à organiser une conférence téléphonique avec les experts de l'AfD de Paris le vendredi 16 janvier ; cette date et l'heure seront confirmées le 14 janvier 2015 par Madame Reboud.</li> </ul> |
| 4  | Quelles dispositions sont prises par la SODEFOR pour l'implication des autres acteurs nationaux à l'élaboration du de politique de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées ? | Madame Reboud de l'AfD         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les termes de référence pour l'équipe chargée de l'élaboration du cadre de politique de réinstallation ont été transmis par la SODEFOR et reçus par l'AfD le 9 janvier 2015.</li> <li>- Les termes de référence prévoient la consultation des autres parties prenantes par l'équipe chargée de l'étude.</li> <li>- Une équipe de 5 personnes a été constituée comprenant 4 agents de la SODEFOR et un ingénieur forestier désigné par le Cabinet du MINEF.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 5  | Qui valide le document élaboré par la SODEFOR sur la politique de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées ?                                                                  | Madame Reboud de l'AfD         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est demandé à la SODEFOR d'élaborer un document cadre de politique de réinstallation avec l'appui d'un expert international choisi et financé par l'AfD.</li> <li>- Pour permettre de gagner en temps, le document devra être soumis simultanément aux membres de la Plateforme de concertation et de conciliation prévue par la deuxième mesure de la note d'engagement et à l'AfD : les experts de l'AfD (et non le conseil d'administration) analyseront la qualité du document et les membres de la Plateforme valideront le contenu.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |



| N° | Question                                                                                      | Question posée par     | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6  | Quel est le niveau de collaboration entre le MINEF et le MINESUDD dans le cadre de la REDD+ ? | Docteur Fofana Mamadou | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coordinations du Comité Technique de négociation de l'APV FLEGT (MINEF) et de la REDD+ (MINESUDD) se sont concertées pour examiner les points de convergence de leurs actions. Elles ont convenu de synergie d'actions communes en direction des autres parties prenantes au FLEGT et à la REDD+. Il a été convenu que les points focaux désignés par les parties prenantes soient les mêmes personnes qui siègent tant au FLEGT qu'à la REDD+</li> <li>- Les acquis du projet CORENA (MINEF et MINESUDD) doivent être consolidés pour une meilleure représentation de la Côte d'Ivoire à la Conférence Internationale de Paris sur les changements climatiques de juin 2015</li> <li>- La composante SST du projet CORENA (MINESUDD) participe aux étapes de d'ouverture et d'analyse des offres pour le recrutement du cabinet chargé de l'acquisition du traitement des images satellitaires pour la gestion des 90 forêts classées inscrites au projet CORENA-MINEF. Par la suite, ces images seront exploitées par la composante SST du projet CORENA.</li> </ul> |

### **CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES**

Malgré la condition suspensive complémentaire au démarrage de la composante Gestion durable des forêts classées, l'AfD a rassuré la partie ivoirienne que cette composante n'est pas encore perdue surtout que la date limite d'utilisation des fonds du projet CORENA est fixée à juin 2017.

L'AfD organisera une conférence téléphonique à laquelle prendra part la partie ivoirienne afin de permettre à tous d'être au même niveau d'information sur le type de document cadre de politique de réinstallation des populations infiltrées et installées dans les forêts classées.



- 8 -

## Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINESUDD)



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES DE LA COTE D'IVOIRE (CORENA, C2D)

VOLET :

« MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITÉ  
URBAINE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ».

13 JANVIER 2015

Vue du Fleuve Comoe (PNIG)

# PLAN DE PRESENTATION

## INTRODUCTION

### I. PRÉSENTATION DU PROJET CORENA MINESUDD

### II. ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE DU PROJET CORENA C2D MINESUDD.

### III. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DU PROJET CORENA C2D MINESUDD.

### IV. DIFFICULTES

### V. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

### VI. PERSPECTIVES

### CONCLUSION



## INTRODUCTION

Dans le cadre du projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA) C2D, il a été institué des conditions suspensives dont la dernière a été levée par l'AFD, par courrier en date du 28 novembre 2014, donnant ainsi la possibilité au projet de connaître un démarrage effectif.

## INTRODUCTION

Toutefois, en attendant la satisfaction de cette condition suspensive commune, le MINESUDD a demandé et obtenu auprès de l'AFD et du ST-C2D, le financement et le préfinancement par le ST-C2D, des d'activités du projet CORENA C2D MINESUDD.

La présente communication donne l'état d'exécution technique et financière dudit projet au titre de l'année 2014.

# I. Présentation du Projet CORENA-C2D-MINESUD

- Convention d'affectation signée le 20 septembre 2013
- Montant du projet : 5,350 milliards F CFA
- Composantes du projet :
  - Préservation des Parcs et Réserves
  - REDD+
  - Surveillance Spatiale des Terres (SST)
  - Appui institutionnel



## I. PRÉSENTATION DU PROJET CORENA-C2D-MINESUD (suite et fin)

### Zones de mise en œuvre du Projet :

- Préservation des Parcs et Réserves
  - Appui à la Direction Générale OIPR et la Fondation pour les Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire (Abidjan) ;
  - Parc national d'Azagny (Grand-Lahou) ;
  - Parc national du Mont Sangbé (Biankouma) ;
  - Parc national de la Comoé (Bouna).
- REDD+/SST : Aboisso
  - Appui institutionnel : Abidjan et zones de mise en œuvre du Projet

Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MINESUD)

## **II - ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE DU PROJET CORENA C2D MINESUD.**

### **A - Activités réalisées par la composante «Préservation des Parcs et réserves».**

La composante « Préservation des parcs nationaux et réserves », pilotée par l'OIPR, est un projet portant sur le renforcement institutionnel des structures en charge de la gestion et du financement des parcs nationaux et réserves et de façon spécifique d'appui à la gestion durable des parcs nationaux d'Azagny, du Mont Sangbé et de la Comoé.

Elle est dotée de 3 milliards de Francs CFA.

## **II - ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE DU PROJET CORENA C2D MINESUDD.**

### **A - Activités réalisées par la composante «Préservation des Parcs et réserves».**

Les activités réalisées portent sur :

- l'organisation de trois (3) ateliers de planification des activités 2014 ;
- la réhabilitation d'un bâtiment à usage de bureaux pour la Direction de Zone Ouest ;
- l'acquisition de mobiliers de bureau pour les Directions de Zone Sud, Ouest et Nord-est ;



## **A - Activités réalisées par la composante «Préservation des Parcs et réserves» (suite).**

- l'acquisition d'un logiciel de planification et de gestion de projet ;
- la finalisation des TdR et des DAO de l'ensemble des études à réaliser dans le cadre du projet. Ces dossiers ont été validés par l'AfD et des listes de consultants ont été établies. Le lancement de ces études est prévu en janvier 2015 ;
- le démarrage de l'exécution du PPM ;

## **A - Activités réalisées par la composante «Préservation des Parcs et réserves» (suite et fin).**

- la réalisation des deux missions d'envergure par les unités de surveillance en charge des parcs nationaux d'Azagny et du Mont Sangbé ;
- l'Organisation d'un déjeuner débat avec les partenaires locaux, suivi de l'implantation de panneaux d'information au sein de la ville d'Abidjan par la FPRCI.

## **B - Activités réalisées par les composantes «REDD+» et « SST ».**

L'objectif global de la Composante REDD+ est la mise en œuvre effective de la stratégie nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire, notamment par la préparation de cette stratégie, des actions spécifiques nécessaires et la mise en œuvre d'un Projet Pilote REDD+.

La Composante REDD+ est conduite par la Coordination nationale du mécanisme de la REDD+. Elle dispose d'une dotation d'un milliard de Francs CFA.



## **B - Activités réalisées par les composantes «REDD+» et « SST » (suite).**

La composante SST permettra de disposer d'instruments pertinents pour le suivi du foncier, des ressources agricoles, de l'urbanisation, des ressources naturelles et forestières, et de l'utilisation des terres en général.

Toutes choses devant permettre au pays de disposer d'informations actualisées pour une meilleure planification et gestion des terres.

Elle dispose d'un budget d'un milliard de Francs CFA.

## **B - Activités réalisées par les composantes «REDD+» et « SST » (suite).**

Les activités réalisées par la coordination nationale de la REDD+/SST, en charge desdites Composantes portent sur les points suivants:

- Atelier et séance de travail sensibilisation et d'information du secteur privé agricole sur la REDD+ ;
- Mise à disposition de consultants nationaux pour la rédaction des composantes Ib et Ic du R-PP ;
- Atelier de validation finale du RPP avec toutes les parties prenantes pour sa présentation à Genève ;
- Colloque international Geotech for carbone 2014.

## **B - Activités réalisées par les composantes « REDD+ » et « SST » (suite et fin).**

- Réunion de validation de l'étude SST et de concertation des parties prenantes et d'opérationnalisation de la cellule SST;
- Validation de l'étude SST et de concertation des parties prenantes et d'opérationnalisation de la cellule SST.

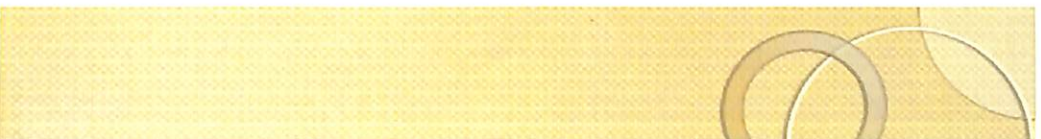


## **C - Activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la Composante «Appui institutionnel au MINESUDD».**

La composante « appui institutionnel au MINESUDD », dotée d'un budget de 350 millions de Francs CFA, est pilotée par le Cabinet du MINESUDD.

Elle vise la réalisation des actions suivantes :

- le renforcement des capacités opérationnelles des structures du MINESUDD ;
- la coordination et le suivi de la mise en œuvre des activités des Composantes « Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire », « REDD+ » et « SST ».



## **C - Activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la Composante «Appui institutionnel au MINESUDD» (suite).**

Les activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la composante « Appui institutionnel au MINESUDD », portent sur les points suivants :

### **I - Réalisation de l'étude d'impact social du projet CORENA C2D**

- Atelier de validation du rapport provisoire en février 2014;
- Séance de validation du rapport final en mars 2014;

## **C - Activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la Composante «Appui institutionnel au MINESUDD» (suite).**

### **2 - Réalisation du manuel de gestion du projet CORENA C2D en liaison avec le MINEF**

- - Rédaction et validation des TDR du manuel ;
- - Rédaction et publication d'un avis à manifestation d'intérêt ;
- - Sélection d'un Cabinet pour l'élaboration du manuel
- Validation du rapport provisoire en mars 2014.



## **C - Activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la Composante «Appui institutionnel au MINESUD» (suite et fin).**

### **3 - Levée de la condition suspensive commune au projet CORENA C2D.**

A cet égard, plusieurs activités ont réalisées dont:

- l'élaboration et validation de la note d'engagement signée le 08 juillet 2014;
- La préparation de deux Communications en Conseil des Ministres en juillet et octobre 2014 sur les mesures d'atténuation des impacts sociaux du projet CORENA C2D.

## **C - Activités réalisées par la Coordination du projet, chargée de la Composante «Appui institutionnel au MINESUDD» (suite et fin).**

### **4 - Participation aux missions, réunions, séminaires et ateliers.**

- La mission d'évaluation de l'AFD du 25 au 27 avril 2014 au Parc national d'Azagny et dans les forêts classées de Rapides Grah et de Haute Dodo;
- Atelier de validation du PAA 2014 de la composante Parcs et réserves à Abidjan, Dabou, et Grand-Lahou en février 2014.

### **III - ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DU PROJET CORENA C2D MINESUDD.**

Les parties prenantes ont convenu de l'exécution financière du projet CORENA C2D MINESUDD grâce au mécanisme de financement ou de préfinancement, par le ST-C2D, sur le « fonds d'études et pilotage du C2D ».

Elles ont accepté que les dépenses préfinancées par le ST-C2D fassent l'objet de remboursement par les bénéficiaires, une fois les mises à disposition de fonds des Composantes réalisées, après la levée des conditions suspensives.



## **II - ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DU PROJET CORENA C2D MINESUDD.**

A cet egard, le processus de décaissement entamé au troisième trimestre de l'année 2013 a abouti à des décaissements au cours de l'année 2014.

Le montant total demandé et décaissé est de:

**228 038 013 Francs CFA** dont **62 670 837 F CFA** au titre des financements et **165 367 176 de Francs CFA** pour les préfinancements.

## A - Etat des décaissements par mécanisme de financements par le ST-C2D sur « fonds d'études et pilotage du C2D ».

| ACTIVITES                                                                                   | MONTANTS          | OBSERVATIONS                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Etude d'impact social du projet CORENA C2D                                                  | 57 495 205        | Montant total prestation du Cabinet attributaire du marché                                                                                                         |
| Atelier de validation du rapport provisoire de l'étude d'impact social du projet CORENA C2D | 5 175 632         | Frais d'organisation de l'atelier de validation du rapport provisoire de l'étude d'impact social du projet CORENA C2D tenu à Grand-Bassam du 03 au 04 février 2014 |
| <b>TOTAL CORENA C2D MINESUDD</b>                                                            | <b>62 670 837</b> |                                                                                                                                                                    |

## **B - Etat des décaissements par mécanisme de préfinancement par le ST-C2D**

- Au titre des préfinancements, un montant total **165 367 176 de Francs CFA** a été décaissé. Il a servi à financer les activités de toutes les Composantes du projet.
- Bien que, ces activités aient été élaborées et validées en 2013, ce n'est qu'en 2014, qu'elles ont pu se réaliser.

Le tableau ci-après donne les montants exécutés par Composantes.



## B - Etat des décaissements par mécanisme de préfinancement par le ST-C2D

| COMPOSANTE                | MONTANTS    |
|---------------------------|-------------|
| PARCS ET RESERVES         | 85 470 967  |
| REDD+/SST                 | 74 580 000  |
| APPUINSTITUTIONNEL        | 5 350 710   |
| TOTAL CORENA C2D MINESUDD | 165 367 176 |

## Cliquez pour ajouter un titre

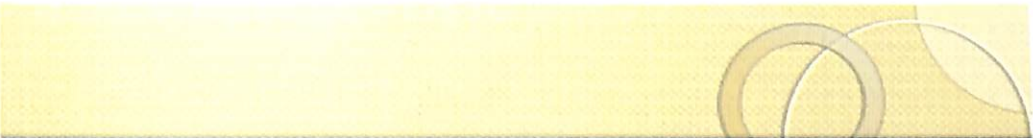
Au total, la situation financière au 31 décembre 2014 du projet CORENA C2D MINESUDD fait apparaître une exécution de dépenses d'un montant de : 228 038 013 Francs CFA dont 62 670 837 F CFA au titre des financements et 165 367 176 Francs CFA pour les préfinancements.

## Cliquez pour ajouter un titre

Toutefois, il importe de noter que suite à la levée de la condition suspensive le 28 novembre 2014, l'AFD a opéré à deux décaissements dont un de 950 000 000 de Francs CFA pour les Composantes « REDD+/SST » et « Appui institutionnel au MINESUD » et un autre de 800 000 000 de Francs CFA pour la Composante « Parcs et Réserves ».

Les Responsables des Composantes ont initié des engagements de dépenses au cours de la dernière semaine du mois de décembre 2014.





Aucun décaissement n'a été effectif au 31 décembre 2014 sur lesdits comptes projets.

Ces ressources sont donc disponibles sur les comptes projets et serviront à financer les activités des composantes prévues pour la période décembre 2014 à mars 2015.

## IV. DIFFICULTES.

- L'essentiel des difficultés rencontrées par l'ensemble du projet se résume au blocage de la levée de la condition suspensive qui n'a permis la mise à disposition des fonds pour réaliser les activités au cours de l'année.
- De manière spécifique, en dehors du retard accusé lié à la gestion sociale du projet, l'unique difficulté à relever au niveau de la Composante « Préservation des Parcs et Réserves » est la non désignation des régisseurs devant effectuer les mouvements sur les comptes des services déconcentrés de l'OIPR.

## V. PROPOSITION DE SOLUTIONS

Grâce à la conjugaison des efforts de tous acteurs, cette condition a été levée par courrier en date du 28 novembre 2014.

Pour permettre aux Directions déconcentrées de l'OIPR d'exécuter leurs plans d'actions respectifs, il convient de :

- désigner diligemment les Régisseurs pour lesdites Directions dans les villes de Bouna, Dabou et Man;
- Accréditer l'Agent Comptable de l'OIPR pour la gestion du Compte Projet « Parcs et Réserves ».



## VI. PERSPECTIVES.

Le projet CORENA C2D MINESUDD s'attèle actuellement à finaliser son plan d'actions et son plan de passation de marché au titre de 2015.

Dans cette perspective, des ateliers sont programmés pour la période de janvier à février 2015.

Au demeurant, le MINESUDD poursuit l'exécution du plan d'action valide.

## CONCLUSION

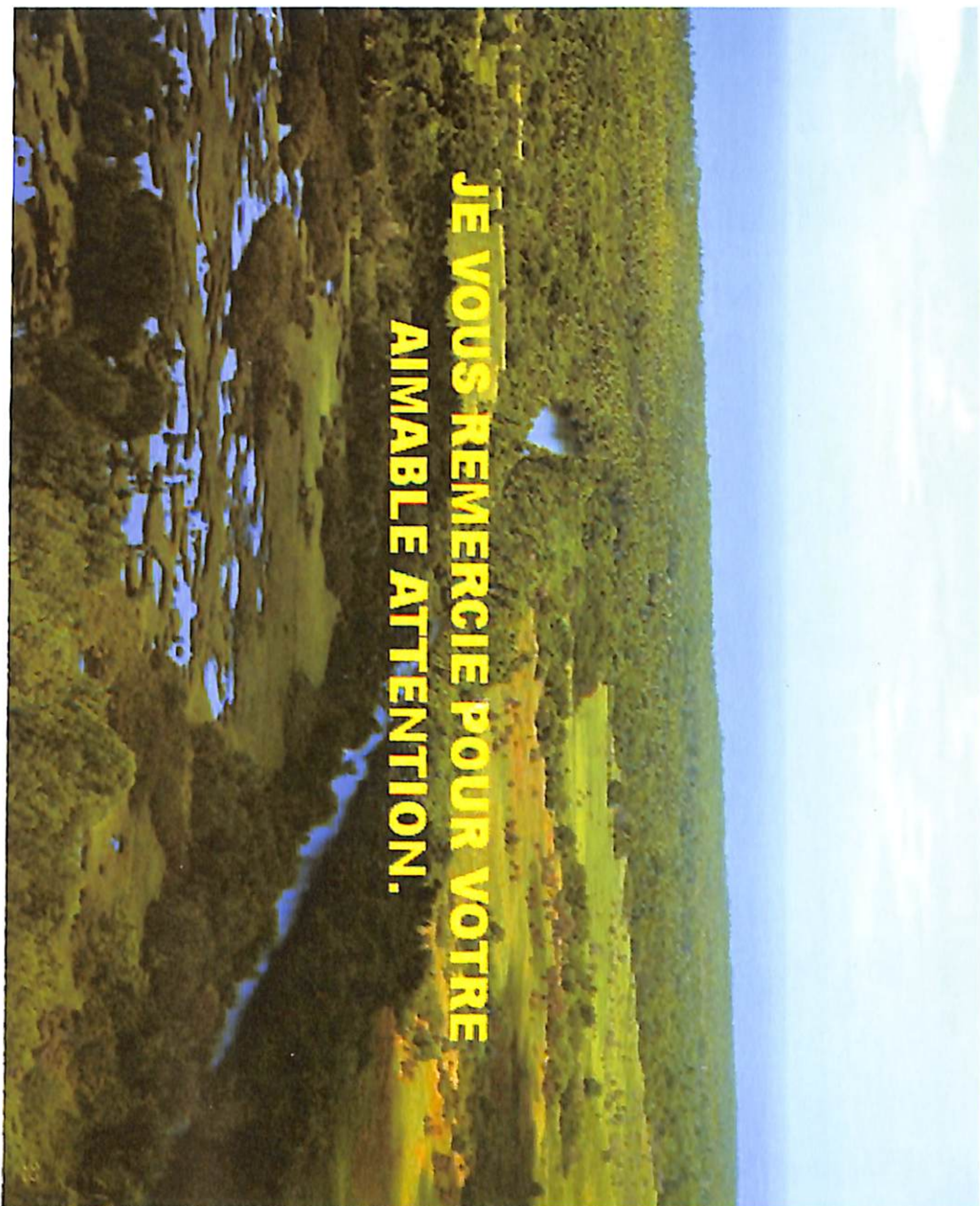
Depuis la levée de la condition suspensive, par courrier de l'AFD en date du 28 novembre 2014, le projet « Conservation des Ressources Naturelles » de Côte d'Ivoire, exécuté par le MINESUDD dans le cadre du ller Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), conclu entre la Côte d'Ivoire et la France, a connu un démarrage effectif de ces activités.

## CONCLUSION

Toutefois, il importe de noter que dans l'attente de la satisfaction de cette condition suspensive, les différentes Composantes ont réalisé plusieurs activités au cours de l'exercice 2014.

Ces activités vont se poursuivre et s'accroître au cours de l'année 2015 dans la perspective d'atteindre l'objectif de la protection et la restauration des écosystèmes forestiers protégés de la Côte d'Ivoire à travers le projet CORENA C2D.





**JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE  
AIMABLE ATTENTION.**

- 9 -

## Ressources en eau

**Projet C2D - Etudes projet lagune Aghien**  
**RAPPORT SEMESTRIEL**  
**D'ACTIVITES 2014 N°2**

**DU 12 AU 15 JANVIER 2015**  
**MINISTERE DES EAUX ET FORETS**  
**RESSOURCES EN EAU**

**Dr N'GUESSAN Bi Tozan Michel**  
**DIRECTEUR DES RESSOURCES EN EAU**  
**MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS**



## INTRODUCTION

Au titre du premier contrat du C2D, le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) a bénéficié du projet « lagune Aghien » qui est la réserve alternative en eau du District Autonome d'Abidjan.

Le 2<sup>ème</sup> C2D qui intervient au moment où le Ministère des Eaux et Forêts vient de valider, en atelier national, les outils de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), est donc une opportunité pour amorcer des actions concrètes de gestion durable des ressources en eau.

Il sera donc présenté:

- 1- les études en cours du projet « lagune Aghien »;
- 2- les cinq (5) nouveaux projets.

# I-PROJET EN COURS

## I-1 Etat d'exécution

| Intitulé                                                      | Etat d'exécution financière |                       | Echéances                                         | Etat d'exécution technique                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                               | Montant                     | Décaissements en 2015 |                                                   |                                                                                                                                           |
| Etude de protection du bassin versant de la lagune Aghien     | 216.436.866                 | 216.436.866 (100%)    | - Début : Septembre 2014<br>- Fin : Décembre 2015 | - Mission de démarrage<br>- Mission d'identification des zones humides<br>- suivi limnimétrique<br>- bilan hydrologique entrées / sorties |
| Etude de l'évaluation des réserves en eau de la lagune Aghien | 63.708.289                  | 63.708.289 (100%)     | - Début : Février 2015<br>- Fin : Décembre 2015   | - Sédimentologie<br>- Bathymétrie<br>- PV de sélection du prestataire transmis à l'AFD                                                    |
|                                                               | 29.990.000                  | 29.990.000 (100%)     | - Début: Février 2015<br>- Fin : Avril 2015       | - Attente de l'ANO                                                                                                                        |
| Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien              | 181.377.979                 | 126 964 585 (70%)     | - Début : Mai 2014<br>- Fin : Décembre 2015       | - Etude à mi-parcours de son exécution                                                                                                    |
| <b>TOTAUX</b>                                                 | <b>491 513 134</b>          | <b>437 099 740</b>    |                                                   |                                                                                                                                           |



## I-2 Difficultés – Propositions d'amélioration

| ETUDES                                                                                                                                                                                                                     | DIFFICULTES                                                                                                     | PROPOSITIONS<br>D'AMELIORATION                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Evaluation des réserves en eau de la lagune Aghien</li><li>- Protection du bassin versant de la lagune Aghien</li><li>- Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Manque de moyens pour la coordination des différents projets.</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Apporter un appui institutionnel à la Direction Ressources en Eau.</li></ul> |



## II- NOUVEAUX PROJETS PRIORISES

### Projet n°1: Opérationnalisation de l'observatoire des ressources en eau

| COUT<br>(Mds<br>FCFA) | OBJECTIF GLOBAL                                                                                                                            | OBJECTIFS<br>SPECIFIQUES                                                                                                                                                                                                    | IMPACTS<br>ATTENDUS                                                                                              | OBSERVATIONS                                                       |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| 0,823                 | Améliorer la gouvernance de l'eau à travers la mise en place d'une plateforme de consultation entre les divers usagers du secteur de l'eau | <ul style="list-style-type: none"> <li>Relever les données et informations nécessaires pour assurer la gestion intégrée des ressources en eau</li> <li>Produire les indicateurs de gestion des ressources en eau</li> </ul> | Les prises de décision dans le suivi, la protection et la gestion intégrée des ressources en eau sont optimisées | <ul style="list-style-type: none"> <li>Durée: un (1) an</li> </ul> |

**N.B. : Ce projet va mettre en place l'Observatoire des Ressources en Eau dont l'étude vient d'être validée en atelier national.**

## Projet n°2: Suivi de la qualité des eaux de surface pour l'alimentation en eau potable des dix (10) plus grandes villes de la Côte d'Ivoire.

| COUT<br>(Mds FCFA) | OBJECTIF<br>GLOBAL                                                                                                                                       | OBJECTIFS<br>SPECIFIQUES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | IMPACTS<br>ATTENDUS                                                                                   | OBSERVATION<br>S    |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 1,5                | Evaluer et surveiller la qualité de l'eau des hydro systèmes utilisés comme source d'approvisionnement en eau potable, à partir d'approches biologiques. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dresser un inventaire des communautés biologiques des plans d'eau qui servent à la production d'eau potable ;</li> <li>Déterminer l'état de santé écologique de ces plans d'eau ;</li> <li>Elaborer les outils biologiques de suivi-évaluation de la ressource en eau ;</li> <li>Mettre en place une stratégie globale de protection des plans d'eau</li> </ul> | Les ressources en eaux, de surface et souterraines, sont connues, protégées et gérées rationnellement | Durée: deux (2) ans |

**N.B.:** C'est une recommandation de l'AFD d'étendre les activités du Comité scientifique du projet lagune Agnien aux eaux des grandes villes de Côte d'Ivoire. Le budget initial a été révisé à 1,5 milliards de FCFA.



### Projet n°3: Opérationnalisation du Cadre Institutionnel de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

| COUT<br>(Mds FCFA) | OBJECTIF<br>GLOBAL                                                      | OBJECTIFS<br>SPECIFIQUES                                                                                                                                                                             | IMPACTS<br>ATTENDUS                                                          | OBSERVATION<br>S                                                   |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| 0,500              | Rendre opérationnel le nouveau cadre institutionnel de gestion de l'eau | <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer le plan d'action national de l'intégrité sur l'eau ;</li> <li>Evaluer le besoin en ressources humaines et en équipements à l'horizon 2040</li> </ul> | Les outils de bonne gouvernance dans la gestion des ressources sont élaborés | <ul style="list-style-type: none"> <li>Durée: un (1) an</li> </ul> |

Proposer un curriculum et des structures de formation initiale et professionnelle dans le domaine de l'eau

**N.B. : Ce projet va permettre de mettre en œuvre le nouveau cadre institutionnel de GIRE validé en 2011.**



## Projet n°4: Actualisation du Plan Directeur de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

| COUT<br>(Mds FCFA) | OBJECTIF<br>GLOBAL                                                                                                                                                                                   | OBJECTIFS<br>SPECIFIQUES                                                                                                                                                                                                                        | IMPACTS<br>ATTENDUS                                                               | OBSERVATIONS        |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 1,000              | Actualiser le Plan Directeur du GIRE pour l'horizon fixé par la vision nationale de l'eau formulée en 2010 : 2040, et répondre aux objectifs de qualité et de quantité définis dans le Code de l'Eau | <ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des ateliers thématiques</li> <li>Organiser des ateliers régionaux</li> <li>Procéder à des enquêtes et travaux de terrain</li> <li>Modéliser</li> <li>Organiser un atelier national</li> </ul> | Les objectifs de qualité et de quantité définis pour l'horizon 2040 sont atteints | Durée: deux (2) ans |

*N.B.: Ce projet va actualiser le Plan Directeur de GIRE élaboré en 2001 par la JICA pour l'horizon 2015.*

## Projet n°5: Evaluation de la disponibilité et de la qualité des ressources en eau sur le territoire national

| COUT<br>(Mds<br>FCFA) | OBJECTIF GLOBAL                                                                                                                                                                                                                                                                                 | OBJECTIFS<br>SPECIFIQUES                                                                                                                                                                              | IMPACTS<br>ATTENDUS                                                                                                     | OBSERVATION<br>S                                                        |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 3,547                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Permettre une gestion coordonnée de l'eau, tant sur le plan national que sur le plan transnational, en prenant en compte trois dimensions liées: (i) la disponibilité, (ii) la qualité et (iii) la gestion des ressources en eau disponibles.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluer en permanence les ressources en eau;</li> <li>Evaluer et suivre sur l'ensemble du territoire, la qualité des différents systèmes aquatiques</li> </ul> | La Côte d'Ivoire n'est pas confrontée à, moyen terme, à des problèmes cruciaux de disponibilité de la ressource en eau. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Durée: quatre (4) ans</li> </ul> |

*N.B.: Ce projet va permettre d'évaluer la disponibilité et la qualité de l'eau en vue de faire la régulation dans le secteur de l'eau.*



## CONCLUSION

A l'état actuel d'avancement des trois (3) études du projet lagune Aghien, le Ministère des Eaux et Forêts est optimiste quant à l'achèvement du projet dans les délais bien que le taux de décaissement soit de 12,5%.

Les cinq (5) nouveaux projets, d'un montant révisé de 7,37 milliards, sont les déclencheurs du processus de mise en œuvre de la GLIRE en Côte d'Ivoire.

Bien que classés à la demande du ST-C2D, tous ces projets sont prioritaires et méritent par conséquent une attention particulière pour la gestion durable des ressources en eau.

De même, il est aussi à prévoir des ressources financières pour la mise en œuvre des recommandations du projet lagune Aghien.



## **COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D**

**Secteur :** RESSOURCES EN EAU

**Exposant :** Docteur N'GUESSAN Bi Tozan Michel

**Rapporteur :** M. ZOKO Baoua Siméon

**Date et heure :** Mardi 13 Janvier 2015 de 13h30 à 15h00.

### **Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                         | Question posée par               | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Pourquoi a-t-on enregistré des retards dans la mise en œuvre des études par rapport au planning prévisionnel ?                   | Le Directeur de Cabinet du MEMPD | Longue procédure administrative (délai de passation des marchés, formalisation des contrats...).<br>A cet effet, le représentant de la DMP a précisé que tout ce processus d'élaboration et de validation des DAO a duré 7 mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 2  | Pourquoi un retard dans la transmission du rapport à mi-parcours relatif à l'étude sur la qualité de l'eau de la lagune Aghien ? | Le Directeur adjoint de l'AFD    | - Les 3 structures ont transmis un projet de rapport au MINEF qui a fait ses observations.<br>Le retour du groupement sur ce rapport est attendu à ce jour pour transmission à l'AFD.<br>- L'AFD a recommandé la transmission systématique des rapports provisoires pour un suivi régulier de l'état d'avancement des études.<br>Sur ce point, le DRE a promis transmettre dès le mercredi 14 janvier 2015 le rapport provisoire à l'AFD.                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 3  | Existe-t-il un problème de coordination ?                                                                                        | Le Directeur de Cabinet du MEMPD | - Il n'y a pas de problème de coordination. Un comité scientifique a été créé en 2012 et comprend le MINEF, le MIE, l'Institut Pasteur, l'Université Jean Lorougnon GUÉDE, la SODECI et l'AFD (observateur)<br>- Compte tenu de la complexité du projet et de la multiplicité des parties prenantes, un cadre institutionnel est en cours de création et devrait comprendre, outre le comité scientifique, un comité de pilotage et un comité de gestion pour l'ensemble du projet lagune Aghien.                                                                                                                                                                                                                                       |
| 4  | Quels sont les coûts définitifs des études de la lagune Aghien ?                                                                 | La coordinatrice du ST-C2D       | - <b>Etude de la qualité</b> Montant actuel 181.377.979 FCFA<br><b>Etude sur la protection</b> (montant initial 105.000.000 F CFA) : Montant actuel 216.436.866 FCFA.<br><b>Etude sur l'évaluation</b> (montant initial 120.000.000), Appel d'offres ayant été jugé infructueux, sur recommandation de l'AFD, le cabinet BRL attributaire du marché sur la protection va réaliser les volets (suivi limnimétrique, bilan hydrologique, interaction eau de surface/eau souterraine) dans le cadre d'un avenant. Les deux autres volets de cette étude relatifs à la bathymétrie et à la sédimentologie d'un coût estimatif de 29.990.000 F CFA ont fait l'objet d'une consultation restreinte. Le PV de sélection a été transmis à l'AFD |

# **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

Contrat de Désendettement et de Développement

Etat d'avancement au 31 décembre 2014

17 mars 2015

1

ST-C2D

Routes interurbaines et voiries urbaines

# PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

## INTRODUCTION

Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), signé le 1<sup>er</sup> décembre 2012 par les autorités ivoiriennes et françaises, dote le secteur des infrastructures de transport d'une enveloppe de 152,6 millions d'Euros soit 100,1 Milliards FCFA.

Les activités liées à ce secteur sont en cours d'exécution à ce jour pour la plupart et cette présentation a pour but de faire l'état des lieux tant au niveau physique que financier.



## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **ETAT D'AVANCEMENT**

17 mars 2015

3

## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

### Composante 1 : SAUVEGARDE DU RESEAU REVETU (PAT Interurbain en Côte d'Ivoire)

Nature des travaux: Réparation localisée du corps de chaussée sur le réseau routier ivoirien.

Début des travaux: 15 octobre 2014      Fin prévisionnelle des travaux: 15 octobre 2015

Taux d'exécution : (SOROUBAT CI, RAZEL CI et NSE CI) : 47%.

Difficultés rencontrées: Pannée d'engins.

Longue saison des pluies (Juin à octobre 2014)

Mobilisation lente des entreprises

Taux de décaissement: 15%

Décaissement de 1,6 Mds FCFA TTC (paiement avance de démarrage)

Montant du marché 10,72 Mds FCFA TTC

17 mars 2015

4

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **Composante 2: CONSOLIDATION ET RENFORCEMENT DU RESEAU REVELU. Section: Ferké - Ouangolo (46 km)**

**Nature des travaux:** Reconstruire les différentes couches de chaussée et le revêtement.

**Début des travaux:** Janvier 2015      **Fin prévisionnelle des travaux:** juin 2016

**Taux d'exécution: (HALLA CORPORATION) :** Phase de mobilisation de l'entreprise.  
L'OS a été donné le 23 décembre 2014 et la  
réunion de démarrage a eu lieu le 12  
janvier 2015.

**Taux de décaissement:** Aucun décaissement à ce jour

**Difficultés rencontrées:** Délais long dans l'élaboration du marché  
Lente mobilisation de l'entreprise

17 mars 2015

5



## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

*Composante 3: CONSOLIDATION ET RENFORCEMENT DU RESEAU REVETU.  
Section: Adzopé - Fleuve Comoé (75 km)*

**Nature des travaux:** Reconstruction des différentes couches de chaussée et le revêtement.

**Début des travaux:** 30 octobre 2014 **Fin prévisionnelle des travaux:** 30 oct. 2016

**Taux d'avancement:** La réunion de démarrage a eu lieu le 29 octobre 2014.  
L'installation de chantier est terminée,  
les travaux préparatoires sont en cours (85% d'exécution)

**Taux de décaissement:** 15% de décaissement (3,15 Mds FCFA TTC) correspondant au paiement avance de démarrage.

Montant du marché de base: 20,98 Mds FCFA TTC.

**Difficultés rencontrées:** Mobilisation lente de l'entreprise

Délai de rédaction et d'approbation de l'avenant au marché  
(changement de compte bancaire pour cause de nanissement)  
Paiement en Euros sur compte en République de Côte d'Ivoire

17 mars 2015

6

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **Composante 4: CONSOLIDATION ET RENFORCEMENT DU RESEAU EN TERRE. Pistes de la Région de la NAWA (361 km)**

**Nature des travaux:** Rétablir la praticabilité des itinéraires en traitant des points particuliers (franchissements d'écoulements et de cours d'eau), élargir certaines sections et à recharger la chaussée.

**Début des travaux:** 1<sup>er</sup> octobre 2014      **Fin prévisionnelle des travaux:** 30 septembre 2015

**Taux d'exécution :** Ce taux se situe entre 9 et 21%

**Taux de décaissement:** 15% de décaissement correspondant au paiement avance de démarrage

Montant du marché de base: 10,82 Mds FCFA TTC.

**Difficultés rencontrées:** délai de passation de marché très long  
Panne d'engins .  
Saison des pluies

17 mars 2015

7

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **Composante 5: CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART:**

#### **Pont de Béoumi**

Nature des travaux: Construction d'ouvrage d'art de désenclavement sur le Bandama

Début des travaux: Février 2014      Fin prévisionnelle des travaux: septembre 2015

Taux d'exécution: Le taux d'avancement global est de 48%.

Taux de décaissement: Montant du marché: 8,65 Mds FCFA TTC

5,6 Mds FCFA TTC décaissés (avance de démarrage, décompte 1, 2, 3, 4 et 6) correspondant à 65% de taux de décaissement

**Difficultés rencontrées:** Lente mobilisation du bureau de contrôle  
paiement tardif de l'avance de démarrage par Etat de Côte d'Ivoire)

17 mars 2015

8



# **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT** **RAPPORT D'ACTIVITE 2ème semestre 2014**

## Composante 6: AMENAGEMENT DE VOIRIES URBAINES DE LA VILLE D'ABIDJAN.

### MOD AGEROUTE

Nature des travaux: Aménagement du tronçon Kennedy-Clouetcha (2,4 km) dans le quartier d'Abobo

Date de début: Janvier 2014 Fin prévisionnelle des travaux: janv. 2015

Montant du marché: 1,65 Mds FCFA TTC

Taux d'avancement: 90%

Taux de décaissement: 53% (0,88 Mds FCFA TTC correspondant aux décomptes 4,5,6 et 7)

### MOD PRI CI

Nature des travaux: Réparation de surfaces revêtues, aménagement et bitumage

a) PAT voiries urbaines d'Abidjan (Abobo, Adjanié, Yopougon et Marcory)

Début des travaux: janv. 2015 Fin prévisionnelle: juin 2015

Montant des marchés: 2,98 Mds FCFA TTC

Taux d'avancement: Mobilisation

Taux de décaissement: 1,61% (0,13 Mds FCFA TTC payés à SORUBAT comme avance de démarrage)

b) Aménagement et bitumage (Abobo et Yopougon)

Date de début: Janvier 2015 Fin prévisionnelle des travaux: octobre 2015

Montant des travaux: 5,30 Mds FCFA TTC

Taux d'avancement: Approbation des marchés en cours

Taux de décaissement: 0% FCFA TTC

Difficultés rencontrées: Délai de passation et d'approbation long

Mobilisation lente des entreprises

17 mars 2015

9

## **PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014**

### **Composante 7: RENFORCEMENT DES CAPACITES – MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE (AGERROUTE ET PRICI)**

**Nature des tâches:** Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des composantes du projet.  
**Début:** décembre 2013    **Fin prévisionnelle:** décembre 2015

**Taux d'avancement :** Les prestations des MOD sont en cours.

- AGERROUTE: les prestations durent 24 mois; à ce jour ce délai est exécuté à 50%
- PRICI: Les prestations sont en cours et dureront 18 mois. A ce jour le délai est exécuté à 73 %. La convention prend fin en juin 2015. Un avenant à la convention est à prévoir au regard des dates prévisionnelles d'achèvement des travaux.

**Difficultés rencontrées:** Délai de traitement des dossiers trop long.

Lenteur dans la production des rapports d'activité

**Taux de décaissement:** 30% de taux de décaissement

Montant des conventions: 2,15 Mds FCFA TTC  
0,64 Mds de décaissés (correspondant aux avances de démarrage et au décompte n°1 de l'AGERROUTE).

17 mars 2015

10

## PROJET C2D: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT RAPPORT D'ACTIVITE 2<sup>ème</sup> semestre 2014

### Composante 8: MAITRISE D'OEUVRE (Etudes, contrôle des travaux)

**Nature des tâches:** Assurer le suivi et contrôle des travaux et mener une étude diagnostic sur le pont de la Comoé.

Début: octobre 2014      fin prévisionnelle: septembre 2016

**Taux d'avancement:** Les contrats de maîtrise d'œuvre ont tous été approuvés et sont en cours d'exécution pour la plupart. Seule l'approbation du contrat du groupement SAFEGE/IEF/COMETE (suivi et contrôle voiries urbaines d'Abidjan) est attendue. Le contrat de EGIS (pour l'étude diagnostique du pont sur la Comoé) est attendu de la part de l'AGERROUTE) pour signature et approbation.

**Difficultés rencontrées:** Enregistrement des marchés, production de cautions....

Transmission des rapports d'activités.

**Taux de décaissement:** Montant des contrats: 4,38 Mds FCFA TTC

Aucun décaissement effectué (Aucune avance de démarrage demandée par les MO)

17 mars 2015



## RECAPITULATIF DECAISSEMENT A DECEMBRE 2014

| COMPOSANTES                                                                                                  | MONTANT DU MARCHÉ | PAIEMENTS EFFECTUES                                                 | TAUX DE DECAISSEMENT |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <i>Composante 1: Sauvegarde du réseau PAI interurbain en Côte d'Ivoire</i>                                   | 10,72             | 1,61 (Avance de démarrage)                                          | 15 %                 |
| <i>Composante 2: Consolidation et renforcement du réseau revêtu Section: Feré - Ouangolo (46km)</i>          | 18,28             | 0                                                                   | 0 %                  |
| <i>Composante 3: Consolidation et renforcement du réseau revêtu Section: Adzopé - Fleuve Comoé (75km)</i>    | 20,99             | 3,15 (Avance de démarrage)                                          | 15 %                 |
| <i>Composante 4: Consolidation et renforcement du réseau en terre: Pistes rurales de la NAWA (361km)</i>     | 9,45              | 1,42 (Avance de démarrage)                                          | 15 %                 |
| <i>Composante 5: Construction d'ouvrage (Pont de Béoumi)</i>                                                 | 8,65              | 5,6 (Avance de démarrage + décomptes 1,2,3,4,6)                     | 65 %                 |
| <i>Composante 6: Voiries urbaines d'Abidjan</i>                                                              | 9,93              | 1,014 (Décomptes 4,5,6,7 de STPC et avance de démarrage de SORUBAT) | 10 %                 |
| <i>Composante 7: Renforcement de capacités, rémunération de maîtrise d'ouvrage déléguée et cellule PRICI</i> | 2,43              | 0,64 (Avance de démarrage + décompte 1 AGEROUTE)                    | 26 %                 |

## RECAPITULATIF DECAISSEMENT A DECEMBRE 2014

| COMPOSANTE                                                                                     | MONTANT DU MARCHÉ | PAIEMENTS EFFECTUES | TAUX DE DECAISSEMENT |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|
| <i>Composante 8:</i>                                                                           |                   |                     |                      |
| Maitrise d'œuvre (études, contrôle des travaux)                                                | 4,39              | 0                   | 0%                   |
| Achat de véhicule de service de la CSP-C2D-ME                                                  | 0,032             | 0,03                | 94 %                 |
| Refinancement RAZEL (Travaux réalisés sur l'itinéraire Yabo-Bouaké-Ferké-Ouangolo-Front. mali) | 4,32              | 4,32                | 100%                 |
| <b>TOTAL</b>                                                                                   | <b>89,19</b>      | <b>17,78</b>        | <b>20%</b>           |

## TAUX DE CONSOMMATION DU BUDGET 2013 - 2014

| Approvisionnement 2013                      | 9,70    | 24 déc. 2013  |
|---------------------------------------------|---------|---------------|
| Approvisionnement 2014                      | 28,87   | 01 juil. 2014 |
| Total approvisionnement                     | 38,57   |               |
| Total décaissement                          | 17,78   | 31 déc. 2014  |
| Solde                                       | 20,79   | 31 déc. 2014  |
| Taux de décaissement du budget 2013 et 2014 | 46,10 % | 31 déc. 2014  |



## PREVISIONS DE DECAISSEMENT 2015

| COMPOSANTES                                                                                                          | MONTANT DU<br>MARCHE | DECAISSEMENT<br>T A FIN 2014 | DECAISSEMENT<br>1 <sup>er</sup> semestre 2015 | DECAISSEMENT<br>2 <sup>ème</sup> semestre 2015 | FIN<br>PREVISIONNELLE<br>DES TRAVAUX |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <i>Composante 1: Sauvegarde du réseau<br/>PAT interurbain en Côte d'Ivoire)</i>                                      | 10,72                | 1,61                         | 4,50                                          | 6,22                                           | Sept. 2015                           |
| <i>Composante 2: Consolidation et<br/>renforcement du réseau revêtu Section:<br/>Ferté - Ouangolo (46km)</i>         | 18,28                | 0,00                         | 4,50                                          | 6,00                                           | Juin 2016                            |
| <i>Composante 3: Consolidation et<br/>renforcement du réseau revêtu Section:<br/>Adzopé - Fléauv Comoe (75km)</i>    | 20,99                | 3,15                         | 4,5                                           | 6,00                                           | Sept. 2016                           |
| <i>Composante 4: Consolidation et<br/>renforcement du réseau en terre: Pistes<br/>rurales de la NAWA (361km)</i>     | 9,45                 | 1,42                         | 3,00                                          | 5,00                                           | Déc. 2015                            |
| <i>Composante 5: Construction d'ouvrage<br/>(Pont de Béoumi)</i>                                                     | 8,65                 | 5,60                         | 1,20                                          | 1,80                                           | Sept. 2015                           |
| <i>Composante 6:<br/>Voies urbaines d'Abidjan</i>                                                                    | 9,93                 | 1,01                         | 3,00                                          | 5,00                                           | Oct. 2015                            |
| <i>Composante 7: Renforcement de<br/>capacités, rémunération de maîtrise<br/>d'ouvrage déléguée et cellule PRICI</i> | 2,43                 | 0,64                         | 0,70                                          | 0,85                                           | Déc. 2015                            |
| <i>Composante 8:<br/>Maîtrise d'œuvre (études, contrôle des<br/>travaux)</i>                                         | 4,39                 | 0                            | 1,5                                           | 1,78                                           | Sept. 2016                           |
| <i>Achat de véhicule de service de la CSP-<br/>C2D-MIE</i>                                                           | 0,032                | 0,30                         | 0,002                                         | 0,00                                           | -                                    |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                         | <b>84,87</b>         | <b>17,78</b>                 | <b>22,90</b>                                  | <b>32,65</b>                                   | -                                    |

## RECAPITULATION DES DIFFICULTES

- Délai de traitement trop long des dossiers au niveau des MOD
- Transmission tardive des rapports d'activités par les MOD
- Mobilisation lente des entreprises
- Délai de transmission trop long des décomptes par le bureaux de contrôle aux MOD

## CONCLUSION

Au regard des résultats obtenus, le niveau d'exécution du programme est faible. Les raisons sont multiples, entre autres:

- La lenteur au niveau des entreprises à se mobiliser (produire les pièces justificatives, à enregistrer les marchés, à présenter les factures).
- Le délai trop long observée au niveau des MOD à traiter tous les dossiers (production et transmission des marchés et des décomptes des entreprises).

Pour accroître les performances du projet, il faut une accélération dans le traitement des dossiers à tous les niveaux, en dédiant effectivement le personnel annexé par les MOD sur le programme C2D.



## **COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D**

**Secteur :** ROUTES ET VOIRIES URBAINES

**Exposant :** Mme COULIBALY Karitia

**Rapporteur :** Monsieur Arsène NIANGORAN

**Date et heure :** 14 janv. 2015 de 9h00 à 12h00

### **Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                                                                                          | Question posée par                                        | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Où en est - on avec l'avenant sur les PAT interurbain et le gré à gré à passer avec l'entreprise STPC/STPCE?                                                                                      | Le Directeur Adjoint de l'AFD (Olivier PANNETIER)         | La demande d'autorisation d'avenant a été faite au Ministère en charge du Budget le 24 décembre 2014.<br>Quant à la demande de gré à gré, elle a été accordée par le Ministère en charge du Budget le 31 décembre 2014 et le marché de gré à gré est à la rédaction à l'AGEROUTE. |
| 2  | Après la passation des marchés, tous les travaux sont lancés. Compte tenu des études qui s'avèrent anciennes est-ce qu'il ya des études d'actualisation des quantités prévues avant le démarrage? | Le Directeur Adjoint de l'AFD (Olivier PANNETIER)         | Dans le but de prévoir les avenants aux différents marchés, il est nécessaire d'actualiser les quantités prévues aux différents marchés.                                                                                                                                          |
| 3  | Problème des paiements en Euros de l'entreprise SINTAM?                                                                                                                                           | La Coordinatrice du ST-C2D / La responsable de la CSP MIE | Les frais de transfert de paiement dans une autre devise sont à la charge de l'entreprise d'après le marché.                                                                                                                                                                      |
| 4  | Qu'est ce qui est fait au niveau du MIE face au problème de sécurité évoquée sur les chantiers?                                                                                                   | Le Responsable du Suivi-Evaluation du ST-C2D              | Le MIE saisira par courrier le Ministère en charge de la Défense et de la Sécurité pour que des mesures urgentes soient prises                                                                                                                                                    |
| 5  | Quelle suite apporte l'AFD à la demande d'ANO sur le projet de marché relatif à l'aménagement et bitumage en 2x2 voies de l'itinéraire à Yopougon?                                                | Le coordonnateur de la Cellule PRICI                      | Les données justificatives du projet ont été produits; l'AFD devra donner son ANO sous peu.                                                                                                                                                                                       |
| 6  | La convention du PRICI prend fin avant la fin de l'exécution des projets élus au 1er C2D, que fait-on?                                                                                            | La Coordinatrice du ST-C2D (Mme DIATE Léa)                | Il faut dès à présent préparer un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du PRICI                                                                                                                                                                                 |
| 7  | Les ANO multiples de l'AFD sont aussi la source de délai assez long dans la passation des marchés,                                                                                                | Le Responsable du Suivi-Evaluation du                     | Sont exemptés d'ANO les marchés à petits montants.<br>Mais une séance sur les ANO est prévue avec l'AFD pour débattre de la question.                                                                                                                                             |

| N° | Question                                                                                                                                                                                                        | Question posée par                                            | Réponse retenue après échanges                                                                                                                              |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | quels sont les ANO dont l'on peut faire l'économie?                                                                                                                                                             | ST-C2D<br>(Monsieur Didier KOUAKOU)                           |                                                                                                                                                             |
| 8  | La ligne des imprévus servira-t-elle?                                                                                                                                                                           | La Coordinatrice du ST-C2D<br>(Mme DIATE Léa)                 | Oui elle servira et fera face aux avenants qui sont sûrement attendus par rapport aux actualisations des quantités à venir et les dépassements de quantité. |
| 9  | Quand est ce que les résultats des actualisations des quantités seront-elles disponibles?                                                                                                                       | La Coordinatrice du ST-C2D<br>(Mme DIATE Léa)                 | Jusqu'à fin février 2015 ces données pourront être disponibles.                                                                                             |
| 10 | Dans le cadre du 2ème C2D, des DAO devraient être lancés par anticipation (pont de Bettie, signalisation dans la ville d'Abidjan). La question du gré à gré avec le bureau SETEC devra être résolue rapidement? | Le Directeur Adjoint de l'AFD<br>(Monsieur Olivier PANNETIER) | Le principe par anticipation devra connaître l'accord des parties en présence.                                                                              |

### **CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES**

- Le projet dans son ensemble avance bien (2 projets sont bien engagées. Il s'agit de la construction du pont de Béoumi sur le Bandama et de l'aménagement de la voirie d'Aboboclouetcha), en dépit des retards accusés sur le programme prévisionnel.
- Les quantités actualisées prévues aux marchés devront être disponibles d'ici fin février 2015
- Les conditions sécuritaires sur les chantiers doivent être renforcées
- Proposition d'organiser l'analyse des offres en séminaire
- Renforcer les équipes dédiées au C2D par les MOD en vue de traitement rapide des dossiers.

**- 11 -**

## **Assainissement**





République de Côte d'Ivoire  
Union – Discipline – Travail



Liberté • Égalité • Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE  
L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME

# Projet C2D ASSAINISSEMENT RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2014

CELLULE DE SUIVI DES PROJETS (CSP) C2D ASSAINISSEMENT

# SOMMAIRE

- Contexte
- I- Etat d'avancement des projets 2014
- II- Difficultés rencontrées
- III- Solutions proposées
- IV- Perspectives
- Conclusion

## Contexte

Le réseau collectif d'assainissement de la ville d'Abidjan, comporte principalement un collecteur de base partant d'Abobo 4 étages, des stations secondaires qui lui sont reliées dont les principaux en aval sont la station de refoulement de Koumassi digue, la cheminée d'équilibre de Port Bouët et l'émissaire en mer. 80% de ces ouvrages ont été réhabilités par la BM et l'UE.

Cette cheminée ou tour d'équilibre, a pour rôle de maintenir une coupure hydraulique entre l'émissaire en mer et la partie du collecteur à l'amont de la cheminée (station de Koumassi digue) et de mettre les eaux en charge, pour qu'elles soient refoulées à travers l'émissaire dans le fond de la mer à moins 20 mètres. Cette tour, dans son fonctionnement et son exploitation, générerait des nuisances environnementales (olfactives et psychologiques), d'où son arrêt.

Malgré tous ces efforts de mise en conformité, les eaux usées ne peuvent toujours pas être rejetées en mer. Elles sont rejetées en lagune. par l'UE, a démontré que la coupure hydraulique n'était plus nécessaire pour le bon fonctionnement du système.



## Contexte (suite)

Dans la recherche de solutions, une cabinet commis par le MCLAU, sur financement de l'UE, a mené une étude dont les résultats ont été validés par une commission d'experts nationaux.

De même, le collecteur de base, du fait de l'étalement urbain de la ville d'Abidjan, ne collecte qu'environ le 1/3 des EU de la ville d'Abidjan. Afin d'optimiser son utilisation et de juguler la problématique de l'assainissement et du drainage dans tout le District d'Abidjan, l'actualisation de son schéma directeur est devenue un impératif.

Le MCLAU a donc, dans le cadre du 1<sup>er</sup> C2D, sollicité et obtenu le financement et la réalisation de deux projets:

- *Etude portant sur l'Actualisation du Schéma Directeur d'Assainissement avec mise en place d'un SIG pour le District d'Abidjan ;*
- *Travaux de remplacement de la Tour d'équilibre de Port-Bouët par un système de doubles ventouses triple fonctions ;*

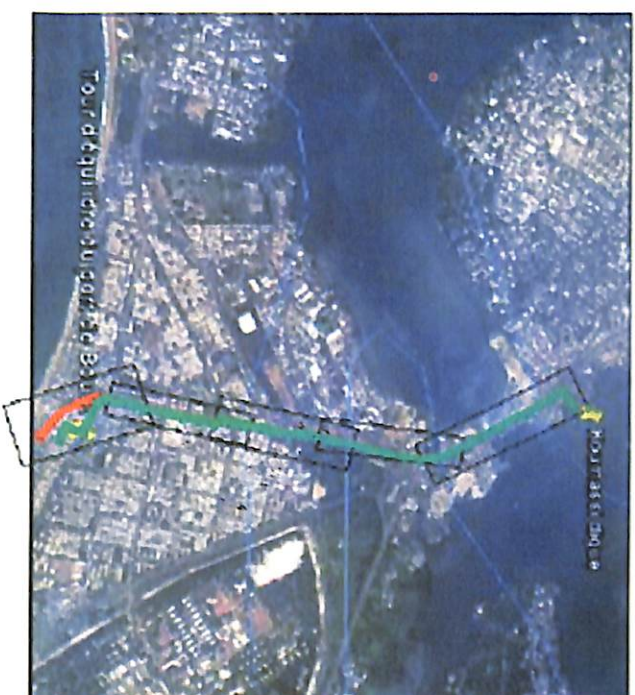


Schéma de la conduite de refoulement de Koumassi Digue vers l'émissaire en mer, via la Tour d'équilibre de Port-Bouët.

## I/ **ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS 2014**

### *Composante 1:*

*Etude portant sur l'actualisation du Schéma Directeur d'Assainissement avec mise en place d'un SIG pour le District d'Abidjan*

Montant : 1 562 084 535 FCFA TTC

Délai prévisionnel: 24 mois

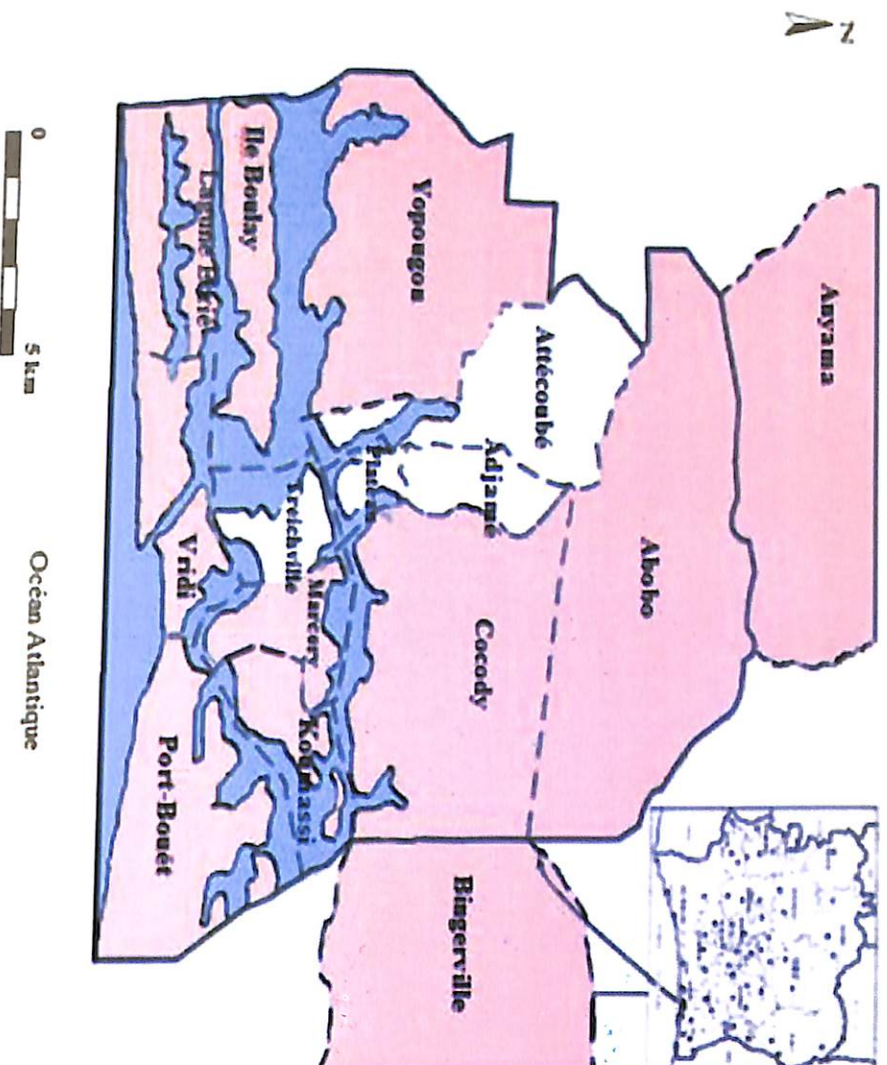
**Mission d'assistance technique:** Cabinet ALMADITUS (demande de clarification des Cabinets pendant la soumission, assistance à la négociation et à la passation du marché, mission d'accompagnement pour le suivi de l'évolution des études...)

### **Etat d'exécution technique :**

- Sur Huit (08) cabinets préablement sélectionnés, cinq (05) ont déposé une offre;
- Ouverture des offres, le 03 avril 2014;
- ANO de l'AFD sur les rapports d'évaluation technique le 28 mai, et financier le 20 juin 2014.
- A l'issue de l'évaluation des offres, le Cabinet Merlin a été retenu;
- ANO de l'AFD sur le projet de marché obtenu le 10/11/2014;
- Projet de marché signé depuis le 18/12/2014 par le MCLAU, et transmis pour signature le 06/01/2015 au Ministère en charge du Budget.

**Décaissements effectués en 2014 : Aucun décaissement**



**Figure 1 - Carte du district d'Abidjan (source Google)**

## Composante 2:

Travaux de remplacement de la Tour d'équilibre de Port-Bouet par un système de doubles ventouses triple fonctions.

### Etat des lieux avant travaux:

- Impact environnemental et visuel vis-à-vis des populations riveraines traumatisées par l'ouvrage qualifié de «cheminée de la mort» ;
- Formation de gaz  $H_2S$  à l'intérieur de la tour et nuisances olfactives.

### Etat d'exécution technique :

Montant : 324 524 150 FCFA TTC

Maîtrise d'ouvrage déléguée: ONAD

- Marché passé de gré à gré avec la SODECI;
- Ordre de service de démarrage des travaux remis à la SODECI par la CSP le 27 mai 2014, avec pour effet de démarrer le 02 juin 2014;
- Délai: 4 mois
- Démarrage effectif des travaux : 27 juin 2014 avec pour fin octobre 2014;
- Début démolition coupole, clôture, tour d'équilibre et voile de surverse intérieur: 02 août 2014, Fin démolition: 04 août 2014
- Mesures hebdomadaires d'émanation de 4 gaz (méthane,  $CO_2$ ,  $O_2$ ,  $H_2S$ )

## Composante 2 (suite)

- Chambre de visite inox préfabriquée et posée dans la fosse après validation par le consultant ;
- Béton de la fosse coulé, le 03/11/2014;
- Construction de la clôture terminée le 03/11/2014 ;
- Construction des abris techniques des ventouses et de la cuve à charbon actif achevée le 11/11/2014;
- Pose des deux ventouses le 12/12/2014, après validation des caractéristiques techniques par le consultant;
- Peinture de la clôture et des autres locaux terminée;
- Fourniture et pose du détecteur à gaz  $H_2S$ , le 02/01/2014, après validation par le consultant;
- Travaux terminés à 95%, (attente de livraison et mise en place du charbon actif, engazonnement: 5%)

### Décaissements effectués :

Avance de démarrage en 2014 : 48 678 623 FCFA.



Composante 2 (suite) : Cheminée d'équilibre de Port Bouet avant sa démolition  
(PHOTO 1)





## LES AVANTAGES DU PROJET

- **Avantage de l'utilisation des ventouses :**

**Critères techniques :**

- Fonctionnement hydraulique simplifié et stable du système.
- Limitation de consommation de charbon actif (pas d'extraction continue);
- Facilité de maintenance et d'entretien par la possibilité d'isolement d'une ventouse par rapport au système tout en maintenant celui-ci en fonction;
- Ajustement à tous les régimes de fonctionnement de la station de pompage.



## LES AVANTAGES DU PROJET (suite)

- **Critère environnemental et social :**

- Impact environnemental et visuel inexistant vis-à-vis des populations riveraines;
- Air vicié complètement enfermé dans la conduite, sans contact avec le milieu ambiant;
- Absence de nuisances olfactives (absorption de l'  $H_2S$  en phase d'expulsion);

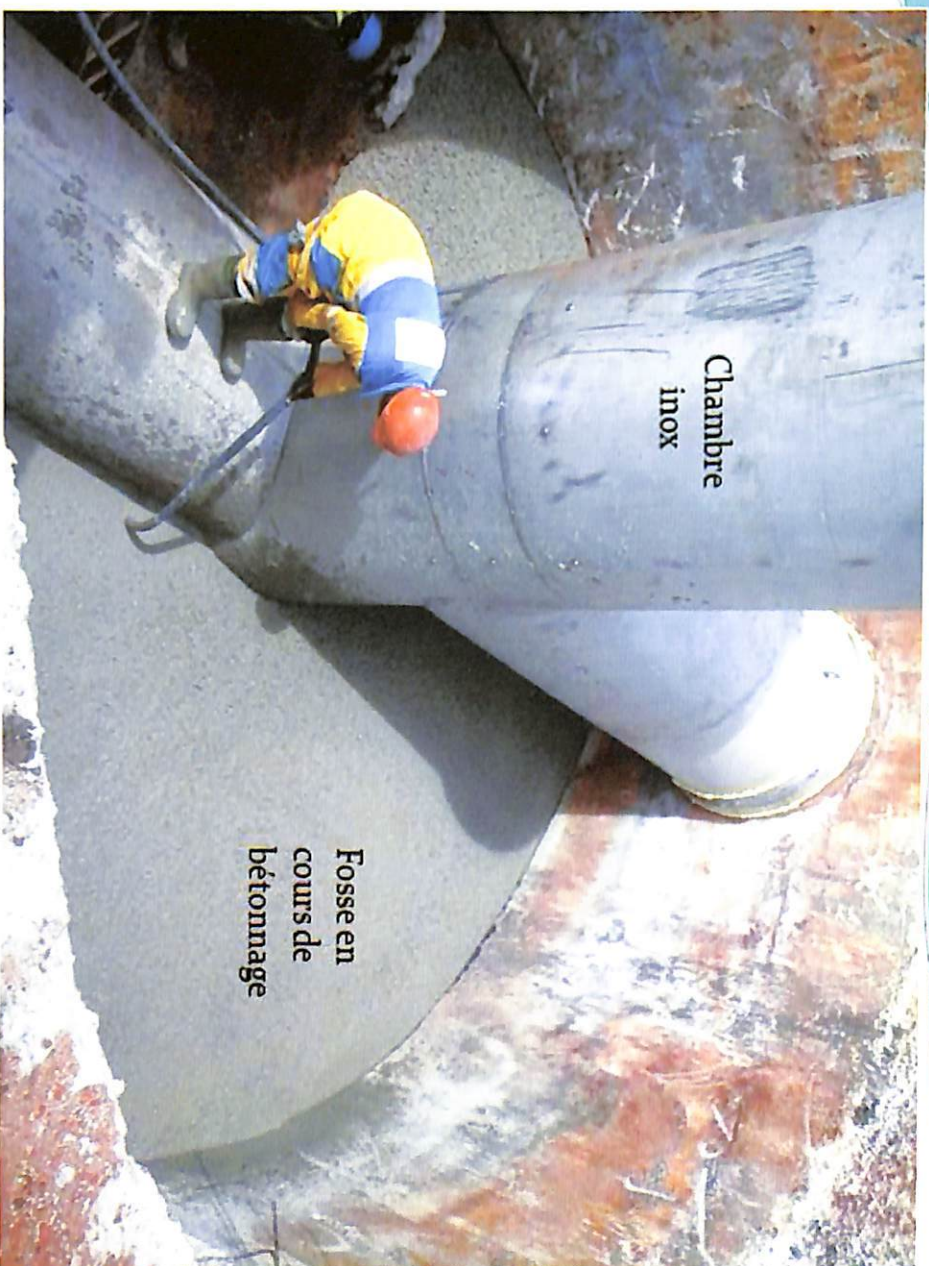
In fine, mise en fonctionnement du système d'assainissement de la Ville d'Abidjan



Composante 2 (suite): Cheminée d'équilibre de Port Bouet démolie du 02 au 04/88/2014  
(PHOTO 2)



Composante 2 (suite) : La chambre inox est posée et début de bétonnage de la fosse  
(PHOTO 3)





## Composante 2 (suite): le bétonnage de la fosse est terminé (PHOTO 4)

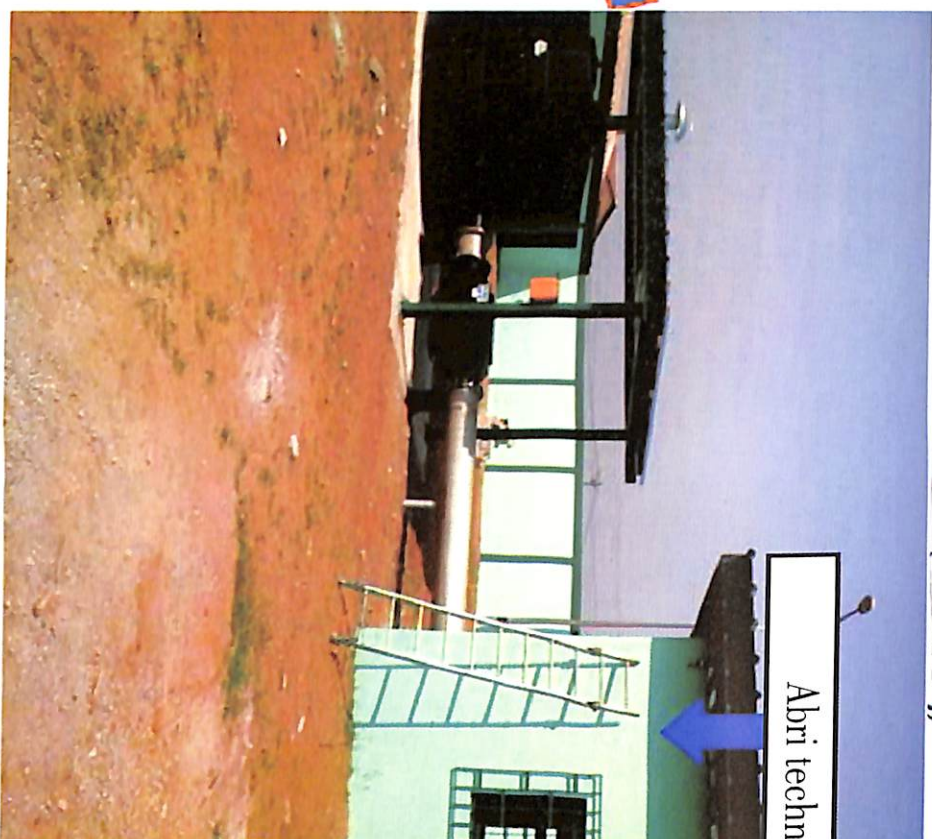




Composante 2 (suite): La construction des deux abris techniques est terminée (PHOTO 5)

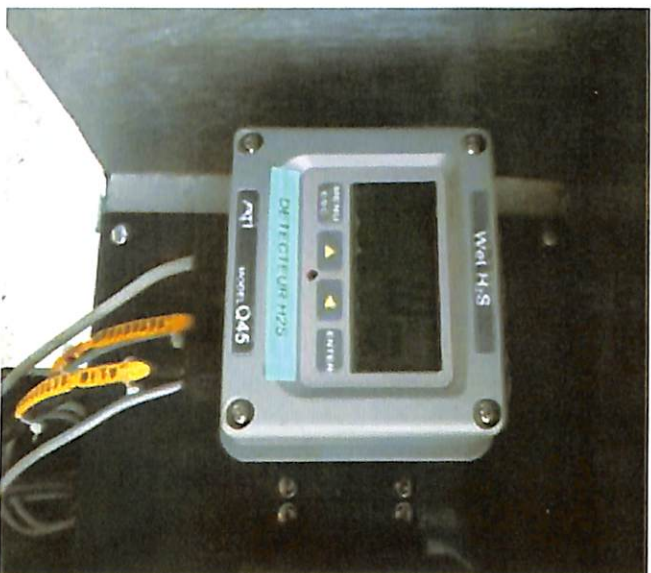
Chambre  
à charbon  
actif

Abri technique

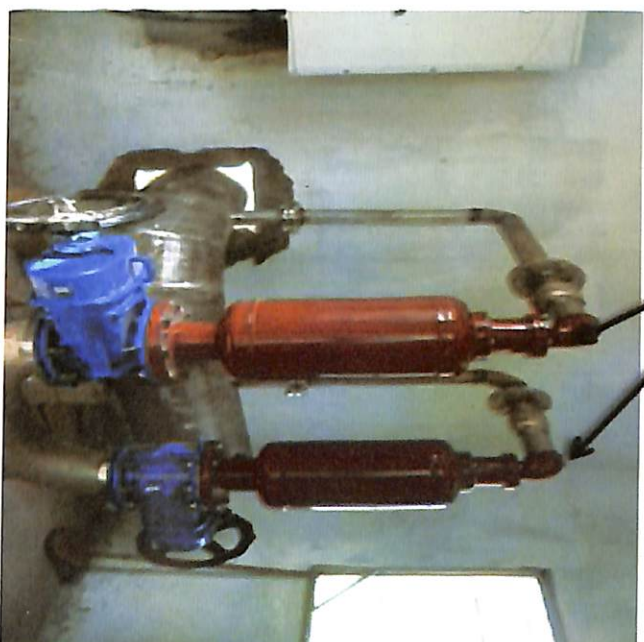


**Composante 2 (fin): La chambre à charbon actif est posée et raccordée ainsi que les deux ventouses et les autres équipements techniques (PHOTO 6)**

Détecteur de gaz H<sub>2</sub>S



Les deux ventouses à triple fonctions



## II/ DIFFICULTES RENCONTREES

*Composante 1: Etude portant sur l'Actualisation du Schéma Directeur*

d'Assainissement avec mise en place d'un système d'information géographique pour le District d'Abidjan

- Lenteur administrative s'expliquant par:
  - la non désignation, pendant une période relativement longue, d'un CF auprès de la CSP (ST-C2D);
  - la non maîtrise, au démarrage du projet, des procédures par certains acteurs (CSP, CF, DAF/MCLAU et ACP);
  - le retard mis par le point focal du MCLAU, à transmettre le marché visé par le MCLAU à la DMP (03 semaines, du 12/12/2014 au 06/01/2015).
- Indisponibilité du personnel clé de l'AFD et du Cabinet Merlin, pendant la période des vacances annuelles, ce qui n'a pas permis de finaliser à temps le projet de contrat (absence d'interlocuteur pendant plus d'un mois).



## II/ DIFFICULTES RENCONTREES

### Composante 2: Travaux de remplacement de la Tour d'équilibre de

Port-Bouet par un système de doubles ventouses triple fonctions.

- Démarrage tardif des travaux par la Sodeci (03 semaines après l'OS de démarrage);
- Manque d'anticipation de la Sodeci dans la commande des équipements clés (commandes faites au fur à mesure du déroulement des travaux);
- Indisponibilité du consultant à certains moments, pour la validation des équipements techniques quand il est sollicité;
- Faiblesse du taux de décaissement par rapport à l'enveloppe allouée.

### III-SOLUTIONS PROPOSEES

Afin de remédier aux difficultés susmentionnées, les solutions suivantes sont proposées :

- Demande l'organisation de séances de formation et d'échanges d'expérience entre les acteurs (renforcement des capacités);
- Validation des décomptes en cours
- Sollicite l'allègement de la procédure de transmission des documents du projet;
- Demande l'organisation de séances de formation et d'échanges d'expérience entre les acteurs (renforcement des capacités).

## IV-PERSPECTIVES

### Composante 1:

Les activités prévues en 2015 et les résultats attendus sont:

- Démarrage début février 2015 au plus tard de l'étude du SDAD; **Prévisions de décaissements en 2015 : 1 015 354 948 FCFA** soit 65% du montant du marché dont:
    - (a) Dix (10) pour cent du Montant du Marché après validation du rapport de démarrage.
    - (b) Vingt (20) pour cent du Montant du Marché après validation du rapport de la mission A (établissements des données de base).
    - (c) Trente-cinq (35) pour cent du Montant du Marché après validation du rapport de la mission B (diagnostic fonctionnel de la situation existante et élaboration des critères de conception).
- Date prévisionnelle d'achèvement de la composante 1 :**  
fin janvier 2017.





## Composante 2:

### Activités prévues en 2015 et résultats attendus :

- 1) Réalisation des essais de fonctionnement, remise des plans de recellement, des fiches techniques, des manuels d'utilisation et réception provisoire des travaux.

*Date prévisionnelle d'achèvement de la composante : fin janvier 2015.*

- 2) Mise en fonctionnement de l'émissaire en mer et du réseau d'Assainissement de la ville d'Abidjan ;

Décassements prévus en 2015 : 230 412 145 FCTA

*Date prévisionnelle d'achèvement de la composante : fin janvier 2015.*

## TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PROJETS

| DESIGNATION      | Montant<br>FCEATTC | Réalisé 2014<br>FCEATTC | Retenue de<br>garantie | Prévu 2015<br>FCEATTC  |
|------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|
| Composante 1     | 1 562 084 535      | 0                       | -                      | 1 015 354 948<br>(65%) |
| Composante 2     | 324 524 150        | 48 678 623<br>(15%)     | 22 716 691<br>(7%)     | 230 412 145            |
| Contrat ONAD     | 21 493 700         | 0                       | 1 074 685<br>(5%)      | 20 419 015             |
| Contrat ALMADIUS | 24 909 967         | 0                       |                        | 12 454 983<br>(50%)    |
| Total Général    | 1 933 015 352      | 48 678 623              | 23 791 376             | 1 278 641 091          |

## CONCLUSION

Après une année de mise en œuvre du projet C2D Assainissement, ponctuée par quelques difficultés, les procédures d'exécution sont maintenant mieux maîtrisées par les différents acteurs.

Sur le plan de l'exécution physique, les travaux de la cheminée sont exécutés à 95%, mais les décaissements demeurent encore faibles (15%). Ce taux sera ramené ces jours à 85%, avec le paiement des décomptes en cours de validation par l'ONAD.

Concernant l'étude du SDAD du District d'Abidjan, la procédure administrative a connu quelques retards, mais le processus d'élaboration du contrat est presque à son terme, et très bientôt (février 2015), il va être procédé au lancement de cette prestation.

L'année 2015 s'annonce donc sous de meilleurs auspices pour cette composante, dans l'attente du deuxième C2D.



# Merci!

**COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D****Secteur : ASSAINISSEMENT****Exposant : Mr Seydou COULIBALY****Rapporteur : Mr YRO Monkoho Syrlaque****Date et heure : Mercredi 14 janvier 2015 de 13h30 à 15h00****Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                                                                            | Question posée par                                            | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Concernant les travaux de remplacement de la tour d'équilibre de Port Bouët, pourquoi 95% de travaux réalisés et 15% de taux de décaissement ?                                      | La Coordinatrice du ST-C2D                                    | Le faible taux de décaissement (15%) est dû aux attachements non encore validés par l'ONAD. La SODECI a refusé de prendre en compte les observations de l'ONAD sur les attachements.                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 2  | La période de nomination du CF a-t-elle impacté la poursuite de l'élaboration du contrat du Schéma Directeur d'Assainissement ?                                                     | La Coordinatrice du ST-C2D                                    | La CSP a affirmé que cette période d'attente n'a pas eu un grand impact sur la poursuite de l'élaboration du contrat.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 3  | Les relations de la CSP avec la cellule C2D de la DMP et la DAF/MCLAU se déroulent-elles bien ?                                                                                     | La Coordinatrice du ST-C2D                                    | Le représentant de la DMP affirme avoir de bonnes relations de travail avec la CSP ASST. Concernant la collaboration avec la DAF/MCLAU, la CSP souhaite transmettre ses dossiers de projets directement à la DMP, sans avoir recours à la DAF, pour réduire les procédures de traitement de courriers et avoir un gain de temps.                                                                                                                                                    |
| 4  | Préciser le contenu du renforcement de capacités demandé par la CSP ASST                                                                                                            | La Coordinatrice du ST-C2D                                    | La CSP relève quelques thèmes qui sont :<br>- Maîtrise des procédures de passation des marchés ;<br>- Mise en œuvre des procédures de traitement des documents administratifs.<br>Le ST-C2D est à la disposition des CSP et UCP pour les assister quand elles ont des préoccupations transversales.                                                                                                                                                                                 |
| 5  | Le retard dans l'exécution des travaux par la Sodeci est-il dû au non- paiement de ses factures de travaux par la CSP ou au non-paiement de ses factures du contrat d'affermage par | Mr THIAM, Conseiller Spécial à la Présidence de la République | Le Directeur de Cabinet du MCLAU a indiqué que la SODECI perçoit des redevances d'assainissement et dans le cadre du contrat d'affermage, elle a obligation de veiller au bon fonctionnement de la cheminée et de l'émissaire en mer.<br>Les retards dans les travaux incombent à la SODECI, notamment dans la commande des fournitures comme le détecteur de gaz et les charbons actifs.<br>La CSP informe que des pénalités seront appliquées à la SODECI par l'ONAD, compte tenu |



| N° | Question                                                                                                                                                    | Question posée par                                            | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | l'Etat ?                                                                                                                                                    |                                                               | du retard dans les travaux, conformément aux termes du contrat.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 6  | Vu les nombreux problèmes rencontrés dans le suivi des projets du C2D, le choix des agences de l'Etat comme maîtres d'ouvrages délégués est-il avantageux ? | Mr KOUAKOU Didier, RSE du ST-C2D                              | Le Directeur de Cabinet du MCLAU a répondu que c'est au cours de l'instruction du projet de la tour d'équilibre que l'ONAD a été désigné pour assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux. Sinon les directions techniques du MCLAU sont de facto les maîtres d'ouvrage délégués. Le modérateur a estimé que la question ne peut être discutée au cours de cette revue. |
| 7  | L'Autorité Ministérielle a-t-elle visité les projets en cours de réalisation ?                                                                              | Mr THIAM, Conseiller Spécial à la Présidence de la République | La CSP a informé que le MCLAU avait déjà effectué une première visite avant le démarrage des travaux de la cheminée et qu'il est très au fait de ce dossier. Mr KOUAKOU Didier a informé que des visites seront programmées sur l'ensemble des chantiers du C2D à des échéances qui seront précisées.                                                                          |
| 8  | Pour le Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage d'Abidjan, ya-t-il des difficultés qui pourraient retarder le démarrage des prestations ?          | Mme la Coordinatrice du ST-C2D                                | La CSP a répondu que la prochaine étape est la signature du contrat SDAD + SIG par le Ministre en charge du Budget. La DMP a rassuré que le contrat a déjà été numéroté et est en phase de signature par le Ministre en charge du Budget.                                                                                                                                      |

### **CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES :**

- Les travaux de remplacement de la tour d'équilibre de Port Bouët sont achevés à 95%. Il reste la mise en place du charbon actif et les travaux d'aménagement de la cour de la cheminée (5% des travaux). Les travaux doivent être réceptionnés en février 2015 avec mise en service de l'émissaire ;
- Avec l'actualisation du SDAD+ SIG, des programmes d'investissement importants pourront être identifiés et soumis à financement pour le 2<sup>e</sup> C2D ;
- Le rapport d'état d'avancement des projets C2D Assainissement devrait être corrigé et transmis au ST-C2D ;
- Une séance de travail MCLAU, CSP, ONAD et SODECI est prévue pour lever les blocages et permettre de relever le niveau de décaissement ;

Un courrier sera adressé à la SODECI pour l'interpeler sur ses manquements dans le cadre de ses prestations dans les projets C2D.



**- 12 -**

**Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan  
(PAQRA)**



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail



*Le C2D, un partenariat au service du développement*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE  
L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME

Projet C2D : Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan  
(PAQRA)

## RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2014

Présentation: KRA Kouamé Kouman  
Directeur de l'Urbanisme

# PLAN DE PRESENTATION

|      |                                          |
|------|------------------------------------------|
| I.   | FICHES DE PRESENTATION DES PROJET        |
| II.  | TABLEAU SYNOPSIS DE L'ETAT D'EXECUTION   |
| III. | ETAT D'EXECUTION DU PROJET               |
| •A.  | Etat d'exécution technique               |
| •B.  | situation financière au 31 décembre 2014 |
| IV.  | ANALYSE DES DECAISSEMENTS                |
| •A.  | Décaissement de niveau 1                 |
| •B.  | Décaissement de niveau 2                 |
| V.   | DIFFICULTES RENCONTREES                  |
| •A.  | Description 10                           |
| •B.  | Proposition de mesures correctives       |
| VI.  | PERSPECTIVES                             |
| •A.  | Echéance Juin 2015                       |
| •B.  | Echéance Décembre 2015                   |
|      | CONCLUSION                               |



# Fiche de presentation

|                                                                                                                                                                                                         |                                                                   |                          |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------|
| IDENTIFICATION                                                                                                                                                                                          |                                                                   | CONVENTION D'AFFECTATION |            |
| Developpement Urbain (PAORA)                                                                                                                                                                            |                                                                   | Instruction en cours     |            |
| MONTANT                                                                                                                                                                                                 | COMPOSANTES                                                       |                          | Montant    |
| VINGT-CINQ MILLIARDS HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS DEUX CENT TRENTE-SEPT MILLE CENT TREIZE FRANCS CFA<br>25 894 237 113 FCFA                                                                 | Designation                                                       |                          | (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                         | Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA) |                          | 24,4       |
|                                                                                                                                                                                                         | Habitat Social                                                    |                          | 0          |
|                                                                                                                                                                                                         | Appuis Institutionnels et techniques                              |                          | 1,5        |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br>Projet en cours d'instruction                                                                                                                                                | DATE CLOTURE CONVENTION<br>Convention non encore signée           |                          |            |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                      |                                                                   |                          |            |
| Maitre d'ouvrage : Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme                                                                                                     |                                                                   |                          |            |
| Organe d'exécution : Cellule de coordination du Programme d'Urgence des Infrastructures Urbaines (PUUIR)                                                                                                |                                                                   |                          |            |
| Points locaux ministère :                                                                                                                                                                               |                                                                   |                          |            |
| <p>M. K'ra Kouman, Directeur de l'Urbanisme, CITE ADMINISTRATIVE, TOUR D 3ème ETAGE PORTE 51, TEL. : +225 20 21 14 43 poste 109, FAX : +225 20 21 18 31, BPV 153 ABIDJAN, e-mail : kouma76@yahoo.fr</p> |                                                                   |                          |            |
| M. Koulla Célestin, Directeur du Logement et de la Copropriété                                                                                                                                          |                                                                   |                          |            |
| ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES (Région ou Département)                                                                                                                                               |                                                                   |                          |            |
| District Autonome d'Abidjan                                                                                                                                                                             |                                                                   |                          |            |
| Quartiers concernés                                                                                                                                                                                     |                                                                   |                          |            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>PK 18 Agoubé</li> <li>Koumassi Grand Campement</li> <li>Akromlanba</li> <li>Divo I et II : et</li> <li>Gesco Restructuration</li> </ul>                          |                                                                   |                          |            |

# Tableau synoptique de l'état d'exécution

| MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                     |                                                                                                                                                          |                                                                                     |                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| COMPOSANTE                                                                       | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                     | DIFFICULTES                                                                                                                                              | PROPOSITION D'AMELIORATION                                                          | PROCHAINES ETAPES                                   |
|                                                                                  | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | FINANCIER           |                                                                                                                                                          |                                                                                     |                                                     |
| (PAQRA)                                                                          | Un appel d'offres de l'étude de faisabilité du projet a été lancé, depuis le mardi 10 septembre 2013. L'ouverture des plis a eu lieu, le 19 novembre 2013.<br>Après une 1 <sup>ère</sup> évaluation de la COJO, l'AFD a rejeté les résultats et demandé à la COJO de revoir à la baisse la note attribué à l'une des entreprises et jugé surévaluée. Les résultats de la 2 <sup>ème</sup> évaluation de la COJO ont, une seconde fois, fait l'objet d'avis d'objection. | Pas de décaissement | Beaucoup de divergences observées sur le montage et le pilotage du cadre institutionnel du PAQRA, conduisant à des arbitrages réguliers de la Primature. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire un appel d'offre restreint.</li> </ul> | Sélection du consultant par appel d'offres retreint |

# Tableau synoptique de l'état d'exécution

| MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                            |                                                                                                                                                                 |                                                                                     |                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTE                                                                       | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                            | DIFFICULTES                                                                                                                                                     | PROPOSITION D'AMELIORATION                                                          | PROCHAINES ETAPES                                           |
|                                                                                  | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | FINANCIER                  |                                                                                                                                                                 |                                                                                     |                                                             |
| (PAQRA)                                                                          | <p>Il s'en n'est suivi un blocage de la procédure de passation de marché qui a nécessité l'intervention de la Primature.</p> <p>Plusieurs réunions d'arbitrages de la Primature ont abouti à certaines recommandations, notamment, l'annulation de l'appel d'offres et la relance d'un nouvel appel d'offres.</p> <p>A cet effet, le Ministre en charge de la construction a émis un courrier au Ministre du budget pour demander l'annulation dudit appel d'offres et la relance d'un nouvel appel d'offres.</p> <p>En retour, après examen de la requête, le Ministre du budget n'envisage pas l'option d'annulation mais plutôt a invité son collègue à convoquer à nouveau la COJO à décider du sort de l'appel d'offres.</p> | <p>Pas de décaissement</p> | <p>Beaucoup de divergences observées sur le montage et le pilotage du cadre institutionnel du PAQRA, conduisant à des arbitrages réguliers de la Primature.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire un appel d'offre restreint.</li> </ul> | <p>Sélection du consultant par appel d'offres restreint</p> |



# Tableau synoptique de l'état d'exécution

| MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME |                                                                                                                                                                   |                     |                                                                                                                                                          |                                                                                     |                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| COMPOSANTE                                                                       | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                 |                     | DIFFICULTES                                                                                                                                              | PROPOSITION D'AMELIORATION                                                          | PROCHAINES ETAPES                                    |
|                                                                                  | TECHNIQUE                                                                                                                                                         | FINANCIER           |                                                                                                                                                          |                                                                                     |                                                      |
| (PAQRA)                                                                          | La COJO s'est réunie, le vendredi 21 novembre 2014, et a décidé à l'unanimité de rendre infructueux cet appel d'offres et a soumis son rapport à l'avis de l'AFD. | Pas de décaissement | Beaucoup de divergences observées sur le montage et le pilotage du cadre institutionnel du PAQRA, conduisant à des arbitrages réguliers de la Primature. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire un appel d'offre restreint.</li> </ul> | Sélection du consultant par appel d'offres restreint |
|                                                                                  |                                                                                                                                                                   |                     | Blocage de près d'un an, au niveau de l'appel d'offres.                                                                                                  |                                                                                     |                                                      |

## ETAT D'EXECUTION DU PROJET

### *Etat d'exécution technique*

#### •INTRODUCTION/CONTEXTE

•Avec une population estimée à plus de 22 millions d'habitant en 2012, la Côte d'Ivoire connaît une croissance démographique rapide (environ 3% par an ? depuis 15 ans) accompagnée d'une urbanisation massive (croissance considérable du nombre de centres urbains à l'intérieur du pays, augmentation sensible de la population urbaine, transformation d'Abidjan en mégapole rassemblant la moitié des urbains et plus 5 à 6 millions d'habitants).

•L'augmentation de la population s'est traduite par une expansion spatiale, sans aucune planification urbaine. L'urbanisation d'Abidjan et des grandes villes de l'intérieur s'est, également, caractérisée par la multiplication de quartiers d'habitats spontanés et/ou précaires.

•

# ETAT D'EXECUTION DU PROJET

## *Etat d'exécution technique*

### • INTRODUCTION/CONTEXTE

• A coté de ce phénomène, aucun investissement d'envergure en matière d'infrastructures socio-économiques de base et équipements urbain structurants n'a été mis en œuvre, dans le domaine urbain, dans ces dix (10) dernières années. Les besoins en investissements dans le secteur urbain sont, par conséquent, immenses et constituent un enjeu majeur, afin de juguler la paupérisation des populations, relancer la croissance économique du pays et équilibrer l'armature urbaine au niveau national.

• Par ailleurs, la population d'Abidjan a augmenté dans une très forte proportion, rendant aujourd'hui nécessaire l'élaboration d'un diagnostic et une amélioration des conditions de vies des habitants.

• Dans le cadre du C2D, le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme a bénéficié d'une enveloppe, pour la mise en œuvre du Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA).



# ETAT D'EXECUTION DU PROJET

## *Etat d'exécution technique*

### •INTRODUCTION/CONTEXTE

- L'objectif général visé par ce projet est d'améliorer les conditions de vie des populations abidjanaises, en général, et des populations à revenus faibles, en particulier.
- Il s'agira, en outre, de :
  - assurer un meilleur accès des populations aux équipements sociaux de base ;
  - réduire le taux de désenclavement des sites habités ;

# ETAT D'EXECUTION DU PROJET

## Etat d'exécution technique

### •INTRODUCTION/CONTEXTE

#### •Description des actions prévues

•Il s'agit de :

- établir le diagnostic urbain des 5 quartiers sélectionnés et d'identifier les besoins réels en investissement, à moyen terme ;
- établir la faisabilité technique, économique, environnementale et sociale du PAQRA (réalisation des investissements, à court terme) ;
- préparer les Avant Projets Sommaires et Détaillés de chacun des investissements priorités ;
- préparer les DAO pour la réalisation des travaux, pour la maîtrise d'œuvre technique de supervision des travaux, ainsi que pour la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) et les prestations intellectuelles (accompagnement institutionnel) ;
- réaliser les travaux.

# ETAT D'EXECUTION DU PROJET

## Etat d'exécution technique

### •INTRODUCTION/CONTEXTE

- A coté de ce phénomène, aucun investissement d'envergure en matière d'infrastructures socio-économiques de base et équipements urbain structurants n'a été mis en œuvre, dans le domaine urbain, dans ces dix (10) dernières années. Les besoins en investissements dans le secteur urbain sont, par conséquent, immenses et constituent un enjeu majeur, afin de juguler la paupérisation des populations, relancer la croissance économique du pays et équilibrer l'armature urbaine au niveau national.
- Par ailleurs, la population d'Abidjan a augmenté dans une très forte proportion, rendant aujourd'hui nécessaire l'élaboration d'un diagnostic et une amélioration des conditions de vies des habitants.
- Dans le cadre du C2D, le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme a bénéficié d'une enveloppe, pour la mise en œuvre du Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA).
- L'objectif général visé par ce projet est d'améliorer les conditions de vie des populations abidjanaises, en général, et des populations à revenus faibles, en particulier.
- Il s'agira, en outre, de :
  - assurer un meilleur accès des populations aux équipements sociaux de base ;
  - réduire le taux de désenclavement des sites habités ;



# ETAT D'EXECUTION DU PROJET

## *Etat d'exécution technique*

### •INTRODUCTION/CONTEXTE

- Montant : 25, 90 milliards FCFA** (y compris appuis institutionnels)
- Etat d'exécution technique :** *Projet pas exécuté / Le 1<sup>er</sup> appel d'offres de l'étude de faisabilité, financée sur le fonds Etudes et Pilotage du C2D, devrait, incessamment, être déclaré infructueux et un nouvel appel d'offres lancé*
- Décaissements effectués :** *Pas de décaissement*
- Activités prévues en 2015 et résultats attendus :**
- Lancement d'un appel d'offres restreint, pour le recrutement d'un consultant pour l'étude de faisabilité, attribution du marché,**
- réalisation de l'étude de faisabilité.**
- Décaissements prévus en 2015 :** *1,20 milliards*
- Date prévisionnelle d'achèvement de la composante :** *31 décembre 2017*

# Situation financière au 31 décembre 2014

| Engagements                                                           | Désignation              | Montant |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------|
| Décaissement de niveau 1                                              | Convention C2D N°        | 0 F CFA |
| Mobilisation des ressources depuis le compte C2D à la BCEAO           | Opérateur 1 <sup>1</sup> | 0 F CFA |
|                                                                       | Opérateur 2              | 0 F CFA |
|                                                                       | Opérateur 3              | 0 F CFA |
| Décaissement de niveau 2                                              | Composante 1             | 0 F CFA |
| Mouvements effectués depuis les comptes projets domiciliés à la BCEAO | Composante 2             | 0 F CFA |
|                                                                       | Composante 3             | 0 F CFA |
| Solde                                                                 | Général projet           | 0 F CFA |
|                                                                       | Compte projet            | 0 F CFA |

<sup>1</sup> Opérateurs payés directement depuis le compte C2D de la BCEAO sans transiter par le compte projet

# Analyse des decaissements

## A. Décaissement de niveau 1

| PROJET / MATRE D'OUVRAGE     | Prévisions | Exécuté | Taux d'exécution | Commentaires       |
|------------------------------|------------|---------|------------------|--------------------|
| Alimentation Compte Projet   |            | 0 F CFA | 0%               | Projet non démarré |
| Réglement direct d'opérateur |            | 0 F CFA | 0%               | Projet non démarré |
| TOTAL                        |            | 0 F CFA | 0%               |                    |

## B. Décaissement de niveau 2

| PROJET / MATRE D'OUVRAGE | Prévisions | Exécuté | Taux d'exécution | Commentaires       |
|--------------------------|------------|---------|------------------|--------------------|
| Composante 1             |            |         | 0%               | Projet non démarré |
| Composante 2             |            |         | 0%               | Projet non démarré |
| TOTAL                    |            |         | 0%               |                    |



# DIFFICULTES RENCONTRÉES

## – Description

- En dehors des divergences observées sur le montage et le pilotage du cadre institutionnel qui ont conduit aux arbitrages de la Primature, le projet a connu un blocage, au niveau de l'appel d'offres de l'étude de faisabilité, l'AFD ayant émis une objection aux résultats d'analyse des offres.
- L'appel d'offres devrait, finalement, être déclaré infructueux, sous réserve de l'avis favorable de l'AFD.
  - *Proposition de mesures correctives*
- Faire un appel d'offres restreint, pour permettre la sélection du consultant dans les meilleurs délais.

# PERSPECTIVES

## *Echéance Juin 2015*

- Réalisations prévues
- ✓ Sélection du Consultant pour les études
- Décaissements prévus
- ✓ 400 millions de F CF

## *Echéance Décembre 2015*

- Réalisations prévues
  - ✓ Fin des études
- Décaissements prévus
- ✓ 800 millions de F CFA

# CONCLUSION

- Le PAQRA connaît des problèmes de démarrage qui sont liés à la complexité du mécanisme de sélection des prestataires. L'AFD devra réagir au plutôt, pour permettre de relancer ce projet qui n'a pas pu être exécuté dans le 1<sup>er</sup> C2D. Et, qui vient d'être reporté sur le 2<sup>ème</sup> C2D avec un montant de **25,89 milliards FCFA**.



# TABLEAU DE BORD DE SUIVI DU PROJET

## PAQRA

|  | COMPOSANTES/ACTIVITES | Montant projet Mds CFA | Décaissement en Mds CFA      |            |                     |  | T1 2015 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | T1 2015 |  | T1 2015 |  | T1 2015 |  | T1 2015 |  | T1 2016 |  | T1 2016 |  | T1 2016 |  | T1 2016 |  | T1 2017 |  | T1 2017 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|-----------------------|------------------------|------------------------------|------------|---------------------|--|---------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|---------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |                       |                        | décaissements déjà effectués | à Dec 2014 | 01/01/15 à 30/04/15 |  |         |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |         |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION**

## **COMPTE RENDU DE SEANCE DETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D**

**Secteur:** DEVELOPPEMENT URBAIN (PAQRA)

**Exposant:** M. KRA KOUMAN, Directeur de l'Urbanisme

**Rapporteur:** M.N'GUESSAN KOUADIO ETIENNE, chargé d'études à la Direction de l'Urbanisme

**Date et heure:** mercredi 14 janvier 2015 de 15h à 16 h

### **Les points d'attention**

| N° | Question                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Question posée par                                                    | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Quelles sont les difficultés liées au projet PAQRA?                                                                                                                                                                                                                                          | M. Daouda Thiam, Conseiller Spécial à la Présidence de la République  | Il y a eu un blocage de la procédure de passation de marché pour l'étude de faisabilité, après l'ouverture de l'offre technique.<br>L'AFD a estimé que l'offre venant en deuxième position avait été surévaluée. Après réévaluation, les résultats de la COJO ont fait, une seconde fois, l'objet d'avis d'objection. |
| 2  | Y'a-t-il nécessité d'un appel d'offres restreint ?                                                                                                                                                                                                                                           | M. Daouda Thiam, Conseiller Spécial à la Présidence de la République  | Vu le blocage qu'a connu l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres restreint permettra de définir le profil des entreprises et d'élaborer de nouveaux TDR.                                                                                                                                                            |
| 3  | Quelle est la position de la DMP sur la proposition d'un appel d'offres restreint ?                                                                                                                                                                                                          | M. Daouda Thiam, Conseiller Spécial à la Présidence de la République. | La DMP n'est pas opposée à un appel d'offres restreint. Toutefois, la DMP s'interroge sur le profil des bureaux d'études de cet appel d'offres et la liste à retenir.<br>Il pourrait être préférable de lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt ou un appel d'offres ouvert.                                        |
| 4  | Du fait des délais d'instruction nécessaires, des divergences sur le cadre institutionnel (MCLAU/District) et de l'évolution de certains quartiers, est-ce que le projet PAQRA est encore opportun, notamment par rapport à des projets sectoriels (eau, voiries) dans les mêmes quartiers ? | M. Pannetier Olivier, Directeur Adjoint de l'AFD                      | Vu l'importance du projet et son impact dans les quartiers précaires, il y a nécessité de le mettre en œuvre.<br>La liste des quartiers concernés pourra être rediscutée.                                                                                                                                             |
| 5  | Quand en est-il du cadre institutionnel du PAQRA ?                                                                                                                                                                                                                                           | M. Pierre Dimba, Coordonnateur du PRICI                               | A la demande de SEM. le Premier Ministre, un projet d'arrêté formalisant le cadre institutionnel du PAQRA a été proposé. Il s'agira de le finaliser.                                                                                                                                                                  |
| 6  | Quel est l'avis de l'AFD sur la proposition de la COJO de déclarer l'appel d'offres infructueux ?                                                                                                                                                                                            | Mme DJATTI, Coordonnatrice du ST-C2D.                                 | L'AFD est d'accord sur cette proposition, mais voudrait la soumettre à sa prochaine mission d'instruction.                                                                                                                                                                                                            |



**Conclusion /Principales recommandations:**

- Avis de Non Objection de l'AFD attendu sur le rapport de la COJO déclarant l'appel d'offres infructueux pour l'étude de faisabilité;
- Relance de l'appel d'offres de l'étude de faisabilité du projet ;
- Rapprochement entre le MCLAU, la DMP et l'AFD pour les ajustements nécessaires concernant le DAO et éventuellement la liste des quartiers concernés ;
- Finalisation de l'arrêté du cadre institutionnel du projet ;

Finalisation de la convention entre le MCLAU et la cellule PRICI.

**- 13 -**

**Renforcement du système judiciaire et pénitentiaire et de la protection  
des droits de l'homme**



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail



*Le C2D, un partenariat au service du développement*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

## Projet C2D

Renforcement du Système Judiciaire et Pénitentiaire et de la  
Protection des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire

## RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2014

Décembre 2014

*Présenté par Mme Konan Liliane*



# Sommaire

- I. FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS**
- II. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ETAT D'EXECUTION**
- III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET**
  - A. Etat d'exécution technique
  - B. Situation financière au 31 décembre 2014
- IV. ANALYSE DES DECAISSEMENTS**
  - A. Décaissement de niveau 1
  - B. Décaissement de niveau 2
  - C. Conclusion
- V. DIFFICULTES RENCONTREES**
  - A. Description
  - B. Proposition de mesures correctives
- VI. PERSPECTIVES**
  - A. Echéance Juin 2015
  - B. Echéance Décembre 2015
- VII. CONCLUSION GENERALE**

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel – déc. 2014

# I. FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS (1/2)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  |                                                                                                                          |                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| IDENTIFICATION<br><i>Projet de Renforcement du Système Judiciaire et Pénitentiaire et de la Protection des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire</i>                                                                                                                                             |  | CONVENTION D'AFFECTATION<br>N° CCI_1380 01F : C2D – Justice<br>signée le 17 Juillet 2014                                 |                    |
| MONTANT<br><br>Quinze milliards un million sept cent trente-six mille cinq cent quatre-vingt-dix FCFA<br><br><b>15.001.736.590 FCFA</b><br><br><i>Nota : Ce montant ne comprend pas le montant de 997.054.640 FCFA de charges de fonctionnement de l'UCP</i>                                  |  | COMPOSANTES                                                                                                              |                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | Désignation                                                                                                              | Montant (Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | <u>Composante 1 - Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires</u>         | 4.598.258.570      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | <u>Composante 2 - Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et de l'enfant</u>                                        | 2.000.668.850      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | <u>Composante 3 - Rapprocher la justice du justiciable par des constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles</u> | 8.251.939.060      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | Divers et imprévus                                                                                                       | 150.870.110        |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF : 17/07/2014                                                                                                                                                                                                                                                          |  | DATE CLOTURE CONVENTION : 2017                                                                                           |                    |
| ORGANES DE GESTION<br><br>• Maître d'ouvrage : Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques<br>• Organe d'exécution : UCP Justice<br>• Point focal ministère : Mme BONI KONAN, Conseiller technique du Garde des sceaux, coordonnateur intérimaire du C2D Justice |  |                                                                                                                          |                    |

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



# I. FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS (2/2)

## ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES

- Composante 1 - Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires : Abidjan
- Composante 2 - Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et de l'enfant :
  - Pour ce qui concerne les cliniques juridiques, ce sont : Kothogo, San Pedro, Guiglo, Bondoukou, Bouaké, Man.
  - Pour ce qui concerne les journées régionales des droits de l'homme, ce sont : Abengourou, Aboisso, Agboville, Bondoukou, Bongouanou, Bouaké, Boumadiali, Bouana, Dabou, Daoukro, Divo, Duékoué, Grand Lahou, Guiglo, Katiola, Kong, Mankono, Minignan, Odienné, Tiébissou, Sakassou, Sassandra, Ségoula, Soubre, Toubia, Tingrela.
  - Pour ce qui concerne la formation des leaders communautaires, c'est : Yamoussoukro.
  - Pour ce qui concerne la traduction et la diffusion des dispositions constitutionnelles relatives aux Droits de l'Homme, ce sont : Abidjan pour la traduction, tout le territoire national pour la diffusion.
  - Pour le call center, c'est Abidjan.
  - Pour ce qui concerne le renforcement des capacités des ONG des Droits de l'Homme, ce sont : Abengourou, Aboisso, Agboville, Bondoukou, Bongouanou, Bouaké, Boumadiali, Bouana, Dabou, Daoukro, Divo, Duékoué, Grand Lahou, Guiglo, Issia, Katiola, Kong, Mankono, Minignan, Odienné, Oumé, Tiébissou, Sakassou, Sassandra, Ségoula, Sintra, Soubre, Toubia, Tingrela, Zuenoula
  - Pour ce qui concerne les cliniques des Droits de l'Homme, ce sont : Adiaké, Adzopé, Agnibilekro, Akoupé, Arrah, Béoumi, Botro, Dabakala, Daloa, Danané, Fresco, Kothogo, Koumahini, Kouto, Lakota, Man, M'Bahiakro, Méagui, Nassian, Ouragahio, Sinemantiali, Sintra, Tabou, Tanda, Tingrela, Toumoudi.
- Composante 3 - Rapprocher la justice du justiciable par des constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles : Abidjan, Daloa, Kothogo, Guiglo, Dabou, Boumadiali, Oumé, Toubia et Lakota, Bouaké et Man.

17/03/2015 12:18

Projet C2D - Justice : Rapport annuel n°1 - déc. 2014



# I. FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS (1/2)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  |                                                                                                                     |  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| IDENTIFICATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |  | CONVENTION D'AFFECTATION<br>N° CCI_1380 01F :C2D – Justice<br>signée le 17 Juillet 2014                             |  |
| <p>Projet de Renforcement du Système Judiciaire et<br/>Pénitentiaire et de la Protection des Droits de<br/>l'Homme en Côte d'Ivoire</p> <p>MONTANT</p> <p>Quinze milliards un million sept cent trente-six<br/>mille cinq cent quatre-vingt-dix FCFA</p> <p><b>15.001.736.590 FCFA</b></p> <p><i>Nota : Ce montant ne comprend pas le montant de<br/>997.054.640 FCFA de charges de fonctionnement de<br/>l'UCP</i></p> |  | COMPOSANTES                                                                                                         |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | Désignation                                                                                                         |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | Montant (Mds FCFA)                                                                                                  |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | <u>Composante 1</u> - Renforcer les capacités des acteurs du<br>secteur, y compris en matière de droit des affaires |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | <u>Composante 2</u> - Promouvoir et protéger les Droits de<br>l'Homme et de l'enfant                                |  |
| <u>Composante 3</u> - Rapprocher la justice du justiciable par<br>des constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles                                                                                                                                                                                                                                                                                             |  | 8.251.939.060                                                                                                       |  |
| Divers et imprévus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |  | 150.870.110                                                                                                         |  |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF : 17/07/ 2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  | DATE CLOTURE CONVENTION : 2017                                                                                      |  |
| ORGANES DE GESTION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |  |                                                                                                                     |  |
| •Maître d'ouvrage : Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                                                                     |  |
| •Organe d'exécution : UCP Justice                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  |                                                                                                                     |  |
| •Point focal ministère : Mme BONIKONAN, Conseiller technique du Garde des sceaux, coordonnateur intermédiaire du C2D Justice                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  |                                                                                                                     |  |

17/03/2016 12:18

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



# I. FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS (2/2)

## ZONES GEOGRAPHIQUES BENEFICIAIRES

- Composante 1 - Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires : Abidjan
- Composante 2 - Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et de l'enfant :
  - Pour ce qui concerne les cliniques juridiques, ce sont Kothogo, San Pedro, Guiglo, Bondoukou, Bouaké, Man.
  - Pour ce qui concerne les journées régionales des droits de l'Homme, ce sont : Abengourou, Aboisso, Agboville, Bondoukou, Bongouanou, Bouaké, Boumadi, Bouma, Dabou, Daoulro, Divo, Duékoué, Grand Lahou, Guiglo, Katiola, Kong, Mankono, Minignan, Odienné, Tiébissou, Sakassou, Sassandra, Ségoula, Soubré, Toubia, Timgrela.
  - Pour ce qui concerne la formation des leaders communautaires, c'est : Yamoussoukro.
  - Pour ce qui concerne la traduction et la diffusion des dispositions constitutionnelles relatives aux Droits de l'Homme, ce sont : Abidjan pour la traduction, tout le territoire national pour la diffusion.
  - Pour le call center, c'est Abidjan.
  - Pour ce qui concerne le renforcement des capacités des ONG des Droits de l'Homme, ce sont : Abengourou, Aboisso, Agboville, Bondoukou, Bongouanou, Bouaké, Boumadi, Bouma, Dabou, Daoulro, Divo, Duékoué, Grand Lahou, Guiglo, Issia, Katiola, Kong, Mankono, Minignan, Odienné, Oumé, Tiébissou, Sakassou, Sassandra, Ségoula, Sinfra, Soubré, Toubia, Timgrela, Zuénoula
  - Pour ce qui concerne les cliniques des Droits de l'Homme, ce sont : Adiaké, Adzopé, Agnibilekro, Akoupé, Arrah, Béoumi, Botro, Dabakala, Daloa, Danané, Fresco, Kothogo, Koumahiri, Kouto, Lakota, Man, M'Baliakro, Méagui, Nassian, Ouragallo, Simémantiali, Sinfra, Tabou, Tandia, Timgrela, Toumodi.
- Composante 3 - Rapprocher la justice du justiciable par des constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles : Abidjan, Daloa, Kothogo, Guiglo, Dabou, Boumadi, Oumé, Toubia et Lakota, Bouaké et Man.

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

## II. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ETAT D'EXECUTION (1/3)

| MINISTERE DELA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FUNDAMENTALES                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |           |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTE                                                                                                                 | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |           | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMELIORATION | PROCEDURES ETAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                                                                                                                            | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | FINANCIER |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Composante 1.-</b><br><b>Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des réfugiés</b> | <b>Sous-composante 1.1 - Coopération des bureaux de l'INDEF</b><br><br>L'avis à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un maître d'œuvre a été lancé. Une étude de programmation architecturale est en cours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |           |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Démolition et nettoyage du site ;</li> <li>Réalisation des études techniques préliminaires puis réalisation du DAD et révision du projet des travaux de reconstruction</li> </ul>                                                                                                             |
|                                                                                                                            | <b>Sous-composante 1.2 : Programme de formation de l'INDEF</b><br><br>• Préparation de la construction de partenariat pour les formations des quarts (Qs) locaux (quartiers ENCL, ENCL, ENCL, ENCL et quartier technique) suivant expert en ingénierie pédagogique auprès de l'INDEF ;<br><br>• Sélection des supports de formation initiale et continue                                                                                                                                                                                                 |           |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le séminaire des formations initiale et continue ;</li> <li>Le séminaire des formations continues</li> </ul>                                                                                                                                                                                  |
|                                                                                                                            | <b>Sous-composante 1.3 : Appui à la maîtrise d'ouvrage à l'INDEF</b><br><br>• Les plans et les budgets de formation des quarts, des projets, des formations nouvelles et des autres présentations sont disponibles ;<br><br>• L'élaboration du plan annuel d'activités (PAA) et du plan de formation des quarts (PFA) en phase d'élaboration ;<br><br>• Le projet de décret relatif à la modification de l'organisation de l'INDEF est en cours de finalisation ;<br><br>• Les supports pédagogiques de formation initiale et continue sont disponibles. | 0         |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement de l'ensemble technique long terme ;</li> <li>Préparation du partenariat avec les quarts locaux ;</li> <li>Mobilisation d'experts pour la formation</li> </ul>                                                                                                                    |
|                                                                                                                            | <b>Sous-composante 1.4 : Renforcement des officiers</b><br><br>Elaboration du plan annuel d'activités (PAA) et du plan de formation des quarts (PFA) en phase d'élaboration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |           |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>La formation par l'INDEF des juges nationaux et des juges professionnels en matière commerciale</li> <li>L'organisation de journées d'échanges entre différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone CEEADA ;</li> <li>un appui à la sélection des autres juges nationaux.</li> </ul> |

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



## II. TABLEAU SYNOPSIS DE L'ETAT D'EXECUTION (2/3)

| MINISTERE DETAT, MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |           |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COFINANÇANT                                                                               | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |           | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | FINANCIER |             |                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Commissariat 2 - Promotion et protection des Droits de l'Homme et de l'enfant             | <p><b>Sous-composante 2.1 Promotion et protection des Droits de l'Homme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La définition des activités, le chronogramme et le budget prévisionnel sont finalisés.</li> <li>Elaboration du plan d'action et du chronogramme des activités de sensibilisation à la promotion et à la protection des droits de l'homme ;</li> </ul> |           |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'installation du cell centre ;</li> <li>La formation des relais communautaires ;</li> <li>La tenue des cliniques des Droits de l'Homme dans les 23 des villes prévues ;</li> <li>L'organisation des journées régionales dans la moitié des localités visées.</li> </ul>                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                           | <p><b>Sous-composante 2.2 Accès à la justice pour les personnes les plus vulnérables</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet de convention entre le MINJEP et l'AFJCI est en cours d'élaboration ;</li> <li>Elaboration du plan annuel d'activités (PAA) et du plan de passation de marchés (PPM) en phase d'achèvement ;</li> </ul>                        | 0         |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite des activités des cliniques judiciaires dans les localités où elles sont déjà implantées ;</li> <li>Les campagnes de sensibilisation ;</li> <li>Les visites et échanges de services ;</li> <li>L'assistance juridique et judiciaire ;</li> <li>Le renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire ;</li> <li>La création de cadres de concertation avec ces mêmes acteurs et avec les autorités administratives et communautaires.</li> </ul> |
|                                                                                           | <p><b>Sous-composante 2.3 Protection de l'enfance et de la jeunesse en contact avec la loi</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration de la note conceptuelle de création des services spécialisés auprès des tribunaux.</li> <li>L'élaboration du plan annuel d'activités (PAA) et du plan de passation de marchés (PPM) en phase d'achèvement ;</li> </ul> |           |             |                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'une permanence éducative assurant la liaison entre les services de police et de gendarmes, la procureur et le juge des enfants ;</li> <li>Mobilisation d'experts pour tenir ;</li> <li>Sensibilisation des acteurs ;</li> <li>Expérimentation pénale ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                    |

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

## II. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ETAT D'EXECUTION (3/3)

| MINISTERE DETAT, MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |           |             |                            |                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| COMPOSANTE                                                                                                       | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |           | DIFFICULTES | PROPOSITIONS D'AMLIORATION | PROCHAINES ETAPES                                                                                                                                                                                                                                   |
|                                                                                                                  | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | FINANCIER |             |                            |                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <i>Composante 2 - Rapprocher la justice du justiciable par des contractions judiciaires et pénales nouvelles</i> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un maître d'œuvre pour la réalisation des infrastructures judiciaires et pénales a été lancé ;</li> <li>• Etude de programmation architecturale en cours ;</li> <li>• L'identification et la sécurisation des terrains est en cours</li> </ul>                                                                                                                                                                                        | 0         |             |                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation des études techniques préalables puis réalisation du DAO et passation du marché des travaux de construction ;</li> <li>• Démarrage de la construction des infirmeries et des SEAT ;</li> </ul> |
| <i>Composante 4 - Gestion du projet (TCP - CID Junior</i>                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet d'arrêté de création de l'UCP visé par le contrôleur financier et numéroté par le Secrétariat général du Gouvernement ;</li> <li>• Préparation de la mise en place de l'UCP (Avis de recrutement du coordonnateur et du personnel en cours de publication)</li> <li>• Préparation du PPA et du PPM en cours de élaboration ;</li> <li>• Ouverture du compte projet efficace ;</li> <li>• Nomination du contrôleur financier ;</li> <li>• Désignation du point focal OVP.</li> </ul> |           |             |                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement du personnel</li> <li>• Démarrage des activités de l'UCP</li> </ul>                                                                                                                            |

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (1/14)

#### A. *Etat d'exécution technique*

##### INTRODUCTION/CONTEXTE

L'exécution des activités inscrites dans les différentes composantes du projet C2D Justice n'a pas encore véritablement démarré car l'UCP justice est encore en cours de constitution. Toutefois certaines activités préparatoires ont été engagées :

- > l'arrêté portant création de l'UCP Justice est à la signature du MJDHLP ;
- > l'avis au recrutement du coordonnateur UCP Justice a été publié le 11/12/14 ;
- > la publication de l'avis de recrutement des autres personnels due l'UCP est en cours
- > le contrôleur de l'UCP a été nommé ;
- > le point focal DNP a été désigné ;
- > le compte projet a été ouvert à l'ACCT ;
- > l'élaboration du PAA et du PPM est en cours ;
- > l'étude en vue de l'établissement de la situation de référence des indicateurs retenus pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action de la Politique Sectorielle de la Justice est en cours

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (2/14)

**Composante 1 :** Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière

de droit des affaires (1/5)

- **Montant : 4.598.258.570 FCEA**
- **Décaissements effectués : 0 FCEA**
- **Décaissements prévus en 2015 :**

| 1   | Renforcer les capacités des acteurs du secteur | 2 302 409 070 |
|-----|------------------------------------------------|---------------|
| 1.1 | Construction des locaux de l'INFI              | 1 252 877 870 |
| 1.2 | Programme de formation de l'INFI               | 498 527 320   |
| 1.3 | Appui à la maîtrise d'ouvrage à l'INFI         | 301 740 220   |
|     | <i>AT long terme (2ans)</i>                    | 150 870 110   |
|     | <i>Partenariats écoles françaises + ECI</i>    | 150 870 110   |
| 1.4 | Environnement des affaires                     | 249 263 660   |

- **Date prévisionnelle d'achèvement de la composante : octobre 2017**

- **Description des actions prévues :**

Cette composante vise à permettre au MJDPH de disposer d'un INFI modernisé et fonctionnel, structuré et en mesure d'accompagner les défis de la formation initiale et continue des personnels judiciaires, éducatifs et pénitentiaires ivoiriens, avec des liens renforcés de coopération avec les écoles homologues françaises.

### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (3/14)

**Composante 1:** Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires (2/5)

#### **Sous-composante 1.1: Construction des locaux de l'INJ**

Le projet financera la démolition totale des bâtiments existants sur le site dit « EURELEC » acheté en 2011 par le MJDLR, la construction des locaux et l'équipement de l'institut.

##### **> Etat d'exécution technique :**

L'avis à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un maître d'œuvre a été lancé. Une étude de programmation architecturale est en cours.

##### **> Activités prévues en 2015 et résultats attendus :**

- Démolition et nettoyage du site ;
- Réalisation des études techniques préalables puis réalisation du DAO et passation du marché des travaux de construction.

17/03/2015 12.18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (4/14)

**Composante 1 :** Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires (3/5)

#### *Sous-composante 1.2: Programme de formation de l'INPJ*

Les activités de formation continue des personnels du secteur de la Justice seront financées dans le cadre du Projet sur une durée de deux ans. Elles concernent 647 magistrats, 764 greffiers, 3.093 gardes pénitentiaires, 317 éducateurs surveillés, 70 travailleurs sociaux en milieu carcéral dont les formations seront dispensées sur la base des maquettes pédagogiques et plans de formation continue élaborés avec l'appui des 4 écoles françaises (statistiques de juin 2014).

Quelques modules de la formation initiale feront également l'objet d'un financement dans le cadre du présent Projet.

➤ *Etat d'exécution technique :*

Les maquettes pédagogiques des formations initiale et continue sont disponibles.

➤ *Activités prévues en 2015 et résultats attendus :*

- La réalisation des formations initiale et continue ;
- La mobilisation des expertises court terme ;

➤ *Résultats attendus :*

- Environ 350 magistrats, 400 greffiers, 1500 gardes pénitentiaires, 200 éducateurs surveillés et 70 travailleurs sociaux sont formés.

17/03/2015 12:18

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (5/14)

#### Composante I :

Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires (4/5)

#### ***Sous-composante I.3 : Appui à la maîtrise d'ouvrage à l'INJF***

Cet appui prendra la forme d'une assistance technique internationale résidentielle en provenance de Justice Coopération Internationale (JCI). Il interviendra essentiellement sur les aspects (i) d'organisation administrative,

(ii) pédagogique et de (iii) gouvernance.

#### ***> Etat d'exécution technique :***

- Les plans et les budgets de formation des magistrats, des greffiers, des éducateurs surveillés et des agents pénitentiaires sont disponibles ;
- L'élaboration du plan annuel d'activités (PAA) et du plan de passation de marchés (PPM) en phase d'achèvement ;
- Le projet de décret portant modification de l'organisation de l'INJF est en cours de finalisation ;
- Les maquettes pédagogiques de formation initiale et continue sont disponibles.

#### ***> Activités prévues en 2015 et résultats attendus :***

- Recrutement de l'assistant technique long terme ;
- Poursuite du partenariat avec les quatre écoles françaises ;
- Mobilisation d'expertise court terme

#### ***> Résultats attendus :***

- L'assistant technique résidentiel est recruté ;
- L'organisation administrative, pédagogique et la gouvernance de l'INJF sont améliorées

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (6/14)

**Composante 1 :** Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires (5/5)

#### *Sous-composante 1.4 : Environnement des affaires*

La création et le lancement du tribunal de commerce d'Abidjan ont été appuyés par la Banque mondiale (projet PARE-PME). Le Projet financera les activités suivantes :

- la formation par l'INJF des juges consulaires et des magistrats professionnels en matière commerciale ;
- la mise en place d'une bibliothèque et d'un centre de documentation pour le Tribunal de Commerce d'Abidjan ;
- l'organisation de journées d'échanges entre différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone OHADA ;
- un appui à la rédaction de textes réglementaires.

#### ➤ *Etat d'exécution technique :*

- Elaboration du PAa et du PPM en phase d'achèvement.

#### ➤ *Activités prévues en 2015 et résultats attendus :*

- la formation par l'INJF des juges consulaires et des magistrats professionnels en matière commerciale ;
- l'organisation de journées d'échanges entre différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone OHADA ;
- un appui à la rédaction de textes réglementaires

#### ➤ *Résultats attendus :*

- Les juges consulaires et les magistrats professionnels sont formés en matière commerciale ;
- Les journées d'échanges entre les différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone OHADA permettent l'harmonisation de l'application du droit en la matière ;
- Les textes réglementaires sont améliorés.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (7/14)

#### Composante 2 :

Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants (1/4)

- **Montant : 2.000.668.850 FCFA**
- **Décaissements effectués : 0 FCFA**
- **Décaissements prévus en 2015 :**

|     |                                                             |               |
|-----|-------------------------------------------------------------|---------------|
| 2   | Promouvoir et protéger les droits de l'homme et de l'enfant | 1 000 334 425 |
| 2.1 | Promotion et protection des droits de l'homme               | 875 702 595   |
| 2.2 | Protection de l'enfance en contact avec la loi              | 124 631 830   |

- **Date prévisionnelle d'achèvement de la composante : Fin 2017**

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (8/14)

Composante 2: Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants (2/4)

#### *Sous-composante 2.1 : Promotion et protection des Droits de l'homme*

Le Projet financera le programme d'actions proposé par la Direction de la Promotion des Droits de l'Homme du MJDDHP ayant comme objectifs la promotion des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques (activités de sensibilisation), le renforcement de la lutte contre l'impunité (actions de renforcement de capacité de la société civile et des leaders et relais communautaires notamment) et l'assistance aux personnes vulnérables (cliniques juridiques).

Cette sous-composante sera mise en œuvre en recourant principalement à des ONG nationales et/ou internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

#### ➤ *Etat d'exécution technique :*

- La définition des activités, le chronogramme et le budget prévisionnel sont finalisés.

#### ➤ *Activités prévues en 2015 :*

- L'installation du call center ;
- La formation des relais communautaires ;
- La tenue des cliniques des Droits de l'Homme dans les 2/3 des villes prévues ;
- L'organisation des journées régionales dans la moitié des localités visées.

### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (9/14)

#### Composante 2 :

Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants (3/4)

#### *Sous-composante 2.2: Accès à la justice pour les personnes les plus vulnérables*

Ce volet financera la poursuite du dispositif, de cliniques juridiques, déjà mis en œuvre par l'Association des Femmes Justistes de Côte d'Ivoire (AFJCI) dans le cadre d'un projet d'amélioration de l'accès à la Justice (PALAJ) dont le financement s'arrête en mars 2015.

Il s'agit d'un dispositif permettant aux justiciables et aux acteurs du secteur de bénéficier d'action de formation et de sensibilisation. De plus, le dispositif propose des consultations juridiques et judiciaires aux justiciables bénéficiaires.

#### ➤ *Etat d'exécution technique :*

- Le projet de convention entre le MJDPH et l'AFJCI est en cours d'élaboration ;
- Le PAA et le PPM en phase d'achèvement

#### ➤ *Activités prévues en 2015 :*

- Poursuite des activités des cliniques juridiques dans les localités où elles sont déjà implantées ;
- les campagnes de sensibilisations ;
- la formation des relais communautaires ;
- l'assistance juridique et judiciaire ;
- le renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire ;

#### ➤ *Résultats attendus*

- L'accès à la justice pour les personnes vulnérables est amélioré ;
- Le droit est largement diffusé

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (10/14)

Composante 2 : Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants (4/4)

*Sous-composante 2.3: Protection de l'enfance et de la jeunesse en contact avec la loi*

Le projet appuiera la DPJE afin qu'elle mène à bien un projet pilote relatif aux Services Educatifs Auprès des Tribunaux (SEAT) dans les quatre tribunaux de première instance d'Abidjan-Plateau, Yopougon, Bouaké et Man. Les SEAT ont pour objectif d'instituer un échelon "éducatif" tant pour l'aide à la décision des Magistrats que dans la prise en charge des mineurs en contact avec la loi.

➤ *Etat d'exécution technique :*

- L'élaboration de la note conceptuelle du projet pilote de création des services éducatifs auprès des tribunaux (SEAT) est achevée;
- PAA et PPM en phase d'achèvement

➤ *Activités prévues en 2015 :*

- Mise en place d'une permanence éducative assurant la liaison entre les services de police et de gendarmerie, le parquet et le juge des enfants;
- Sensibilisation des acteurs;
- Expérimentation pratique

➤ *Résultats attendus :*

- Une permanence éducative est créée;
- Les renseignements sur l'identité des mineurs, leurs familles et relations sociales sont recueillies;
- Les magistrats pour enfants sont aidés dans leur prise de décision;
- L'accueil des parents des mineurs et leur mise en contact avec les autorités judiciaires sont assurés



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (11/14)

**Composante 3 :** Constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles (1/3)

➤ *Description des actions prévues*

En cohérence avec la mise en œuvre de la politique sectorielle du MJDHP, le Projet financera la construction d'infrastructures judiciaires et pénitentiaires nouvelles, et, dans le but de favoriser l'amélioration des conditions de détention des détenus, la construction d'infirmes dans cinq maisons d'arrêt existantes. Les constructions qui seront financées dans le cadre du Projet sont les suivantes :

- (i) infirmes des maisons d'arrêt de Dabou, Boundilai, Oumé, Toubia et Lakota ;
- (ii) nouvelle cour d'appel à Daloa ;
- (iii) nouvelle maison d'arrêt et de correction à Guiglo ;
- (iv) nouvelle cour d'appel à Korhogo ;
- (v) nouveau tribunal de première instance à Port-Bouët.

Le projet financera systématiquement les équipements mobiliers et informatiques nécessaires au fonctionnement de ces établissements.

➤ **Montant : 8.251.939,060 FCFA**

➤ **Décaissements effectués : 0 FCFA**

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (12/14)

Composante 3 :      Constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles (2/3)

➤ *Décaissements prévus en 2015*

|     |                                                                           |               |
|-----|---------------------------------------------------------------------------|---------------|
| 3   | Constructions nouvelles judiciaires et pénitentiaires                     | 2 542 489 332 |
| 3.1 | Constructions d'infirmeries dans cinq maisons d'arrêt existantes          | 98 393 550    |
| 3.2 | Cour d'appel de Daloa (constructions + équipements)                       | 509 678 589   |
| 3.3 | Maisons d'arrêt et de correction de Guiglo (constructions + équipements)  | 450 642 459   |
| 3.4 | Cour d'appel de Koriogo (constructions + équipements)                     | 509 678 589   |
| 3.5 | Tribunal de première instance de Port Boïet (constructions + équipements) | 749 758 851   |
| 3.6 | Maintenance d'œuvre                                                       | 224 337 294   |

➤ *Date prévisionnelle d'achèvement de la composante : Fin 2017*

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (13/14)

Composante 3 :      Constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles (3/3)

➤ *Etat d'exécution technique :*

- L'avis à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un maître d'œuvre a été lancé.
- Une étude de programmation architecturale est en cours ;
- L'identification et la sécurisation des terrains est en cours.

➤ *Activités prévues en 2015 :*

- Réalisation des études techniques préalables puis réalisation du DAO et passation du marché des travaux de construction ;
- Démarrage de la construction des infirmeries et des SEAT ;

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



### III. ETAT D'EXECUTION DU PROJET (14/14)

#### B. Situation financière au 31 décembre 2014

| Désignation                                                                                           | montant                                                                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Engagements                                                                                           | Convention N°CCI1380 01 F<br>Montant convention<br>15 998 791 230 FCFA                                                                     |
| Décaissement de niveau 1<br>Mobilisation des ressources<br>depuis le compte C2D à la<br>BCEAO         | Compte projet<br>Opérateur 1<br>Opérateur 2<br>Opérateur 3                                                                                 |
| Décaissement de niveau 2<br>mouvements effectués<br>depuis les comptes projets<br>domiciliés à l'ACCD | Composante 1 : 0 FCFA<br>Composante 2 : 0 FCFA<br>Composante 3 : 0 FCFA<br>Composante 4 : 0 FCFA                                           |
| Solde                                                                                                 | Global projet: 0 FCFA<br>Montant convention –<br>total dépensé : 0 FCFA<br>Compte Projet<br>Solde du compte projet<br>au 31/12/14 : 0 FCFA |

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

## IV. ANALYSE DES DECAISSEMENTS (15/15)

### A. Décaissement de niveau 1

| PROJET/<br>MAÎTRE D'OUVRAGE  | Prévisions | Exécuté | Taux<br>d'exécution | Commentaires                 |
|------------------------------|------------|---------|---------------------|------------------------------|
| Alimentation Compte Projet   | 0          | 0       | 0%                  | Projet en cours de démarrage |
| Règlement direct d'opérateur | 0          | 0       | 0%                  | Projet en cours de démarrage |
| TOTAL                        |            |         | 0%                  |                              |

### B. Décaissement de niveau 2

| PROJET/<br>MAÎTRE D'OUVRAGE | Prévisions | Exécuté | Taux<br>d'exécution | Commentaires                 |
|-----------------------------|------------|---------|---------------------|------------------------------|
| Composante 1                | 0          | 0       | 0%                  | Projet en cours de démarrage |
| Composante 2                | 0          | 0       | 0%                  | Projet en cours de démarrage |
| Composante 3                | 0          | 0       | 0%                  | Projet en cours de démarrage |
| TOTAL                       |            |         | 0%                  |                              |

### C. Conclusion

La mise en œuvre du projet n'ayant pas encore véritablement commencée, aucun décaissement n'est réalisé à ce jour. Aucune analyse pertinente des décaissements n'est opportune.

## V. DIFFICULTES RENCONTRÉES

### A. Description

La principale difficulté rencontrée à ce jour est la lenteur dans l'exécution des tâches préalables au démarrage du projet.

### B. Proposition de mesures correctives

La mobilisation du personnel de l'UCP-Justice dont le recrutement est cours apportera une solution.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



## VI. PERSPECTIVES(1/6)

### A. Echéance Juin 2015 (1/3)

#### • Réalisations prévues)

Composante 1 : Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires

- Sous-composante 1.1 : Construction des locaux de l'INFIJ
  - Démolition et nettoyage du site ;
- Sous-composante 1.2 : Programme de formation de l'INFIJ
  - La réalisation des formations initiale et continue ;
  - Mobilisation d'expertises court terme.
- Sous-composante 1.3 : Appui à la maîtrise d'ouvrage à l'INFIJ
  - Recrutement de l'assistant technique long terme ;
  - Poursuite du partenariat avec les quatre écoles françaises ;
  - Mobilisation d'expertises court terme.
- Sous-composante 1.4 : Environnement des affaires
  - la formation par l'INFIJ des juges consulaires et des magistrats professionnels en matière commerciale ;
  - l'organisation de journées d'échanges entre différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone OHADA ;
  - un appui à la rédaction de textes réglementaires.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

## VI. PERSPECTIVES(2/6)

### A. Echéance Juin 2015 (2/3)

- **Réalisations prévues)**

Composante 2 : Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants

- Sous-composante 2.1 Promotion et protection des Droits de l'homme
  - L'installation du call center ;
  - La formation des relais communautaires ;
- Sous-composante 2.2. Accès à la justice pour les personnes les plus vulnérables
  - Poursuite des activités des cliniques juridiques dans les localités où elles sont déjà implantées ;
  - les campagnes de sensibilisations ;
  - la formation des relais communautaires ;
  - l'assistance juridique et judiciaire ;
  - le renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire ;
  - les missions de supervision et d'évaluation ;
  - la création de cadres de concertation avec ces mêmes acteurs et avec les autorités administratives et communautaires
- Sous-composante 2.3 Protection de l'enfance et de la jeunesse en contact avec la loi
  - Mise en place d'une permanence éducative assurant la liaison entre les services de police et de gendarmerie, le parquet et le juge des enfants ;
  - Mobilisation d'expertises court terme.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



## VI. PERSPECTIVES(3/6)

### A. Echéance Juin 2015 (3/3)

- Réalisations prévues

- Composante 3 : Constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles

- Réalisation des études techniques préalables puis réalisation du DAO et passation du marché des travaux de construction ;

- Décaissements prévus : 1 948 410 942 FCFA

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014



## VI. PERSPECTIVES (4/6)

### B. Echéance Décembre 2015 (1/3)

- Réalisations prévues

Composante 1 : Renforcer les capacités des acteurs du secteur, y compris en matière de droit des affaires

- Sous-composante 1.1 : Construction des locaux de l'INFIJ
  - Réalisation des études techniques préalables puis réalisation du DAO et passation du marché des travaux de construction;
- Sous-composante 1.2 : Programme de formation de l'INFIJ
  - La réalisation des formations initiale et continue;
  - Mobilisation d'expertises court terme.
- Sous-composante 1.3 : Appui à la maîtrise d'ouvrage à l'INFIJ
  - Poursuite du partenariat avec les quatre écoles françaises;
  - Mobilisation d'expertises court terme
- Sous-composante 1.4 : Environnement des affaires
  - la formation par l'INFIJ des juges consulaires et des magistrats professionnels en matière commerciale;
  - l'organisation de journées d'échanges entre différents acteurs de la Justice Commerciale de la zone OHADA;
  - un appui à la rédaction de textes réglementaires.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

## VI. PERSPECTIVES (5/6)

### B. Echéance Décembre 2015 (2/3)

#### • Réalisations prévues

##### Composante 2 : Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des enfants

- *Sous-composante 2.1 Promotion et protection des Droits de l'Homme*
  - La tenue des cliniques des Droits de l'Homme dans les 2/3 des villes prévues;
  - L'organisation des journées régionales dans la moitié des localités visées
- *Sous-composante 2.2. Accès à la justice pour les personnes les plus vulnérables*
  - Poursuite des activités des cliniques juridiques dans les localités où elles sont déjà implantées;
  - les campagnes de sensibilisations ;
  - les visites et échanges de terrains ;
  - l'assistance juridique et judiciaire ;
  - les missions de supervision et d'évaluation
- *Sous-composante 2.3 Protection de l'enfance et de la jeunesse en contact avec la loi*
  - Sensibilisation des acteurs ;
  - Expérimentation pratique

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

ST-C2D

Renforcement du système judiciaire .... protection des droits de l'homme

## VI. PERSPECTIVES(6/6)

### B. Echéance Décembre 2015 (3/3)

- Réalisations prévues

- Composante 3 : Constructions judiciaires et pénitentiaires nouvelles

- o Démarrage de la construction des infirmeries et des SEAT ;

- Décaissements prévus : 3 896 821 885 FCFA



## VII. CONCLUSION GENERALE

### I. CONCLUSION GENERALE

Au cours des premiers mois du premier semestre 2015, l'UCP-Justice sera constituée avec le recrutement de son personnel, l'acquisition des équipements.

L'élaboration des PAA et des PPM sera également finalisée au cours de cette période. L'UCP sera totalement opérationnelle et ses activités atteindront leur vitesse de croisière dès le début du second semestre.

Ainsi, le volume d'activité et de décaissement au cours du premier semestre 2015 reste très modeste.

04/01/2015 09:27

Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014

# FIN

**Je vous remercie de m'avoir prêtée attention.**

17/03/2015 12:18

*Projet C2D-Justice : Rapport annuel n°1 – déc. 2014*

## COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D

Secteur : JUSTICE

Exposant : Madame BONI Liliane KONAN

Rapporteur :

Date et heure : 09 heures 05 minutes – 11 heures 20 minutes

**Les points d'attention**

| N° | Questions                                                                                 | Question posée par                             | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | quelle est la date de décaissement du financement UE pour le premier trimestre ?          | AFD<br>Mme Mireille BOURGEAT                   | Selon le représentant de l'Ambassade de France, il s'agit de fin mars 2015.<br>Point à vérifier et/ou confirmer                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 2  | quid de la levée de la condition suspensive portant sur nomination du coordonnateur UCP ? | Secrétariat Technique C2D<br>Mme DIATE         | Procéder à une revue de l'ensemble des conditions suspensives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 3  | quelles sont les causes des lenteurs évoquées ?                                           | Secrétariat Technique C2D<br>M. Didier KOUAKOU | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suspension de l'AMI sur la construction d'infrastructures judiciaires par l'ANRMP sur recours de l'ordre des architectes ;</li> <li>- Rencontre restreinte le mercredi 21 janvier 2015 sur la question,</li> <li>- renforcement de l'équipe du coordonnateur par intérieur par le MJDHLP</li> </ul>                                                                                                                                                                   |
| 4  | quelles sont les difficultés à entrevoir dans chacune des composantes ?                   | Secrétariat Technique C2D<br>Mme DIATE         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Composante 1</b> : problème avec l'AFD sur la programmation de la formation à l'INF, estimation des frais de mission pour les Magistrats.</li> <li>- <b>Composante 2</b> : pas de difficultés réelles. Le 1<sup>er</sup> février 2015 retenu comme date butoir pour la fin des diligences.</li> <li>- <b>Composante 3</b> : la purge des droits coutumiers sur les sites. Préoccupation à relancer avec le Premier Ministre et le Secrétariat technique</li> </ul> |
| 5  | les assistants techniques ont-ils déjà été identifiés ?                                   | Secrétariat Technique C2D<br>Mme DIATE         | Officieusement grâce aux différents contacts avec Justice coopération internationale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |



**- 14 -**

## **Développement des Communes**

## SOMMAIRE

---



**I - CADRAGE GÉNÉRAL**

**II-ÉTAT D'EXÉCUTION**

**III - ÉLÉMENTS ACQUIS**

**IV - FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS (INDICATIF)**

**V-PROCHAINES ÉTAPES ET PRINCIPAUX ENJEUX**

**VI - CONCLUSION**

## I - CADRAGE GÉNÉRAL

### MOYENS :

- COMPOSANTE « DÉVELOPPEMENT URBAIN », SOUS-COMPOSANTE « DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES » POUR UN MONTANT DE 1 MILLIARD FCFA AU TITRE DU 1<sup>er</sup> C2D (CONFIRMÉE ET AMPLIFIÉE DANS LE CADRE DU 2<sup>ème</sup> C2D) + FONDS D'ÉTUDES

### OBJECTIF GÉNÉRAL :

- CONSOLIDER LE PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION PAR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES :

- CRÉATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (INRCCT) - PROJET 1
- CRÉATION D'UN INSTRUMENT NATIONAL DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - PROJET 2

*NB : A CES DEUX PROJETS INITIAUX VIENNENT S'AJOUTER PLUSIEURS PROJETS D'INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES LOCALES QUI ONT ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DU 2<sup>ème</sup> C2D (COMMUNES DE YOPOUGON ET DE BOUAKE)*

## II-ÉTAT D'EXÉCUTION

- LES PROJETS SUS-MENTIONNÉS ONT DONNÉ LIEU À UNE DOUBLE ÉTUDE DE FORMULATION, AUJOURD'HUI ACHEVÉE. FINANCEMENT SUR FONDS D'ÉTUDES C2D N°CC1349 ;
- CETTE DOUBLE ÉTUDE DE FORMULATION A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE CABINET INSTITUTIONS & DÉVELOPPEMENT EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉCENTRALISATION ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL (DGDDL). MARCHÉ N° 2013-0-1-0517/02-6 ;
- LA CONSULTATION A DÉBUTÉ LE 23 JUILLET ET S'EST ACHEVÉE LE 23 DECEMBRE 2014. ELLE A DONNÉ LIEU À UN EXERCICE DIAGNOSTIC PUIS À LA FORMULATION PROPREMENT DITE ;



- DANS LE CADRE DE CE PROCESSUS, DEUX ATELIERS NATIONAUX ONT ÉTÉ ORGANISÉS AFIN DE PRÉSENTER ET D'ENRICHIR LES TRAVAUX : LE PREMIER A MI-PARCOURS LES 13 ET 14 NOVEMBRE ET LE SECOND LE 16 DÉCEMBRE 2014 ;
- LES RÉSULTATS DE CETTE DOUBLE ÉTUDE DE FORMULATION SONT AUJOURD'HUI DISPONIBLES ET PERMETTENT DE SE PROJETER DANS LA PHASE D'OPÉRATIONNALISATION DES PROJETS ;

INSCRIPTION DES PROJETS DANS LE 2<sup>ème</sup> C2D (DÉCEMBRE 2014)

### III - ÉLÉMENTS ACQUIS

COMME SOUHAITÉ, LA PHASE DE FORMULATION QUI VIENT DE S'ACHEVER A PERMIS D'APPROFONDIR NOTRE CONNAISSANCE DES SECTEURS CONCERNÉS ET DE DÉGAGER LES MEILLEURES OPTIONS POUR UNE AMÉLIORATION EFFECTIVE ET PÉRENNE DU DISPOSITIF NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.

LA PROCHAINE PHASE D'OPÉRATIONNALISATION POURRA DONC S'APPUYER SUR :

- LES RAPPORTS D'ANALYSE RELATIFS AUX PROBLÉMATIQUES (1) DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET (2) DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ;
- L'AUDIT DU FONDS DE PRÊT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES ;
- LES DOCUMENTS PROJETS D'OPÉRATIONNALISATION (1) DE L'INSTITUT NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET (2) DE L'INSTRUMENT NATIONAL DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ;
- DES PROPOSITIONS PRÉCISES DE PLANS D'ACTIVITÉS, DE CHRONOGRAMMES DE MISE EN ŒUVRE ET DE BUDGETS PRÉVISIONNELS POUR LES DEUX STRUCTURES À CRÉER ;

DES PROJETS DE DÉCRETS RELATIFS À LA CRÉATION DES NOUVELLES STRUCTURES.

## IV - FICHES DESCRIPTIVES DES PROJETS (INDICATIF)

INSTITUT NATIONAL DE RENFORCEMENT DES  
CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES (INRCCT)

MISSION : ASSURER LA CONCEPTION, LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE INGÉNIERIE NATIONALE ET PÉRENNE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉLUS, DES PERSONNELS TERRITORIAUX ET DE LEURS PARTENAIRES MOYENNANT LA PRÉPARATION D'UNE OFFRE DE SERVICES ET D'UNE RÉPONSE À LA DEMANDE LIÉE À LA FORMATION PRÉPARATOIRE ET CONTINUE.

ATTRIBUTIONS : cf. RAPPORT DE FORMULATION

FORME : ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL À CARACTÈRE ADMINISTRATIF SOUS LA TUTELLE DU MEMIS (DÉCRET)

GOVERNANCE : CONSEIL DE GESTION PARITAIRE + CONSEIL SCIENTIFIQUE + DIRECTION EXÉCUTIVE NATIONALE + DÉMEMBREMENTS TERRITORIAUX

CHAMPS D'INTERVENTION : 8 MATIÈRES POUR 71 THÉMATIQUES

MODALITÉS D'INTERVENTION : SÉMINAIRES DE FORMATION / ATELIERS D'ÉCHANGE / APPUI SUR SITE / VOYAGES D'ÉTUDES / STAGES PRÉPARATOIRES / ASSISTANCE À DISTANCE / FOURNITURE D'OUTILS

BUDGET ANNUEL : 2 MILLIARDS FCFA + DOTATIONS D'APPUI TECHNIQUE (DAT)

INSTRUMENT NATIONAL DE FINANCEMENT  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MISSION : CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ADÉQUAT (SELON LES BESOINS), EFFECTIF ET EFFICACE (ACCÈS AUX RESSOURCES POUR FINANCEMENT D'OPÉRATIONS PRÉVUES DANS LES BUDGETS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES) ET EFFICIENT (COÛTS DE TRANSACTION FAIBLES).

ATTRIBUTIONS : cf. RAPPORT DE FORMULATION

FORME : DISPOSITIF BUDGÉTAIRE DESTINÉ, APRÈS CONSOLIDATION DES BESOINS FINANCIERS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, À LEUR TRANSFÉRER LES RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR QU'ELLES SOIENT EN MESURE D'ASSURER LEURS MISSIONS

GOVERNANCE : CRÉATION DU COMITÉ NATIONAL DES FINANCES LOCALES ET DU SECRÉTARIAT PERMANENT DE CELUI-CI (DÉCRET)

CHAMPS D'INTERVENTION : FINANCEMENT DU FONCTIONNEMENT, DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE L'INVESTISSEMENT

MODALITÉS D'INTERVENTION : DOTATIONS AFFECTÉES / NON AFFECTÉES / D'APPUI TECHNIQUE

BUDGET ANNUEL : 500 MILLIONS FCFA LIÉS AUX COÛTS DE TRANSACTION (HORS LES DOTATIONS ELLES-MÊMES)



## V-PROCHAINES ÉTAPES ET PRINCIPAUX ENJEUX

- CRÉATION D'UNE CELLULE DE SUIVI PROJET (CSP) AU SEIN DU MEMIS AFIN DE PILOTER/SUIVRE DANS LES MEILLEURES CONDITIONS LES PROJETS SUIVANTS :
  - i. INSTITUT NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (INRCCT)
  - ii. INSTRUMENT NATIONAL DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
- PROJETS D'INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES LOCALES (YOPOUGON ET BOUAKE)
- APPROPRIATION ET EXÉCUTION DES PLANS D'ACTIVITÉS ET DES CHRONOGRAMMES PROPOSÉS :
  - i. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (EX : FINALISATION DES PROJETS DE DÉCRETS, PROCÉDURES DE RECRUTEMENT DES PERSONNELS, ETC.)
  - ii. DÉMARRAGE EFFECTIF DES ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET DE L'INSTRUMENT FINANCIER (EX : INSTALLATION DES PERSONNELS, ÉQUIPEMENT DES STRUCTURES, ÉLABORATION DES MANUELS DE PROCÉDURES, ETC.)
- MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT DES OUTILS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (IDENTIFICATION DES ACTIONS EN COURS) :
  - i. PROLONGEMENT DE LA MISSION D'INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT SUR DES POINTS SPÉCIFIQUES (AVENANT AU CONTRAT INITIAL)
  - ii. ASSISTANCE TECHNIQUE PONCTUELLE À LA DGDDL DANS LES PHASES PRÉPARATOIRE ET DE DÉMARRAGE
  - iii. PARTENARIATS PÉRENNES :
    - CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CNFPT)
    - FONDS MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES (FMDV)
    - CITÉS UNIES FRANCE (CUF)
- DISCUSSIONS RELATIVES AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES À CONDUIRE AVEC LES COMMUNES DE YOPOUGON ET DE BOUAKE (ENVISAGÉES DÈS AVANT LA MISSION AFD DE FIN JANVIER 2015)
- DÉFINITION D'UN PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIF AU LANCEMENT DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES LOCALES (MISSION AFD DE FIN JANVIER 2015)



- CONSOLIDATION DE LA PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE 2015 SUR LA BASE :
  - i. DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES ÉMISES EN CONCLUSION DE L'EXERCICE DE FORMULATION
  - ii. DU NIVEAU D'APPROPRIATION DES PLANS D'ACTIVITÉS ET DES CHRONOGRAMMES D'EXÉCUTION
  - iii. DES BESOINS IDENTIFIÉS EN MATIÈRE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA DGDDL ET DES NOUVELLES STRUCTURES (ASSISTANCE TECHNIQUE, PARTENARIATS, ETC.)
    - POUR 2015, UNE PREMIÈRE ESTIMATION POUR LES SEULS PROJETS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET FINANCIÈRES ATTEINT LE MONTANT DE 2 MILLIARDS FCFA.

## VI - CONCLUSION

- LES PROJETS C2D DE LA COMPOSANTE « DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES » S'INSCRIVENT PLEINEMENT DANS LA POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AU TITRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL ;
- DE FAIT, ILS BÉNÉFICIENT D'UN NIVEAU ÉLEVÉ DE PRIORITÉ DANS L'AGENDADU MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ (CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL DÉDIÉ AU NIVEAU DU CABINET) ;
- CES PROJETS SONT PAR AILLEURS LE LIEU D'UN DIALOGUE RENOUVÉLÉ AU SEIN DE L'ÉTAT ET ENTRE CELUI-CI ET LES ASSOCIATIONS NATIONALES D'ÉLUS, FAVORISANT UN DÉBAT CONSTRUCTIF SUR LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS L'ÉMERGENCE ;
- LES ENJEUX DE GOUVERNANCE ET DE DÉVELOPPEMENT QUE RECOUVRENT LES PROJETS C2D DISCUTÉS CE JOUR RENDENT CES PROJETS COMPLEXES ET APPELLENT DES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE ADAPTÉES :
  - AIDE PROJET/AIDE BUDGÉTAIRE,
  - CRÉATION D'UNE CELLULE DE SUIVI PROJET,
  - RECOURS À UNE ASSISTANCE TECHNIQUE EXTÉRIEURE MULTIFORME, ETC.
- DANS CETTE PERSPECTIVE, LE MEMIS SE RAPPROCHERA DANS LES PROCHAINS JOURS DES PARTIES PRENANTES (ST-C2D, AMBASSADE DE FRANCE, AFD) AFIN DE DÉFINIR LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE LES PLUS ADAPTÉES, TOUJOURS DANS UNE LOGIQUE DE CONCERTATION.

JE VOUS REMERCIE.

**COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D****Secteur: DEVELOPPEMENT DES COMMUNES****Exposant: M. GBALA Gnato Raphaël, Conseiller Technique du DGDDL****Rapporteur: M.KOUADIO Kouassi Ahmed, chargé d'études à la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local****Date et heure: jeudi 15 janvier 2015 de 11h00 à 12 h30****Les points d'attention**

| N° | QUESTION                                                                                                                                                                                                                                 | QUESTION POSEE PAR                     | REPONSE RETENUE APRES ECHANGES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Les activités listées dans le cadre des 02 instruments d'appui au développement des collectivités territoriales seront-elles financées sur le fonds Etudes et Pilotage du C2D ou bénéficieront-elles d'une autre source de financement ? | Mme DIATE Léa, Coordinatrice du ST-C2D | Les décaissements programmés en 2015 se partageront entre le Fonds « Etudes et Pilotage » du C2D et la Convention d'affectation MEMIS/AFD qui mobilisera la ligne de financement « Développement des Communes ». S'agissant du Fonds « Etudes et Pilotage », les décaissements porteront principalement sur le fonctionnement de la Cellule de Suivi des Projets, sur la mise en place d'une assistance technique multiforme (avenant à la convention I&D, assistance technique ponctuelle à la DGDDL et partenariats à haut niveau d'expertise, notamment avec le CNFPT, le FMDV et CUF) ainsi que sur une partie des activités de démarrage (cf. Chronogramme des activités). Le MEMIS s'est engagé à transmettre dans des délais rapprochés (au plus tard le 23 janvier) une estimation précise de la couverture financière nécessaire à la prise en charge de ces décaissements par le Fonds « Etudes et Pilotage » du C2D. |
| 2  | Un chiffre de 02 milliards a été évoqué dans l'exposé parlant des études qui restent à faire sur de l'Institut de renforcement des capacités alors que le fonds Etudes et Pilotage du C2D n'a pas une surface financière assez étendue ? | Mme DIATE Léa, Coordinatrice du ST-C2D | En complément de la réponse précédente, il convient de préciser que le chiffre de deux (02) milliards de francs CFA dépassent le seul Fonds « Etudes et Pilotage » et relèvent essentiellement de la convention d'affectation à conclure entre le MEMIS et l'AFD. Cette dernière partie pourra donner lieu à des décaissements fin 2015 ou plus certainement début 2016, ceci en considération de la complexité des projets et de l'agenda politique de l'année 2015. Il convient de préciser que le montant total des deux projets de renforcement des capacités des CT sur la période 2015-2018 approchera                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |



|   |                                                                                                                                                                                          |                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|   |                                                                                                                                                                                          |                                                         | dix (10) milliards de francs CFA (convention d'affectation).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 3 | Y a-t-il une conditionnalité particulière pour la signature de la convention d'affectation portant sur le montant d'un (01) milliard, au regard des activités importantes déjà menées ?  | Mme DIATELéa, Coordinnatrice du ST-C2D                  | Aucune conditionnalité particulière n'a été relevée. Toutefois, un consensus s'est fait jour sur le fait (1) d'élaborer une convention d'affectation spécifique pour les projets de renforcement des capacités des CT (donc dissociée des projets d'infrastructures de Bouaké et de Yopougon) et (2) de faire porter cette convention sur la totalité des fonds disponibles [un (1) milliard de francs CFA reporté du 1 <sup>er</sup> C2D + programmation du 2 <sup>ème</sup> C2D, soit un total approchant les dix 10 milliards de francs CFA] |
| 4 | Rencontrez-vous des difficultés dans le fonctionnement de votre cellule provisoire ?                                                                                                     | Mme DIATELéa, Coordinnatrice du ST-C2D                  | Aucune difficulté particulière si ce n'est l'urgence de la mise en place formelle d'une Cellule de Suivi des Projets (CSP) et d'un dispositif d'assistance technique qui permettra de relever les nombreux défis que suppose l'opérationnalisation des deux outils de renforcement des capacités des CT.                                                                                                                                                                                                                                        |
| 5 | Y a-t-il des difficultés majeures dans la signature de l'avenant avec le Cabinet Institutions et Développement (I&D) ? Avez-vous déjà introduit le projet d'avenant au niveau de l'AFD ? | Mme DIATE Léa, Coordinnatrice du ST-C2D                 | Aucune difficulté. Le principe de l'avenant est acquis. Il appartient au MEMIS d'introduire le projet d'avenant auprès de l'AFD après finalisation des discussions avec I&D.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 6 | Les projets de Yopougon et de Bouaké inscrits dans le 2 <sup>e</sup> C2D seront-ils dans la même convention de financement que les autres projets ?                                      | PANNETIER Olivier, Directeur adjoint, AFD Côte d'Ivoire | Comme évoqué précédemment, le double projet « infrastructures économiques locales » des communes de Yopougon et de Bouaké fera l'objet d'une convention d'affectation séparée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |



**Conclusion / Principales recommandations :**

- Déroulement normal du Projet ;
  - Transmission au ST-C2D des activités à financer sur le Fonds « Etudes et Pilotage » pour l'année 20155 avant le 23 janvier ;
  - Transmission au ST-C2D et à l'AFD du chronogramme des activités après consolidation suite à la mission AFD programmée fin janvier ;
  - Mise en place urgente de la Cellule de Suivi des Projets (CSP-MEMIS) qui bénéficiera de l'appui technique du ST-C2D et des autres unités opérationnelles du C2D ;
  - Financement du dispositif d'assistance technique et d'une partie des activités de démarrage sur le Fonds « Etudes et Pilotage » du C2D ;
  - Finalisation de l'avenant au contrat du Cabinet I&D, dans les plus brefs délais, l'AFD ayant déjà donné son accord de principe ;
- Finalisation de l'ensemble des activités restantes, dans de brefs délais.

**- 15 -**

**Etudes et pilotage du C2D**



*Un Partenariat au service du développement*

Secrétariat Technique du C2D

# Projet “Etudes et Pilotage” CCI 1349

**Présenté par : Madame Léa Djatti DIATE**  
Conseiller Spécial du Premier Ministre,  
Coordinatrice du Secrétariat Technique du C2D

*Revue sectorielle des projets C2D - 12 au 15 janvier 2015*





## **PLAN DE LA PRESENTATION**

### **I. Missions du ST-C2D**

### **II. Présentation du projet CC1349**

#### **1- Généralités**

#### **2- Etat d'exécution technique**

#### **3- Etat d'exécution financière**

### **III. Difficultés**

### **IV. Propositions de mesures correctives**

### **V. Perspectives**

### **VI. Conclusion**



## I- MISSIONS DU ST-C2D (1/5)

### *A-Coordination et Suivi*

En tant qu'organe d'animation, de coordination nationale et d'appui aux structures de gestion du C2D (UCP-C2D, CSP-C2D, etc.), le ST-C2D a en charge, entre autres :

- de s'assurer de la transcription dans le budget des enveloppes annuelles des projets et programmes financés sur ressources C2D ;
- d'assurer le suivi des diligences des projets du C2D et de contribuer en leur résolution ;



## I- MISSIONS DU ST-C2D (4/5)

- centraliser, consolider et analyser toutes les informations relatives à l'exécution du C2D ;
- s'assurer de la Communication des activités du C2D auprès du Grand Public ;
- émettre un avis sur la validation des conventions d'affectations et des textes réglementaires et institutionnels du C2D.





## I- MISSIONS DU ST-C2D (5/5)

### *C- Appui au CTB-C2D et au COS-C2D*

- assurer le secrétariat des travaux du CTB et du COS ;
- produire régulièrement des notes sur l'état d'avancement des projets, incluant le suivi des diligences;
- faire exécuter les décisions prises au niveau du COS-C2D et du CTB-C2D ;
- suivre l'exécution des mouvements du compte C2D ; ouvert à la BCEAO et d'en rendre compte au CTB-C2D
- rendre compte de l'exécution technique, financière et budgétaire des projets du C2D ;
- rédiger et de soumettre au CTB-C2D, le rapport annuel d'exécution des activités du C2D.



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### 1- Généralités

Le projet « Etudes et pilotage du C2D » est le premier concours octroyé dans le cadre du C2D, le 1<sup>er</sup> Décembre 2012 pour un montant de 19,1 millions EURO (12,5 Mds FCFA).

Il vise à financer :

- le Pilotage du C2D, l'appui au ST-C2D et à la Cellule C2D de la DMP : 3 Mds FCFA
- les Etudes du 1<sup>er</sup> C2D et l'appui aux maîtres d'ouvrages : 6.5 Mds FCFA
- les études préparatoires du 2<sup>ème</sup> C2D : 3 Mds FCFA



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### 2- Etat d'exécution technique

**Composante 1 :** Pilotage et fonctionnement des instances transversales du C2D

Evénements majeurs du C2D en 2014 :

- **13-16 mai :** Revue à mi-parcours
- **11-13 nov. :** Mission tripartite sur le 2<sup>ème</sup> C2D
- **30 oct. :** Signature de l'avenant au 1<sup>er</sup> C2D et de la Convention EBOLA
- **03 déc. :** Signature du 2<sup>e</sup> C2D à Paris
- **19 déc. :**

Signature du Contrat- Cadre et de la Convention de compte

Signature de l'Appui Budgétaire 2014

Signature de l'Avenant CORENA

Signature de l'Avenant EAU





## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### Textes réglementaires en cours :

- Décret modificatif (75%)
- Manuel de procédures (80%)
- Arrêté fixant les indemnités des membres de la DMP, en cours de signature
- Arrêté fixant les rémunérations UCP/CSP, en cours de signature
- Arrêté sur la fiscalité appliquée au C2D, en cours de finalisation

### Recrutement des coordonnateurs des

UCP/CSP (99%),

Reste UCP Justice (candidatures reçues le 05/01/15)



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### Communication en Conseil des Ministres :

Cinq (5) CCM adoptées en Conseil des Ministres :

- CCM bilan 2013 : **12 mars**
- CCM Relevé de conclusions de la revue à mi-parcours : **11 juin**
- CCM cadrage du 2<sup>e</sup> C2D : **25 nov.**
- CCM signature 2<sup>e</sup> C2D : les **3 et 10 déc.**

Tenue des Réunions : Plusieurs réunions du CTB et du COS ont eu lieu.



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

**Composante 2 :** Etudes du 1<sup>er</sup> C2D et appui à maîtrise d'ouvrage

Nature des dépenses financées ou préfinancées :

- Etudes de faisabilités des projets ;
- Etudes sur les audits ;
- Elaboration des manuels de procédures ;
- Frais d'organisation des ateliers et des missions ;
- Frais de fonctionnement des structures techniques,
- etc.

**NB** : Une trentaine d'accord de financement pour les études a été donnée par le ST-C2D





## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### Composante 3 : Etudes du 2<sup>ème</sup> C2D

Les financements des études du 2<sup>e</sup> C2D n'ont pas encore démarré.



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### 2- Etat d'exécution financière

#### Situation financière au 31 déc. 2014

| Désignation              |                             | Montants (Mds FCFA)    |
|--------------------------|-----------------------------|------------------------|
| Engagements              | Convention CCI N°1349       | 12,5                   |
| Décaissement de niveau 1 | Compte projet               | 3,05                   |
|                          | Pilotage                    | 0,6                    |
|                          | Etudes 1 <sup>er</sup> C2D  | 1,15                   |
|                          | Etudes 2 <sup>ème</sup> C2D | 0                      |
| Décaissement de niveau 2 | Global sur la Convention    | 10,75                  |
|                          | Compte Projet               | 1,3<br>(62% décaissés) |
| Solde                    |                             |                        |



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### 3- Analyse des décaissements

#### A- Décaissement de niveau 1 (2014)

| Projet/<br>Maître d'ouvrage     | Prévisions | Exécuté | Taux d'exécution | Commentaires                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------|------------|---------|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Alimentation<br>Compte Projet   | 0          | 0       | 0                | Les fonds initialement alloués au CCI1349 ont été remis à zéro (0) et transférés aux priorités du gouvernement dont le financement de la maladie à virus Ebola (4.5 milliards de FCFA) et l'appui budgétaire 2014 (33.75 milliards de FCFA). |
| Règlement direct<br>d'opérateur |            |         | 0                | Non applicable                                                                                                                                                                                                                               |





## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### B- Décaissement de niveau 2 (2014)

| Projet/<br>Maitre d'ouvrage        | Prévisions<br>PAA/Budget | Exécuté              | Taux<br>d'exécution | Commentaires                                                                                                             |
|------------------------------------|--------------------------|----------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Composante 1 :<br/>Pilotage</i> | 845 585 000              | 336 650 761          | 39.81               | Concerne les frais de fonctionnement                                                                                     |
| <i>Composante 2 :<br/>Etudes</i>   | 4 400 000 000            | 989 424 850          | 22.48               | PAQRA (1,2 Md FCFA) annulé,<br>PARFACIII : env. 700 millions FCFA (non débütées)<br>JUSTICE : 800 millions (non débüté). |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>5 245 585 000</b>     | <b>1 326 075 611</b> | <b>25,28%</b>       |                                                                                                                          |



## II- PRESENTATION DU PROJET CCI 1349

### 3- Etat des préfinancements et financements

| Ministères                                                  | Financement (FCFA) | Préfinancement (FCFA) | Total (FCFA)         |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|
| MEMDS                                                       | 89 772 650         | 0                     | 89 772 650           |
| MENET                                                       | 39 821 263         | 0                     | 39 821 263           |
| MIE / FORACO                                                | 414 336 173        | 0                     | 414 336 173          |
| MINAGRI/ PARFACI                                            | 66 803 168         | 0                     | 66 803 168           |
| MINEF / Lagune Aghien                                       | 210 033 445        | 0                     | 210 033 445          |
| MINEF / SODEFOR                                             | 0                  | 1 971 780             | 1 971 780            |
| MINESUDD / Appui institutionnel                             | 16 869 930         | 80 557 554            | 97 427 484           |
| MINESUDD / OPR                                              | 41 493 225         | 122 725 746           | 164 218 971          |
| MINESUDD / Fondation des Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire | 0                  | 18 000 000            | 18 000 000           |
| MINESUDD/REDD+                                              | 15 460 000         | 73 066 442            | 88 526 442           |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>894 589 854</b> | <b>296 321 522</b>    | <b>1 190 911 376</b> |



### III- DIFFICULTES

- Ordres de virements et copies des mandats de paiement non transmis au ST-C2D tel que stipulés dans les textes et procédures entraînant des modifications de lignes budgétaires dans le SIGFIP ;
- Lenteur dans les décaissements à la suite des accords de financements donnés par le ST-C2D ;
- Manque de stratégie de communication globale pour une meilleure visibilité du C2D ;
- Manque de logiciel pour une gestion informatisée des données.





## IV- PROPOSITION DE MESURES CORRECTIVES

- Appliquer strictement les procédures décrites dans le décret du C2D, afin d'améliorer le circuit de transfert de crédits.
- Les bénéficiaires des fonds d'études devront fournir un chronogramme de mise en œuvre et de décaissements ;
- Communiquer sur toutes les réalisations des projets du C2D 2015 ;
- Acquérir des logiciels appropriés pour les opérations et le traitement des données ;



## V- PERSPECTIVES

**Composante 1 :** Pilotage C2D et appui au ST-C2D et à la Cellule C2D de la DMP

*Activités prévues en 2015 :*

- Communication sur les résultats et réalisations du 1<sup>er</sup> C2D,
- suivi/évaluation des projets ;
- Audit des projets

*Décaissements prévus en 2015 : 2,4 Mds FCEA*

*Date prévisionnelle d'achèvement de la composante :  
31 déc. 2016*



## V- PERSPECTIVES

**Composante 2 :** Etudes 1<sup>er</sup> C2D et appui aux maîtres d'ouvrages

*Activités prévues en 2015 et résultats attendus :*

- finalisation des études du 1<sup>er</sup> C2D, lancement des activités de renforcement de capacités ;



*Décaissements prévus en 2015 : 4,5 Mds FCFA*

*Date prévisionnelle d'achèvement de la composante :  
31 déc. 2016*





## V- PERSPECTIVES

### Composante 3 : Etudes 2<sup>ème</sup> C2D

*Activités prévues en 2015 et résultats attendus :*

- Lancement des études du 2<sup>e</sup> C2D, dès l'identification des projets correspondant ;

*Décaissements prévus en 2015 : 2 Mds FCFA*

*Date prévisionnelle d'achèvement de la composante :  
31 déc. 2016*



## VI. CONCLUSION

Le 1<sup>er</sup> C2D arrive officiellement à échéance à fin décembre 2015. Il est plus qu'urgent et impératif que cette année voit la réalisation de la majorité des projets du C2D avec des inaugurations d'ouvrages partout sur le territoire national.



## MOT DE REMERCIEMENT

**Merci pour  
votre  
attention...**



## COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D

**Projet : Etudes et Pilotage CCI 1349**

**Exposant : Madame Léa Djatti DIATE**, Conseiller Spécial du Premier Ministre, Coordonnatrice du Secrétariat Technique du C2D

**Rapporteur : M. SANGARE Sékou**, Spécialiste en Passation de Marchés/ST-C2D

**Date et heure : Jeudi 15 Janvier 2015 de 13h30 à 15h00.**

### Les points d'attention

| N° | Question                                                                                                                                                                        | Question posée par                                           | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Il y a un écart entre les montants du ST-C2D relatifs aux préfinancements MINESUDD / Appui institutionnel et les montants établis par le ministère ?                            | Le Responsable de composante MINESUDD / Appui institutionnel | Le ST-C2D et le MINESUDD devront tenir une séance de travail afin d'harmoniser les différents états financiers                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 2  | Où en est-on avec le recrutement des cabinets d'audit des projets C2D ?                                                                                                         | Le Directeur adjoint de l'AFD                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un appel d'offres international a été lancé ;</li> <li>- Trois (3) cabinets ont été retenus à l'issue de l'analyse des offres reçues ;</li> <li>- L'ANO de l'AFD a été reçu sur le rapport d'analyse, sous réserve d'étoffer les commentaires de ce rapport ;</li> <li>- Un retour sera fait à l'AFD pendant la semaine du 19/01/15.</li> </ul> |
| 3  | Quand l'aide-mémoire de l'AFD sur la communication sera-t-elle disponible afin de lancer l'élaboration de la stratégie globale sur le C2D ?                                     | La Coordinatrice du ST-C2D                                   | L'élaboration d'une stratégie globale sur le C2D peut démarrer en attendant la finalisation de l'aide-mémoire de l'AFD                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 4  | Sur quelle base sera fera l'audit financier des projets C2D étant données que les UCP et CSP ne disposent pas de logiciels identiques pour l'élaboration des états financiers ? | Responsable Administratif et Financier du PSAC               | Cette question sera examinée avec le cabinet retenu pour l'audit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES

Il est important d'acquérir des logiciels comptables et de suivi-évaluation pour faciliter les opérations de traitement des données.

Un retard a été observé dans les décaissements sur les requêtes de financement approuvées par le ST-C2D relativement aux études de certains ministères. A cet effet, pour les prochaines requêtes de financement, chaque structure concernée devra y joindre un chronogramme de décaissement.

## **- 16 -**

### **Passation des marchés et fiscalité**



**MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET**

**DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
ET DES FINANCES**

**DIRECTION DES MARCHES PUBLICS**







# REVUE SECTORIELLE DES ACTIVITES DU PREMIER C2D



COMMUNICATION SUR LE CIRCUIT DE PASSATION  
DES MARCHES PUBLICS DANS LE CADRE DU C2D

PRESENTE PAR

M. COULIBALY Y. P.

DIRECTEUR DES MARCHES PUBLICS

**C2D**

Du 12 au 15 janvier 2015

# SOMMAIRE

- ☐ INTRODUCTION
- ☐ PRINCIPALES ETAPES ET FONCTIONS
- ☐ PRESENTATION DES DELAIS DE PASSATION DE MARCHES
- ☐ LES DIFFICULTES LIEES A LA PASSATION DES MARCHES
- ☐ PERSPECTIVES POUR UNE EFFICACITE D'ENSEMBLE
- ☐ CONCLUSION

**C2D**



# INTRODUCTION

C2D

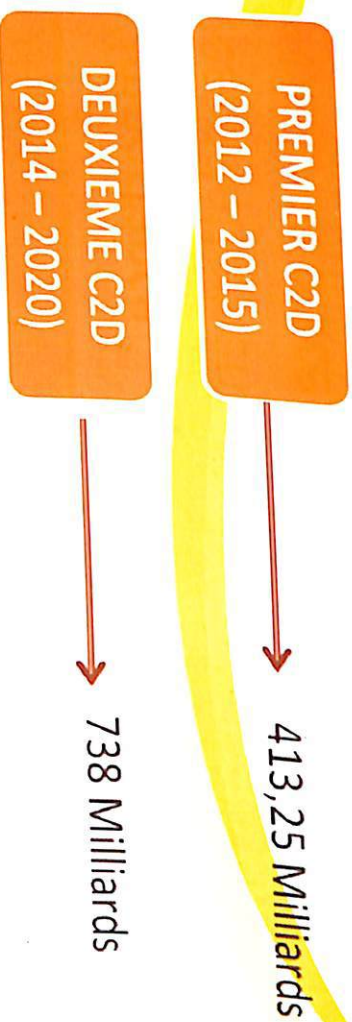
ST-C2D

Passation des marchés et fiscalité



# INTRODUCTION

❑ Les efforts d'annulation de la dette par la France se sont traduits par la mise en place d'un mécanisme intitulé Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

**C2D**

# INTRODUCTION

❑ L'importance que revêt le Contrat de Désendettement et de Développement a suscité la mise en place de dispositions particulières:

➤ la signature du décret N°2013-625 du 04 septembre 2013 portant procédures et modalités d'exécution des dépenses des projets financés sur ressources du C2D;

**C2D**

# INTRODUCTION

□ la création au sein de la DMP d'une Cellule dédiée aux opérations du C2D.

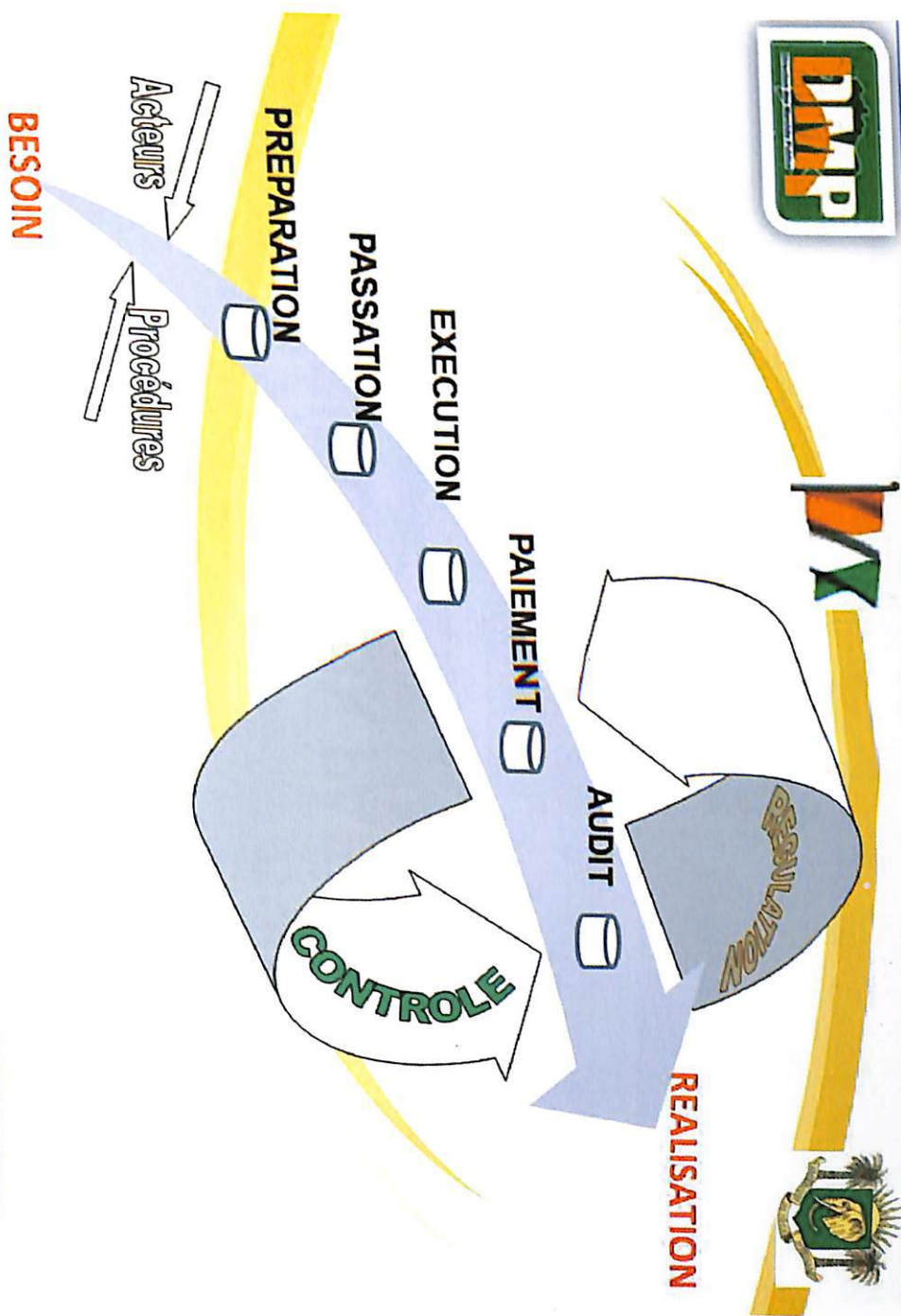
**C2D**





# PRINCIPALES ETAPES ET FONCTIONS

C2D



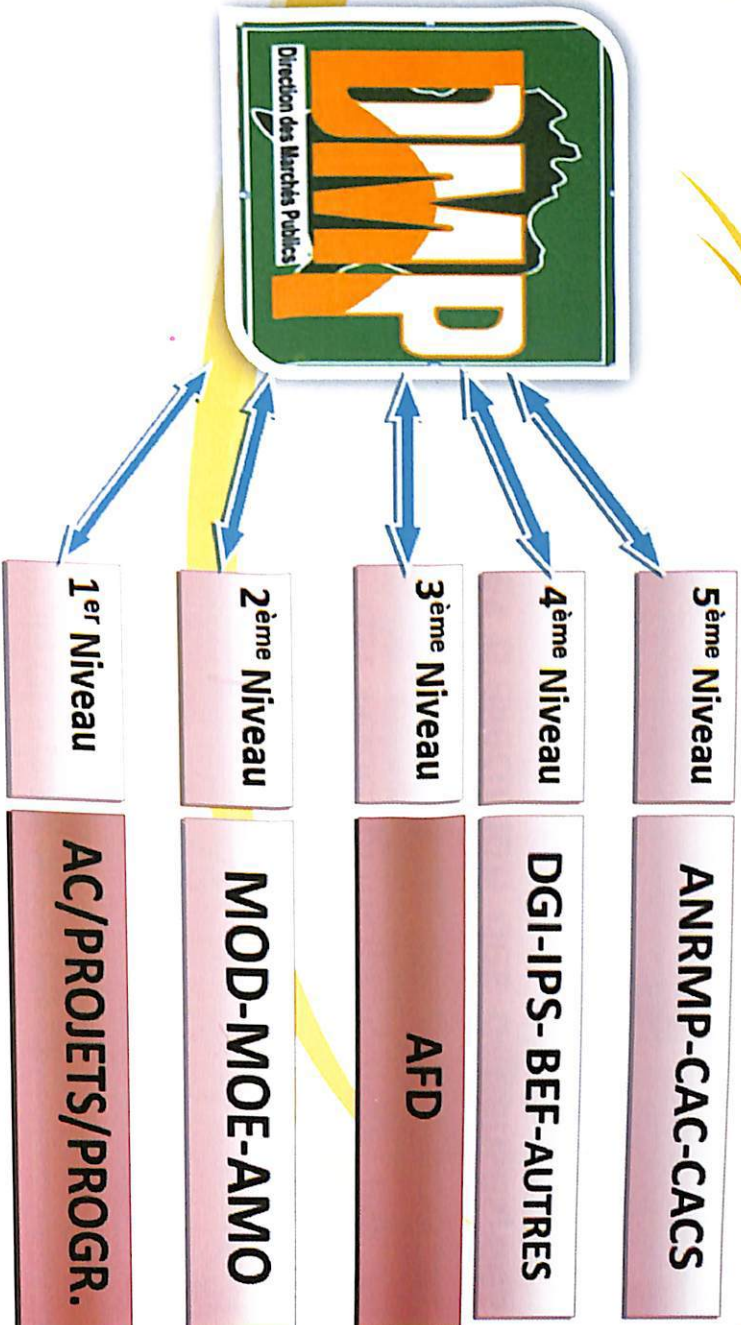


# NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES



C2D





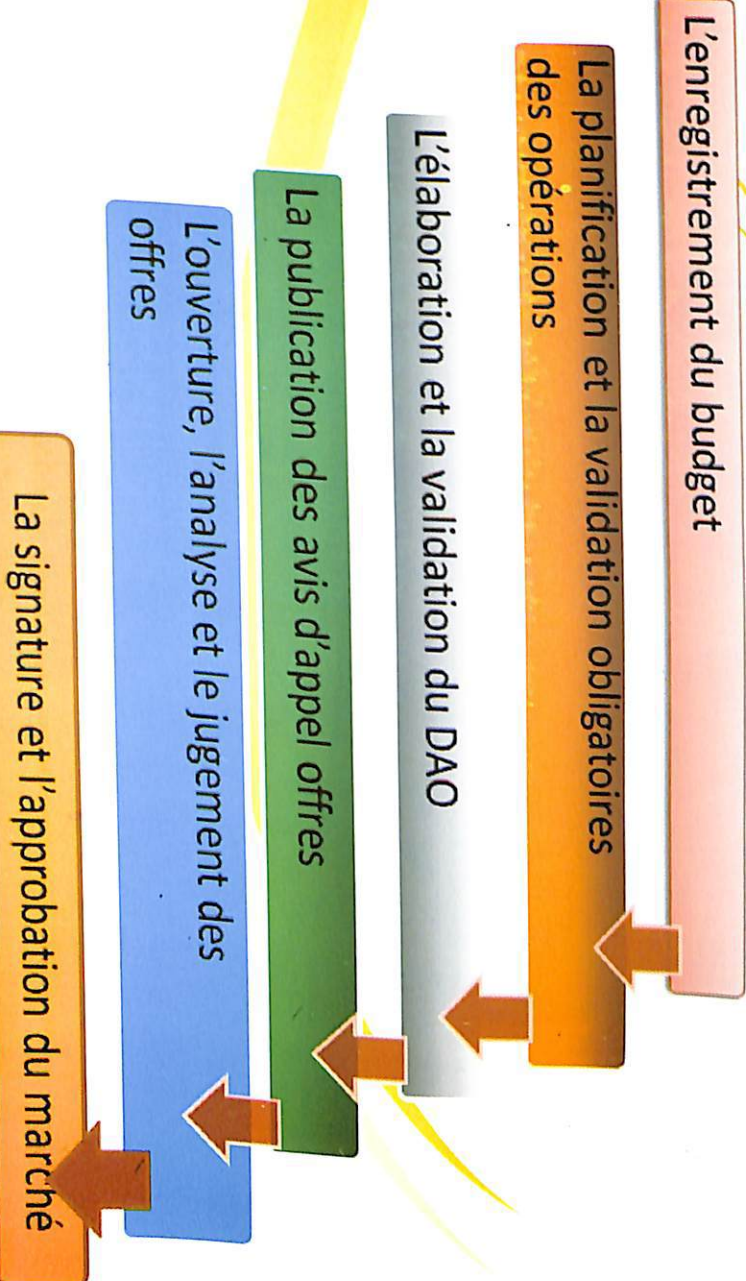
**C2D**

## CIRCUIT DE PASSATION DES MARCHES DU C2D

- ❑ La passation des marchés des opérations financées sur les ressources du C2D est régie principalement par le décret N°2013-625 du 04 septembre 2013 portant procédures et modalités d'exécution des dépenses des projets financés sur ressources du C2D.

**C2D**

## DIFFERENTES ETAPES DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU C2D

**C2D**

13





# PRESENTATION DES DELAIS DE PASSATION

**C2D**

ST-C2D

Passation des marchés et fiscalité

## PRESENTATION DES DELAIS DE PASSATION DANS LE CADRE DU C2D

| ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES                             |                                     | DELAIS REGLEMENTAIRES |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|
| ETAPES                                                         |                                     |                       |
| Dépôt des DAO à la DMP                                         |                                     |                       |
| Examen des DAO par la DMP                                      |                                     | 5 jours               |
| ANO de l'AFD                                                   |                                     | 2 jours               |
| Délai de publicité                                             |                                     | 30 jours (AON)        |
| Travaux de la COJO et délibération                             |                                     | 5 jours               |
| Demande d'ANO par l'autorité contractante                      | Immédiatement après la délibération |                       |
| ANO de l'AFD                                                   |                                     | 2 jours               |
| Notification d'attribution                                     |                                     | 3 jours               |
| Publication des résultats                                      |                                     | 10 jours              |
| Montage du projet de marché et transmission à l'AFD pour ANO   |                                     | 3 jours               |
| ANO de l'AFD                                                   |                                     | 5 jours               |
| Invitation et signature du projet de marché par l'attributaire |                                     | 3 jours               |
| Signature du marché par l'attributaire                         |                                     | 5 jours               |
| numérotation du marché par l'autorité contractante             |                                     | 2 jours               |
| Examen du dossier d'approbation par la DMP                     |                                     | 3 jours               |
| Approbation du marché                                          |                                     | 7 jours               |
| Notification de l'approbation du marché                        |                                     | 3 jours               |
| DELAÏ DE PASSATION                                             |                                     | 88 jours              |

# STATISTIQUES SUR LES DELAIS MOYENS DE PASSATION DE MARCHES PAR SECTEUR

## SECTEUR : AGRICULTURE DEVELOPEMENT RURAL ET BIODIVERSITE

| ETAPES DE LA PROCEDURE                           | DELAIS          |                        |
|--------------------------------------------------|-----------------|------------------------|
|                                                  | REGLEMENTAIRES  | DELAIS MOYENS OBSERVES |
| ouverture des plis au jugement des offres        | 5 JOURS         | 14,72                  |
| ANO de l'AFD                                     | 2 JOURS         | 67,9                   |
| ANO de l'AFD au montage du dossier d'approbation | 34 JOURS        | 174                    |
| Numérotation et approbation                      | 7 JOURS         | 29                     |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>48 JOURS</b> | <b>285,62</b>          |

C2D

16



## STATISTIQUES SUR LES DELAIS MOYENS DE PASSATION DE MARCHES PAR SECTEUR

SECTEUR : ROUTE

| ETAPES DE LA PROCEDURE                              | DELAIS<br>REGLEMENTAIRES | DELAIS MOYENS OBSERVES |
|-----------------------------------------------------|--------------------------|------------------------|
| ouverture des plis au<br>jugement des offres        | 5 JOURS                  | 26                     |
| ANO de l'AFD                                        | 2 JOURS                  | 17                     |
| ANO de l'AFD au montage<br>du dossier d'approbation | 34 JOURS                 | 68,5                   |
| Numérotation et<br>approbation                      | 7 JOURS                  | 14                     |
| <b>TOTAL</b>                                        | <b>48 JOURS</b>          | <b>125</b>             |

**C2D**

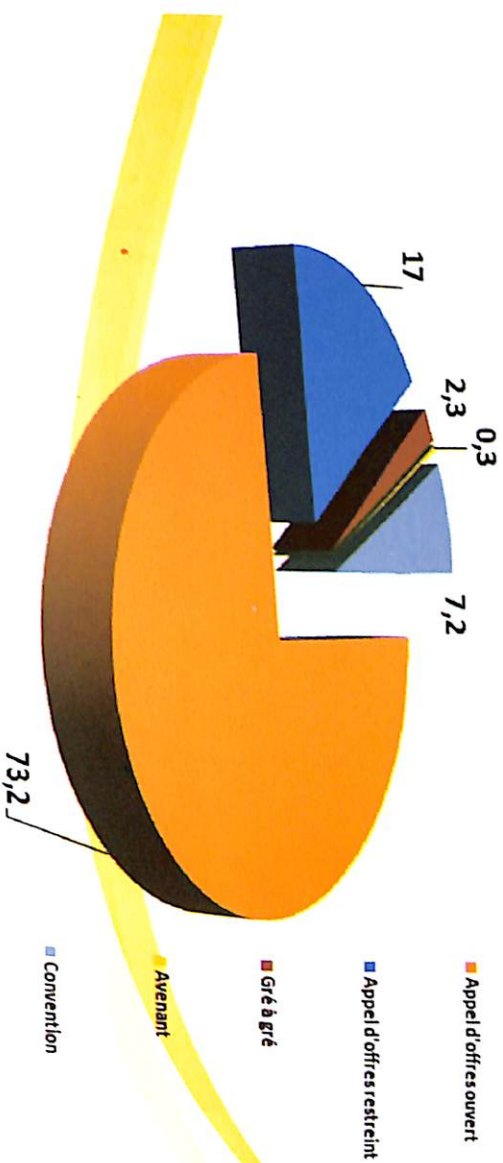
## Volume des opérations sur le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)

Répartition des marchés approuvés à fin 2014

| MODES                           | NOMBRE | %     | MONTANT (FCFA) | %     |
|---------------------------------|--------|-------|----------------|-------|
| Appel d'offres ouvert           | 41     | 48,8  | 68 916 629 752 | 73,2  |
| Appel d'offres restreint        | 17     | 20,2  | 16 044 826 501 | 17,0  |
| Procédures concurrentielles     | 58     | 69,0  | 84 961 456 253 | 90,2  |
| Gré à gré                       | 6      | 7,1   | 2 171 145 233  | 2,3   |
| Avenant                         | 7      | 8,3   | 261 121 534    | 0,3   |
| Convention                      | 13     | 15,5  | 6 767 775 508  | 7,2   |
| Procédures non concurrentielles | 26     | 31,0  | 9 200 042 275  | 9,8   |
| TOTAL                           | 84     | 100,0 | 94 161 498 528 | 100,0 |

**C2D**

## STATISTIQUES SUR LES MARCHES DU C2D PAR MODE DE PASSATION



C2D

19





## LES DIFFICULTES LIEES A LA PASSATION DES MARCHES DANS LE CADRE DU C2D

ST-C2D



Passation des marchés et fiscalité

## DIFFICULTES RENCONTREES

CONSTAT : délais de passation des marchés jugés assez longs

**C2D**

## CAUSES DES RETARDS CONSTATES

- ❑ Plusieurs facteurs ont contribué à la lenteur constatée quelques fois dans les procédures de passation de marchés. Il s'agit entre autres de :
  - méconnaissance des procédures de passation par certains acteurs ;
  - Lenteur dans la transmission des documents de passation de marchés (PV d'ouverture – rapport d'analyse – PV de jugement – Projet de marché) ;

**C2D**



## CAUSES DES RETARDS CONSTATES

- transmission de documents non appropriés à la DMP pour validation;
- longs délais constatés au niveau des travaux de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres (COJO);
- insuffisance des échanges entre les UCP et la DMP

**C2D**

## CAUSES DES RETARDS CONSTATES

- conditions suspensives non encore levées, cause de blocage des opérations de passation de marchés;
- débats liés à la participations des ONG aux appels d'offres;
- débats liés au paiement de la redevance de régulation par les titulaires de marchés en l'occurrence par les ONG.



# PERSPECTIVES POUR UNE EFFICACITÉ D'ENSEMBLE

C2D



## PERSPECTIVES POUR UNE EFFICACITE OPTIMALE DU C2D

□ En vue d'assurer l'efficacité du C2D dans sa phase actuelle, il apparaît opportun d'arrêter des mesures ou plans d'actions concrets. Il s'agit entre autres de :

**C2D**

**PERSPECTIVES POUR UNE EFFICACITE OPTIMALE DU C2D**

Renforcement des capacités en passation de marchés de tous les acteurs en charge des projets inscrits au C2D;



Connexion des UCP ou de la Cellule C2D de la DMP au SIGMAP pour la célérité dans le cadre de la numérotation des marchés



Amélioration des conditions de participation des entreprises nationales aux marchés du C2D par des allotissements et des DAO aux critères allégés.

**C2D**



## CONCLUSION

C2D



## CONCLUSION

□ Dans l'ensemble malgré les difficultés énoncées plus haut, l'on peut noter que le bilan au niveau de la passation des marchés reste positif.

□ Toutefois des efforts de différents acteurs restent à faire notamment au niveau de l'**approbation des marchés** pour renforcer l'efficacité dans la gestion des opérations.

**C2D**



Tél : 20 21 15 19

Fax : 20 21 53 90

[infodmp@marchespublics.ci](mailto:infodmp@marchespublics.ci)

***[www.marchespublics.ci](http://www.marchespublics.ci)***

**MERCI**

**DE VOTRE AIMABLE  
ATTENTION**

**COMPTE RENDU DE SEANCE DE TRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D****Secteur : PASSATION DES MARCHES ET FISCALITE****Exposant : Monsieur COULIBALY Y. P.****Rapporteur : KOFFI Cobbold****Date et heure : ... 15 h 30 à 17 h****LES POINTS D'ATTENTION**

| N° | Question                                                                                                                                                                                                                                  | Question posée par        | Réponse retenue après échanges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Amélioration des délais de passation de marchés                                                                                                                                                                                           | Olivier Pannetier - AFD   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmettre des dossiers de qualité pour validation ;</li> <li>- Organiser des réunions résidentielles pour les dossiers spécifiques ;</li> <li>- Demander au Maître d'œuvre (lorsqu'il existe) d'être le rapporteur des COJO conformément au code des marchés publics ;</li> <li>- Accélérer l'élaboration et la transmission des rapports des COJO et des projets de marché ;</li> <li>- Avoir des échanges réguliers entre les Maîtres d'Ouvrage (CSP ou UCP), la DMP et l'AFD pour assurer un suivi des dossiers</li> </ul> |
| 2  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion de l'urgence dans la passation des marchés ;</li> <li>- L'implication de la connexion des UCP au SIGMAP.</li> <li>- L'accès des PME locales aux marchés financés sur C2D ;</li> </ul> | SORO - Point Focal INP-HB | <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'allocation ;</li> <li>- La constitution des PME en consortium ou en sous traitance pour augmenter les possibilités d'accès aux marchés ;</li> <li>- Appui du ST-C2D pour la connexion au SIGMAP afin de renseigner directement le système et de gérer au mieux les marchés sans avoir à passer par la DAAF ou la DMP.</li> </ul>                                                                                                                                                                                              |
| 3  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment une condition suspensive peut-elle rallonger les délais ?</li> <li>- Le refus de la DMP de respecter les clauses des conventions d'affectation</li> </ul>                                | Didier KOUAKOU ST-C2D     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La condition suspensive est liée à la mise en œuvre du projet et donc des opérations de marchés y afférentes ;</li> <li>- Il convient d'élaborer un moyen pour clarifier l'application des conventions au regard des dispositions du Code des marchés publics</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                        |



**- 17 -**

**Appuis budgétaires**

## SOMMAIRE

---



*I- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS*

*II- TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ETAT D'EXECUTION*

*III- ETAT D'EXECUTION DU PROJET*

*A- Etat d'exécution technique*

*B- situation financière au 31 décembre 2014*

*IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS*

*CONCLUSION*

**I- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS**

|                                                                                                                                                                    |                                                                         |                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| IDENTIFICATION<br><b>AIDE BUDGETAIRE CIBLEE 2014</b>                                                                                                               | CONVENTION D'AFFECTATION<br>N° CCI 1488 01 R signée le 19 DECEMBRE 2014 |                       |
| MONTANT<br>Trente trois milliards sept cent cinquante quatre millions sept cent vingt six mille six cent dix huit CFA<br><br>33 754 726 618 FCFA                   | (plan de financement actuel)                                            |                       |
|                                                                                                                                                                    | Désignation                                                             | Montant<br>(Mds FCFA) |
|                                                                                                                                                                    | SECTEUR SANTE                                                           | 5 000 000 000         |
|                                                                                                                                                                    | SECTEUR AGRICULTURE                                                     | 4 000 000 000         |
|                                                                                                                                                                    | SECTEUR EDUCATION                                                       | 10 817 428<br>155     |
|                                                                                                                                                                    | ARRIERES                                                                | 13 937 298<br>463     |
| DATE DEMARRAGE EFFECTIF<br><br>19 décembre 2014                                                                                                                    | DATE CLOTURE CONVENTION<br><br>31 décembre 2015                         |                       |
| ORGANES DE GESTION <ul style="list-style-type: none"><li>Maître d'ouvrage : <b>DAF Ministères bénéficiaires</b></li><li>Organe d'exécution : <b>ACCT</b></li></ul> |                                                                         |                       |



## II- TABLEAU SYNOPSIS DE L'ETAT D'EXECUTION

| MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES |                                                                                                                             |           |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--|
| COMPOSANTE                                                                | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                           |           | DIFFICULTES                                                                                                            | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                     | PROCHAINES ETAPES |  |
|                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                   | FINANCIER |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
| • SECTEUR SANTE                                                           | • Sur le montant alloué de 5 000 000 000, il a été décaissé 3 000 000 000. Il reste les 2 000 000 000 de la gratuité ciblée |           | • La DAF SANTE n'a pas transmis l'ensemble des mandats                                                                 | • Disposer de toutes les pièces justificatives avant d'inscrire une dépense dans une convention |                   |  |
| MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES |                                                                                                                             |           |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
| COMPOSANTE                                                                | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                           |           | DIFFICULTES                                                                                                            | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                     | PROCHAINES ETAPES |  |
|                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                   | FINANCIER |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
| SECTEUR AGRICULTURE                                                       | le montant alloué à la filière coton de 4 000 000 000 a été décaissé.                                                       |           | • aucune                                                                                                               | • RAS                                                                                           |                   |  |
| MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES |                                                                                                                             |           |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
| COMPOSANTE                                                                | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                           |           | DIFFICULTES                                                                                                            | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                     | PROCHAINES ETAPES |  |
|                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                   | FINANCIER |                                                                                                                        |                                                                                                 |                   |  |
| SECTEUR EDUCATION                                                         | L'allocation initiale était de 10 817 428 155. il a été ramené à 10 812 952 796 soit une baisse de 4 475 359.               |           | • Le paiement aux bénéficiaires finaux pourrait être retardé du fait du contentieux dont certaines écoles font l'objet | • Se rassurer que les écoles sont éligibles au paiement AFD avant de les inscrire               |                   |  |

| MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                |                                                                                                                              |                                                                                                                                                                 |                   |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| COMPOSANTE                                                                | ETAT D'AVANCEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                | DIFFICULTES                                                                                                                  | PROPOSITIONS D'AMELIORATION                                                                                                                                     | PROCHAINES ETAPES |
|                                                                           | TECHNIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | FINANCIER      |                                                                                                                              |                                                                                                                                                                 |                   |
| ARRIERES                                                                  | L'allocation pour cette rubrique est de 13 937 298 463. la dépense de la SODECI de 2 000 000 000 a été entièrement exécutée ainsi que celle du Pont de BEOUMI 2 307 298 463. les dépenses du Pont de JACQUEVILLE 1 500 000 000 sont exécutées à hauteur de 665 575 699. concernant les autres entreprises, l'allocation de 8 130 000 000 est exécutée à hauteur de 7 123 211 246 | 12 096 085 408 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les crédits ne sont toujours disponibles pour couvrir les dépenses prévues</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Se rassurer de la disponibilité des crédits avant d'inscrire les projets au financement par l'aide budgétaire</li> </ul> |                   |



### III- ETAT D'EXECUTION DU PROJET

#### A- Etat d'exécution technique

#### INTRODUCTION/CONTEXTE

Le 19 décembre 2014, l'Etat de Côte d'Ivoire a demandé à l'Agence Française de Développement, conformément aux termes du C2D, qu'une partie de la Subvention C2D d'un montant de 51,46 Millions EUR soit affectée au financement d'un appui budgétaire ciblé. L'AFD a accepté de consentir un concours de 51.458.749 EUR (33 754 726 618 FCFA) pour financer un certain nombre de projets.

Cette somme sera utilisée intégralement aux fins de financer certains projets conformément à leurs descriptions et au Plan de Financement

Cet appui budgétaire est ciblé sur les dotations inscrites en loi de finances et participera à l'apurement des arriérés et à la réalisation d'investissements stratégiques de l'Etat ivoirien.

Les affectations seront, dans la mesure du possible, complémentaires aux financements sectoriels en cours d'exécution financés sur C2D. Elles porteront notamment sur les postes de dépenses suivants :

**L'apurement des arriérés :** Cette enveloppe permettra notamment d'accompagner le développement des infrastructures de grande ampleur indispensable à l'amélioration des échanges à l'intérieur du pays.

**Le secteur de l'éducation :** Les capacités d'accueil du système éducatif public ivoirien étant insuffisantes pour assurer une scolarisation universelle dans le primaire et pour répondre à la demande dans les autres types d'enseignement, une offre privée s'est développée. L'Etat s'est engagé à régler à ces écoles des dépenses d'écologie, proportionnelles au nombre d'inscrits, mais a accumulé des arriérés à l'égard du système éducatif.

**Le secteur de la santé :** Dans un contexte fortement dégradé du système de santé, l'une des priorités de l'Etat est le financement de la gratuité ciblée

**Le secteur agricole et la filière coton :** l'apurement des arriérés de subvention des intrants aux opérateurs du secteur coton dans le cadre de la subvention accordée par l'Etat aux producteurs de coton, et rétablir une situation plus saine vis-à-vis de ces opérateurs.

Les fonds seront versés directement sur le compte du Trésor ou les Comptes des Postes Comptables Généraux (ACCT, PGT, ACDP, PGA etc.) ouverts à la BCEAO depuis le compte C2D mouvementé sous double signature de l'ACCT et du Directeur de l'agence AFD.

Les tirages sur ce compte s'effectueront au fur et à mesure de la présentation à l'agence de l'AFD à Abidjan de la liste des dépenses à prendre en compte et des pièces justificatives des dépenses à régler.

La date limite de versement des fonds est fixée au 31 décembre 2015, date au-delà de laquelle aucun versement ne pourra plus intervenir.



Selon le Plan de Financement du projet, les montants indicatifs de la répartition de ces appuis sont les suivants :

| SECTEUR               | BENEFICIAIRE                                         | Affectations (en FCFA) | Affectations (en euros) |
|-----------------------|------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------|
| Santé                 | Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique (NPSP)       | 2 000 000 000          | 3 048 980,34            |
|                       | Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)       | 1 000 000 000          | 1 524 490,17            |
|                       | Programme "Gratuité ciblée"                          | 2 000 000 000          | 3 048 980,34            |
| <b>Total santé</b>    |                                                      | <b>5 000 000 000</b>   | <b>7 622 450,86</b>     |
| Agriculture           | Subvention à la filière Coton                        | 4 000 000 000          | 6 097 960,69            |
| Education             | Subventions aux établissements d'enseignement privés | 10 817 428 155         | 16 491 062,91           |
| Arriérés              | Pont de Béoumi                                       | 2 307 298 463          | 3 517 453,83            |
|                       | Pont de Jacqueville                                  | 1 500 000 000          | 2 286 735,26            |
|                       | SODECI                                               | 2 000 000 000          | 3 048 980,34            |
|                       | Arriérés/dette flottante/RAP autres entreprises      | 8 130 000 000          | 12 394 105,10           |
| <b>Total arriérés</b> |                                                      | <b>13 937 298 463</b>  | <b>21 247 274,54</b>    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>  |                                                      | <b>33 754 726 618</b>  | <b>51 58 749,00</b>     |

#### a) Composante 1

Financement du secteur de la Santé

Montant : 5 000 000 000

Décaissements effectués : 5 000 000 000

Activités prévues en 2015 et résultats attendus : production de la totalité des mandats de paiement pour le programme de « gratuité ciblée »

Décaissements prévus en 2015 : 2 000 000 000

#### b) Composante 2

Financement du secteur de l'Agriculture

Montant : 4 000 000 000

Décaissements effectués : 4 000 000 000

#### c) Composante 3

Financement du secteur de l'Education

Montant : 10 812 952 796

Décaissements effectués : 10 812 952 796

#### d) Composante 4

Financement des ARRIERES

Montant : 13 937 298 463

Décaissements effectués : 12 096 085 408

Décaissements prévus en 2015 : 1 841 213 055

## B- situation financière au 31 décembre 2014

| Désignation                                                                                    |                                | montant                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------------|
| Engagements                                                                                    | Convention N°<br>CCI 1488 01 R | Montant convention :<br>33 754 726 618 FCFA |
| Décaissement de niveau 1<br><i>Mobilisation des ressources depuis le compte C2D à la BCEAO</i> | Compte projet                  |                                             |
|                                                                                                | SECTEUR SANTE                  | 5 000 000 000                               |
|                                                                                                | SECTEUR AGRICULTURE            | 4 000 000 000                               |
|                                                                                                | SECTEUR EDUCATION              |                                             |
|                                                                                                |                                | 10 812 952 796                              |
|                                                                                                | ARRIERES                       | 12 096 085 408                              |
|                                                                                                | Total des décaissements        | 29 909 038 204                              |
|                                                                                                | Solde                          | 3 845 688 414                               |

## IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS

L'analyse des décaissements fait ressortir un montant non exécuté, à la date du 14 janvier 2015 décembre 2014, de 3 845 688 414 composé comme suit :

- Gratuité ciblée 2 000 000 000
- Pont de Jacquville 834 424 301
- Arriérés autres entreprises 1 011 264 133

### Gratuité ciblée

Cette diligence n'a pu être exécutée du fait que les mandats ciblés à hauteur de 2 000 000 000 n'ont pas tous été produits par les services du Ministère de la Santé.

### Pont de Jacquville

Il se pose ici un problème de crédits budgétaires. Les mandats disponibles de 665 575 699 ont fait l'objet de règlement. Il reste à payer 834 424 301

### Arriérés autres entreprises

L'AFD est en attente de pièces justificatives et d'informations complémentaires

**Décaissement de niveau 1**

| PROJET/<br>MAITRE D'OUVRAGE             | Prévisions     | Exécuté        | Taux<br>d'exécution | Commentaires |
|-----------------------------------------|----------------|----------------|---------------------|--------------|
| <i>Alimentation Compte<br/>Projet</i>   | 33 754 726 618 | 29 909 038 204 | 88.00%              |              |
| <i>Règlement direct<br/>d'opérateur</i> | 0              | 0              | 0%                  |              |
|                                         |                |                |                     |              |
| <b>TOTAL</b>                            |                |                | <b>88,00%</b>       |              |

**Conclusion**

L'aide budgétaire s'exécute au niveau de l'ACCT avec une célérité certaine.  
L'ACCT attend les dernières pièces justificatives pour finaliser cette opération

Fait à Abidjan, le 15 janvier 2015

**L'Agent Comptable Central du Trésor**



## **COMPTE RENDU DE SEANCE DETRAVAIL DE LA REVUE SECTORIELLE DU C2D**

**Secteur :** APPUI BUDGETAIRE 2014

**Exposant :** M. OKOU Libani

**Rapporteur :** ACCT

**Date et heure :** 17h15 – 18h00

### **Les points d'attention**

| N° | Questions                                                                                               | Questions posées par          | Réponse retenue après échanges                                                                                                                            |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Comment les dépenses de santé ont été payées pour la gratuité ciblée des soins ?                        | M. Didier KOUAKOU             | Il a été payé au prorata du montant de 2 Mds FCFA. La liste des mandats est disponible au Trésor.                                                         |
| 2  | Comment résoudre le problème d'insuffisance de crédits budgétaires, notamment sur le pont de Jacquville | M. Didier KOUAKOU             | Le Ministère en charge de l'Economie et des Finances et le Ministère des Infrastructures Economiques prendront des dispositions pour trouver les crédits. |
| 3  | Qu'en est-il de l'appui budgétaire 2015 ?                                                               | Le Directeur adjoint de l'AFD | Les échanges seront mené entre l'AFD et la partie ivoirienne au regard de l'agenda électoral 2015 pour anticiper la venue de la mission Appui Budgétaire. |

### **CONCLUSION/PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULEES**

- Le taux d'exécution de l'appui budgétaire est de 95% alors que la convention a été signée en décembre 2014. Les structures devront transmettre à l'ACCT les dernières pièces justificatives afin de finaliser les opérations.
- Pour la construction du **pont de Jacquville**, il y a une insuffisance de crédits budgétaires. Les mandats disponibles de 665 575 699 ont fait l'objet de règlement. Il reste à payer 834 424 301 à couvrir.

# Table des matières

|                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CONTEXTE.....                                                                                             | 5  |
| INTRODUCTION.....                                                                                         | 7  |
| SECTION A- DONNEES GENERALES .....                                                                        | 11 |
| I- CADRE INSTITUTIONNEL.....                                                                              | 13 |
| II- FICHES DE PRESENTATION DES PROJETS .....                                                              | 14 |
| A- FICHE GENERALE DU C2D.....                                                                             | 14 |
| B- EDUCATION – FORMATION - EMPLOI.....                                                                    | 15 |
| 1) Education-Formation (DEFI I).....                                                                      | 15 |
| 2) Emploi (DEFI II).....                                                                                  | 18 |
| C- SANTE.....                                                                                             | 19 |
| 1) Renforcement du système de santé (PRSS).....                                                           | 19 |
| 2) Planification familiale.....                                                                           | 20 |
| 3) Préparation contre le virus Ebola.....                                                                 | 21 |
| D- AGRICULTURE – DEVELOPPEMENT RURAL – BIODIVERSITE.....                                                  | 22 |
| 1) Appui à la relance des filières agricoles (PARFACI I).....                                             | 22 |
| 2) Programme de Soutien au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire (PSAC).....                                  | 23 |
| 3) Conservation des ressources naturelles (CORENA).....                                                   | 24 |
| E- DEVELOPPEMENT URBAIN – EAU – ASSAINISSEMENT.....                                                       | 25 |
| 1) Eau – Assainissement.....                                                                              | 25 |
| 2) Ressources en eau.....                                                                                 | 26 |
| 3) Infrastructures de transport.....                                                                      | 27 |
| Infrastructures routières et voiries urbaines d'Abidjan.....                                              | 27 |
| F- JUSTICE.....                                                                                           | 28 |
| SECTION B- ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE .....                                                               | 29 |
| 1. SITUATION GLOBALE.....                                                                                 | 31 |
| 2. SITUATION SECTORIELLE.....                                                                             | 31 |
| 2.1- Education de base.....                                                                               | 31 |
| 2.2- Formation professionnelle.....                                                                       | 32 |
| a) Rénovation de 3 filières de formation en partenariat avec les branches<br>professionnelles.....        | 32 |
| b) Appui institutionnel.....                                                                              | 32 |
| 2.3- Enseignement Supérieur.....                                                                          | 32 |
| 2.3.1- INP-HB.....                                                                                        | 32 |
| 2.3.2- Universités Publiques.....                                                                         | 32 |
| 2.4- Emploi.....                                                                                          | 33 |
| a) Renforcement de l'employabilité des jeunes.....                                                        | 33 |
| b) Développement de l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi.....                                        | 33 |
| c) Appui institutionnel.....                                                                              | 34 |
| 2.5- Santé.....                                                                                           | 34 |
| 2.5.1- PIPPF.....                                                                                         | 34 |
| a) Programme National de la Santé de la Reproduction et de la Planification<br>Familiale (PNSR PF) :..... | 34 |
| b) AIBEF :.....                                                                                           | 35 |
| c) AIMAS.....                                                                                             | 35 |
| 2.5.2- PRSS.....                                                                                          | 35 |
| 2.5.3- PPRE.....                                                                                          | 36 |



|                                                                                                                              |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2.6- Agriculture .....                                                                                                       | 36         |
| 2.6.1- PARFACI I .....                                                                                                       | 36         |
| 2.6.2- PSAC .....                                                                                                            | 36         |
| 2.7- CORENA (Environnement / Biodiversité) .....                                                                             | 37         |
| 2.8- Assainissement .....                                                                                                    | 37         |
| 2.9- Eau Potable .....                                                                                                       | 37         |
| 2.10- Routes .....                                                                                                           | 37         |
| 2.11- Développement des communes .....                                                                                       | 38         |
| 2.12- Ressources en Eau .....                                                                                                | 38         |
| 2.13- Justice et Etat de Droit .....                                                                                         | 38         |
| <b>SECTION C- ETAT D'EXECUTION FINANCIERE</b> .....                                                                          | <b>39</b>  |
| I- REMBOURSEMENT / REVERSEMENT .....                                                                                         | 41         |
| II- ENGAGEMENTS : SITUATION DES CONVENTIONS SIGNEES AU 31 DECEMBRE 2014 .....                                                | 42         |
| III- DECAISSEMENTS .....                                                                                                     | 43         |
| A- DECAISSEMENT DE NIVEAU 1 .....                                                                                            | 43         |
| 1) Financement de projets .....                                                                                              | 43         |
| a) Approvisionnement des comptes projets .....                                                                               | 43         |
| b) Transferts de fonds aux structures partenaires d'exécution de projets .....                                               | 44         |
| 2) Règlements d'arriérés de l'Etat .....                                                                                     | 44         |
| a) Appuis Budgétaires .....                                                                                                  | 44         |
| b) Autres règlements d'arriérés .....                                                                                        | 44         |
| 3) Récapitulatif des décaissements de Niveau 1 .....                                                                         | 45         |
| B- DECAISSEMENT DE NIVEAU 2 : .....                                                                                          | 46         |
| 1) Dépenses de projets .....                                                                                                 | 46         |
| 2) Récapitulatif des décaissements niveau 2 .....                                                                            | 47         |
| IV- ANALYSE DES DECAISSEMENTS .....                                                                                          | 47         |
| A- DECAISSEMENT DE NIVEAU 1 .....                                                                                            | 47         |
| B- DECAISSEMENT DE NIVEAU 2 .....                                                                                            | 49         |
| C- COMMENTAIRES .....                                                                                                        | 51         |
| D- CONCLUSION .....                                                                                                          | 52         |
| <b>SECTION D- DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS : CONCLUSIONS DE LA REVUE SECTORIELLE</b> .....                                 | <b>53</b>  |
| I- PARTICIPANTS .....                                                                                                        | 55         |
| II- DEROULEMENT DES TRAVAUX .....                                                                                            | 55         |
| III- DIFFICULTES RELEVÉES .....                                                                                              | 55         |
| 1) Points d'attention transversales .....                                                                                    | 56         |
| 2) Points d'attention sectoriels .....                                                                                       | 56         |
| IV- RECOMMANDATIONS .....                                                                                                    | 58         |
| 1) Recommandations transversales .....                                                                                       | 58         |
| 2) Recommandations sectorielles .....                                                                                        | 59         |
| V- SUIVI DES CONCLUSIONS DE LA REVUE SECTORIELLE .....                                                                       | 62         |
| <b>CONCLUSION</b> .....                                                                                                      | <b>63</b>  |
| <b>ANNEXES</b> .....                                                                                                         | <b>65</b>  |
| ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE DE LA REVUE SECTORIELLE 2014 DU C2D .....                                                     | 67         |
| ANNEXE 2 : PRESENTATIONS SUR LES ETATS D'AVANCEMENT DES PROJETS Y COMPRIS LES MINUTES DES ECHANGES QUI LES ONT SUIVIES ..... | 75         |
| <b>TABLE DES MATIERES</b> .....                                                                                              | <b>547</b> |





**«Le C2D, un partenariat au service du développement»**

**Secrétariat Technique du C2D (ST-C2D) - Boulevard Latrille Cocody**  
**Complexe Hôtelier Palm-Club - Bat 7, Bureaux N° 3**  
**01 BP 1533 Abidjan 01 - Tél. : (+225) 22 44 79 78 - Fax : (+225) 22 44 14 75**  
**Site web : [www.c2d.gouv.ci](http://www.c2d.gouv.ci)**